

Edouard VALERY

QUATRE ANNEES DANS

LA R E S I S T A N C E

- 1940-1942 : RESISTANCE CIVILE . BRIVE et
FORET de CHATEAUROUX

- 1943-1944 : LUTTE ARMEE . F T P F . CORREZE
et DORDOGNE.

DOCUMENTS et CITATIONS

TEMOIGNAGES et SOUVENIRS

COMMENTAIRES et REFLEXIONS

« QUATRE ANNEES dans la RESISTANCE »

N'est pas un livre de plus sur cette période, mais un dossier personnel destiné, avant tout à sauvegarder de précieux documents, des photos d'époque, des témoignages, auxquels j'ai ajouté, de loin en loin, quelques commentaires et réflexions.

L'exemplaire original sera ultérieurement remis à un des Musées de la Résistance de la région (Corrèze ou Dordogne...)

Auparavant j'ai décidé d'en faire quelques copies destinées à ma famille (filles et gendres, petits-enfants et arrières-petits-enfants) ainsi qu'à quelques camarades de combat et amis.

C'est à eux tous que je dédie ce travail avec l'espoir qu'il puisse contribuer à faire connaître l'histoire de ces quatre années de Résistance, par la simple et sincère relation d'actions et de cas concrets, au travers de mon itinéraire personnel, depuis les premiers jours de l'occupation, en 1940 à Brive, jusqu'à l'entrée dans Périgueux avec les maquisards FTPF de la Dordogne, en août 1944...

Tarnos, septembre 2004

Edouard Valéry

S O M M A I R E

Page 1 à 16- La famille VALERY François - CHABROL Anne. Les différents lieux d'habitation (1922-1944)

P. 17 à 106- Résistance civile . Brive 1940-1942. Copie du témoignage adressé au Musée de la Résistance, à Tulle, en décembre 1993 :

- Le groupe Robert Delord
- Germain Auboiroux
- Premières actions de Résistance (Tracts et journaux clandestins)
- Arrestations à Brive par police vichyste (mon frère Henri: 30-4-42. moi : 1-5-42)
- Jugement par Tribunal Militaire de Périgueux, le 4-6-42. Dossier de jugement.
- Condamnation à un an de prison avec sursis.
- Entrée dans clandestinité complète, début juillet 1942. Forêt de Châteauroux
- Internement Administratif à Nexon évité de justesse (Arrêté préfectoral du 2 juillet 42)

P.107 à 116- Premiers pas dans la vie clandestine totale :

- Le voyage Brive-Châteauroux (début août 1942)
- La forêt de Châteauroux. La scierie ambulante "Devanne". (début août 42-printemps 1943)
- Le retour en Haute-Corrèze (Détachement du maquis "Faïta")

P.117 à 160- Retour en Basse-Corrèze . Région de Brive Extraits de "Maquis de Corrèze" 4^{me} édition

- Forêt de Turenne et de Lanteuil
- Le détachement du maquis FTPF "Grandel"
- Emplacements successifs du camp "Grandel"
- Les premiers sabotages (derraillements de trains, lignes électriques, usines etc...)
- Organisation des FTPF légaux : Nazareth. Nespouls. Turenne. Noailles. Brive...
- Attaque du camp "Grandel" par les G.M.R. le 6 septembre 1943. Forêt de Lanteuil

P.161 à 168- "Les forteresses vertes" par André Defrémont, un ancien de "Grandel". (extraits)

- Son arrivée à "Grandel"
- La vie au camp (forêt de Lanteuil)

P.169 à 174. Formation de la 3^{me} compagnie FTPF en Basse-Corrèze (extraits de « M. de C. »)

- Commissaire aux Effectifs (C.E.) : André Odru (André)
- Commissaire aux Opérations (C.O.) : Edouard Valéry (Justin)
- P.C. de la Cie: dans la ferme de Eugène Matou à 1 km,500 de Varetz
- Intensification des sabotages dans la région de Brive
- Vers 15 décembre 1943, la 3^{me} Cie se scinde en deux et forme les 3^{me} et 5^{me} Cies

P.175 à 186-Après bref séjour région d'Ussel-Haute-Corrèze : C.O. 1^{ère} Cie FTPF- du 15-12 à fin janvier 44. (Extraits du livre " M.de C.". 4^{me} édition) :

- Commissaire aux Opérations Régional (C.O.R.) Corrèze: du début février 44 au début mai 1944 - Nom de guerre : "Fernand"
- Commissaire aux Effectifs Régional (C.E.R.) : André Odru (André)
- Commissaire Technique Régional (C.T.R.) : Louis Porte (Aristide)
- "Planque" (maison d'hébergement) : Mme Laurensou-3 rue tour de Maïsse.Tulle

P.187 à 192- Faux-papiers réalisés par Lucien Fieyre (Séverin)) :

- Cartes d'identité, de travail (usine Lamarque. Tulle), d'alimentation et de vêtements (doublures exactes des cartes du nommé Guillaume Mercier)

P.193 à 200- Début mai 1944 : Commissaire aux Opérations Régional (COR) des FTPF de la Dordogne. Nom de Guerre : Lecoœur

- Arrivée en Dordogne, venant de Corrèze, vers 10 mai 1944 (gare de Milhac-d'Auberoche)
- La reconstitution de l'E.M. départemental des FTPF
- Les tâches à accomplir (extraits du livre "Dordogne en Armes")

P.201 à 224- P.C. départemental des FTPF de Dordogne

- Emplacements successifs du P.C. départemental des FTPF
- La sanglante répression de mars-avril 44 n'arrêta pas la résistance et la guérilla
- Copie d'une note du C.O.R. aux chefs d'unités FTPF de Dordogne
- Copie de l'ordre d'encerclement de Périgueux et Bergerac, par EM FFI départemental
- Les derniers jours de l'occupation, la libération: souvenirs et réflexions
- Réflexions sur les FTPF Dordogne : l'encadrement et le commandement. L'E.M. FFI départemental. Le SOE et Malraux. Les grades dans les FTPF.

P.225 à 230-Publications clandestines en Dordogne, juste avant la libération du département :

- "Français, Françaises du Périgord"
- "Jeunes filles en marche" -25 juillet 1944.
- "Appel aux Paysans périgourdiens"
- "Patriotes de Périgueux: tous debout pour chasser l'envahisseur"

P.231 à 248- Quelques souvenirs personnels et réflexions sur l'immédiat après libération et après guerre.

Soixante ans après, pourquoi parler encore de la Résistance ?

Homologation des services de Résistance :

- Certificat d'Appartenance aux F F I.
- Attestation de durée des services dans la Résistance.
- Lettre du liquidateur national OS.FN.FTPF.
- Attestations établies par Roger Lescure et Paul Peyraud.

P.249 à 264- APPENDICE :

-« La forêt sereine » : fiction et réalité

- Que devint mon frère, Henri VALERY, après notre séparation, au printemps 1943 ?
- 24 juin 2001- Henri et Edouard VALERY Chevaliers de la Légion d'Honneur.
- Copie d'un article d'André Odru (Commissaire aux Effectifs Corrèze) paru sur l'Echo du Centre du 23 août 2001.

Document annexe: copies des C.R. et communiqués des commandants de sous-secteurs et d'unités des FTPF, adressés au C.O.R. (P.C. départemental FTPF de Dordogne) de juin 1944 à la libération, le 20 août 1944.

LES DIFFERENTS LIEUX D'HABITATION DE LA FAMILLE:

VALERY François

CHABROL Anne

(1) 1922-1928 "Le MEYGNAUD" Commune de La COQUILLE . Dordogne. Métayer.

(2) 1928-1929 "RATY" Commune de La COQUILLE . Dordogne.
Employé au goudronnage de la route Nle 21 . Feuillardier.

(3) 1929-1931 Ville de CHALUS . Haute-Vienne.
Commerçant ambulant . Caïfa .

(4) 1931-1933 "Le BOUCHERON" Commune de SAINT-PRIEST-les-FOUGERES
Dordogne. Métayer

(5) 1933-1934 "VERDENILLE" Commune de SAINT-PIERRE-de-FRUGIE
Dordogne Fermier

(6) 1934-1935 "MONCHAPEIX" Commune de FIRBEIX . Dordogne
Métayer

(7) 1936-1941 "REYJADE" Commune de NESPOULS . Corrèze.
Employé des Ponts et Chaussées. (Emploi réservé "Ancien Combattant")

(8) Juillet 1941 "La Cité des Roses" BRIVE . Corrèze.
Employé des Ponts et Chaussées

N.B. A partir de 1941 la famille VALERY François ne quittera plus BRIVE.

FIN de la GUERRE 1914-1918 - DEBUT de la GUERRE 1939-1940

Itinéraire de la famille VALERY François.

(1) 1922-1928 . "Le Meygnaud" Commune de La COQUILLE. (Dordogne)

Ancien combattant de la guerre 14-18, mon père, François VALERY exploite une métairie avec son beau-frère (frère de ma mère) Louis CHABROL, située au Meygnaud , Cne de La Coquille.

Cadet de la famille, après Henri, qui vit le jour en 1922, c'est là que je suis né, le 29 février 1924.

Les deux familles dont j'étais issu, VALERY pour mon père et CHABROL, pour ma mère, appartenaient à la paysannerie pauvre et sans terre des campagnes limousines. Sur un total de treize (parents, oncles et tantes directs) six hommes étaient métayers, un était bouvier-charretier, un autre était cantonnier; quant aux cinq femmes, deux étaient femmes de métayer et les trois autres femmes de ménage-bonnes.

La métairie du Meygnaud était assez grande; on se consacrait à la polyculture et à la production de veaux de boucherie qu'il fallait amener aux foires de La Coquille. Les bâtiments étaient vieux et peu adaptés. La maison d'habitation ressemblait aux batiments d'exploitation; elle comprenait une grande cuisine où tout le monde vivait, avec une cheminée monumentale pour faire la cuisine, se chauffer et pour les veillées au cours desquelles on pelait les chataignes pour le repas du lendemain. Dans un angle, le lit du grand-père Chabrol. Ouvrant directement sur cette grande cuisine, il y avait deux chambres, assez grandes: une par famille qui comprenaient déjà chacune, trois enfants. Pour l'eau : un puits profond dans la cour; pour les "commodités", un cabanon au fond du jardin...

Premiers souvenirs: des jeux avec frère et cousins; des courses folles avec la bourrique et la chienne "Libartine" dans le grand pré attenant...

(2) 1928- 1929 . " Raty " toujours commune de La COQUILLE.

Pour quelles raisons?... quelques mésententes peut-être...exigüité de la maison d'habitation plus probablement, les deux familles du Meygnaud se séparent. Tandis que mon oncle Louis et ma tante Marie gardent la métairie, nous nous installons dans une maison située à quelques kilomètres, sur le bord de la route nationale 21, à Raty, près de La Coquille.

Mon père travaille un certain temps avec l'entreprise qui effectue le goudronnage de la Nationale 21, jusque là route blanche. L'hiver il travaille dans les bois comme "feuillardier" ce qui consiste à couper les baliveaux de chataignier, les fendre après les avoir chauffés et les façonner à la plane pour en faire des cercles de barriques, des piquets de clôture etc. Le taillis n'étant pas loin de la maison, avec mon frère Henri ou ma soeur Henriette, nous lui portions souvent une soupe chaude pour son repas de midi.

Un quatrième enfant, Fernand, naissait à Raty.

(3) 1929-1931 CHALUS. Haute-Vienne.

Conseillés sans doute par un cousin qui est " Caïfa " à La Coquille, mes parents entrent dans cette "chaîne" de petits magasins d'alimentation qui a exactement pour titre " Au Planteur de Caïfa " et s'installent à Châlus. Le magasin était tenu par ma mère tandis que mon père faisait des tournées dans les campagnes environnantes. Toujours accompagné par son gros chien "Médor" pour le protéger des agressions possibles, il sillonnait toute la semaine les petites routes et les chemins avec sa charrette-caisson servant de magasin, tirée par un âne. Métier pénible et peu rémunérateur.

(4) 1931-1933 "Le Boucheron" à SAINT-PRIEST-les-FOUGERES.

Mes parents abandonnent le commerce et reviennent à la terre. Ils reprennent une métairie assez grande située au "Boucheron", commune de Saint-Priest-les Fougères. La maison et les batiments sont situés en haut d'un grand pré qui dévale en ondulant jusqu'à la petite rivière "La Valouse". Au loin on aperçoit La Coquille.

Nous sommes déjà quatre enfants. L'ainé Henri , dix ou onze ans, moi-même huit ou neuf ans, nous commençons à aider les parents pour de menus travaux : faire les foin, garder les vaches, guider les attelages pour labourer ou moissonner etc...Mais, au total, il y a plus de bouches à nourrir que de bras pour travailler. Seul, bien que secondé par ma mère chaque fois qu'elle le peut, mon père n'arrive pas à faire face et doit quitter cette trop grande propriété, pour une plus petite.

(5) 1933-1934. "Verdenille" commune de Saint-Pierre de Frugie.

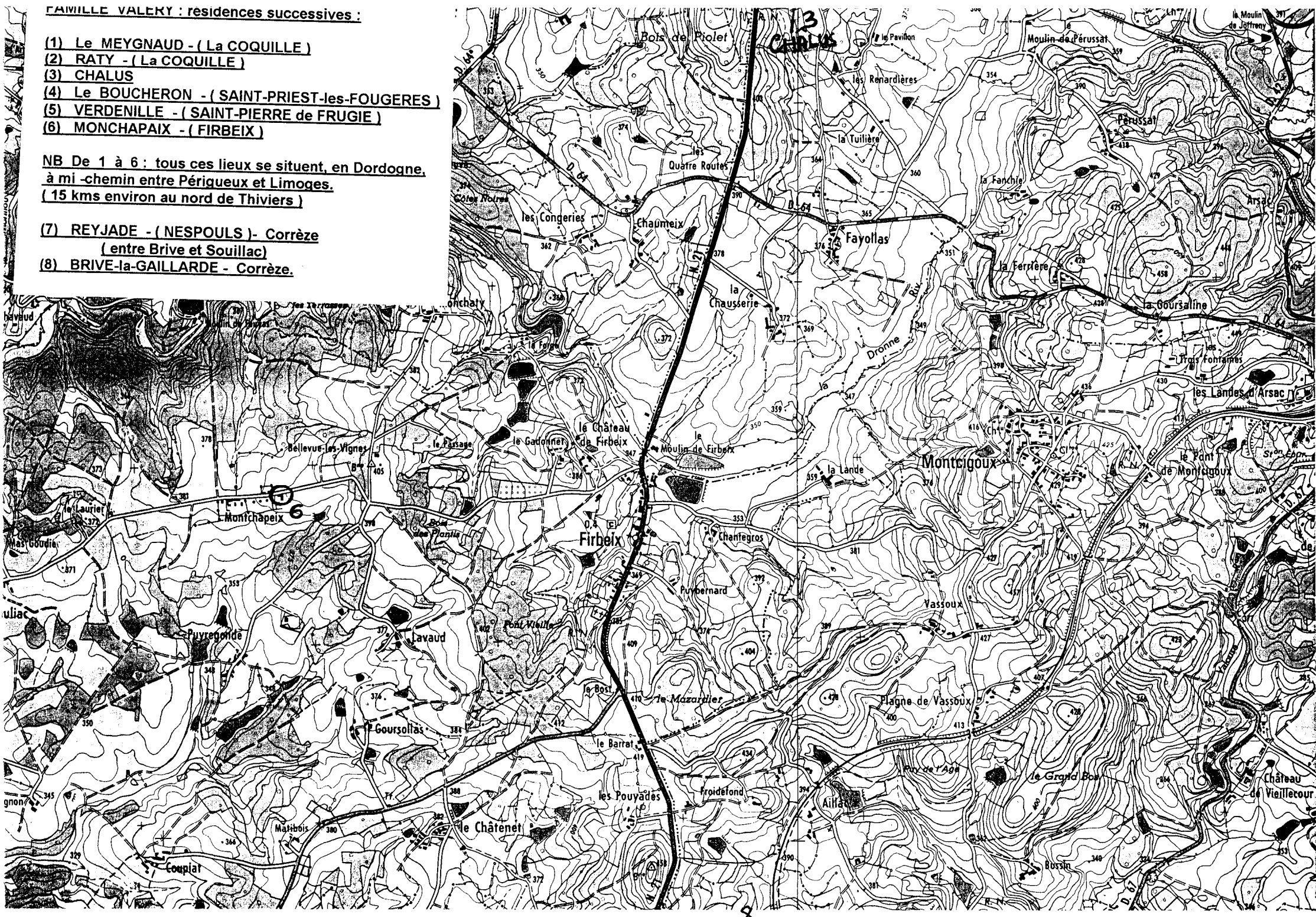
Son mobilier et ses maigres affaires entassées dans cinq ou six charrettes tirées par des vaches, la famille s'installe à Verdenille, Commune de Saint-Pierre de Frugie. Elle s'agrandit bientôt d'un cinquième enfant, une fille, Simone.

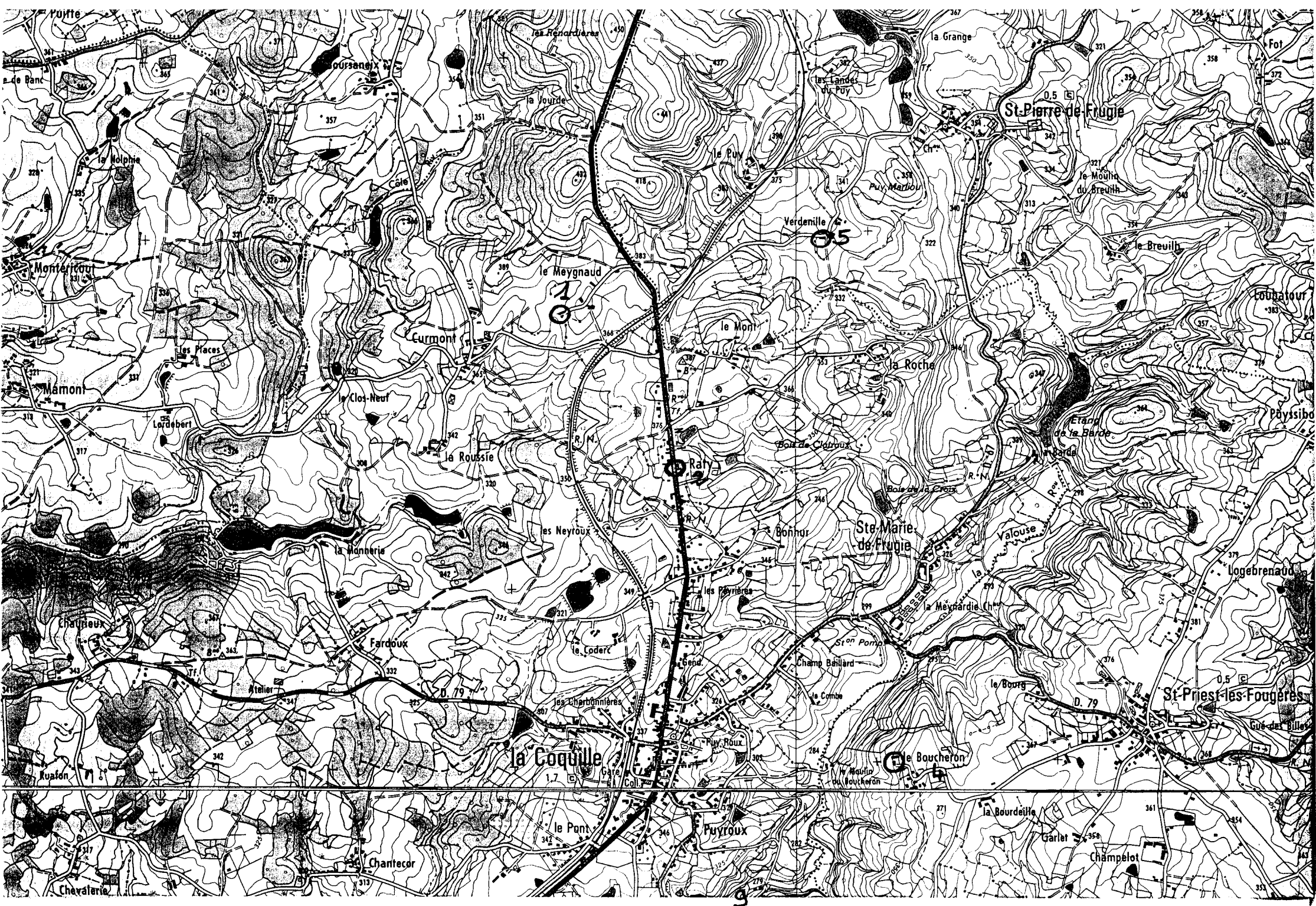
FAMILLE VALÉRY : résidences successives :

- (1) Le MEYGNAUD - (La COQUILLE)
- (2) RATY - (La COQUILLE)
- (3) CHALUS
- (4) Le BOUCHERON - (SAINT-PRIEST-les-FOUGERES)
- (5) VERDENILLE - (SAINT-PIERRE de FRUGIE)
- (6) MONCHAPAIX - (FIRBEIX)

NB De 1 à 6 : tous ces lieux se situent, en Dordogne,
à mi -chemin entre Périgueux et Limoges.
(15 kms environ au nord de Thiviers)

- (7) REYJADE - (NESPOULS)- Corrèze
(entre Brive et Souillac)
- (8) BRIVE-la-GAILLARDE - Corrèze.





Mes parents ne sont plus métayers; ils sont fermiers. Mais la vie est toujours aussi dure. C'est la crise. Le seul argent qui rentre provient de la vente de quelques veaux ou cochons. Bientôt, ils ne peuvent plus s'acquitter du loyer de la ferme et ils sont menacés de saisie par le propriétaire. Mais quoi donc pourrait-on leur saisir? Seule, une machine à coudre, achetée à ma mère par la tante Marie, pourrait être menacée. Camouflée sous des bottes de paille, sur une charrette, pour que le propriétaire ne la voie pas, nous la transportons avec mon père, chez l'oncle et la tante restés au Meygnaud. Mais, en définitive, la saisie n'a pas lieu.

Faut-il rapprocher ce fait d'un autre souvenir?...Je ne sais pas...En tout cas, nous vieillissant sans doute un peu, pour les besoins de la cause, un voisin, chargé de recruter une équipe de vendangeurs pour le Bordelais, nous engagea, mon frère Henri et moi, avec le père, pour trois semaines de vendanges à Saint-Magne près de Castillon en Gironde. A notre arrivée, le propriétaire fit la grimace... Finalement tout s'arrangea. Je fis ce que je pus, mon père accomplissant du travail supplémentaire, non rémunéré pour me compléter. Je garde de tout cela un souvenir ému... Chers parents ! Pauvres et honnêtes jusqu'à l'impossible !...

1934-1935 . "Monchapeix" Commune de FIRBEIX .

Les rapports se sont tendus avec le propriétaire de la ferme de "Verdenille"; d'autre part la famille, maintenant de sept personnes, ne peut pas vivre sur ces quelques lopins de terre. A la Toussaint 1934, nous voilà en train de changer de domicile. Pour essayer de faire face, malgré la crise qui se poursuit, mes parents reprennent une grosse métairie à "Monchapeix", petit village de la commune de Firbeix, à la limite de la Dordogne et de la Haute-Vienne.

Un seul propriétaire pour tout le village qui regroupe cinq grosses métairies ; de plus, il est haut fonctionnaire dans un ministère dont j'ignore le nom. Il a une villa au milieu de ses propriétés, où il vient passer ses vacances, tout en surveillant ses métayers. Entre-temps, ces derniers sont sous la coupe d'un régisseur résidant à Firbeix.

Les familles nombreuses, avec des enfants qui grandissent, sont assez appréciées du propriétaire . Mon frère Henri a 12-13 ans et moi-même 10-11 ans. Nous participons de plus en plus largement aux travaux: fenaisons, moissons, récoltes diverses, etc.. Tous les deux, nous labourons même, avec un lourd brabant, tiré par deux attelages de vaches et qu'il faut tourner au bout de chaque sillon.

Quant à l'école, la cinquième que nous fréquentons depuis celle de La Coquille, nous y allons épisodiquement. Aussi nous avons droit aux places réservées habituellement aux cancre, c'est-à-dire, les plus chaudes, près du poêle, au fond de la classe. Cette situation désolait mes parents; mais, hélas, elle n'était pas différente de celle de tous les enfants de métayers.

Nous vivons cependant grâce aux produits de la ferme, du jardin et de la basse-cour, mais bien sûr, sans jamais aller à la boucherie ou chez le marchand de vin ...Et puis, la famille est unie, joyeuse et bruyante. Malgré les difficultés, je garde de ces années d'enfance, des souvenirs émus. Mon père, diminué physiquement par sa blessure de guerre, essayant d'élever au mieux sa grande famille; ma mère, une vraie mère, toujours sur la brèche, se faisant du "mauvais sang" pour l'un ou pour l'autre, capable de défendre "bec et ongles" ses enfants s'ils étaient menacés !...C'est ainsi que les pauvres arrivent à survivre!

1936-1941. "Reyjade" Commune de NESPOULS . Corrèze.

Bien conseillé par quelque ami, mon père fait une demande d'"emploi réservé" au titre d'ancien combattant, blessé de guerre et en 1936, il est nommé cantonnier des Ponts et Chaussées, sur la nationale 21, au sud de Brive-la-Gaillarde en Corrèze. Le parcours dont il a la charge va de la limite du Lot, jusqu'au Pont du Couderc, près du village de Noailles.

Nous nous installons à Reyjade, sur la nationale, dans de grandes bâtisses, avec porche en pierre, qui avaient autrefois servi de relai aux diligences (hotellerie, écuries, abreuvoir pour les chevaux etc..).

Mon père s'occupait des sept kilomètres de son parcours; il entretenait les fossés, coupait l'herbe des banquettes, élaguait les broussailles pour dégager la vue...Ma mère n'avait plus ses occupations éreintantes à la maison et aux champs. La paye, surtout, arrivait régulièrement...Et nous, les enfants, nous pouvions, enfin, fréquenter l'école assidûment.

Autre chance: l'école de Nespouls était dirigée par un de ces instituteurs, monsieur Chastaing, exerçant son métier comme un sacerdoce. Mon frère Henri et moi, nous lui devons beaucoup. Nous étions tellement en retard qu'il aurait pu renoncer...Il n'en fit rien. Nous consacrant beaucoup de temps, nous gardant même, le soir, après la classe, pour des leçons complémentaires gratuites, il nous fit rattraper rapidement notre retard et nous présenta tous les deux, en 1937, aux épreuves du Certificat d'Etudes Primaires que nous obtenions haut-la-main, pour ma part, avec la "mention Très bien". Mr. Chastaing, en outre, continua encore pendant un an à nous donner, ainsi qu'à quelques autres élèves, et ceci sans obligation ni rémunération, des cours complémentaires où je progressais personnellement à grands pas. Très satisfait du résultat, il me fit obtenir une belle récompense, lors d'une visite à l'école, de l'Inspecteur Primaire qui n'était autre que Léonce BOURLIAGUET, auteur de livres destinés à la jeunesse. Ce dernier me fit, en effet parvenir, quelques jours plus tard, le premier exemplaire sorti des presses et corrigé de sa main, de son livre " La forêt sereine" avec la dédicace suivante: " A Edouard Valéry pour le récompenser d'être un bon élève ".

Mr. Chastaing me dit: "Tu vas le lire attentivement et ensuite tu raconteras l'histoire à toute la classe".

Nous étions en 1937 et curieusement, au travers de cette l'histoire fictive qui constituait la trame du livre, c'était la préfiguration de ce que j'allais vivre réellement, quelques années plus tard, qui se dessinait!...

Bourliaguet, dans la "Forêt sereine", raconte ce qui arriva à Sylvain, un enfant de l'Assistance Publique, adopté par une grand-mère qui avait également recueilli, un peu plus tard, un autre enfant, une petite fille, nommée Eva

La scène se passe en 1914-1918, en Champagne. La guerre éclate. Le village est occupé par l'armée allemande. La grand-mère, heurtée par un attelage conduit par des soldats ennemis, est tuée sur le coup. Pour la venger, Sylvain fait exploser un dépôt de munitions situé à l'orée du village et se sauve dans la forêt, avec sa soeur adoptive Eva. Là, ils sont recueillis par un soldat originaire du pays basque, Péguéto qui, encerclé avec son unité, avait refusé de se laisser capturer et vit maintenant au milieu des bois, dans une sappe qu'il a aménagée.... Avec Péguéto, Sylvain tend une embuscade au vaguemestre allemand qui passe régulièrement, en moto, sur une route proche et tous les deux font le coup de feu sur les soldats ennemis qui se replient vers la fin de la guerre.

Histoire de "maquisards" qui allait être, pour moi, quelques années plus tard, de l'histoire réelle.!

Ce livre avec sa dédicace est pour moi mon meilleur diplôme!...

Malheureusement, trop âgé alors pour être présenté au concours d'entrée à l'Ecole Normale, au grand regret de Mr Chastaing, je dus partir travailler comme journalier agricole dans diverses fermes ou bien je cassai des cailloux pour la réfection de la nationale 21, gagnant quelque argent, avec lequel, entre autre, je m'achetai un vélo qui me fut d'ailleurs volé quelques semaines plus tard!...

Mais bientôt je pris le même chemin que mon frère Henri, qui ayant appris le métier de peintre, travaillait maintenant dans une entreprise de Brive. A mon tour, en 1939, je fus engagé comme apprenti, dans cette même ville, par le peintre Fontauzard. .

Une page se tournait, mais une autre s'ouvrait, car à partir de là je travaillais avec Robert DELORD qui me fit entrer dans la Résistance. Mais c'est une autre histoire !...



ACADÉMIE
DE CLERMONT

DÉPARTEMENT
DE LA CORRÈZE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Certificat d'Etudes Primaires

ÉLÉMENTAIRES



L'Inspecteur d'Académie du Département de la Corrèze,

Vu l'article 6 de la loi du 28 mars 1882, modifié par la loi du 11 janvier 1910 :

Vu les arrêtés du 18 janvier 1887, du 24 juillet 1888, du 29 décembre 1891, du 31 juillet 1897, du 8 août 1903, du 27 juillet 1908, du 19 juillet 1917 et du 1^{er} février 1924 ;

Vu le procès-verbal de l'examen subi par M^r Valéry Edmond
dans les conditions déterminées par les arrêtés sus-visés ;

Vu le certificat en date du 19 juin 1937,
par lequel la Commission siégeant à Brive

pour la session de 1937, atteste que M^r Valéry Edmond
né le 29 février 1924 à La Capelle

département de la Dordogne, a été jugé digne d'obtenir le
Certificat d'Etudes Primaires.

Délivré à M^r Valéry Edmond

le présent Certificat d'Etudes Primaires pour servir et valoir ce
que de droit.

Mention Très Bien

A Brive, le 19 juin 1937.

(Signature du Titulaire)

Pour l'Inspecteur d'Académie :
L'Inspecteur Primaire délégué,

A. Boulet



A Édouard Valéry
pour le 25^{ème} anniversaire d'être un bon élève
L. Bourliaguet

LA FORÊT SEREINE

par
LÉONCE BOURLIAGUET

ILLUSTRATIONS DE JACQUES SOURIAU



PARIS
NELSON, ÉDITEURS
25, RUE DENFERT-ROCHEREAU
LONDRES, ÉDIMBOURG et NEW-YORK
1937

1940 -1942 : RESISTANCE CIVILE . BRIVE

- Le groupe Robert DELORD
- Germain AUBOIROUX
- Premières actions de la Résistance : distributions de tracts et de journaux clandestins.
- Circonstances de notre arrestation à Brive par police de Vichy :
 - . Mon frère Henri Valéry : le 30 avril 1942
 - . Moi-même : le 1^{er} mai 1942.
- Jugement par le Tribunal Militaire de Périgueux le 4 juin 42 (dossier de jugement 45 pièces)
- Condamnation à un an de prison avec sursis.
- Arrêtés préfectoraux d'internement administratif du 2 juillet 42. Y échappant de justesse, entrée dans la clandestinité complète, début juillet 1942. Forêt de Châteauroux.

Edouard VALERY
19 Avenue Julian Grimau
40220 - TARNOS .

Tarnos , le 8 décembre 1993

MUSEE DEPARTEMENTAL DE LA RESISTANCE
ET DE LA DEPORTATION.
2 Quai Edmond-Perrier
19000 - TULLE .

Chers camarades ,

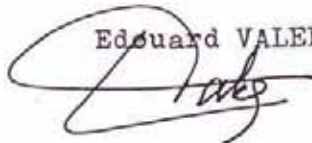
Je vous adresse ci-joint, comme je vous l'avais promis lors de ma visite au Musée en juillet dernier, la copie du dossier d'arrestation et de jugement, en mai-juin 1942, concernant mon frère Henri et moi-même.

J'ai pensé qu'il était nécessaire d'y ajouter le maximum de précisions sur les circonstances et les actions qui avaient précédé cette arrestation et le jugement qui suivit.

Nous avons eu la chance de participer à l'action résistante depuis l'été 1940, au côté et sous la responsabilité d'abord de Robert DELORD, puis de Germain AUBOIROUX et enfin de Paul PEYRAUD (LOUIS) . J'ai tenu à citer, le plus fidèlement possible, certains faits et certains propos qui peuvent aider à faire la vérité sur cette période difficile , à BRIVE comme ailleurs.

Veuillez agréer , chers camarades, l'expression de mes fraternelles amitiés.

Edouard VALERY



NB. Une copie complète de ce dossier est également remise à la Section du Parti Communiste de Brive et une autre à mon frère Henri VALERY.

MUSÉE DÉPARTEMENTAL de la RÉSISTANCE et de la DÉPORTATION

2, quai Edmond Perrier - 19000 TULLE ☎ 55 26 24 36

Tulle le 15 Décembre 1994

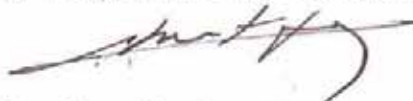
Mon cher camarade,

Nous avons bien reçu ton récit, fort intéressant, relatif à l'arrestation de ton frère Henri et de toi même.

Nous t'en remercions vivement. Tu peux être assuré que ce document figurera en bonne place dans la documentation de notre musée et pourra être consulté par les jeunes scolaires ou les historiens qui s'intéressent à cette période de notre histoire.

En te renouvelant nos remerciements, je te prie de croire à l'assurance de mes sentiments fraternellement résistants,

Le Président du Conseil d'Administration



Charles Montagnac

DOSSIER ARRESTATION ET JUGEMENT: VALERY Henri et Edouard

0	Novembre 1993	Circonstances de l'ARRESTATION et du JUGEMENT.
1	1er mai 1942	P.V. du Commissaire de Police de Brive sur l'arrestation de Henri VALERY le 30 avril 1942 vers 23H30.
2	1er mai	P.V. du Commissaire de Police de Brive: interrogatoire de Henri VALERY.
3	1er mai	P.V. perquisition au domicile de Henri VALERY
4	1er mai	P.V. Commissaire Principal de la Police Judiciaire de Limoges: audition de VALERY François, père de Henri VALERY.
5	1er mai	Ordre d'Informers n° 129 I/J.M. du général JEANNEL, Cdt la 12ème Région Militaire. VALERY Henri et Edouard.
6	1er mai	Message du Général, Cdt la 12ème R.M., à la Caserne de Gendarmerie de Brive: transfert de Henri VALERY à la prison de Périgueux.
7	1er mai	Télégramme du Général, Cdt la 12ème R.M., à Commandant Militaire Corrèze, concernant Ordre Informers VALERY Henri.
8	1er mai	Liste documents et matériels saisis. Affaire VALERY.
9	2 mai	Rapport Commissaire Principal P.J. Limoges sur arrestation Henri VALERY.
10	2 mai	P.V. Commissaire Principal P.J. Limoges: perquisition au domicile Henri VALERY.
11	3 mai	Mandat de Dépot: Henri VALERY ? Signé par Substitut du Juge d'Instruction près du Tribunal Militaire de Périgueux.
12	3 mai	Réquisitoire introductif du Commissaire du Gouvernement.
13	4 mai	Rapport du Commissaire Principal de la P.J. de Limoges sur les inculpations de Henri et Edouard VALERY.
14	4 mai	Copie message sur Ordre de Transfert Henri VALERY prison de Périgueux, adressé à Brigade Gendarmerie de Brive.
15	4 mai	Demande de désignation d'un avocat d'office. H. VALERY.
16	4 mai	Rapport Cdt Département Militaire Corrèze. au Général, Cdt la 12me R.M., sur affaire frères VALERY.
17	5 mai	Première comparution devant Juge Instruction. E. VALERY.
18	6 mai	Demande extrait casier judiciaire Henri VALERY.
19	6 mai	Demande extrait casier judiciaire Edouard VALERY.

20	8 mai	Relevé casier judiciaire Henri VALERY
21	8 mai	Relevé casier judiciaire Edouard VALERY
22	11 mai	Demande de renseignements Henri VALERY adressée au Commissaire des R.G. de Tulle par le Juge Instruction
23	11 mai	Demande de renseignements Edouard VALERY adressée au Commissaire des R.G. de Tulle par le Juge Instruction
24	13 mai	Notice de renseignements sur Henri VALERY
25	13 mai	Notice de renseignements sur Edouard VALERY
26	13 mai	Notice de renseignements sur la famille VALERY
27	13 mai	Interrogatoire Henri VALERY par le Juge d'Instruction
28	13 mai	Interrogatoire Edouard VALERY par le Juge d'Instruction
31	20 mai	Réquisitoire définitif par le Commissaire du Gouvernement: disqualification du Chef d'Accusation H. et E. VALERY
32	20 mai	Ordonnance de disqualification et nouveau Chef d'Accusation H. et E. VALERY
33	20 mai	Lettre au Général, Cdt 12 ^{me} R.M., au sujet disqualification du Chef d'accusation et poursuite sur un nouveau.
34	20 mai	Ordonnance de soit communiqué
35	23 mai	Signification à Henri VALERY ordonnance de renvoi devant le Tribunal Militaire de Périgueux
36	23 mai	Signification à Eouard VALERY ordonnance de renvoi devant le Tribunal Militaire de Périgueux
37	24 mai	Convocation Tribunal Militaire le 4 juin pour affaire frères VALERY.
38	24 mai	Citation à comparaitre devant Tribunal Militaire Henri VALERY
39	24 mai	Citation à comparaitre devant Tribunal Militaire Edouard VALERY
40	27 mai	Lettre BARDON-DAMARZID annonçant jugement le 4 juin 1942
41	29 mai	Acte d'accusation
42	4 juin 1942	Jugement de Henri et Edouard VALERY
43	5 juin	Mise en liberté d'Henri VALERY
44	5 juin	Mise en liberté d'Edouard VALERY
45	Avril 42	Exemplaire du journal "Combat" et supplément.

Henri et Edouard VALERY

CIRCONSTANCES DE NOTRE ARRESTATION A BRIVE LES 30-4 ET 1-5-1942 DOSSIER DE JUGEMENT A PERIGUEUX LE 4 JUIN 1942.

Edouard VALERY

En mai-juin 1940, au moment de la débâcle et l'invasion de la France par les troupes hitlériennes, je travaillais avec Robert DELORD chez Fontauzard, entrepreneur de peinture, à Brive. J'avais seize ans et j'étais apprenti depuis un an environ. J'habitais, ainsi que toute la famille VALERY, à Reyjade, commune de Nespouls, dans l'ancienne auberge-étape des diligences. Avec mon frère Henri, et Georges AUSSEL ouvrier carrossier chez Clavaux, nous faisions, matin et soir, en vélo, les quinze kilomètres qui séparent Reyjade de Brive.

Je discutais beaucoup avec Robert DELORD, notamment des nouvelles du Front, incertaines d'abord, puis de plus en plus alarmantes. Lorsque les blindés allemands se ruèrent sur la France, les informations et les rumeurs les plus inquiétantes allaient bon train: une colonne ennemie se dirigeait, paraît-il, vers Limoges et Brive, suivant la nationale 20 ...

La réaction de Robert fut sans ambiguïté: si les nazis arrivaient jusqu'à Brive, il fallait se cacher, pour continuer l'action. C'est ainsi, qu'au milieu de l'affolement général et du flot de réfugiés qui se dirigeait vers le sud, nous sommes allés, tous les deux, vers Noailles, Nespouls, Turenne, visiter les grottes et les bois que je connaissais bien, en vue d'y rechercher des cachettes: grottes de Lamouroux et de la Fage, à vrai dire peu utilisables pour ça, et aussi quelques autres endroits plus ou moins propices.

Mais les rumeurs se turent et le nouveau "paysage" apparut, dans sa cruelle netteté: l'armée française écrasée, des centaines de milliers de soldats français prisonniers, la France occupée, avec la soi-disant "zone libre", PETAIN, VICHY, la "révolution nationale" des traîtres et des fascistes français ...

Robert DELORD reconstitua aussitôt le groupe des Jeunesses Communistes de Brive. Il hésitait un peu à me faire participer aux premières réunions, me trouvant sans doute un peu jeune. Mais une solide amitié s'établit tout de suite entre nous et il me faisait confiance. Dans nos discussions, il exprimait ses sentiments, me faisait part de ses réflexions sur la situation et sur les durs combats qui attendaient le peuple de France, les travailleurs.

C'était le temps où des contacts avaient eu lieu entre un petit groupe de dirigeants parisiens du parti communiste clandestin et l'occupant sur une problématique réapparition de « L'Humanité », contacts complètement ignorés de Robert, j'en suis certain et dont je n'ai eu connaissance, pour ma part, qu'après guerre. Je peux affirmer qu'il restait plus que jamais antifasciste et qu'il se lançait sans hésiter dans la Résistance. J'ai d'ailleurs trouvé les mêmes sentiments, absolument sans équivoque, quelques semaines plus tard, chez Germain Auboiron. Toute autre attitude était impensable.

**

Une de mes premières actions de résistance, fut une démarche dans une librairie-papeterie, pour acheter des stencils destinés à la Ronéo à encre qui fonctionnait clandestinement chez les frères POCALY. Mais la police avait sûrement donné des consignes précises à ce genre de magasins. Le patron à qui j'avais présenté ma demande, me dit d'attendre et se dirigea vers l'arrière-boutique. Il tardait beaucoup à revenir...beaucoup trop... Nous n'étions pas loin du Commissariat de police... Il valait mieux filer en vitesse...

Quelques semaines plus tard, alors que nous travaillions ensemble à la réfection des peintures d'une maison située à Champanatier (maintenant Place de la Liberté) Robert me fit connaître Germain AUBOIROUX afin que je puisse, éventuellement, assurer la liaison entre eux. "Le Père, comme nous appelions ce dernier, travaillait chez "Raoul SOUSTRE", rue Emile Zola et il passait à Champanatier, en vélo, quatre fois par jour, pour aller à son travail ou en revenir.

**

Le groupe de jeunes dirigé par Robert avait une très grande activité clandestine : inscription de "mots d'ordre" à la craie, distribution de tracts tirés sur la ronéo etc.... Ce qui mettait la police briviste sur les dents.

Le 8 novembre 1940, Robert fut arrêté. En quelques semaines, grâce semble-t-il, à la trahison de l'un d'eux, la plupart des membres du groupe subissait le même sort et se retrouvait dans les prisons de Vichy.

Mon frère Henri et moi étions connus des autres jeunes sous le nom des "Nespouls" (commune où nous habitions): c'est sans doute, ce premier "nom de guerre" qui nous sauva de l'arrestation ou tout au moins des ennuis avec la police.

Avec Georges AUSSEL et un autre jeune de Nespouls, Noël BORDAS, nous pouvions donc continuer l'action commencée par Robert DELORD et ses camarades.

J'avais bien sûr, gardé le contact avec Germain AUBOIROUX, que je voyais quand c'était nécessaire, sur le trajet qui le conduisait à son travail. Je l'attendais sur mon vélo, un pied sur le trottoir et lorsqu'il passait, je le rattrapais et la plupart du temps, nous échangeions les mots strictement indispensables, sans mettre pied à terre; au besoin, nous nous donnions rendez-vous en un endroit plus discret

Il me donnait les "Humanité"" clandestines et les tracts que nous glissions de nuit dans les boîtes aux lettres, à Brive et aussi à Nespouls, Nazareth, Noailles, Turenne, Estival.

Se sentant surveillé par la police, il m'avait fait connaître à son tour, Danielle (Madeleine BELLET) afin que je puisse également servir de liaison entre eux. Je trouvais souvent cette dernière, sur la route de Reyjade, le soir en rentrant du travail. Elle faisait une promenade à pied, dans la côte de Saint-Antoine, en m'attendant. Le lendemain je transmettais la commission à AUBOIROUX.

Danielle, institutrice recherchée par la police, était venue remplacer Robert DELORD après son arrestation. Outre la liaison entre elle et AUBOIROUX, je l'avais mise en contact, sur sa demande, avec Roger PESTOURIE (1) de Gignac dans le Lot, en profitant d'une rencontre de football de Nespouls et de Gignac dont nous faisions, l'un et l'autre partie.

**

Au printemps 1941, AUBOIROUX me confia une mission assez délicate: transporter une machine à écrire, du garage de Raoul SOUSTRE à Brive jusqu'au Pigeon, près de Souillac, dans le Lot, chez un autre camarade garagiste qui se nommait Edouard LAVAL. Je plaçai la machine, pliée dans une vieille étoffe, sur le porte-bagages de mon vélo et je pris la direction de Turenne et Cuzance afin d'éviter les grandes routes et surtout pour ne pas passer par Reyjade où mes parents qui n'étaient pas au courant de nos activités dans la Résistance, auraient sûrement été intrigués et se seraient inquiétés.

**

Une des plus belles actions du petit groupe de Nespouls, fut réalisée à Turenne, en mai 1941, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc. Tous les vichystes et collaborateurs de la région de Brive devaient se retrouver dans cette bourgade à l'occasion d'une manifestation de scouts. Au cours de la nuit précédente, des centaines de tracts et d' "Humanités" furent distribués dans les rues, les boîtes aux lettres et des inscriptions au minium furent faites sur les routes et sur les panneaux qui présentaient les slogans de la propagande pétainiste.

Au matin, parmi tout ce beau monde, ce fut la stupéfaction. Ils pouvaient lire un peu partout: "A bas "PETAIN", "A bas les collaborateurs", Vive le Parti communiste".

(1) Roger PESTOURIE: auteur du livre "La Résistance c'était aussi cela"

En juillet 1941, la famille VALERY déménagea de Reyjade et s'installa à Brive, Cité des Roses, route de Varetz.

A partir de ce moment-là, en contact de plus en plus étroit avec AUBOIROUX, nous redoublions d'activité, mon frère et moi. Entre ce quinquagénaire aux sentiments si chaleureux, et moi-même, jeune apprenti de 17 ans, était née une profonde amitié. C'est ainsi que, vers la mi-août, nous fîmes ensemble une partie de pêche aux écrevisses quelque peu insolite. Je lui avais parlé du petit ruisseau qui surgit du sol du causse, près de Chasteaux, où, avec les copains de Nespouls nous en avions pris quelques-unes.

Nous voilà partis, un dimanche matin, en vélo, avec balances et casse-croûte dans la musette. Dans la côte, vers LISSAC, en montant tranquillement à pied, nous admirions le paysage qui s'étalait sous nos yeux : il y avait eu des orages et une mer de brouillard recouvrait la cuvette de Brive... Sous le soleil qui se levait, c'était splendide... AUBOIROUX me dit alors : "tu vois...je ne sais pas si nous prendrons des écrevisses... mais rien que pour avoir vu ça, je ne regretterai pas de m'être levé avant le jour"

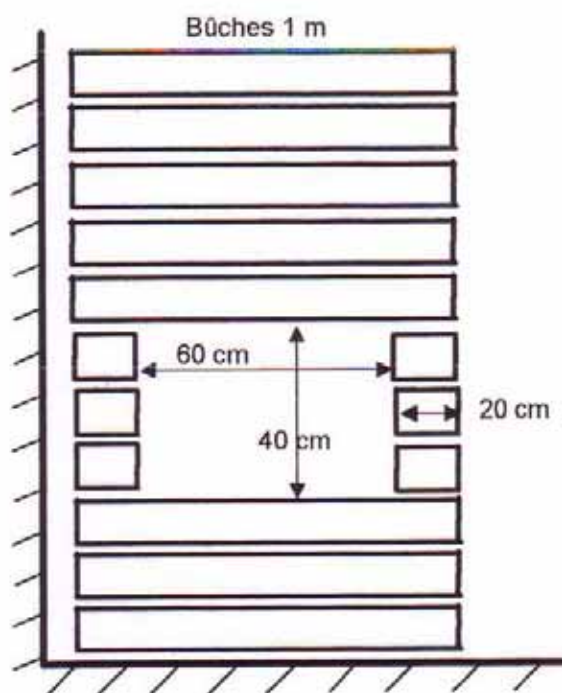
Effectivement, nous ne devions pas faire une pêche miraculeuse. Par contre, nous avons discuté toute la journée et je compris qu' AUBOIROUX avait surtout voulu faire plus ample connaissance avec ce jeune, animé d'une foi ardente, que j'étais.

Quelques jours plus tard, il me conduisit, toujours en vélo, au Burg, après Varetz, chez le camarade Robert MATHOU qui effectuait les tirages de tracts sur une Ronéo "planquée" dans sa ferme. Dorénavant c'est moi qui allais effectuer la liaison avec cette petite imprimerie clandestine, pour porter les textes à tirer et ramener tracts et journaux.

AUBOIROUX me confia également la réception en gare de Brive, des "Humanité" clandestines que nous apportait, toutes les trois ou quatre semaines environ, une grande jeune fille blonde. Elle arrivait vers 7 heures 30 du matin. Nous allions prendre un café dans un bar à proximité de la gare et lorsque nous nous séparions, le paquet -un rouleau bien enveloppé- avait changé de mains.

La réception de ce "matériel" comme le désignait AUBOIROUX, me posait un assez sérieux problème de sécurité. En effet, la "liaison" arrivait vers 7 heures 30 et je devais être sur le chantier à 8 heures. Je n'avais pas toujours le temps de porter les journaux à la maison pour les cacher. A deux ou trois reprises, je dus dissimuler le paquet dans la jambe d'un pantalon blanc de peintre; je roulais le tout et le ficelais bien sur le porte-bagages de mon vélo. Je regagnais ensuite le lieu de travail où je plaçais le vélo avec son précieux paquet, dans un endroit à l'abri et aussi sûr que possible.

J'assurai dans ces conditions, les réceptions, pendant plusieurs mois, de l'automne 1941 jusqu'à notre arrestation les 30 avril et 1er mai 1942. J'avais fait part à AUBOIROUX, de ces difficultés. Mais après les nombreuses arrestations, et avec la surveillance policière des camarades connus depuis l'avant-guerre, avait-il d'autres possibilités ?.. Certainement pas ; sinon il les aurait utilisées... Dure époque !



A la Cité des Roses, nous disposions d'une cave-cellier, en sous-sol. En prévision de l'hiver, nous avions ramené de Reyjade, une provision de cinq ou six stères de bois de chauffage, coupé en bûches de un mètre de longueur. En entassant ce bois dans la cave, nous avions, Henri et moi, aménagé une petite cache intérieure, simple à réaliser: en empilant les bûches de un mètre, nous en avions remplacé huit ou dix, par de courtes bûches coupées à vingt centimètres, que nous avions placées, groupées, à l'avant et à l'arrière du tas, laissant ainsi un vide de soixante centimètres de longueur et de quarante environ de diamètre.

Il suffisait ensuite de dégager et retirer, sur l'avant du tas de bois, l'une des bûches de vingt centimètres, bien repérée au préalable, pour obtenir un petit passage par lequel on pouvait accéder à la cache en y enfonçant la main et le bras. Cette courte bûche étant soigneusement remise en place, la cache devenait parfaitement invisible. Pour la trouver, il aurait fallu démolir le tas de bois; courage que n'eurent pas d'ailleurs, les policiers qui, en mai suivant, vinrent perquisitionner après notre arrestation et la cache ne fut pas découverte.

★★

Je remettais à AUBOIROUX, lorsqu'il m'en demandait, une partie du "matériel" reçu en gare de Brive ou bien tiré sur la Ronéo par Robert MATHOU. Mais les pressions de la police étant de plus en plus fortes, une grande partie des tracts et journaux était distribuée de nuit par Henri et moi, aidés quelquefois par Georges AUSSEL qui n'hésitait pas à rester à Brive le soir après son travail ou à revenir spécialement de Reyjade, pour ce "travail" de nuit. Nous sortions ainsi, au moins deux fois par semaine, à des heures différentes et en changeant chaque fois de quartier.

Il faut bien comprendre qu'une distribution de tracts ou de journaux clandestins ne se faisait pas, comme de nos jours, une diffusion de prospectus publicitaires, dans les boîtes aux lettres: il fallait marcher beaucoup, s'arrêter souvent, observer attentivement, rester étroitement en liaison avec son coéquipier, éviter les endroits trop éclairés...en un mot essayer de ne pas se faire remarquer. Dans ces conditions on ne plaçait pas des centaines de tracts par séance.

★★

Nous avions "adhéré" aux Jeunesses et au Parti communistes, au moment de la débâcle de 1940. Comme mon frère, je n'avais donc pas connu la vie militante au

grand jour de l'avant-guerre. Je connaissais peu l'organisation du parti et des J.C. Je savais, bien sûr, que de nombreux militants étaient en prison. Mais cette situation m'intriguait tout de même un peu: combien étions-nous, au juste, à Brive, pour distribuer "L'Humanité" et les tracts?.. Y avait-il d'autres équipes qui faisaient le même travail?.. Si oui, ne risquions nous pas "d'opérer" sans le savoir, dans les mêmes quartiers, ce qui pouvait augmenter les dangers, surtout si la police était à ce moment là mise en éveil par une distribution récente dans le secteur ?... J'en parlai à AUBOIROUX qui me répondit avec un large sourire : "N'aie aucune crainte, vous pouvez distribuer où vous le voulez...quand vous le voulez..." Et il ajouta ces quelques mots que je n'ai pas oubliés et dont je n'ai pas changé une lettre: "Demain, il faudra que tout le monde sache ce que, ton frère et toi, vous avez fait". Paroles qu'il devait nous redire un soir où, Henri et moi nous le rencontrions à la sortie du cinéma REX.

**

Au début de 1942, AUBOIROUX me mit en relation avec LOUIS (Paul PEYRAUD) qui le secondait et il me demanda de conduire ce dernier, chez Robert MATHOU où était la Ronéo.

Ainsi, lorsque "Le Père" fut arrêté, le 3 mars 1942, le contact fut maintenu, avec LOUIS. Vers la mi-avril, celui-ci me demanda de participer à une réunion chez un camarade, sabotier je crois, qui avait la cinquantaine et habitait sur la route de Paris, à droite, une maison en contrebas, située à quelques deux cents mètres du pont Cardinal.

A cette réunion, LOUIS m'annonça que deux jeunes étaient volontaires pour se joindre à nous pour les distributions de tracts: ils se nommaient FAYE et CHENIER.

**

Nous voulions marquer le 1er Mai, fête du travail, par une diffusion importante de tracts et journaux. Malheureusement nous ne disposions pas de matériel "approprié". Nous avions bien plusieurs centaines de numéros de l' "Humanité" que nous n'avions pu encore distribuer, et qui étaient stockés dans notre cache de la Cité des Roses, mais elles étaient un peu anciennes et ne traitaient donc pas du 1er mai.

Nous avions aussi plusieurs centaines du premier numéro de "COMBAT" daté d'avril 1942. En effet, des contacts avaient été pris, depuis quelques temps, entre d'une part, les Résistants du mouvement "COMBAT" animé par MICHELET et d'autre part, le FRONT NATIONAL de LUTTE pour l'INDEPENDANCE et le PARTI COMMUNISTE, représentés par Maurice BOUDELLE. Il avait été convenu que nous apporterions notre concours pour la distribution de leur journal. Ainsi, mon frère et moi, nous avons déjà glissé dans les boîtes aux lettres de plusieurs quartiers, ce numéro de "COMBAT" auquel était joint un supplément spécial sur le 1er Mai.

Continuer à distribuer ce matériel sans y joindre un tract ou un journal communiste, nous ennuyait un peu. J'en parlai à LOUIS. Quelques jours plus tard, il me remit un texte rédigé à la main et intitulé "Premier mai 1942" dont l'auteur, m'avait-il semblé, était DANIELLE que je ne voyais plus depuis pas mal de temps.

Par excès de confiance, sans doute, dû au fait que depuis deux ans nous étions passés à travers les mailles du filet tendu par la police, par nécessité aussi de sortir ce tract qu'en raison des délais trop courts, nous ne pouvions tirer sur la Ronéo, je commis alors une grave imprudence en reproduisant le texte avec mon écriture, aussi bien camouflée que possible, sur une "pierre humide à reproduire" qui n'était autre qu'une sorte de pâte à polycopier rudimentaire. J'en tirai péniblement une centaine d'exemplaires, ornés d'un brin de muguet en haut de la feuille.

Le 30 avril au soir, les blousons bourrés de "COMBAT" et de tracts "Premier Mai 1942", nous avons formé deux équipes, avec les deux autres jeunes de Brive qui se joignaient à nous pour la première fois et nous étions partis, chacun de notre côté, faire un quartier différent, Henri avec CHENIER et moi-même avec FAYE.

Mon équipe avait fini son travail et j'étais revenu à la Cité des Roses. Je m'étais couché et j'attendais le retour d'Henri qui occupait la même chambre. Mais bientôt il fut trois, quatre heures du matin et mon frère n'était toujours pas rentré. Plus aucun doute n'était possible: quelque chose s'était produit...Très inquiet, je me rhabillai et j'allai voir le camarade VIGNE, boulanger tout à côté de la Cité des Roses, qui était déjà en train de cuire ses fournées de pain.

Henri avait probablement été arrêté en train de distribuer "COMBAT", le journal du mouvement gaulliste du même nom, mais aussi, sans nul doute, le tract manuscrit sur le 1er mai qui, bien que ne comportant ni en-tête, ni signature, était nettement d'inspiration communiste. Je n'avais guère d'expérience politique, mais il ne m'échappait pas que le fait de diffuser du matériel de propagande communiste ne pouvait qu'aggraver sérieusement son cas.

Autre certitude: avec l'imprudence commise pour tirer le tract "Premier Mai 1942", j'allais sûrement être confondu et arrêté à mon tour".

Je savais en gros ce que Henri allait dire à la police: nous en avions parlé auparavant. Mais que pouvaient valoir ses explications, plus ou moins rocambolesques comme on le verra plus loin, si la police découvrait la preuve que nous étions membres actifs des Jeunesses et du Parti communistes clandestins?

Que faire? Quelle décision prendre? Le camarade VIGNE. était bien embarrassé pour me donner un conseil.

Quitter rapidement mon domicile et me cacher?...J'en avais largement le temps et la possibilité. Mais en agissant ainsi, j'ôtai toute latitude à mon frère pour se défendre. Ses explications, déjà assez invraisemblables, n'avaient alors plus aucune chance d'être prises au sérieux et il allait être lourdement condamné.

D'un autre côté, me laisser arrêter et déclarer à la face des policiers de Vichy: "oui je suis membre du Parti communiste", alors que la preuve que nous faisions partie de ce dernier, ne pouvait être faite, aurait été pour le moins stupide.

Toutes les données étant bien examinées, une seule solution me parut acceptable: Henri avait été arrêté en diffusant "COMBAT"...Nous étions, l'un et l'autre, inconnus de la police, ayant adhéré au Parti communiste en 1940, en pleine clandestinité...Aucune preuve de notre adhésion récente ne serait sans doute trouvée...Mon erreur même commise en tirant le tract "Premier Mai 1942", pouvait nous servir en laissant penser qu'au fond nous n'étions que des gamins pas très "dangereux"...Une possibilité de manoeuvrer, de mentir sur notre engagement et sur notre activité réelle, s'offrait à nous. Il fallait la saisir.

Pour ma part -et mon frère en était au même point- je n'avais alors qu'une très vague idée de l'organisation de la police et de la justice, de leur fonctionnement et de leurs méthodes. Face à elles, une seule attitude me paraissait valable: limiter absolument l'effet de notre arrestation, faire en sorte que pas un autre camarade, ni aucune parcelle de la Résistance ne soient entraînés dans notre chute; ensuite mentir au maximum, cacher la vérité aux policiers et aux juges et enfin si malgré cela, nous étions condamnés à une peine de prison ferme, ne plus poursuivre qu'un seul objectif: nous évader et au bout du compte, reprendre au plus vite l'action résistante. Dans de telles circonstances, "la fin justifiant les moyens", c'était pour nous la seule règle à respecter.

Cinquante ans après, au moment où j'écris ces lignes, je vais avoir soixante-dix ans. Avec le recul du temps et l'expérience, je peux me permettre de porter un jugement serein sur cet épisode de notre action de Résistants: je dois dire que j'approuve totalement mon comportement, ainsi que celui de mon frère, face aux policiers et aux juges qui, par Vichy interposé, s'étaient mis au service de l'ennemi

**

Je décidais donc que je me laisserais arrêter et que je reconnaîtrais les seuls faits que je voulais bien reconnaître: "mes sentiments étaient communistes. C'est bien moi qui avait rédigé et tiré le tract "Premier Mai 1942". Je l'avais remis à mon frère. Mais je ne faisais partie d'aucune organisation et ne connaissais personne".

Ma décision prise, je rentrai chez moi et je réveillai nos parents pour leur expliquer la situation. Je laisse imaginer leur désarroi lorsque, tirés brutalement du sommeil, ils apprirent pêle-mêle, que nous appartenions à la Résistance et que Henri était certainement entre les mains de la police.

Sans perdre de temps, je regagnai ma chambre où je ne dormis guère jusqu'au matin, trop occupé à vérifier que rien de compromettant ne traînait. Je cachai la "pierre humide à reproduire" et vérifiai que tout était parfait du côté de la cache de la cave où se trouvaient plusieurs centaines d'exemplaires de "L'Humanité" et de tracts. Mais sur ce point, j'avais confiance, la planque était invisible et je savais que les policiers n'auraient pas le courage de remuer cinq ou

six stères de bois, en un endroit aussi exigu. Je laissai seulement les écrits que je voulais voir saisir par la police (pièce n°3):

- une feuille manuscrite sur le marxisme.
- un essai de poésie intitulé "Aux Armes! " et un autre sur les horreurs de la guerre.
- quelques autres écrits anodins.

Je voulais démontrer essentiellement deux choses:

- tout d'abord que j'étais capable d'écrire le texte du tract "Premier Mai 1942", qui pourtant, de façon assez nette, ne pouvait avoir été rédigé par un jeune sans expérience politique ou syndicale. Il faut croire d'ailleurs que je fus convaincant dans mes démonstrations ou bien plutôt que les policiers manquèrent de perspicacité, car ils n'insistèrent pas sur ce point.

- ensuite, bien étayer le rôle que je m'apprêtais à jouer, c'est à dire celui d'un jeune homme aux sentiments communistes, un peu exalté, mais inorganisé et seul.

Les poèmes, surtout celui intitulé "Aux Armes! " (annexe 2) convenait parfaitement pour cette double démonstration. Cela peut paraître surprenant, mais la police et le juge d'instruction ne me reprochèrent pas d'appeler à "prendre les armes". La poésie en question fut saisie, tout simplement, parce qu'elle était "injurieuse pour le maréchal Pétain".

**

Le jour se leva vite et la police, conduisant Henri, menottes aux mains, ne tarda pas à arriver. Nous étions le 1er mai 1942. Au cours de la perquisition, les policiers ne trouvèrent rien d'autre que les écrits que j'avais laissés sciemment.

La suite des événements se déroula comme prévu. Je fus convoqué le jour même au Commissariat de police et interrogé par des inspecteurs de la police judiciaire de Limoges venus spécialement à Brive (cette P.J. qui allait devenir quelques semaines plus tard la Police de Sûreté de sinistre mémoire). Après m'avoir fait écrire, sous leur dictée, quelques phrases du tract, je fus accusé d'avoir écrit le texte de celui-ci et mis en état d'arrestation.

Le lendemain, une deuxième perquisition eut lieu à la Cité des Roses, en ma présence, menottes aux mains. J'indiquai où j'avais dissimulé la "pierre humide à reproduire" qui m'avait servi pour tirer le tract. Par contre, au cours de cette deuxième perquisition, ni les journaux et les tracts cachés dans la cave, ni aucun autre document compromettant pour nous-mêmes ou pour des camarades de la Résistance, ne furent découverts et donc personne d'autre ne fut inquiété à la suite de notre arrestation.

Les policiers d'ailleurs, harcelés par ma mère qui alertait toute la Cité en criant très fort: "qu'ont-ils fait mes fils? Pourquoi les avez-vous arrêtés?", avaient hâte de s'éloigner de là car les voisins commençaient à s'assembler aux fenêtres pour s'informer de ce qui se passait, ce qui visiblement ne plaisait guère aux limiers de Vichy!

**

Notre système de défense et de présentation des faits, sans nous être bien sûr consultés, fut cohérent et efficace.

Henri, qui avait été arrêté rue Lachaume, vers 23 heures 30 dans la nuit du 30 avril au 1er mai 42, par une patrouille composée d'un gardien de la paix et de trois soldats du 41ème R.I. spécialement requis pour "rechercher les distributeurs de tracts" (pièce n°1), déclara qu'il avait trouvé le 28 avril, dans la rue de la Bouvie, à Brive, un papier ainsi libellé: "Français, les Allemands sont nuisibles en France... Trouvez-vous le 30 avril à 22 heures 45, au bas du nouveau collège; vous trouverez un paquet que vous distribuerez si vous avez la foi".

C'est ce qu'il était en train de faire lorsqu'il fut arrêté!

Pour ma part, je me tins à ce que j'avais prévu. Les policiers insistèrent surtout sur mon emploi du temps au cours de la dernière nuit, visiblement convaincus que c'était moi qui faisait équipe avec mon frère et qui leur avait échappé au moment de son arrestation.

Si Henri fut quelque peu brutalisé par les agents de police qui lui reprochaient surtout de leur avoir fait passer de nombreuses nuits à patrouiller en ville, et s'il avait dû simuler un évanouissement pour avoir un peu de répit, je ne fus, pour ma part pas maltraité. Le Commissaire Principal MESSAGER de la P.J. de Limoges qui conduisait l'enquête, se voulait même paternaliste "regarde" me disait-il "dans quel pétrin tu t'es mis?" et il me montrait les brivistes qui se promenaient sur la place, en ce 1er Mai; il ajoutait: "Tu vois tous ces gens qui se baladent tranquillement? Ils se fichent pas mal de ce qui t'arrive. Au lieu de passer ton temps à écrire des bêtises, pourquoi ne continuerais-tu pas des études? Tu pourrais devenir expert-comptable par exemple".

Je l'écoutais sans rien répondre mais en me disant à moi-même: "cause toujours!"

**

Henri fut conduit par les gendarmes, à la prison Béleyme à Périgueux, où je le rejoignis, entre deux gendarmes également, le lendemain. Nous retrouvions là, AUBOIROUX et plusieurs autres camarades incarcérés dont Raymond DUVIGNAC qui devint quelques mois plus tard, après s'être évadé, Commissaire interrégional des FTPF DU Limousin; QUATREMAIRE qui fut après la libération, maire de Noisy-le-Sec etc...

L'instruction terminée on nous emmena au camp de Mauzac pour une douzaine de jours en attendant le procès.

Notre affaire fut jugée par le Tribunal Militaire de la 12ème Région Militaire, siégeant à Périgueux. Ce dernier nous condamna, l'un et l'autre à une peine d'emprisonnement d'un an, avec sursis et nous retrouvions donc la liberté le lendemain: jugement le 4 juin 1942; levée d'écrou le 5.

**

Ce jugement était plutôt clément. Comment l'expliquer ? Pour quelles raisons, les juges n'avaient pas suivi les conclusions du Commissaire Principal MESSAGER. Ce dernier, visiblement, ne s'en était pas totalement laissé conter par nos déclarations, puisqu'il concluait son rapport en date du 4 mai 1942 (pièce n°13), par ces deux phrases : "La conclusion qui s'impose dans cette affaire est que, malgré leur jeune âge, les frères VALERY Henri et Edouard, en raison de leur mentalité, doivent être considérés comme des individus dangereux du point de vue national. Il semble aussi que le nommé VALERY Henri a feint la maladie pour échapper à l'interrogatoire de la police".

Y eut-il une différence d'appréciation entre policiers et juges ?

Devant le juge d'instruction, j'avais maintenu exactement, pour ma part, les déclarations faites aux policiers (pièces n°28) "Je reconnais être l'auteur du tract "Premier Mai 1942" que j'ai moi-même composé et polycopié à la pierre humide "...." Quoique je ne me sois jamais inscrit au parti communiste ou à des organisations y rattachées, j'ai des idées communistes ou que je crois telles "...

Henri, de son côté fit de même (pièce n°27): "Pour si invraisemblable qu'elles vous paraissent, je maintiens les dépositions que j'ai faites à Mr le Commissaire de Police de Brive "... Je vous affirme qu'il est bien exact que j'ai trouvé, rue de la Bouvie, le papier tapé à la machine, donnant rendez-vous le 30 avril 1942 à 22H45, pour recevoir un paquet de tracts à distribuer. A cet endroit, j'ai trouvé un homme que je voyais pour la première fois et qui m'est encore inconnu. A mon arrivée, il m'a reçu par les mots "Honneur et Patrie". Je ne sais pas s'il s'agit d'un mot de ralliement, mais j'ai cru qu'il s'agissait d'un mot d'ordre gaulliste. Je vous affirme que je ne suis pas communiste mais anglophile"...

Notre appartenance au Parti Communiste n'ayant pas été prouvée et ayant été constamment niée par l'un comme l'autre, d'autre part, la rédaction comme la distribution de tracts, ayant été "occasionnelles", le juge d'instruction pouvait-il, logiquement, maintenir le chef d'accusation retenu par le général JEANNEL Commandant la 12ème Région militaire de Limoges dans son "Ordre d'informer du premier mai 1942 (pièce n°5) et qui était: "Propagande antinationale par distribution de tracts", infraction prévue par l'article 75 et suivants du code pénal, au titre desquels pouvaient être infligées de lourdes peines de détention; ce qui était très souvent le cas des communistes arrêtés et condamnés.

Toujours est-il que cet "Ordre d'informer" fut modifié et que le chef d'accusation qu'il retenait fut disqualifié par le Juge d'Instruction près du Tribunal Militaire de la 12 R.M., le 20 mai 1942, et remplacé par celui de "Publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations" (pièce n°32), qui prévoyait des peines bien plus légères.

On peut s'interroger, aujourd'hui encore, sur les raisons de ce changement de Chef d'accusation. Et là, il est nécessaire d'évoquer une autre possibilité.

Le fils d'Edmond MICHELET, dans la revue "Historama", Hors Série n°14, consacrée à la résistance, a écrit, il y a quelques années: "Nul n'ignorait non plus qu'il (son père) avait témoigné en faveur d'un jeune communiste poursuivi et traduit devant le tribunal de Périgueux".

Henri avait été arrêté -et son arrestation avait entraîné la mienne- en distribuant le journal "Combat". Si Edmond MICHELET avait utilisé des possibilités d'intervention à son profit, c'était courageux et tout à son honneur.

Cependant, nous n'avons jamais eu connaissance du témoignage dont parle Claude MICHELET, qu'il ait été formulé oralement ou par écrit et il n'y a rien dans le dossier de jugement qui permette de confirmer cette affirmation, ni d'ailleurs de l'infirmer.

N'ayant jamais eu l'occasion de poser la question à Edmond MICHELET lui-même, elle reste encore sans réponse sure.

**

Quoi qu'il en soit, libérés de la prison de Périgueux, le 5 juin 1942, nous étions revenus à Brive où semble-t-il, la police n'appréciait guère notre retour.

Au cours du mois qui suivit notre libération, elle nous convoqua trois fois au Commissariat pour des raisons futiles. Il nous était évidemment impossible de poursuivre la moindre action ni d'avoir un minimum de contact avec les camarades de Brive et des environs.

Convoqués pour la quatrième fois, quelques jours avant la venue de PETAIN, début juillet 42 et menacés dans ces circonstances d'internement administratif à titre préventif, il nous fallut prendre la clandestinité pour pouvoir poursuivre le combat.

Après un mois passé dans la ferme de la famille MATHOU, au BURG, nous étions dirigés par Charlot (SANSON) sur la forêt de Châteauroux. Là, tout en participant à la résistance et à la récupération d'armes, avec les camarades du coin, nous avons travaillé, avec de fausses cartes d'identités, dans une scierie ambulante, pendant quelques mois, avant de rejoindre le premier maquis FTPF de la haute Corrèze, le détachement "Faïta", au début 1943.

Quelques semaines plus tard, Henri partit auprès du Commissaire Militaire Inter régional des FTPF de la région de Limoges, pour assurer diverses liaisons et missions; puis il assumait d'importantes tâches et responsabilités dans l'inter-régions de Toulouse et à l'état-major de la Zone Sud à Lyon.

Pour ma part, revenu dans les forêts de la région de Brive, Turenne, celles que j'avais visitées en juin 1940, avec Robert DELORD, je formais le Maquis FTPF qui prit le nom de GRANDEL et ensuite, je participais à l'organisation et au combat des FTPF comme Commissaire Militaire départemental de la Corrèze, puis de la Dordogne, jusqu'à la Libération.

**

Après notre départ de Brive, au début de juillet 1942, la police nous chercha longtemps et surveilla étroitement le domicile de parents que nous avions dans la région de La Coquille en Dordogne.

Se rendant compte finalement que nous les avions bernés, la Direction de la police judiciaire, devenue Direction de la Police de Sûreté, diffusa nos photos de face et de profil, ainsi que notre signalement sur un Avis de recherche envoyé à toutes les polices de la Zone "Libre" et de la Zone occupée.

Par un curieux hasard, j'ai pu récupérer, après guerre, un exemplaire de cette fiche de recherche (annexe 3) qui fut trouvée par des amis de la Résistance, parmi de vieux papiers des Renseignements Généraux et de la Préfecture de l'Indre, destinés à l'incinération.

Tarnos, décembre 1993
Edouard VALERY

P.S. : A Brive, après l'arrestation d' AUBOIROUX, en mars 42, après notre arrestation et notre entrée dans l'illégalité, début juillet 42, l'activité résistante ne faiblit pas. Sous l'impulsion de LOUIS (Paul PEYRAUD), de Maurice BOURDELLE, pour le Parti communiste, de César NESTI pour les Jeunesses communistes avec Roland RIGOLAT, PLANTADIS (qui sera quelques mois plus tard, un des créateurs, avec moi, du détachement F.T.P. GRANDEL) etc...les distributions de tracts et de journaux continuèrent. En cette année 1942, avec la bataille de Stalingrad qui s'amorçait, nous arrivions au tournant de la guerre. Le 11 novembre, au moment de l'occupation de la zone dite libre, lorsque les troupes nazies arrivèrent à Brive, ce fut l'imposante et courageuse manifestation de centaines de brivistes...

Les milliers de tracts et de journaux clandestins (dont "L'Humanité"), distribués dans les boîtes aux lettres de la ville et dans la région, depuis le début de l'occupation, avaient, sans aucun doute, grandement contribué à cette prise de conscience de la population qui préparait les combats et les succès ultérieurs.

N.B. Texte rédigé, avec de nombreuses précisions supplémentaires, sur la base de deux articles parus sur "L'Echo du Centre", début mai 1984 et de mes témoignages figurant sur le livre « Maquis de Corrèze » Chapitre « Avant le maquis » (Ouvrage réalisé par des témoignages individuels et collectifs de 150 combattants et témoins ainsi que par de nombreux groupes de travail ou de colloques du collectif des auteurs).

ANNEXE I

CURIEUX CROISEMENTS D'ITINERAIRES AVEC DES ACTEURS DE NOTRE ARRESTATION ET DE NOTRE JUGEMENT

. Après la libération, je retrouvai, lors d'une assemblée des anciens maquisards du nord de la Dordogne à THIVIERS, un des Inspecteurs de la Police judiciaire de Limoges, qui nous avait interrogés lors de notre arrestation, en mai 1942, à Brive. Il venait de se marier avec la fille de l'hôtelier-restaurateur qui nous hébergeait. A la libération de la Dordogne, il était parmi les responsables de la brigade RAC de l'Armée Secrète de Dordogne nord. Si mes souvenirs sont bons, son nom de guerre était "Tom".

**

. Dans le livre "Maquis au Combat (page 117) qui relate l'action et la mort de Marcel LEGENDRE, héros des maquis de Dordogne, il est dit : **"Marcel et ses compagnons avaient aussi trouvé une aide précieuse auprès du général JEANNEL qui, se refusant à Vichy, à ses pompes et à ses oeuvres, s'était retiré dans le domaine des "Grands Vignobles", près de Queyssac, avant d'être arrêté par la Gestapo"**.

Le général JEANNEL était celui-là même qui avait signé à notre rencontre, le 1er mai 1942, en tant que commandant de la 12ème Région Militaire de Limoges, l'"Ordre d'Informers pour propagande antinationale par distribution de tracts".

**

Je cite ces deux cas ... Je ne juge pas.

E.V.

ANNEXE II

AUX ARMES !

Tu frémis Roland ! Tu trembles Bayard !
 Peuple français, serais-tu un fuyard ?
 Te souviens-tu de ces héros épiques
 Qui, jadis, mouraient pour la République ?

Mirabeau, Marat, Danton, Robespierre
 Sortez, debout, sur vos tombes de pierre.
 Que vos appels frénétiques résonnent !
 Qu'en volées rapides, le tocsin sonne !

Le sol de France, meurtri, saccagé,
 Saigne sous la botte de l'Etranger !
 Lâche perfidie ! basse trahison !
 Combien de martyrs meurent en prison !

Et toi, peuple de France qui s'efface,
 Sang de Valmy, où donc est ton audace ?
 Tu trembles devant ce géant rebelle
 Qui tue pour ne pas montrer qu'il chancelle.

Le capitalisme est bien débile
 Qui s'appuie sur la faiblesse sénile
 De Pétain ... Sa carcasse décharnée
 Frémit encor d'une haine acharnée !

Avec son poignard que sa main échappe,
 Sur la Liberté insoumise, il frappe.
 Roulant ses yeux hagards de moribond,
 Il fait un dernier pas, un dernier bond !

Aux Armes ! Calme et grand peuple de France !
 Comme autrefois, chante ton espérance !
 Et chassés par ton élan souverain,
 Les Allemands repasseront le Rhin.

Brive, le 17 mars 1942.

Edouard VALERY

- 12°) RIVIERE Raymond Charles Jean, né le 6 Mars 1913 à Courson (Aude), fils de François et de Gauthier Maria, domicilié 21 rue de l'Araignon à Carcassonne, recherché par le Service Régional de Police de Sécurité à Montpellier.

Signalement. - Taille 1m.72, cheveux chatain-clair, yeux marrons, front droit, menton rond, teint mat, corpulence moyenne. Signes part. un point de tatouage sur la pommette de la joue droite.



Rivière.

- 13°) VALERY Edouard né le 29 Février 1924 à La Coquille (Dordogne), fils de François et de Chabrol Anne, ouvrier peintre, ayant demeuré Cité des Roses à Brive-la-Gaillarde (Corrèze), recherché par le Service régional de la Police de Sécurité à Limoges.

Signalement. - Taille 1m.65, cheveux chatain-moyen, yeux verdâtres, front légèrement grand, nez rectiligne sinueux, teint pigmenté, visage ovale, corpulence moyenne. Signes part. : tâches de rousseur sur le nez et le front.



Valéry Edouard

- 14°) VALERY Henri, né le 10 Octobre 1922 à La Coquille (Dordogne), fils de François et de Chabrol Anne, peintre, ayant demeuré Cité des Roses à Brive-la-Gaillarde (Corrèze), recherché par le service régional de la Police de Sécurité de Limoges.

Signalement. - Taille 1m.71, cheveux chatain-clair, yeux azurés pâles, front légèrement grand, nez rectiligne, teint légèrement pigmenté, visage allongé, corpulence moyenne.



Valéry Henri

Ces individus sont susceptibles d'être armés.

En cas de découverte, il y aurait lieu de les fouiller minutieusement, de les garder à vue très étroitement et d'aviser, d'extrême-urgence, le Service Régional de Police de Sécurité qui les recherche, ainsi que la Direction des Services de la Police de Sécurité - 6ème Section - à Vichy.

Le Directeur

Signé : BUFFET

Peu de temps après la libération, des employés brûlent de vieux papiers de la Préfecture et des Renseignements Généraux de l'Indre. Ils prennent machinalement quelques-uns de ces papiers et lisent : "VALERY... Dordogne... Corrèze"... Leur ami LEGRAIN a fait de la Résistance dans ces départements... Peut-être les connaît-il? Effectivement, LEGRAIN, c'était "MOUSTACHE" dans les FTPF de Dordogne! Il avait bien connu Edouard VALERY... Voilà comment ces fiches de recherche de la police de Vichy, au lieu d'être brûlées, sont parvenues à ce dernier.

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE

SURVEILLANCE NATIONALE

Commissariat Spécial
de TULLE

1495

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TULLE le 30 août

PC 3

Le Commissaire Spécial

Monsieur le PRÉFET de la CORRÈZE

TULLE

Comme suite à ma communication téléphonique de ce jour, à 2 heures 30, j'ai l'honneur de vous rendre compte qu'une réunion privée du parti communiste a eu lieu cette nuit, à TULLE, rue de la Barrière, salle Etienne Chambas, avec le concours de MM. ROCHET, député de la Seine.

Une soixantaine de militants venus de tous les points du département y assistaient, parmi lesquels MM. BOURDARIAS, BLAUGEAUD, CHIEZE, CHAUMERON et JUILLAT.

Ont pris la parole au cours de la réunion : MM. GONDOL, de Brive, BERGERAL et FURCH d'Ussel, CHIEZE, de la M.A.T., SARDAIN, de Bort, VIALAT de Juillac, LESTANG, de Bugat, CHAUMEIL, de Chamberet, BOUILHAGUET, de Saint-Clément, VERDIER de Chameyrat, qui exposèrent chacun leur point de vue sur la situation actuelle.

M. ROCHET apporta les directives du Siège; il s'attacha à faire ressortir que l'accord germano-soviétique avait réuni à dissocier l'axe. N'écarter pas tout danger de guerre, il se contenta de demander aux militants de faire leur devoir pour défendre nos frontières.

Un tirage spécial de 6.000 exemplaires du "Travailleur de la Corrèze" a été réparti entre les différentes cellules. Ces journaux devront être distribués ce jour dès la première heure et passer de la main à la main aux abonnés et sympathisants.

Une partie de ces exemplaires sera destinée à la Manufacture Nationale d'Armes. M. le Procureur, M. le Sous-Préfet de BRIVE, le Commandant de gendarmerie et le Commissaire

de TULLE ont été avisés que le journal devait être saisi.

Le Commissaire Spécial.

29 août 1939 à Tulle.

Waldeck Rochet appelle les militants communistes corrèziens à « faire leur devoir pour défendre nos frontières ».

Robert DELORD



Robert DELORD, organisateur du P. C. F. clandestin en Corrèze, en été 1940; officier F. T. P. tué au combat, à 24 ans, le 31 mars 1944.



Martial BRIGOULEIX, socialiste, fondateur de l'Armée Secrète en Corrèze, fusillé le 2 octobre 1943 au mont Valérien.



Jean VIALAT, réorganisateur du P. C. F. en Haute-Corrèze, officier F. T. P., torturé à mort par les S. S. le 3 juin 1944.



L'Abbé Charles LAIR, membre des Réseaux, déporté puis fusillé en Allemagne le 23 mai 1944.

Ville de BRIVE-LA-GAILLARDE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION
DE LA SURETÉ NATIONALE

SERVICE JUDICIAIRE

COMMISSARIAT DE POLICE

de la

Ville de BRIVE-LA-GAILLARDE

Procès Verbal No

224
3886

OBJET :

Manœuvres anti-gou-
vernementales et dis-
tribution d'un Jour-
nal clandestin.

AFFAIRE C L

VALERY Henri 19 ans
ouvrier peintre D-t
Cité des Roses à
BRIVE.

DECLARATION
du nommé VALERY
Henri

ETAT FRANÇAIS

PROCÈS-VERBAL

L'an mil neuf cent quarante deux

et le premier du moi de Mai

D-t Nous, DESNIER Maurice

Commissaire de Police de la Ville de Brive, Officier de Police
Judiciaire, Auxiliaire de Monsieur le Procureur de l'Etat à
Brive

Se présente:

Le gardien de la Paix BONTEMPS (René)
de notre Service qui déclare:

" Au cours de la ronde d'hier soir 30 Avril
effectuée avec les soldats RYCHEN, LAGARRIGUE et BOY
du 41^e R.I., spécialement selon vos Instructions, en
vue de rechercher les distributeurs de tracts, nous
avons aperçu vers 23 heures 30, rue Abbé Broussou-
ze à environ 300 mètres de nous deux individus se
dirigeant vers l'Avenue Alfred de Musset.

Après avoir parcouru une trentaine
de mètres dans la direction suivie par ces individus,
nous avons trouvé sur le bas côté de la chaussée, exac-
tement derrière le collège Cabanis, plusieurs exem-
plaires du Journal clandestin "LE COMBAT". A ce moment
nous avions déjà perdu de vue les individus en ques-
tion.

Pensant que ce ne pouvait être qu'eux qui
avaient jeté les exemplaires du Journal, je me suis
lancé à leur poursuite en compagnie du soldat
pendant que les autres deux militaires s'employaient
à ramasser les tracts.

Arrivé au carrefour formé par la rue Abbé
Broussouze et l'Avenue Alfred de Musset, j'ai aperçu
rue Lachaume un individu qui semblait fuir en rase
les murs des immeubles. Je l'ai surveillé quelques
secondes et je me suis rendu compte qu'il jetait des
tracts dans les boîtes aux lettres et dans une cour.

Je l'ai immédiatement rejoint et appréhendé
Fouillé, je l'ai trouvé porteur d'une cinquantaine d'e-
mplaires du Journal "LE COMBAT" et de Feuillots "SUP-
PLEMENT AU COMBAT"

Interpellé sur la distribution de ce Jour-
nal, cet individu qui m'a dit se nommer VALERY Henri

et habiter Cité des Roses à Brive, Bâtiment C.I. N°15 m'a simplement déclaré qu'il se débarrassait de papiers qui le gênaient.

Aidé des militaires qui m'accompagnaient dans ma ronde, j'ai conduit VALERY à la permanence de police à votre disposition.

Je vous remets le paquet d'exemplaires du Journal LE COMBAT et SUPPLEMENT A "COMBAT" trouvé sur le nommé VALERY.

J'ajoute que VALERY, a refusé de me faire connaître le nom de l'individu qui l'accompagnait ; il s'est borné à répondre qu'il ne le connaissait pas. Celui-ci n'a pu être rejoint."

Lecture faite persiste et signe.

Le Commissaire Principal.

R. Bouteau

M. Bouteau

ANNEXE

En suite de cette déclaration, nous entendons immédiatement, par Procès-Verbal séparé, joint au présent, et en première audition, le nommé VALERY.

Le Commissaire Principal,

M. Bouteau

Procédons ensuite à une perquisition au domicile de VALERY, dont nous consignons les résultats dans un Procès-Verbal séparé, également joint au présent.

Le Commissaire Principal,

M. Bouteau

MENTION

Mentionnons que dans la nuit du 29 au 30 avril courant, une distribution massive du journal "COMBAT" et de son complément, a été effectuée à BRIVE, et que ses auteurs n'ont pu être identifiés.

Le Commissaire Principal,

M. Bouteau

Mentionnons en outre que nous avons prévenu téléphoniquement de ces faits, M. Le Commissaire Divisionnaire, chef de la 20^{ème} Brigade de Police Judiciaire, à LIMOGES, qui a dépêché à BRIVE, un Commissaire Principal de son service, auquel nous remettons la présente procédure pour continuation d'enquête.

Le Commissaire Principal,

M. Bouteau

De tout quoi nous avons dressé
Verbal.

Le Commissaire

M. Bouteau

Ville de BRIVE-LA-GAILLARDE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION
DE LA SURETÉ NATIONALE

SERVICE JUDICIAIRE

COMMISSARIAT DE POLICE

de la

Ville de BRIVE-LA-GAILLARDE

Procès Verbal No 224

OBJET :

Manoeuvres anti-gouver-
nementales et distri-
bution d'un Journal
clandestin.

AFFAIRE C /

VALERY Henri, 19 ans
ouvrier peintre D-t
Cité des Roses à
BRIVE.

DECLARATION
du nommé VALERY Henri

ETAT FRANÇAIS

PROCÈS-VERBAL

L'an mil neuf cent quarante deux

et le premier du mois de Mai

Nous, DESNIER Maurice

Commissaire de Police de la Ville de Brive, Officier de Police
Judiciaire, Auxiliaire de Monsieur le Procureur de l'Etat à
Brive

Vu ce qui précède, entendons: le nommé VALERY
Henri qui interpellé déclare:

" Je me nomme VALERY Henri né le 10 Octobre
1922 à La Coquille (Dordogne) fils de François et de
CHABROL Anne.

J'exerce la profession d'ouvrier peintre
et habite avec mes parents à la Cité des Roses à Brive.

Je suis célibataire. Je sais lire et écrire,
j'ai été élevé par mes parents et n'ai jamais été
condamné.

Je reconnais qu'au moment où j'ai été appré-
hendé par le Gardien de la Paix, hier soir, vers 23
heures 30, j'étais en train de distribuer, sur la
voie publique, dans les boîtes à lettres et sur les
trottoirs, l'exemplaire du journal "COMBAT".

J'ai été amené à faire cette distribution
dans les circonstances suivantes:

Le 28 avril 1942, vers 13 heures 25, en me
rendant à mon travail, j'ai trouvé à hauteur de la
maison LIDON, rue de la Bouvie, un papier tapé à la
machine, portant l'inscription suivante: " Français,
les Allemands sont nuisibles en France. Nous devons
aider le peuple français à secouer son joug. Trouvez-
vous le 30 avril 1942, à 22 heures 45, en bas du
nouveau collège, vous trouverez un paquet que vous
distribuez si vous avez la foi.

Ce papier qui était d'un format réduit, ne
portait aucune signature. Après en avoir pris connais-
sance, je l'ai jeté dans un égout situé à proximité
de la maison LIDON, rue de la Bouvie, où je l'avais
trouvé.

pier, d'autres personnes circulaient dans la rue, mais je n'ai vu personne le déposer.

Me conformant aux instructions contenues dans le prospectus que j'avais trouvé, je me suis rendu, hier soir, à l'heure indiquée, 22 heures 45, au nouveau collège, où, effectivement, j'ai trouvé sur le mur, près de l'intersection du boulevard Henry de Jouvencel et de la rue Newton, un paquet d'exemplaires du journal "COMBAT". J'ai pris le paquet, l'ai dissimulé sous mon blouson et j'ai commencé ma distribution par les rues Colonel-Bial, Abbé Broussouze de la Bouvie. C'est en arrivant rue Lachaume que j'ai été appréhendé. J'avais à ce moment encore sur moi une soixantaine d'exemplaires.

J'étais seul pour effectuer ma distribution. J'affirme que j'ignore totalement la provenance de ce journal.

C'est la première fois que je procède à une distribution de ce genre. Au cours de celle-ci, je plaçais les journaux sur les trottoirs, devant les portes des immeubles ou dans les boîtes à lettres. "

Lecture faite, persiste et signe,

Le Commissaire Principal,

Robert J. J. J.


Ville de BRIVE-LA-GAILLARDE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION
DE LA SURETÉ NATIONALE

SERVICE JUDICIAIRE

COMMISSARIAT DE POLICE

de la

Ville de BRIVE-LA-GAILLARDE

Procès Verbal N°

224

OBJET :

3886

Manoeuvres anti-gouvernementales et distribution d'un journal clandestin.

AFFAIRE

VALERY Henri, 19 ans,
ouvrier-peintre, D-t
Cité des Roses à BRIVE

PERQUISITION

ETAT FRANÇAIS

PROCÈS-VERBAL

L'an mil neuf cent quarante deux

et le premier du mois de mai,

Nous, D E S N I E R Maurice,

Commissaire de Police de la Ville de Brive, Officier de Police Judiciaire, Auxiliaire de Monsieur le Procureur de l'Etat à Brive

Vu l'enquête en cours, et agissant en matière de flagrant-délit, assisté de l'Inspecteur-Chef de la Sûreté VITRAC et des Inspecteurs TRAVERS et WALTER, de notre service de Sûreté, accompagné du nommé VALERY Henri, nous nous transportons à son domicile, à la Cité des Roses où étant et en la présence constante du sus-nommé, et de ses père et mère, nous procédons à une visite minutieuse des quatre pièces qui composent le logement, ainsi que de la cave et d'un local à usage de grenier, leur appartenant.

Au cours de cette perquisition, il a été découvert dans la chambre à coucher de VALERY :

- 1° Une feuille manuscrite sur le Marxisme;
- 2° Une poésie injurieuse pour le Maréchal PETA
- 3° Une poésie sur les horreurs de la guerre;
- 4° Un cahier-journal comportant des renseignements :
 - a) Sur l'emploi du temps de l'intéressé (promenades, travail, sports, etc...)
 - b) Des notes d'histoire ancienne;
 - c) Des notes sur le socialisme, dans lesquelles l'intéressé commente certains événements actuels, d'une façon qui fait ressortir un esprit anglophile et anti-gouvernemental. Saisissons le tout que nous plaçons sous scellé N°1, pour être joint à notre P.V.Aucun tract ou matériel de nature suspecte n'a été découvert.

Le Commissaire Principal,

MENTION

Mentionnons qu'à la suite de cette perquisition, et alors que le nommé VALERY se trouvait à notre disposition dans les bureaux de la Sûreté, pour interrogatoire plus approfondi, un Inspecteur est venu nous prévenir, ce matin, vers 10 heures 30, que le sus-nommé s'était effondré brusquement sur le parquet, face à terre, et qu'il paraissait souffrir d'une crise nerveuse.

Nous étant rendu immédiatement dans le local où il se trouvait, nous avons constaté qu'il s'était blessé dans sa chute; il avait saigné du nez et qu'il était secoué de convulsions nerveuses. Son état ne s'étant pas amélioré à 13 heures, nous avons fait appeler le docteur BOSCHE, médecin assermenté, qui a diagnostiqué une crise hystéro-épileptiforme, et ordonné immédiatement le transfert de VALERY à l'hôpital, après nous avoir délivré le certificat dont la teneur suit :

" Je soussigné, docteur en médecine, certifie avoir examiné, à la demande de M. Le Commissaire de Police, ce jour, à 13 heures 45, le nommé VALERY Henri.

" Le ci-nommé, me paraît atteint de crise hystéro-épileptiforme, s'étant manifestée:

- a) A 7 heures du matin,
- b) A 10 heures du matin.

" Au moment où j'examine VALERY, il est dans un état de prostration très marquée. J'estime utile son transfert à l'hôpital pour examen plus complet.

"A VRIVE, le 1^{er} mai 1941,
SIGNE : BOSCHE. "

Le Commissaire Principal,

Mentionnons en outre que l'interrogatoire de l'intéressé a dû être interrompu et qu'il a été hospitalisé à l'hôpital de BRIVE - section des Agités - où nous le faisons garder à vue par deux gardiens de la paix.

Le Commissaire Principal,

Plaçons sous scellé n°1 les documents découverts et saisis au domicile du nommé VALERY Henri, documents énumérés à notre procès-verbal perquisition.

Nous plaçons également sous scelle un lot de tracts intitulés "COMBAT" - Avril 1942 (scellé n°2) et un lot de "suppléments à Combat" (même scellé), trouvés sur VALERY au moment de son arrestation.

Le Commissaire Principal,

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
POLICE NATIONALE

20^e Brigade régionale
de
Police judiciaire

N° 1

Affaire C/ VALERY Henri

PROPAGANDE ANTI-NATIONALE

Déposition de;
VALERY François
44 ans ; cantonnier
Cit. Cité des Roses à
BRIVE
(Corrèze)

ÉTAT FRANÇAIS

PROCÈS-VERBAL

L'an mil neuf cent quarante deux

le premier MAI

Nous, MESSAGER Michel, Commissaire Principal
de Police judiciaire, du Service Régional de Police judiciaire, en
résidence à LIMOGES, officier de Police judiciaire
auxiliaire de Monsieur le Procureur de la République.

Assisté de MM. SOLAL et GERMAIN, Inspecteurs, du
Service,

Agissant pour exécution des Instructions téléphoni-
ques, en date de ce même jour, de Monsieur le COMMISSAIRE
DIVISIONNAIRE, Chef du Service Régional de Police Judi-
ciaire à LIMOGES

Suite à la procédure commencée par la Police
Régionale d'ÉTAT, à BRIVE,

Faisons comparaître devant nous le sieur VALERY
François, né à PAGEAS, Dte Vienne, de f. Léonard et de
f. Anne GADEAU, marié à la COQUILLE le 20 Février 1920
avec Anne CHABROL, 5 enfants, âgés de 19, 18, 16, 14 et 9
ans, cantonnier aux Ponts-et-chaussées, demeurant actuel-
lement à la Cité des Roses à BRIVES, réformé à 15 % pour
blessures de guerre, se disant sans condamnation.

S.I.- Il déclare:

Mon fils Henri a été élevé à l'école de FIRBEIX,
Dordogne, et à celle de NESPOUL. Il a obtenu son certi-
ficat d'Etudes Primaires. A sa sortie de l'école, il
a fait son apprentissage comme peintre chez M. FROIDE-
FONDS à BRIVE. Il a travaillé ensuite successivement che
MABARIC Albert, chez FONTAUSAT et enfin chez M. FLORENTI

Il est resté environ 2 ans, chez M. FONTAUSARD et
il travaille depuis environ 6 mois seulement chez FLOREN-
TIN.

D.- Voulez vous nous préciser les fréquentations de
votre fils?

R.- Je ne les connais pas beaucoup; Il avait comme

comme camarades, à ma connaissance, ses co-équipiers de football, la plupart originaires de NESPOUL. Mais jamais ceux-ci ne sont venus à la maison, de sorte que je ne les connais pas de nom. Mon fils Henri sortait très souvent et principalement avec mon autre enfant, EDOUARD, âgé de 18 ans. Ce dernier pourra vraisemblablement vous renseigner mieux que moi.

D. Votre fils s'attardait-il souvent la nuit en ville?

R. - Il lui arrivait de sortir et de ne pas être rentré alors que je m'étais endormi. Hier soir, il a pris son dîner en notre compagnie, c'est à dire en famille. Je me suis couché et je ne me suis pas rendu compte qu'il était sorti. Je ne m'en suis pas inquiété ce matin, avant de partir à mon travail, pensant qu'il se trouvait dans sa chambre.

D. - Votre fils HENRI couche-t-il seul dans sa chambre?

R. - Non, mes deux enfants HENRI et EDOUARD occupent la même pièce. J'ai constaté avant de me mettre au lit que EDOUARD s'était couché; HENRI avait quitté l'appartement et je ne puis dire où il s'était rendu. Personne n'était venu le chercher. Il pouvait être 22 heures, au moment où je me suis rendu au lit.

D. - Votre fils suivait-il des cours, en vue de parfaire son instruction?

R. - Non, à ma connaissance, mais il lisait beaucoup. Je pense qu'il achetait les livres qu'il lisait. Je n'ai jamais prêté attention aux lectures qu'il faisait.

D. - N'avez vous jamais été inscrit au parti communiste?

R. - Non, jamais je n'y ai été inscrit et jamais même je ne me suis occupé de politique. J'ai toujours recommandé à mes enfants de faire comme moi et je suis le premier surpris de l'arrestation de mon fils.

S.I. - Je ne puis reconnaître formellement les écrits que vous me présentez et affirmer qu'ils sont de la main de l'un ou l'autre de mes garçons.

S.I. - Je n'ai jamais vu à la maison entre les mains de mes enfants de la toile-pâte à polycopier. Je ne les ai jamais vus tirer des épreuves à la polycopie.

S.I. - Je ne puis dire si l'un ou l'autre de mes fils ont essayé de faire des vers.

S.I. - Je n'ai jamais vu de tracts ou de documents de propagande interdite entre les mains de mes enfants.

S.I. - Je ne connais pas les fréquentations féminines de mes garçons.

Je ne puis rien dire d'utiles à votre enquête.

D. - Votre fils HENRI a-t-il eu déjà des crises nerveuses,

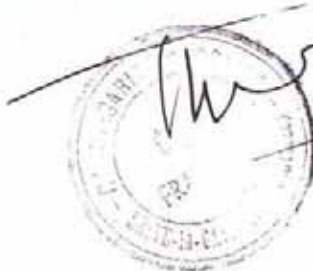
des attaques d'épilepsie

R. Non, il n'en a jamais eues. mais il est très faible de tempérament.

Lecture faite persiste et signe. -

Le Commissaire de Police Judiciaire .

Vaccus



ARTICLES 40 & 42 DU CODE
DE JUSTICE MILITAIRE

ORDRE D'INFORMER.

N° - 129 - I/JM.

N° 941 DE LA NOMENCLATURE GENERALE
FORMULE N° I.

14

ETAT FRANCAIS

Le GENERAL de Corps d'Armée JEANNEL
Commandant la XIIe Division Militaire
à LIMOGES -

- VU les articles 40 et 42 du Code de Justice Militaire.
- ATTENDU qu'il résulte du Procès Verbal en date du 1er Mai 1942 de la 20e Brigade régionale de Police Judiciaire

que le nommé : VALERY Henri, (20 ans) résidant chez ses parents à la COQUILLIE (Dordogne) et le nommé VALERY Edouard, ouvrier peintre demurant à BRIVE, Cité des Roses.

se sont et rendu coupables de "PROPAGANDE ANTINATIONALE PAR DISTRIBUTION DE TRACTS".

infraction prévue par l'article 75 et suivants du Code Pénal.

- ORDONNE qu'il soit informé contre le susnommé par le Juge d'Instruction Militaire près le Tribunal Militaire permanent de la 12e Division Militaire,
- CHARGE le Commissaire du Gouvernement d'assurer l'exécution du présent ordre.
- FAIT au Quartier Général, à LIMOGES, le 3 MAI 1942

DESTINATAIRES :

M. le COMMISSAIRE du GOUVERNEMENT
près le Tribunal Militaire permanent
de la 12e Division Militaire
à PERIGUEUX -

ARCHIVES.

R. Jamy



(6)
12

Commandant d'Armes BRIVE
à Capitaine Gendarmerie

Le Général Commandant la 12e D.M. fait connaître le 1er Mai
sous N° 1053/2/CH:

'Ai signé le 1er Mai 1942 ordre informer n° 129 pour propagande
anti-nationale par tracts contre VALERY Henri, domicilié à Brive
né à la Coquille (Dordogne). Pouvez transférer PERIGUEUX par entente
avec Tribunal Militaire. Prière Commandant d'Armes BRIVE, prendre
liaison avec Tribunal Militaire pour transfert VALERY dès que
état le permettra.

Le Chancelier, chef du Bureau de Garnison
N° 990 Signé: illisible.

XIIe DIVISION MILITAIRE

Etat-Major

1er BUREAU

JUSTICE MILITAIRE

N° - 1054 - I/JM

Limoges, le 1er Mai 1942

CONFIRMATION DU

TELEGRAMME OFFICIEL.

GENERAL COMMANDANT 12EME DIVISION MILITAIRE
A COMMANDANT DEPARTEMENT MILITAIRE CORREZE TULLE.

N° 1053/40. AI SIGNE LE PREMIER MAI ORDRE INFORMER N° 129
POUR PROPAGANDE ANTINATIONALE PAR TRACTS CONTRE VA-
LERY HENRI DOMICILIE A LA COQUILLE (DORDOGNE) STOP
POURREZ LE TRANSFERER PERIGUEUX PAR ENTENTE AVEC
TRIBUNAL MILITAIRE.

COPIE à

-M. le COMMISSAIRE DU
GOUVERNEMENT près le
T.M. de la 12e D.M.
-PERIGUEUX -

P. O. Le Colonel DONNAT
Chef d'Etat-Major de la 12e Division Militaire



AFFAIRE VALERY DE BRIVE

Documents et matériels joints.

1 lot

- 7 procès verbaux de police.
- Documents et matériels saisis chez VALERY
 - Un lot de tracts COMBAT N° 1 d'Avril 1942 et de Supplément de COMBAT.
 - Une pierre humide à reproduire.
 - Un tract "1er Mai 1942".
 - Un cahier contenant diverses feuilles manuscrites.

1 lot

- Types de tracts distribués à BRIVE :
 - COMBAT - Avril 1942 - N° 1 ..3
 - Supplément de COMBAT ..3
 - "1er Mai 1942" ..1
 - Messieurs de VICHY ..1

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
POLICE NATIONALE

• Brigade régionale
de
Police judiciaire

Objet:

Au sujet du nommé
VALERY Henri, 19 ans,
ouvrier peintre, dt
Cité des Rosiers, à
BRIVE.

ÉTAT FRANÇAIS

BRIVE, le 2 Mai 1942 194

RAPPORT

Le Commissaire Pal de Police Judiciaire
à Monsieur le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE,
Chef du Service Régional de Police Judiciaire
à LIMOGES.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le nommé VALERY Henri, 19 ans, ouvrier-peintre, demeurant Cité des Roses à BRIVE, conduit à 10 heures ce jour devant nous aux fins d'interrogatoire s'est renfermé dans le mutisme le plus absolu.

A 11 heures 30, nous avons à nouveau tenté, en vain, de l'interroger sur les faits qui lui sont reprochés.

A 14 heures et 16 heures, nous avons fait deux autres tentatives qui sont restées aussi vaines.

Malgré toutes les recommandations, tous nos efforts sont restés vains. Une seule phrase est sortie de sa bouche: " Je crains tous vos discours! "

Il est opportun de mettre en relief qu'hier, pendant la crise manifestée par lui, le nommé VALERY Henri, alors qu'il était étendu sur le plancher du local de la Sûreté Municipale et paraissait inanimé, a relevé la tête, après avoir entendu le bruit des pas de l'Inspecteur qui le gardait et qui avait feint de sortir du bureau.

Il a manifesté devant nous une attitude très indolente; vraisemblablement dans le but de faire relâcher la surveillance dont il est l'objet.

L'impression qui se dégage de ce qui précède permet de conclure, d'une part, que le nommé VALERY Henri a reçu des consignes très sévères de ses complices, lui recommandant de ne faire, à aucun prix,

des révélations à la Police ou à la Justice, et, d'autre part, qu'il tentera de s'enfuir, si l'occasion se présente.

Enfin, on doit, malgré le jeune âge des frères VALERY Henri et Edouard, les considérer, en raison de leur état d'esprit, comme des individus très dangereux du point de vue national et désormais peu susceptibles d'amendement.

Le Commissaire Pal de Police Judiciaire.

Thy my


MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
POLICE NATIONALE

20^e Brigade régionale
de
Police judiciaire

N° /3

Affaire C/ VALERY Henri

PROPAGANDE ANTI-NATIONALE

Procès-verbal de
perquisition au domicile
de VALERY Edouard, et son
jardin; Cité des Roses
à BRIVE

ÉTAT FRANÇAIS

PROCÈS-VERBAL

L'an mil neuf cent quarante deux

le deux Mai

Nous, MESSAGER Michel, Commissaire Pal

Police judiciaire, au Service Régional de Police judiciaire, en
résidence à LIMOGES, officier de Police judiciaire
auxiliaire de Monsieur le Procureur de la République.

Assisté des Inspecteurs SOLAL et GERMAIN, du service,
et VITRAC, Inspecteur de la Police Régional d'ETAT, à
BRIVE,

Vu les déclarations faites par le nommé VALERY
Edouard, 18 ans, peintre, demeurant Cité des Rosiers,
à BRIVES,

En la présence constante de celui-ci,

Après nous être transporté au jardin de ses parents,
situé en bordure de la route de VARETZ, à BRIVE,

Y découvrons au pied d'une maison en construction
enfouie dans le sol, et recouverte par de l'herbe, une
"pierre humide à reproduire" "marque Cygne déposée"
ainsi qu'une spatule, destinée à applatir la matière
plastique.

L'intéressé déclare avoir utilisé la pierre humide
en question pour confectionner les tracts intitulés
1^o Mai 1942, et répandus dans la ville au cours de la
nuit du 30 Avril au 1 Mai 1942.

Nous constatons qu'effectivement elle a été emplo-
yée récemment, mais cependant il n'est pas possible
de reconstituer le texte, celui-ci ayant été effacé,
au moyen d'un "chiffon humide", selon l'expression même
de l'intéressé.

Nous plaçons immédiatement, après les avoir saisis,
sous scellé N°1 les objets dont s'agit.

Poursuivant nos investigations, nous nous transpor-
tons ensuite au domicile du nommé VALERY Edouard, où
en présence de ses parents et en sa propre présence,
nous procédons à une perquisition. Nos recherches
n'amènent la découverte d'aucun document, d'aucun

objet pouvant servir à la manifestation de la vérité.

Nos opérations commencées à neuf heures se sont terminées à 10 heures, par la lecture et la cloture du présent que le nommé VALERY Edouard a signé avec nous, ainsi que les personnes qui nous assistent.



Valery

Le Commissaire Pal de Police Judiciaire.

[Signature]

2^e TRIBUNAL MILITAIRE
PERMANENT
DE PARIS la 12^e D. M.

REPUBLIQUE FRANCAISE

N^o de l'ORDRE D'INFORMER:

MANDAT DE DEPOT

NOUS, Maurice Armand, Substitut du
JUGE d'Instruction militaire au 2^e Tribunal militaire Permanent
de Paris, la 12^e D. M.

Mandons et ordonnons à tous Huissiers et Agents de la
Force publique de conduire en la prison de..... Périgueux.....
....., en se conformant à la Loi

le nommé: *Satery*..... prénommé: *Houis*.....
agé de... 19 ans

Inculpé de... *détention et distribution d'avis en vue de propagande.....*
anti nationale de tracts d'origine ou d'inspiration étrangère

Enjoignons au Directeur de ladite Maison d'arrêt de le
recevoir et retenir en dépôt jusqu'à nouvel ordre le sus-nommé;

Requerrons tout dépositaire de la force publique de prêter
main force pour l'exécution du présent mandat, s'il en est requis
par le porteur d'icelui, à l'effet de quoi nous l'avons signé et
scellé de notre sceau.

FAIT AU 2^e TRIBUNAL MILITAIRE DE PARIS Périgueux
LE... 3. mai. 1942...

VU
LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.

Reut



Maurice Armand
Maurice Armand

permanent
de la XII^e Division Militaire.

PARQUET.

RÉQUISITOIRE INTRODUCTIF.

Le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire *(permanent de la XII^e Division Militaire)*

Vu l'article 42, alinéa 3, de la loi du 9 mars 1928;

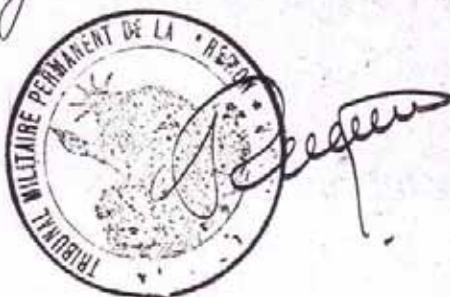
Vu l'ordre d'informer délivré par le Général Cdt. la XII^e Division Militaire

Requiert M. le Juge d'instruction militaire du Tribunal militaire *(permanent de la XII^e Division Militaire)*
instruire du chef de *Propagande antinationale par distribution de tracts;*

Infraction prévue et punie par les articles 75 et suivants du Code Pénal;

contre les nommés : 1^o - *Galery, Henri, 20 ans, résidant chez ses parents à la Coquille (Dordogne);*
2^o - *Galery, Edouard, ouvrier peintre à Brive, Cité des h.*
et décerner tous mandats utiles en temps opportun.

Fait à *Perigueux*, le 3 mai 1942



A Monsieur le Juge d'instruction militaire du Tribunal militaire *(permanent de la XII^e Division Militaire)*.

(1) Ajouter «permanent» s'il y a lieu.

(2) Autorité qui a délivré l'ordre d'informer.

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
POLICE NATIONALE
* Brigade régionale
de
Police judiciaire

ÉTAT FRANÇAIS

LIMOGES, le 4 Mai 1942 194

Objet:

RAPPORT

Le Commissaire Principal de Police Judiciaire
MESSAGER Michel,
à Monsieur le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE,
Chef du Service Régional de Police Judiciaire
à LIMOGES.

Aff: c/ VALERY Henri,
19 ans, et VALERY Edouard,
18 ans, ouvriers-peintres
demeurant à BRIVE,
inculpés de propagande
anti-nationale.

J'ai l'honneur de vous exposer ci-dessous les
résultats de mes investigations, avec la collaboration
des Inspecteurs SOLAL et GERMAIN, du Service, dans
l'affaire contre les frères VALERY Henri et Edouard,
inculpés à BRIVE de propagande anti-nationale.

Dans la nuit du 30 Avril 1942 au 1 Mai, le service
de la police régionale d'Etat à BRIVE, appréhendait vers
23 h.30, en flagrant délit de distribution du journal
COMBAT, le nommé VALERY Henri, né le 10 Octobre 1922 à
la COQUILLE (Dordogne) de François et de Anne CHABROL,
célibataire, ouvrier peintre, demeurant chez ses parents,
Cité des Roses, à BRIVE.

Interrogé succinctement, l'intéressé devait déclara-
rer qu'il avait trouvé le 28 Avril vers 13 h.25 rue de
la BOUVIE à BRIVE un papier dactylographié ainsi libel-
lé: " Français, les Allemands sont nuisibles en France...
Nous devons aider le peuple français à secouer son joug.
Trouvez vous le 30 Avril à 22 h.45 au bas du nouveau
collège; vous trouverez un paquet que vous distribuerez
si vous avez la foi."

S'étant rendu à l'endroit indiqué, il avait effec-
tivement découvert un paquet de prospectus, intitulés
COMBAT, qu'il s'était mis en devoir de distribuer dans
les rues.

Alerté téléphoniquement par vous-même, je devais
me transporter à BRIVE, où j'apprenais que le nommé
VALERY Henri avait été hospitalisé pour "crises hétéro-
épileptiformes."

D - P. N. 1778 K, n° 65 bis

Ne pouvant procéder à son interrogatoire, j'examinais les spécimens de COMBAT trouvés sur lui et divers documents saisis à son domicile, au cours de la perquisition qui avait été effectuée, à la suite de son arrestation.

D'autre part, M. le Commissaire DESNIER, de la Police Régionale d'Etat à BRIVE m'indiquait que d'autres tracts tirés à la polycopie et intitulés: "1 MAI 1942" avaient été découverts en petit nombre dans les rues de BRIVE, au cours de la même nuit du 30 Avril au 1 Mai.

Après avoir examiné ces derniers tracts, je devais conclure qu'ils présentaient de très grandes analogies avec certains manuscrits saisis au domicile du nommé VALERY Henri.

Le soir même, je recevais les aveux de l'auteur de ces tracts, qui n'était autre que le frère du sus-nommé à savoir: le nommé VALERY Edouard, 18 ans, né à la COQUILLE le 29 Février 1924, ouvrier peintre également, demeurant chez ses parents Cité des Roses, à BRIVE.

Ce dernier précisa avoir composé le texte du tract et confectionné celui-ci au moyen d'une "pierre humide à reproduire marque Cygne-déposée".

Sur ses indications, nous devions retrouver dans un champ enfouie dans le sol et recouverte par de l'herbe la pierre humide en question.

Il se refusa formellement à reconnaître qu'il avait agi à l'instigation d'un groupement quelconque et malgré le long interrogatoire auquel il fut soumis dans la nuit du 1 au 2 Mai, il se maintint sur cette position; Il avait remis les tracts tirés à son frère Henri et il ignorait par ailleurs que celui-ci devait distribuer sur la voie publique des spécimens de COMBAT. Il ne fut pas davantage possible d'obtenir de lui le moindre renseignement sur la provenance de ce dernier journal.

Le lendemain, le médecin traitant délivrait au nommé VALERY Henri son bulletin de sortie de l'hôpital. Conduit devant nous aux fins d'un interrogatoire approfondi, il se renferma dans le mutisme le plus complet.

A 11 heures 30, à 14 heures, à 16 heures, nous tentâmes à nouveau de l'interroger sur les faits relevés à sa charge. Tous nos efforts restèrent vains.

A 19 heures, il était conduit devant l'autorité militaire, un ordre d'informer ayant été signé contre lui par M. le Général commandant la 12^e D.M. pour propagande anti-nationale par tracts.

La conclusion qui s'impose dans cette affaire est que, malgré leur jeune âge, les frères VALERY Henri et Edouard, en raison de leur mentalité, doivent être considérés comme des individus dangereux, du point de vue national. Il semble aussi que le nommé VALERY Henri a feint sa maladie pour échapper à l'interrogatoire de la police.

Le Commissaire Principal.

(14)

Commandant d'Armes BRIVE
à Capitaine de Gendarmerie

Le Général Commandant la 12^e Division Militaire fait
connaître le 1^{er} MAI sous le N° 1053-2/CH. :

"Ai signé le 1^{er} Mai 1942, ordre informer n° 129 pour propagande anti-
nationale par tracts contre VALERY, Henri, domicilié à BRIVE, né à LA
COQUILLE (Dordogne). Pouvez le transférer PERIGUEUX par entente avec
Tribunal Militaire.
Prière Commandant d'Armes BRIVE, prendre liaison avec Tribunal Militaire
pour transfert VALERY dès que son état le permettra.

N° 990/P.D. Signé : BORIE

E.M. TULLE téléphone ce jour à 9 heures.

La 12^e Division Militaire fait connaître d'ajouter sur
ordre informel n° 129 :

après VALERY, Henri

"VALERY, Edouard, né à LA COQUILLE, le 29 Février
1924, demeurant Cité des Roses à BRIVE.

BRIVE, le 4 MAI 1942

Le Colonel Commandant d'Armes
P.C. L'Adjoint Principal de 2^e Classe BORIE
Major de Garnison :



Gendarmerie Brive

67487

Notifié par notification et exécution,
au Commandant de la Brigade d'...

Paris le mai 1942

Le Chef de la Brigade, Commandant de la Section

Toulon

à la Brigade

15

TRIBUNAL MILITAIRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2947 A.

[ANCIEN N° 947]

de la
Nomenclature Générale

FORMULE N° 7.

PRÉMANENT
d. la 12^e D.M.
siégeant à Périgueux

CABINET
DU JUGE D'INSTRUCTION
MILITAIRE

Périgueux le 11 Mai 1942.

DEMANDE

de désignation d'un avocat d'office dans le cas prévu
par l'article 46 du Code de justice militaire.

Le Conseiller Barbou des Courières juge d'instruction
militaire au tribunal militaire de la 12^e D.M.

prie Monsieur le (3) Bâtonnier
de vouloir bien désigner d'office un conseil à (4)

Galery Henri
inculpé de propagande antinationale

sous mandat de dépôt à la prison militaire de
la 12^e D.M.

lequel en a fait la demande (5).

Le Juge d'instruction militaire,

Pris connaissance
d'inculpé

Volery Henri



- (1) Formation à laquelle est affecté le tribunal militaire.
(2) Grade et nom.
(3) Le bâtonnier de l'ordre des avocats ou le président du tribunal.
(4) Nom et grade de l'inculpé.
(5) Si l'inculpé n'a pas demandé d'office un défenseur, biffer cette formule, mais lui en faire néanmoins désigner un, en raison des termes formels du § 2 de l'article 46 du Code de justice militaire.

invest: M. Barden Daurazid

L. B. B. B. B.

263-445-7, 82123-40.

XII^e DIVISION

DÉPARTEMENT MILITAIRE
DE LA CORRÈZE

ÉTAT-MAJOR

N° 410 5 / 2

SECRET

Eulle, le 4 mai

1942.

Le Colonel PIQUEL
Commandant le Département Militaire
de la Corrèze, p.i.

OBJET

Distribution de
tracts à BRIVE et
arrestations des
Frères VALERY. -

à Monsieur le GENERAL Commandant la 11^e D.M.
(Etat-Major - Bureau L.M.O.) - 2 exemplaires -

LIMOGES

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que des
tracts anti-nationaux, ont été distribués à BRIVE à l'occa-
sion du 1er Mai :

- COMBAT - N° 1 d'Avril 1942
- Supplément de COMBAT.
- Messieurs de Vichy.
- 1er Mai 1942.

Une surveillance exercée par la Police locale, renforcée
par des patrouilles militaires, a amené l'arrestation des 2
individus ci-après :

- VALERY Henri, ouvrier peintre, domicilié à BRIVE, Né le
10.10.1902 à la Coquille (Dordogne) surpris en flagrant délit
de distribution de tracts dans la nuit du 30 Avril au 1er Mai
1942.

Ce dernier, hospitalisé les 1er et 2 Mai, à la suite d'une
crise ~~hystéro-épileptique~~ ^{hystéro-épileptique}, a été transféré sur la Prison Mi-
litaire de PERIGUEUX, le 3 Mai 1942.
(exécution de l'Ordre d' Informer N° 129 en date du 1er Mai).

- VALERY Edouard, frère du précédent, ouvrier peintre, domi-
cilié à BRIVE, né le 29 Février 1924 à la Coquille (Dordogne)
arrêté le 1er Mai à la suite d'une perquisition à son domici-
le, au cours de laquelle l'intéressé a avoué avoir composé,
imprimé et distribué le tract intitulé : "1er Mai". Le matériel
d'impression (pâte à polycopier) des écrits tendancieux et de
tracts ont été saisis.

Ce dernier a été transféré sur la Prison Militaire, le
3 Mai 1942.

Ci-joint, les documents et matériels énumérés sur la lis-
te annexée à la présente lettre, déposée au Bureau de la
Justice Militaire. -

P. O.

Chef d'Etat-Major

61



PROCÈS VERBAL

de première comparution devant
le juge d'instruction militaire
(article 46 du Code de justice
militaire.)

Etat Français
~~REPUBLIQUE FRANÇAISE~~

N° 2945 a
ANCIEN N° 945
DE LA
NOMENCLATURE GÉNÉRALE
FORMULE N° 5

TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT

DE PARIS la 12^e D. M.

séant à ~~Paris (Palais de Justice)~~ *Trinquart.*

PROCÈS-VERBAL DE PREMIÈRE COMPARUTION

L'AN mil neuf cent quarante deux le *Cinq* du
mois de *Mai*, à *10* heures

Devant nous *Barbou des Courviers*
Juge d'instruction militaire au Tribunal militaire, assisté de *Lary*
Commis - greffier assermenté,

En notre cabinet, au Tribunal militaire, à comparu le ci-après dénommé,

Galery Edouard

Lequel, enquis de ses nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance, demeure,
ainsi que des autres énonciations touchant son état civil et sa famille, a fourni les
indications suivantes :

Nom : *Galery*

Prénoms : *Edouard*

Surnoms : "

Qualité actuelle : "

Profession civile : *Peintre*

demeurant avant son entrée au service à *Brive Cite des Rabels* âgé de *18* ans,
arrondissement de *Brive*, département d *Corrèze* n° *15*

né le *24 février 1924* 1^{er}, à *La Coquille*

arrondissement de *Nouzon*, département d *Dordogne*

fils d *François*

et d *Anne Chabrol*

célibataire, ~~marié~~,

enfants,

Se dit jamais condamné

Classe "

recrutement de "

, n° matricule : du recrutement : "

au corps : "

grade dans l'armée : "

Degré d'instruction : *C. E. L.*

J. Maury

A. Larrat

Après avoir ainsi constaté l'identité du comparant, nous lui avons fait connaître les faits qui lui sont imputés, lui avons déclaré qu'en conséquence il est instruit à son égard, du chef d'accusation de : *propagande anti nationale*

et nous l'avons invité à nous faire ses déclarations, après l'avoir averti qu'il était libre de ne pas en faire

Nous l'avisons, conformément à la loi, qu'il a le droit de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au tableau, ou admis au stage, et qu'à défaut de choix de sa part, il lui en sera désigné un d'office par le bâtonnier de l'ordre.

L'inculpé a déclaré : *Je consens à vous faire des déclarations et je maintiens intégralement celles que j'ai faites à la police.*

Je vous ferai connaître ultérieurement le nom de mon défendeur, je désire être assisté par lui au cours de l'instruction.

A ce moment avisons l'inculpé que nous le plaçons sous mandat de dépôt à la prison militaire de la 12^e Division Militaire.

Lecture faite persiste et signe avec Nous et notre greffier.

J. Maillot

Valéry

A. Laroche

TRIBUNAL MILITAIRE
PERMANENT

de la 12^e D.M.

CABINET
D'INSTRUCTION

Prière de renvoyer
cette lettre.

N° 2946 A
ancien n° 946
de la
Nomenclature générale

FORMULE N° 6.

Perigueux le 6 Mai 1942

18

MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien m'adresser,
dans le plus bref délai possible, un Bulletin n° 2 du casier
judiciaire concernant le nommé *Galéry Henri*

se disant âgé de 19 ans, né le 10 Octobre 1922
à La Coquille (Dordogne)

Fils { de *François*
et de *Anne Chabrol*
inculpé de *menées Communistes*

Agréez, Monsieur le Procureur de la République,
l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le Juge d'Instruction militaire,



NOTA. — Si d'autres
renseignements sont de-
mandés par une 2^e lettre,
joindre à celle-ci, prière
d'adresser d'abord le casier.

N° 2946 A
ancien n° 946
de la
Nomenclature générale

FORMULE N° 6.

TRIBUNAL MILITAIRE
PERMANENT

de la 12^e D.M.

CABINET
D'INSTRUCTION

Prière de renvoyer
cette lettre.

Perigueux le 6 Mai 1942

19

MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien m'adresser,
dans le plus bref délai possible, ~~un~~ Bulletin n° 2 du casier
judiciaire concernant le nommé *Galéry Edouard*

se disant âgé de 18 ans, né le 29 Février 1924
à La Coquille (Dordogne)

Fil { de *François*
et de *Anne Chabrol*
inculpé de *menées Communistes*

Agréez, Monsieur le Procureur de la République,
l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le Juge d'Instruction militaire,



NOTA. — Si d'autres
renseignements sont de-
mandés par une 2^e lettre,
joindre à celle-ci, prière
d'adresser d'abord le casier.

COUR D'APPEL
DE BORDEAUX

BULLETIN N° 2

20

TRIBUNAL
DE 1^{re} INSTANCE
de
NONTRON
(Dordogne)

RELEVÉ DES BULLETINS N° 1

Concernant le nommé

*Valéry
Henri*

fils { de *François*
et de *Anne Chahol*

né le *10 octobre 1922*

à *La Roque (Dordogne)*

D'après le
dernier bulletin
n° 1

Domicile " "
Etat civil et de famille " "
Profession " "
Nationalité " "

DATE des Condamnations	COURS ou TRIBUNAUX	NATURE des CRIMES OU DÉLITS	DATE des Crimes ou délits	NATURE et DURÉE DES PEINES				DATE du Mandat de dépôt	OBSERVATIONS
				PRISON			Amende		
				An	Mois	Jours			
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									

NEANT

Pour relevé conforme :

Nontron, le *8 mai* 19*42*

Le Greffier en Chef,

[Signature]



Vu au Parquet :

LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE,
LE JUGE RÉSIDANT

CLOS
PAR NÉCESSITÉ
LE JUGE
DISTRICION M
ou le substitut

COUR D'APPEL
DE BORDEAUX

BULLETIN N° 2

RELEVÉ DES BULLETINS N° 1

TRIBUNAL
DE 1^{re} INSTANCE
de
NONTRON
(Dordogne)

Concernant le nommé Valéry
Edouard
fils { de François
et de Annie Chabrol
né le 29 février 1924
à La Gueille (Dordogne)
D'après le { Domicile " "
dernier bulletin { Etat civil et de famille " "
n° 1 { Profession " "
Nationalité " "

DATE des Condamnations	COURS ou TRIBUNAUX	NATURE des CRIMES ou DÉLITS	DATE des Crimes ou délits	NATURE et DURÉE DES PEINES				DATE du Mandat de dépôt	OBSERVATIONS
				PRISON			Amende		
				An	Mois	Jours			
1									
2									
3									
4									
5									
6		NEANT							
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									



Vu au Parquet :
LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE,

LE JUGE RÉSIDENT
[Signature]

Pour relevé conforme :
Nontron, le 3 mai 1942
Le Greffier en Chef,

[Signature]

TRIBUNAL MILITAIRE
PERMANENT
DE LA 12^{ème} REGION

Cabinet d'instruction
de M. Barbois des Courcières

à renvoyer avec la
réponse.

N° 1440 P.C.

Périgueux, le 11 Mai

1942

Le Juge d'instruction militaire
près le Tribunal militaire permanent de
la 12^{ème} Région

à Monsieur le Commissaire des Renseignements
Généraux
à Tulle

TRES URGENT

J'instruis actuellement du chef de propagande....
antinationale par distribution de tracts.....
contre le nommé *Saléry Henri*.....
né le 10 octobre... 1922... à La Corguille (Dordogne).....
..... demeurant à *Brive, cité des Rues n° 15... F. Brive*.

Commissariat Spécial

2 MAI 1942

1963 de TULLE

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien
recueillir et me faire parvenir d'urgence les renseigne-
ments les plus précis et les plus circonstanciés d'usage
sur le compte de cet inculpé et notamment sur son état-
civil exact, sa situation de famille et militaire, sa
profession, son domicile, sa conduite, sa moralité, sa
probité, ses antécédents, son genre de vie, ses fréquen-
tations, sa réputation, son assiduité au travail, son de-
gré de tempérance, son attitude au point de vue national
son activité politique, etc, etc.....



TRIBUNAL MILITAIRE
PERMANENT
DE LA 12^{ème} REGION

Cabinet d'instruction
de M. _____

renvoyer avec la
réponse.

N° 1440 BC

Périgueux, le 11 mai

(23)
1942

Le Juge d'instruction militaire
près le Tribunal militaire permanent de
la 12^{ème} Région

À Monsieur le Commissaire des Renseignements
Général aux
à Tulle

TRES URGENT

J'instruis actuellement du chef de propagande.....
antinationale par distribution de tracts.....
contre le nommé Halery... Edouard.....
né le 29... février... 1924... à La Roque (Dordogne).....
..... demeurant à Brive. Cité des Roses. n° 15.....

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien
recueillir et me faire parvenir d'urgence les renseigne-
ments les plus précis et les plus circonstanciés d'usage
sur le compte de cet inculpé et notamment sur son état-
civil exact, sa situation de famille ~~et militaire~~, sa
profession, son domicile, sa conduite, sa moralité, sa
probité, ses antécédents, son genre de vie, ses fréquen-
tations, sa réputation, son assiduité au travail, son de-
gré de tempérance, son attitude au point de vue national
son activité politique, etc, etc.....



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
SÛRETÉ NATIONALE

TULLE, le 13 Mai 1942

NOTICE DE RENSEIGNEMENTS

VALERY Henri, né à LA COQUILLE (Dordogne) le 10 octobre 1922, fils de François et de Anne CHABROL, célibataire domicilié chez ses parents bâtiment 15 Cité des Roses à BRIVE (Corrèze).

Ouvrier peintre, travaillait depuis novembre 1941 pour le compte de l'entreprise de peinture et plâtrerie FLORENTIN, 29 rue Charles Teyssier à BRIVE.

Conduite et moralité bonnes, sobre et assidu au travail. Train de vie modeste, sans fortune personnelle.

Le père est employé aux Ponts et Chaussées en qualité de cantonnier.

Aucune fréquentation suivie; pas de relations dans le milieu suspects de BRIVE.

Aucun antécédent politique connu. Jeune homme sérieux qui n'avait jamais attiré l'attention d'aucun service de police.

(25)

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

SÛRETÉ NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TULLE

, le

13 Mai

1942

NOTICE DE RENSEIGNEMENTS

VALERY Edouard né à LA COQUILLE (Dordogne) le 29 février 1924, célibataire, domicilié chez ses parents à BRIVE bâtiment 15 Cité des Roses.

Peintre en bâtiments, au service de M. FONTAUZARD, entrepreneur de peinture, 2 rue Jean Maistre à BRIVE.

Conduite et moralité bonnes, assidu au travail. Train de vie modeste, sans fortune personnelle. Le père est employé aux Ponts et Chaussées comme ~~m~~antonmier.

Aucune fréquentation suivie, pas de relations dans les milieux suspects de BRIVE.

Aucun antécédent politique connu. Jeune homme sérieux qui n'avait jamais attiré l'attention d'aucun service de police.

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

SÛRETÉ NATIONALE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE LA CORREZE

N° 1969

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TULLE, le 13 Mai 1942

Le Commissaire Principal
des Renseignements Généraux de la Corrèze

à

Monsieur le JUGE D'INSTRUCTION
Près le Tribunal Militaire permanent de la
12^e REGION

PERIGUEUX

OBJET - Propagande antinationale par distribution de
tracts.

Référence à vos demandes d'enquêtes N° I440 B.C. du
II Mai 1942, relatives à l'information ouverte contre
les nommés : VALERY Henri et VALERY Edouard, j'ai l'hon-
neur de vous adresser les notices dans lesquelles ont
été consignés les renseignements recueillis sur le compte
des intéressés.

La famille VALERY réside à BRIVE depuis juillet 1941
venant de NESPOULS (Corrèze).

Les renseignements fournis par M. le Maire de cette
localité fait ressortir qu'elle y était très bien consi-
dérée et qu'aucun des membres n'y a fait l'objet de re-
marques particulières.

Leur résidence antérieure était à LA COQUILLE (Dor-
dogne).

Le Commissaire Principal,



TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT
de la 12^e Division Militaire
siégeant à Seriquoux

PROCÈS-VERBAL D'INTERROGATOIRE OU DE CONFRONTATION.

L'AN mil neuf cent quarante-deux, le Eprix Mai
Après avoir été extrait de la (1) prison militaire de la 12^e D. M.

Devant nous, (2) Conseiller Barbou des Courviers, Juge d'instruction
militaire, assisté de (3) Serge Commis-greffier,
et, le nommé Salery Henri

dont la première comparution est constatée par procès-

verbal du 12 Mai 1942

que M^r Bardon Hamazid, dûment appelé
et commandée expédiée le 12 Mai 1942

postal est annexé et avisé par la même lettre de la mise à sa
procédure (4) la veille du présent jour.

~~tant présent, nous avons interrogé (ou confronté) comme il~~
~~(si le défenseur ne s'est pas présenté) : le défenseur ne~~
~~te, nous avons passé outre, et procédé comme il suit à l'inter-~~
~~confrontation) de l'inculpé.~~

~~l'inculpé a renoncé à l'assistance de son conseil) : constatons~~
~~qu'il a déclaré renoncer expressément au droit qui lui est accordé~~
~~de (ou n'être confronté) avec tous ses témoins qu'en pré-~~
~~sence de son conseil ou lui dûment appelé et l'avons interrogé (ou confronté)~~

~~comme il suit :~~

*Demande : S.I. Pour si vraisemblables qu'elles vous paraissent,
je maintiens les dépositions que j'ai faites à M^r le Commissaire
Réponse : M^r Police de Brère. (côté 2) Si je n'ai pas répondu
au Commissaire de Police judiciaire (côté 7) c'est que
je ne voyais rien à ajouter à mes déclarations.*

(1) Prison militaire ou maison de justice.

(2) Nom et grade.

(3) Nom et grade du greffier ou du commis greffier.

(4) Si, pour accélérer l'instruction, l'inculpé a consenti, à la suite d'une comparution, à ce qu'un interrogatoire ou une confrontation eussent lieu le même jour ou le lendemain, sur simple avis donné à lui et à son conseil, au lieu d'exiger que son conseil soit de nouveau convoqué 24 heures à l'avance et par lettre missive remplacer cette formule par la suivante :

« Mentionnons que, du consentement exprès de l'inculpé, M^r conseil de celui-ci, a été dûment avisé, lors de la comparution du conseil, que le présent interrogatoire (ou la présente confrontation) aurait lieu sans que le juge d'instruction militaire fût tenu de convoquer le conseil 24 heures à l'avance et par lettre missive.

« Le défenseur étant présent; nous avons interrogé ou (le défenseur ne s'étant pas présenté) : nous avons passé outre et interrogé.

S.I. Je vous affirme qu'il est très exact que j'ai prouvé être de la Bourde, le papier fabriqué à la machine donnant rendez-vous le 30 Avril 1942, à 22^h 45 pour recevoir un paquet de tracts à distribuer. A cet endroit, j'ai prouvé un homme que je voyais pour la première fois et dans l'obscurité et qui m'est encore inconnu. A mon arrivée il m'a reçu par les mots "Honneur et Patrie". Je ne sais pas s'il s'agit d'un mot de ralliement, mais j'ai cru qu'il s'agissait d'un mot d'ordre gaulliste. Je vous affirme que je ne suis pas communiste mais anglophile.

En recevant les tracts, je n'ai pas pris le temps de les lire mais seulement de jeter un coup d'œil sur le titre. Je n'avais pas encore vu de ces tracts "Combat". J'en avais seulement entendu parler.

S.I. Au moment de mon arrestation, je n'avais sur moi que des journaux "Combat" et Supplément. Par contre, j'avais fini de distribuer le tract polycopié "1^{er} Mai 1942" (côte 11/2). Je savais que ce tract était composé et fini par mon frère Edouard. Je reconnais l'avoir lu avant de le distribuer.

S.I. C'est la première fois que je vois le tract "Messieurs de Vichy" que vous me présentez (côte 11/1). Bien que nous occupions la même chambre, depuis juillet 1941 seulement, j'ignorais ce que faisait mon frère. Cependant, je dois reconnaître que j'avais vu mon frère lire le tract "1^{er} Mai 1942", mais c'est parce que je l'avais surpris à le faire.

S.I. Si j'ai agi ainsi, c'est poussé par la misère en raison des restrictions et par le mépris que m'inspire la presse française actuelle. D'autre part, sans écouter directement la Radio anglaise ou gaulliste, car il n'y a point d'appareil de R.S.F. chez moi, j'en avais suffisamment d'échos par les conversations recueillies de part et d'autre.

S.I. Je précise que je suis d'abord de sentiments français, mais j'avaide aux Anglais dans l'espoir qu'ils sortiraient les allemands de France, ou plutôt dans l'espoir de les y aider.

Le chère fait persiste et s'agit avec nous de notre guerre.

Matin

Volonté
Honneur

A. Hargreaves

- Et sans s'écouter avons interrogé l'inculpé (8)
Galery Henri susqualifié assisté. Comme ci-dessus:

S.I. Le cahier que vous me présentez et qui est placé sous Scelli n° 1
(P.R. n° 224 du 1^{er} Mai 1942) est bien à moi. Seules les feuilles qui ont
été insérées dedans, en particulier les pièces de vers sont de l'écrit
de mon frère Edouard.

S.I. Je connaissais la pierre humide et la spatule placées sous
Scelli n° 1 que vous me présentez. Je les ai vues alors que mon frère
Edouard les utilisait.

S.I. Sous Scelli n° 2. (P.R. n° 224 du 1^{er} Mai 1942) ce sont bien les
journaux "Combat" qui ont été saisis sur moi au moment de
mon arrestation.

Quant aux tracts "1^{er} Mai 1942" indépendants de ce Scelli n° 2
et mentionnés comme découverts sur une personne, c'est bien un des
tracts remis par mon frère Edouard et que j'ai distribués, mais au
moment de mon arrestation, j'avais fini cette distribution et je n'en
avais plus sur moi.

S.I. Je n'ai rien à ajouter.

Lecture faite persiste et signe avec nous et notre greffier,
approuvant lecture de un mot.

Moisy

Galery Henri

A. Harco

TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT
de la 12^e Division Militaire
siégeant à Perigueux

PROCÈS-VERBAL D'INTERROGATOIRE OU DE CONFRONTATION.

L'AN mil neuf cent quarante deux, le Cinze Mai
Après avoir été extrait de la (1) Prison militaire de la 12^e D. M.

Devant nous, (2) Conseiller Barbeau des Courières, Juge d'instruction
militaire, assisté de (3) Serge. Commis-greffier, a été amené
à notre cabinet, le nommé Galery Edouard
dont la première comparution est constatée par procès-
verbal du Cinze Mai 1942

Mentionnons que M. _____, dûment appelé
par notre lettre recommandée expédiée le
dont le récépissé postal est annexé et avisé par la même lettre de la mise à sa
disposition de la procédure (4) la veille du présent jour.

Le défenseur étant présent, nous avons interrogé (ou confronté) comme il
suit l'inculpé ou (si le défenseur ne s'est pas présenté) : le défenseur ne
s'étant pas présenté, nous avons passé outre et procédé comme il suit à l'inter-
rogatoire (ou à la confrontation) de l'inculpé.

~~Ou bien (si l'inculpé a renoncé à l'assistance de son conseil) :~~ constatons
que l'inculpé nous a déclaré renoncer expressément au droit qui lui est accordé
de n'être interrogé (ou n'être confronté) avec tous ses témoins qu'en pré-
sence de son conseil ou lui dûment appelé et l'avons interrogé (ou confronté)
comme il suit :

Demande : Vous devez me faire connaître le nom de votre avocat, or je n'ai rien
reçu. Quelle décision prenez-vous ?

Réponse : Il est parvenu à l'aut pas piché, je demande à être assisté par
un avocat désigné d'office, et je renonce expressément à son
assistance pour l'interrogatoire de ce jour.

A. Baral

(1) Prison militaire ou maison de justice.

(2) Nom et grade.

(3) Nom et grade du greffier ou du commis greffier.

(4) Si, pour accélérer l'instruction, l'inculpé a consenti, à la suite d'une comparution, à ce qu'un interrogatoire ou une confrontation eussent lieu le même jour ou le lendemain, sur simple avis donné à lui et à son conseil, au lieu d'exiger que son conseil soit de nouveau convoqué 24 heures à l'avance et par lettre missive remplacer cette formule par la suivante :

« Mentionnons que, du consentement exprès de l'inculpé, M. _____, conseil de celui-ci, a été dûment avisé, lors de la com-
parution du _____, que le présent interrogatoire (ou la présente confrontation) aurait lieu sans que le juge d'instruction
militaire fût tenu de convoquer le conseil 24 heures à l'avance et par lettre missive.

« Le défenseur étant présent; nous avons interrogé _____ ou (le défenseur ne s'étant pas présenté) : nous avons passé outre
et interrogé.

Le procès-verbal doit être lu à l'inculpé avant d'être signé et mention de la lecture sera faite à la fin de l'interrogatoire : « Après lecture,
l'inculpé a déclaré persister ». L'inculpé apposera l'empreinte de son pouce à côté de sa signature

- S.I. Je ne connaissais pas le journal "Combat" qu'a distribué mon père.
Je n'en avais jamais entendu parler.
- S.I. Je reconnais bien encore être l'auteur du tract "1^{er} Mai 1942" que j'ai moi-même composé et photocopié à la pierre humide. J'ai remis 60 à 70 de ces tracts à mon frère Henri et je sais qu'il les a distribués. Personne ne m'a aidé à composer ou à tirer les tracts en question.
- S.I. Quoique je ne me sois jamais inscrit au parti communiste ou à des organisations y rattachées, j'ai des idées communistes ou que je crois telles. D'autre part, je compte sur les Anglais pour sortir les Allemands de France et d'autre part, j'ai été comme la main du peuple l'objet d'une active propagande anglaise. Je n'avais pas écouté la B. S. F. anglaise ou gaulliste mais beaucoup de personnes me rendaient compte de ce qu'elle dit.
- S.I. Le tract "Mémorial de Vichy" (côté 11/1) que vous me présentez, je l'ai vu pour la première fois au Commissariat de Police de Brive. Tout au moins je le crois, d'après son format.
- S.I. De résumé, c'est la misère que je vois dans le peuple français, mes lectures et la propagande pro-anglaise et pro-russe, qui m'ont incité à commettre les actes qui me sont reprochés aujourd'hui. Je crois de ne m'en être pas trompé et je n'ai pas de regrets à exprimer.
- Je reconnais comme m'appartenant les feuilles et le cahier placés sous Scellé N° 1. Tout ce qui y est écrit, est écrit de ma main.
- S.I. Je n'avais pas vu les journaux "Combat" l'ai vu sur mon père et placés sous Scellé N° 2.
- S.I. Je reconnais la pierre humide et la spatule placés sous Scellé N° 1. Ce sont bien celles qui ont été découvertes, sur mes indications, dans mon jardin où je les avais cachées. (côté 6)
- Le chum fait persiste et signe avec nous et notre greffier.

J. Méité

E. Talon

H. Laroque

TRIBUNAL MILITAIRE
PERMANENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Nº 2947 A.

[ANCIEN N° 947]

d (1)
réf. 1

~~de la~~
Nomenclature générale

FORMULE N° 7.

CABINET
DU JUGE D'INSTRUCTION
MILITAIRE

Perigueux le 13 mai 1942

DEMANDE

de désignation d'un avocat d'office dans le cas prévu par l'article 46 du Code de justice militaire.

Le (2) juge d'instruction
militaire au tribunal militaire de Périgueux
prie Monsieur le (3) *Batonnier*
de vouloir bien désigner d'office un conseil à (4) *n°*
Paléry *Chauart*
inculpé de *propagande antinationale*

sous mandat de dépôt à la prison m^u le 12
XII. 1871
lequel en a fait la demande (5).

Pris connaissance
L'inculpe
Talley

- (1) Formation à laquelle est affecté le tribunal militaire.
- (2) Grade et nom.
- (3) Le bâtonnier de l'ordre des avocats ou le président du tribunal.
- (4) Nom et grade de l'inculpé.
- (5) Si l'inculpé n'a pas demandé d'office un défenseur, biffer cette formule, mais lui en faire néanmoins désigner un, en raison des termes formels du § 2 de l'article 46 du Code de justice militaire.

Jean et Edouard Valéry -
Lieutenants Militaires de Peniguen.

15 Mai 1942.

M: le Juge d'Instruction.

Nous avons l'honneur de vous faire
savoir que nos parents ont choisi pour nous
défendre, M: Mignac, avocat de Brive, qui
nous dit vous avoir déjà averti.

Après en hier, la visite de maître
Bardon Damarzid, nous vous prions de bien
vouloir maintenir celui-ci pour notre défense.

Bonne M: le Juge d'Instruction,
nos sincères salutations.

Jean et Edouard Valéry

REQUISITOIRE DEFINITIF

Le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal Militaire permanent de la XII^e Division Militaire séant à Périgueux,

Vu la procédure instruite contre les nommés
VALERY Henri agé de 19 ans demeurant à Brive
VALERY Edouard agé de 18 ans demeurant à BRIVE
inculpés de " PROPAGANDE ANTINATIONALE PAR DISTRIBUTION DE TRACTS "

Attendu que s'il ressort de l'instruction que les sus-nommés auraient publié ou aidé à publier par un des moyens prévus par l'article 23 de la Loi du 29 Juillet 1881 des informations de nature à exercer une influence facheuse sur l'esprit de la population, il apparaît nettement que ces faits ne constituent pas les infractions prévues et punies par les articles 75 et suivants du Code pénal prévoyant la repression des Crimes et Délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, mais les délits prévus par le décret-loi du 1er Septembre 1939,

Requiert qu'il plaise à M. le Juge d'Instruction de qualifier le c d'inculpation relevé sur l'ordre d'informer et poursuivre les deu prevenus pour publication d'informations de nature à exercer une influence facheuse sur l'esprit de l'Armée et des populations,

Et attendu qu'il existe charges suffisantes contre:

- 1° le nommé VALERY Henri d'avoir à BRIVE le 30 AVRIL 1942 publié des informations de nature à exercer une influence facheuse sur l'esprit de l'Armée et des populations en distribuant sur la voie publique les tracts " Le Combat, Le supplément du Combat " 1er MAI 1942
- 2° le nommé VALERY Edouard d'avoir dans les memes circonstances temps et de lieu aidé et assisté avec connaissance le nommé VALERY Henri dans la perpétration de l'infraction qui lui est reprochée ci-dessus en composant, tirant et remettant pour distribuer les tracts, 1er MAI 1942.

Vu les articles 5, 2 et 2 bis du Décret du 1er Septembre 1939 et 59 et 60 du Code pénal,

Requiert qu'il plaise à M. le Juge d'Instruction renvoyer les nommés VALERY Henri et VALERY Edouard devant le Tribunal Militaire permanent de la XII^e Division Militaire pour y être jugés conformément à la loi.

Au Parquet le 10 Mai 1942.

Le Conseiller de 1^{re} Classe ROQUES

Commissaire du Gouvernement,

Roques

ORDONNANCE DE DISQUALIFICATION ET DE RENVOI.

Nous, Conseiller BARBOU des COURIERES, Juge d'Instruction près le Tribunal Militaire permanent de la I2e D.M.;

Vu la procédure instruite contre les nommés:

VALERY Henri - VALERY Edouard

inculpés de propagande antinationale par distribution de tracts selon ordre d'Informér N° I29, en date du 1er Mai 1942, de Mr Le Général Commandant la I2e Division Militaire,

Vu le réquisitoire de Mr Le Commissaire du Gouvernement en date du 20 mai 1942; tendant à une ordonnance de disqualification à l'égard du chef d'inculpation relevé sur l'ordre d'informér et au renvoi des inculpés susqualifiés devant le Tribunal Militaire, sous le chef d'inculpation de publication d'information de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'Armée et des populations.

Attendu en ce qui concerne le chef d'inculpation de propagande antinationale par distribution de tracts que s'il ressort de l'instruction que les susnommés auraient publié ou aidé à publier par un des moyens prévus par l'Article 23 de la Loi du 29 Juillet 1881 des informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de la population, il apparaît nettement que ces faits ne constituent pas les infractions prévues et punies par les Articles 75 et suivants du Code Pénal prévoyant la repression des Crimes et Délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, mais les délits prévus par le Décret-loi du 1er Septembre 1939.

Déclarons disqualifier le chef d'inculpation relevé sur l'ordre d'informér N° I29 précité et poursuivre les deux prévenus pour publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'Armée et des populations;

Et attendu qu'il existe prévention suffisamment établie contre 1°) le nommé VALERY Henri,

~~VALERY Edouard~~
d'avoir à BRIVE le 30 Avril 1942 publié des informations de nature à exercer une influence sur l'esprit de l'Armée et des populations en distribuant sur la voie publique les tracts "LE COMBAT" "LE SUPPLEMENT DU COMBAT" et 3 1er MAI 1942";

2°) le nommé VALERY Edouard, d'avoir dans les mêmes circonstances de temps et de lieu aidé et assisté avec connaissance le nommé VALERY Henri dans la perpétration de l'infraction qui lui est reprochée ci-dessus, en composant, tirant et remettant pour être distribués les tracts "1er MAI 1942"

Attendu que les faits susénoncés constituent les délits prévus et punis par les Articles 1, 2 et 2bis du Décret du 1er Septembre 1939, modifié par le Décret du 20 Janvier 1940, 59 et 60 du Code Pénal portant peines correctionnelles

Renvoyons les nommés VALERY Henri et VALERY Edouard devant le Tribunal Militaire permanent de la XIIe D.M. pour y être jugés conformément aux lois.

Fait en notre Cabinet, A PERIGUEUX, le 20 mai 1942.

Pour copie certifiée conforme: Signé: Barbou des Courières.
Le greffier.

[Signature]

[Signature]
Le Commissaire du Bureau

*Avis de la présente
ordonnance a été
donné aux défusés.
Le greffier.*

(1) permanent

de la XIIe D.M.

PARQUET.

ORDRE D'INFORMER

N° 129

du 1-5-1942

(Article 66, alinéa 3 du Code de justice militaire.)

LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

près le Tribunal militaire " permanent de la XIIe D.M.

à Monsieur le Général commandant la 12e Division Militaire

Etat-Major - 1er Bureau - Justice Militaire

à LIMOGES

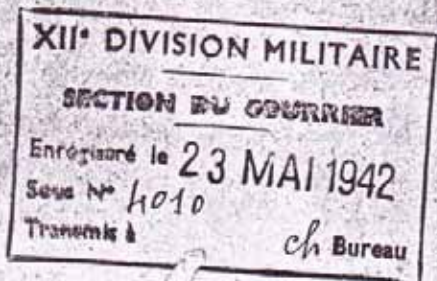
Vu :
Opposition
Général

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Juge d'instruction militaire au Tribunal militaire (1) permanent de la XIIe D.M.

a rendu le 20 mai 1942

dans l'affaire VALERY Henri et VALERY Edouard,

- I°) une ordonnance de disqualification du chef d'inculpation relevé sur l'ordre d'informer N° 129 ci-dessus, (propagande anti-nationale par distribution de tracts;
- II°) Une ordonnance de renvoi devant le Tribunal Militaire permanent la XIIe Division Militaire, contre les nommés VALERY Henri et VALERY Edouard, du chef d'avoir publié et distribué des informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'Armée et des populations, délits prévus et punis par les Articles 1, 2 et 2bis du Décret du 1er Septembre 1939, modifié par le Décret du 20 Janvier 1940; 59 et 60 du Code pénal portant peines correctionnelles
- A PERIGUEUX le 20 Mai 1942.



Receveur

(1) Ajouter « permanent » s'il y a lieu.

(2) Le général commandant la circonscription territoriale dont relève le militaire ou assimilé inculqué.

NOTA. — Le général commandant la circonscription territoriale pourra valablement notifier son opposition dans les cinq jours qui suivront l'ordonnance du juge d'instruction militaire.

ORDONNANCE DE SOIT COMMUNIQUÉ

Nous, *Conseiller Parbon des Courriers*
juge d'instruction militaire au Tribunal militaire de la 12^e D. M.

Vu la procédure instruite contre les nommés :

Galery Henri

Galery Edouard

inculpés de : *propagande antinationale par distribution de tracts.*

Vu l'article 65 du Code de justice militaire :

Avons communiqué ce jour le dossier de la présente information à M. le
Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire de la 12^e D. M.
aux fins de réquisitions

Fait à *Périgueux* le *20 Mai* 1942.

J. Mer

TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT

de la 12^{ème} Région Militaire.

L'an mil neuf cent Quarante deux, le 23 Mai 1942
à une heures, à la requête de M. le Commissaire
du Gouvernement près le Tribunal militaire de la 12^{ème} R. M.

Nous, (1) Louise Tardieu, Hicely,
Louise
avons signifié à Valéry Henri

parlant à sa personne, l'ordonnance de renvoi devant le Tribunal militaire
de la 12^{ème} R. M., rendu le 20 Mai 1942,
par M. le Procureur

Paulus des Pouvoirs
juge d'instruction militaire audit Tribunal militaire.

Et pour que du contenu de ladite ordonnance le susnommé n'ignore,
nous lui avons, parlant comme il vient d'être dit, laissé copie de ladite
ordonnance, en l'avisant, en outre, qu'il peut, dans le délai de vingt-quatre
heures, y faire opposition, dans les conditions prévues par l'article 66,
alinéa 7, du Code de Justice militaire, dont nous lui donnons lecture.

L. Niculp:

Felix

Le Procureur
Tardieu

(1) Nom et grade de l'huissier-appariteur ou de l'agent de la force publique qui procède à la notification.

(2) Nom et grade du juge d'instruction militaire.

TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT

de la 2^{ème} Région Militaire.

L'an mil neuf cent quarante-deux, le 28 Mai 1942
à 19 heures, à la requête de M. le Commissaire
du Gouvernement près le Tribunal militaire de la 2^{ème} R. M.

Nous, (1) soussigné - *Faurel Edouard*
avons signifié à *Valéry Edmond*

parlant à sa personne, l'ordonnance de renvoi devant le Tribunal militaire
de la 2^{ème} R. M., rendu le 20 Mai 1942.
Rachon des Couriers, par (2) M. le Commandant
juge d'instruction militaire audit Tribunal militaire.

Et pour que du contenu de ladite ordonnance le susnommé n'ignore,
nous lui avons, parlant comme il vient d'être dit, laissé copie de ladite
ordonnance, en l'avisant, en outre, qu'il peut, dans le délai de vingt-quatre
heures, y faire opposition, dans les conditions prévues par l'article 66,
alinéa 7, du Code de Justice militaire, dont nous lui donnons lecture.

L'huissier : *Valéry*
Edmond

Le Procureur :
Faurel

(1) Nom et grade de l'huissier-appariteur ou de l'agent de la force publique qui procède à la notification.

(2) Nom et grade du juge d'instruction militaire.

ORDRE DE CONVOCATION DU
TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT
DE LA XII^e DIVISION MILITAIRE

N° 872 DE LA NOMENCLATURE GENERALE
D'ORDRE N° 32.

(Article 72 du Code de
Justice Militaire).

ETAT FRANCAIS

Le GENERAL Commandant la
12^e DIVISION MILITAIRE

A LIMOGES

- VU l'ordonnance du Juge d'Instruction Militaire
en date du 20/4.42 renvoyant devant le Tribu-
nal Militaire permanent de la XII^e Division Militaire

les nommés VALERY Henri et VALERY Edouard,
Peintres à Brive, cité des Roses n° 15.

inculpés de "Publication d'imprimés de nature à exercer une
influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et
des populations" et complicité".

- VU la demande du Commissaire du Gouvernement
près le Tribunal Militaire permanent,

- VU l'article 72 du Code de Justice Militaire.

- ORDONNE que le Tribunal Militaire permanent
de la 12^e Division Militaire appelé à statuer sur les faits
reprochés aux susnommés

sera convoqué pour le 4 JUIN 1942 à 9 heures

- FAIT au Quartier Général à LIMOGES, le

24 MAI 1942



PARQUET

36
40
N° 2976
Ancien n° 976
de la
NOMENCLATURE GÉNÉRALE
FORMULE N° 36.

du Tribunal militaire de la 12e Division Militaire
siégeant à Périgueux.

L'an mil neuf cent quarante-deux, le vingt-quatre mai
à dix heures

Nous, commissaire du gouvernement près le

Tribunal militaire de la 12e Division Militaire, donnons, par ces
présentes, citation à VALERY Henri, détenu à Mauzac
à l'effet de comparaître à l'audience dudit Tribunal militaire ordonnée par
M. le (1) Général Ct la 12e D.M. pour le quatre juin 1942

à 9 heures et de s'y entendre juger sur les faits de l'incrimination, à Brive
(Corrèze), le 30 avril 1942, publié des imprimés de nature à exercer
une influence fâcheuse sur l'esprit de l'Armée et des populations, en
distribuant sur la voie publique, les tracts "Le Combat", "Le supplé-
ment du Combat" et "1er mai 1942";

qui lui sont imputés et qui sont prévus et punis par les articles 1 et 2 bis du dé-
cret du 1er septembre 1939 complété par le décret du 20 janvier 1940
ainsi conçus

(3)

(Voir texte joint)

Le prévenons, en outre, 1° que les témoins que nous assignons contre lui sont :

Néant

2° Qu'il doit aviser d'urgence le défenseur qu'il a choisi;

3° (4) Que nous avons désigné d'office pour son défenseur M. -----

à l'effet de l'avertissant, toutefois, qu'il peut en choisir un
autre jusqu'au moment de l'ouverture des débats;

4° Qu'il pourra solliciter du Tribunal militaire un délai de 24 heures pour préparer
sa défense, mais que le Tribunal appréciera souverainement si ce délai est utile.

Fait et clos au greffe dudit Tribunal, à Périgueux les jour, mois,
heure et an que dessus.

Le Commissaire du gouvernement,



Requet

(1) Autorité qui a ordonné la convocation du Tribunal militaire.

(2) Indiquer la date, le lieu, les éléments de l'infraction et les circonstances aggravantes, le cas échéant

(3) Copier le texte de la loi applicable.

(4) Si le prévenu a choisi un défenseur, la désignation d'office devient sans objet.

Citation directe
à comparaître à l'audience.

Ancien n° 976
de la
NOMENCLATURE GÉNÉRALE.

PARQUET

FORMULE N° 36.

Article 179 du Code de justice
militaire.

du Tribunal militaire de la 12e Division Militaire
séant à Périgueux.

L'an mil neuf cent quarante-deux, le vingt-quatre mai
à dix heures

Nous, commissaire du gouvernement près le
Tribunal militaire de la 12e Division Militaire, donnons, par ces
présentes, citation à VALERY Edouard, détenu
à l'effet de comparaître à l'audience dudit Tribunal militaire ordonnée par
M. le Général et la 12e D.M. pour le quatre juin 1942

à 9 heures et de s'y entendre juger sur les faits de l'arvoir, à Brive,
(Corrèze), le 30 avril 1942, avec connaissance, aidé et assisté le nommé Valé-
ry Henri dans la publication d'imprimés de nature à exercer une influence fê-
cheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, dans les faits qui l'ont
préparée ou facilitée, en composant, tirant et remettant pour être distribués,
les tracts 1er mai 19402;

qui lui sont imputés et qui sont prévus et punis par les articles 59, 60 du Code p
1 et 2 bis du décret du 1er septembre 1939 complété par le décret du 20 janvier
1940 ainsi conçus

(3)

(Voir textes joints)

Le prévenons, en outre, 1° que les témoins que nous assignons contre lui sont :
Néant.

2° Qu'il doit aviser d'urgence le défenseur qu'il a choisi;

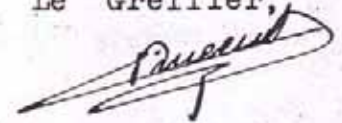
3° (4) Que nous avons désigné d'office pour son défenseur M. -----

à, l'avertissant, toutefois, qu'il peut en choisir un
autre jusqu'au moment de l'ouverture des débats;

4° Qu'il pourra solliciter du Tribunal militaire un délai de 24 heures pour préparer
sa défense, mais que le Tribunal appréciera souverainement si ce délai est utile.

Fait et clos au greffe dudit Tribunal, à Périgueux les jour, mois,
heure et an que dessus.

Le Commissaire du gouvernement,
Signé: ROQUES
Pour copie conforme
Le Greffier,



(1) Autorité qui a ordonné la convocation du Tribunal militaire.

(2) Indiquer la date, le lieu, les éléments de l'infraction et les circonstances aggravantes, le cas échéant

(3) Copier le texte de la loi applicable.

(4) Si le prévenu a choisi un défenseur, la désignation d'office devient sans objet

M. BARDON-DAMARZID

AVOCAT

10, RUE ERNEST GUILLIER
PÉRIGUEUX

Téléphone 3-35

DE 11 A 12 HEURES ET SUR RENDEZ-VOUS

27 Mai 1942

(40)

AFF. VALERY

Monsieur,

Etant allé à la Prison, j'ai appris
votre départ pour le Camp de MAUZAC. J'espère que vous
êtes matériellement aussi bien que possible.

Vous comparaitrez à l'audience du
jeudi 4 juin. J'irai vous voir la veille à la Maison
d'Arrêt.

Je vous prie de croire, Monsieur, à
l'assurance de mes sentiments distingués.

M. Bardon-Damarzid

M. VALERY

ACTE D'ACCUSATION.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

(Article 69 du Code de justice militaire.)

41
N° 2969
ANCIEN N° 969
DE LA
NOMENCLATURE GÉNÉRALE
FORMULE N° 29.

TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT

de la 12^e DIVISION MILITAIRE

séant à PÉRIGUEUX.

ACTE D'ACCUSATION

dressé par ⁽¹⁾ NOUS, ROQUES, Magistrat, Conseiller de 1^{ère} classe,

Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire permanent de
la 12^e Division Militaire

dans l'affaire des nommés VALERY Henri, âgé de 19 ans et VALERY Edouard
âgé de 18 ans, demeurant à Brive,

inculpés de "PUBLICATION D'INFORMATIONS DE NATURE À EXERCER UNE
INFLUENCE PACHENSE SUR L'ESPRIT DE L'ARMÉE ET DES POPULATIONS".

d

Le 30 avril 1942, vers 23h.30, à Brive, la police arrêta
le nommé VALERY Henri, âgé de 19 ans, surpris en train de distribuer
des tracts "Le Combat et le supplément du Combat".

VALERY Henri était trouvé porteur d'une cinquantaine
de tracts. Le prévenu reconnaît avoir commis cette infraction. Il prétend
avoir trouvé le 28 avril 1942 dans une rue de Brive un papier
invitant "un Français à se trouver le 30 avril vers 22h.45 près
du nouveau collège et qu'il trouverait un paquet de tracts". VALERY
se rendait au point indiqué, y trouvait un paquet de tracts qu'il
distribuait les plaçant dans les boîtes aux lettres, sur les trottoirs,
devant les portes (cotes 1 et 2).

Le même soir, la police avait trouvé en plus des tracts
précités, un tract polycopié intitulé "1^{er} mai 1942".

Une perquisition faite au domicile de VALERY Henri permit
de saisir divers manuscrits dont l'écriture ressemblait à

(1) Nom et grade.

(2) L'acte d'accusation comprend trois parties distinctes : la désignation de l'accusé, l'exposé des faits et le résumé.

Désignation de l'accusé. — On ne doit rien négliger de ce qui peut servir à constater l'individualité de l'accusé : nom, prénoms, âge, profession, domicile, date et lieu de naissance.

Exposé des faits. — Cet exposé comprend le fait incriminé et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine; il fait connaître toutes les charges qui pèsent contre l'accusé, tous les moyens de défense qu'il oppose à l'accusation, mais sans les soutenir ni les combattre; il doit constituer un récit de l'affaire fait avec calme, simplicité et clarté.

Résumé. — L'acte d'accusation doit être terminé par un résumé qui permette de voir, d'un seul coup d'œil, quelle est l'infraction et quelles sont les circonstances. Il reproduit exactement le dispositif de l'ordonnance ou de l'arrêt de renvoi.

l'écriture du tract " 1er mai 1942 ". Le nommé VALERY Edouard, âgé de 18 ans, frère du prévenu Henri, reconnaissait qu'il était l'auteur du tract "1er mai", qu'il l'avait reproduit à 70 exemplaires sur une pierre à polycopier et qu'il avait remis tous les exemplaires à son frère Henri pour les distribuer, mission qu'a remplie ce dernier (cote 5). La pierre à polycopier a été saisie (cote 6).

A l'instruction, les prévenus ont confirmé leurs aveux. (cotes 16 et 23, 20 et 24).

Les renseignements recueillis sur les deux prévenus sont bons (cotes 27, 29 et 30). Ils n'ont pas d'antécédents judiciaires.

En conséquence, les nommés VALERY Henri et Edouard sont accusés : le 1er de "PUBLICATION D'INFORMATIONS DE NATURE A EXERCER UNE INFLUENCE PACHEUSE SUR L'ESPRIT DE L'ARMEE ET DES POPULATIONS", le 2è de "COMPLICITÉ".

FAIT AU PARQUET DU TRIBUNAL MILITAIRE,
à Périgueux, le 29 mai 1942
Le Commissaire du Gouvernement :

Reep

VALERY Henri du 30 avril 1942

VALERY Edouard du 1^{er} mai 1942~~Pas de sursis~~

JUGEMENT

Ce jour'hui, 4 juin 1942 le Tribunal Militaire permanent de Rennes-
la 12^e D.M. délibérant à huis clos, le Président a posé la question suivante :

1^{ère} question. - Le nommé VALERY Henri, est-il coupable d'avoir, le 30 avril 1942 à Brive (Corrèze), publié des écrits qui, sans présenter le caractère d'une information, sont néanmoins de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, en distribuant sur la voie publique les tracts "Le Combat", "Le supplément du Combat" et "1^{er} mai 1942" ?

2^{ème} question. - Le nommé VALERY Edouard, est-il coupable d'avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, avec connaissance, aidé et assisté le nommé VALERY Henri, auteur du délit spécifié à la première question ci-dessus, dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, en composant, tirant et remettant pour être distribués les tracts "1^{er} mai 1942" ?

OUI	NON
<i>oui</i>	—
<i>oui</i>	—

(1) (Circonstances atténuantes).

(1) Ne pas faire de déclaration au verso si elles ont été refusées.

Il a été voté au scrutin secret, conformément aux articles 90 et 91 du Code de Justice Militaire, sur chaque question, ainsi que sur les circonstances atténuantes et l'application de la loi de sursis. Le Président a dépouillé chaque scrutin en présence des juges du Tribunal Militaire. De ces dépouillements successifs il résulte que le Tribunal Militaire déclare :

Sur la 1^{re} question, à la majorité, OUI

Sur la 2^e question, à la majorité, OUI

~~Sur la 3^e question, à la majorité, OUI~~ A la majorité, il existe des circonstances atténuantes en faveur de

Sur quoi, et attendu les conclusions prises par le Commissaire du Gouvernement dans ses réquisitions, le Président a lu le texte de la loi et le Tribunal a délibéré pour l'application de la peine conformément à l'article 91 du Code de Justice Militaire. Le Président a, en conséquence, recueilli les voix en commençant par le grade inférieur et a émis son opinion le dernier.

En conséquence, le Tribunal condamne

1^{er} - Le nommé VALERY Henri, susqualifié, à la majorité, à la peine de

un an d'emprisonnement

2^o Le nommé VALERY Edouard, susqualifié, à la majorité, à la peine de

un an d'emprisonnement

par application des articles 1 et 2 bis du décret du 1^{er} septembre 1939, complété par le ~~décret~~ du 20 janvier 1940, 59, 60, (463) du Code pénal.

Le condamné, en outre, ^{solidairement} aux frais envers l'Etat, ordonne la restitution au profit de l'Etat, du propriétaire, des objets saisis et produits au procès comme pièces de conviction, et fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, le tout par application des articles 95 du Code de Justice Militaire et 9 de la loi du 22 juillet 1867, modifiée par l'article 19 de la loi du 30 décembre 1928, 55 du Code pénal.

Et attendu qu'il ressort de la procédure que le _____ n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, ni pour crime ou délit militaire, et qu'il résulte des renseignements recueillis qu'il est digne d'intérêt, ordonne au scrutin secret A LA MAJORITE DES VOIX.

Oui
qu'il sera sursis à l'exécution de la peine prononcée contre lui, conformément aux articles 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, 1^{er} de la loi du 28 juin 1904 et 252 du Code de Justice Militaire.

Enjoint au Commissaire du Gouvernement de faire donner immédiatement en sa présence lecture du présent jugement au condamné sous les armes et de l'avertir que la loi lui accorde un délai de 3 jours pour se pourvoir en cassation et (EN CAS DE SURSIS) de lui donner l'avertissement prescrit par l'article 3 de la loi du 26 mars 1891.

Le Président ordonne, en outre, que le présent jugement sera affiché à la porte du Tribunal Militaire, mis à l'ordre du jour de la Place de Rennes et signifié à l'intéressé ou à son domicile conformément aux dispositions de l'article 120 du Code de Justice Militaire.

POUR LE CAS D'ACQUITTEMENT

En conséquence, le Tribunal acquitte ce _____ de la prévention (de l'accusation) dirigée contre lui et le Président ordonne qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause, conformément à l'article 93 du Code de Justice Militaire, ainsi conçu :

Si l'accusé n'est pas coupable, le Tribunal prononce son acquittement et le Président ordonne qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.

Enjoint au Commissaire du Gouvernement de faire donner immédiatement, en sa présence, lecture du présent jugement devant la garde rassemblée sous les armes.

Les Commandants d'unités dépendant directement les
moments complémentaires qui leur seraient nécessaires

(43)

Justice militaire
pour
Place de Périgueux

Maison d'Arrêt de Périgueux

12^e D. 912.
quartier milita

Je soussigné, Maschin Marius, Surveillant de 2^e classe de la
Justice militaire, certifie que le nommé Valéry Heuri
a été mis en liberté ce jour.

Périgueux le 5 juin 1942
Le Surveillant chef militaire
Le Commandant-Chef.



Justice militaire
Maison d'Arrêt de Périgueux

Maison d'Arrêt de Périgueux

(44)
12^e D.M.
quartier militaire

Je soussigné, Mabini Marins, surveillant de 2^e classe de la
Justice Militaire, certifie que le nommé Valéry Edouard
a été mis en liberté ce jour.

Périgueux le 5 Juin 1942
Le Surveillant chef militaire
Surveillant-Chef


LES 5 J 1942

*Dans la guerre comme dans la paix le dernier
moi est à ceux qui ne se rendent jamais. Clemenceau*

ORGANE DU MOUVEMENT DE LIBÉRATION FRANÇAISE

ALERTE !

A la date où il nous faut donner ce numéro à l'imprimeur une grave menace demeure suspendue sur les Français.

Avant de se lancer dans l'offensive de printemps qui est leur dernière carte, les Allemands veulent tirer le maximum des avantages qu'ils détiennent à notre détriment.

Ils ont donc adressé au gouvernement de Vichy sommation de jeter par dessus bord ceux de ses membres, dont l'ardeur collaborationniste ne leur donnait pas complète satisfaction.

Ainsi reçoit sa récompense une politique qui a cru désarmer le vainqueur à force de servilité. Mais le vainqueur n'a vu dans cette servilité qu'un encouragement à formuler sans cesse de nouvelles exigences. La dernière exigence consiste, semble-t-il, à remplacer les collaborationnistes de Vichy par les collaborationnistes de Paris ?

L'Allemagne joue son va-tout. Elle trouve que les hommes de Vichy qui se sont déshonorés pour elle sont des collaborationnistes trop tièdes. Pour être tout à fait tranquille du côté de la France, pour obtenir de la France sans cesse d'avantage, elle réclame que la France soit remise aux mains d'hommes absolument sûrs, d'hommes qui jouent leur tête sur la victoire allemande.

C'est à la suite de cette pression, exercée avec toute la délicatesse d'un occupant qui a « surmonté sa victoire » mais qui surmonte mal son inquiétude du lendemain, que deux entrevues ont eu

lieu, à quelques jours de distance, entre le maréchal Pétain et Pierre Laval.

Les deux hommes ont-ils eu le temps d'échanger des souvenirs sur le 13 Décembre, par exemple ? Le certain est qu'ils n'ont pas pu s'entendre du moins pour le moment.

Laval réclamait un gouvernement à Paris, car, la place du domestique étant aux côtés de son maître, la place du collaborateur est aux côtés de l'occupant.

Les ministères de la défense nationale et le chef de l'Etat seraient seuls restés à Vichy, à l'écart de tout sans moyens d'agir ni d'empêcher : vieux croûtons dans un coin de placard.

Cette combinaison dans laquelle il n'est pas sûr que le Maréchal Pétain lui-même eût trouvé grâce, a été jusqu'ici repoussé par lui.

Ne nous rassurons pas trop vite, nous sommes payés pour savoir ce qu'il est advenu de la fermeté de Vichy en d'autres circonstances.

L'Allemagne aussi le sait, à l'approche des jours décisifs, il est certain qu'elle renouvellera ses exigences, qu'elle accentuera sa pression.

En tous cas, Laval continue à se remuer. L'affaire n'est pas enterrée ? Nous risquons de nous réveiller un de ces matins avec un gouvernement franchement nazi, installé par l'occupant, avec ou sans l'agrément de Vichy.

Ce péril ne cessera pas de durer jusqu'à l'effondrement définitif de l'Alle-

magne, il ne cessera pas de durer et même il ne cessera probablement pas de grandir, car plus l'Allemagne sera mal en point, plus elle aura besoin de ce qui reste à la France de ressources et de forces.

Nous risquons donc d'être demain, par une bande de misérables dont seule la victoire allemande peut sauver la peau, jetés dans une situation bien pire que l'actuelle. La flotte, l'Empire, nos derniers sacs de grains peuvent être demain livrés à l'ennemi. Tout ce qui en France a refusé de courber la tête et de rendre son âme peut être demain pourchassé, livré, décimé.

Car si pénible et ignominieux que soit le sort fait actuellement à la France, il peut encore hélas ! devenir pire, et bien pire. A d'indignes dirigeants, de plus indignes s'offrent pour successeurs. Nous n'avons pas tout vu, ni tout subi.

Cette montée des périls ne nous rend que plus clair le devoir. Ce n'est pas au moment où l'adversaire va jusqu'au bout de son chemin que nous dévierons du nôtre. Plus la situation s'aggrave, plus la tâche de la résistance grandit, plus il s'impose de poursuivre et d'étendre notre action pour le salut du pays.

Préparons-nous à des jours durs, à une aggravation des sacrifices, à de plus pressants dangers pour chacun de nous.

Préparons-nous, surtout, à traverser, à surmonter tout cela pour faire triompher la libération nationale. Oui préparons-nous.

DOUX RÉGIME...

Loi N° 131 du 21 Janvier 1942
(Journal officiel du 14 Février) :

Art. I. — Ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré, des affiches apposées, soit par ordre du gouvernement ou de l'administration, soit au nom d'organismes agissant en accord avec le gouvernement dans un intérêt national,

seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 10.000 francs.

La même peine sera encourue par quiconque aura sciemment accompli un acte constituant sous une forme individuelle ou collective une manifestation contre le peuple français ou son gouvernement.

Enfoncée la Terreur blanche...

Le Pain

Les tickets-lettres se multiplient sur les cartes de pain. Pour le mois d'avril les rations sont inchangées. Mais nous avons été prévenus : gare le mois prochain !

Non seulement il faut désormais tirer de 100 kgs. de blé, 98 kgs. de farine, non seulement on ajoute à cette farine tout

CE QUE LA Z. N. O. ENVOIE

Des documents officiels se trouvant entre nos mains, il résulte que la Zone non Occupée a expédié par voie ferrée à destination de l'Allemagne, durant les deux mois de Février et Mars, les denrées et quantités suivantes :

10.000 Tonnes de métaux non ferreux
1.600 Tonnes de cuir
2.800 Tonnes de souliers
8.600 Tonnes de chiffons
27.000 wagons-réservoirs de vin
3.000 Tonnes de vins fins
3.500 Tonnes de semences
2.000 Tonnes de fruits secs
11.000 Tonnes de cordes
41.000 Tonnes de chassis automobiles (via zone occupée pour acheminement)

Faute de place, nous ne reproduisons qu'une petite partie des plans de transport. Cela suffit pour comprendre notamment pourquoi nous n'avons rien à boire et pourquoi nous irons bientôt nus-pieds. (2.800 Tonnes de souliers représentent 140 wagons, 4 trains complets).

En échange, il est vrai, l'Allemagne envoie en zone non occupée diverses marchandises, principalement du papier pour la presse de M. Marion et de la potasse d'Alsace (qui est donc à nous). Elle nous a aussi expédié en deux mois 18.000 moutons. Mais ce sont seulement des moutons à engraisser. Nous les avons reçus maigres ; quand ils seront gras, nous les rendrons aux Allemands pour qu'ils les mangent à notre santé.

De France

— Télégramme officiel du 1^{er} Mars 1942 à la censure : (Procès de Riom).

— « Ne rien laisser passer sur la déclaration du Maréchal Pétain à la commission de l'Armée au Sénat concernant l'inutilité de la fortification des Ardennes ».

— Le communiqué anglais concernant le raid naval sur Saint-Nazaire a été interdit par la censure. C'est semble-t-il la première fois qu'une décision de cet ordre est prise. Tout va donc de mieux en mieux. Sans doute a-t-on cru important dans la circonstance d'éviter à la version allemande une confrontation qui la laisse mal en point.

— L'Amiral Fernet, secrétaire général du Conseil National, a déclaré aux représentants de la presse que le but de l'ordre nouveau était de réaliser les meilleures conditions d'existence des citoyens « sous l'autorité d'un gouvernement fort tenant ses pouvoirs de la volonté de la nation préalablement organisée ». Pour apprécier la « force » du gouvernement, il est bon de se rappeler l'aveu du 1^{er} Janvier concernant la « demi-liberté » du maréchal. De la volonté de la nation nous

entendons parler avec plaisir, car cela ne nous arrive pas souvent surtout d'une bouche aussi autorisée, mais avec un compréhensible étonnement. Enfin, quant à l'organisation préalable, nous sommes curieux de savoir en quoi elle consiste, car il nous semblait plutôt qu'on était toujours devant une table rase et que ça ne marchait pas fort jusqu'ici du côté du Comité de Constitution.

— La Commission allemande d'armistice réclame encore 40.000 chevaux. En outre, 1.000 locomotives, du blé, du sucre, des flots de vin, etc., etc..

— Les Allemands demandent une augmentation considérable du nombre des ouvriers français en Allemagne. D'après des renseignements sérieux, ils en voudraient avoir trois cent mille, peut-être même 500.000. Il y en a actuellement moins de 100.000.

— D'un aumônier de la Légion : « Un très grave danger nous menace. Le vainqueur veut chez nous, comme il l'a fait en Allemagne, procéder à la paganisation de la jeunesse. Vous ne vous en rendez pas compte parce que cela se fait en dessous. Il attend pour jeter son masque d'être plus sûr de lui. En zone occupée, d'ailleurs, il l'a déjà fait ouvertement. Il cherche à créer en France un certain nombre de mouvements nationaux qui tendent à créer une jeunesse unique et étatisée... Moi qui suis aumônier de la Légion, j'en ai eu un exemple l'autre jour. Un homme dont je tairai le nom, parce qu'il est connu, est venu offrir ses services pour s'occuper de la Légion des jeunes. Après renseignements nous nous sommes aperçus que cet homme était converti aux idées nationales-socialistes... Le groupement nouveau « Jeunesse de France et d'outre-mer » est un de ces groupements qui sous couvert de patriotisme est tout à fait dans l'esprit de ceux qui cherchent la paganisation de la Jeunesse Française. Bien se méfier des affiches, réclames, tracts, brochures, journaux qui sous des allures de faux sentiments patriotiques, cherchent à vous attirer et à vous détourner !!

....et de partout

— Chaque jour les chantiers navals américains lancent un navire de guerre. Ils lancent également 50 Navires marchands par mois. L'Angleterre, de son côté, construit actuellement plus de navires qu'à aucun moment pendant la guerre de 1914.

— Le bombardement de Lübeck par la R. A. F., au cours duquel 325 Tonnes de bombes ont été lancées, a fait selon les Allemands, 200 morts et plusieurs milliers de blessés. Selon des informations qui paraissent sérieuses, le chiffre des victimes serait beaucoup plus considérable. La radio communiste allemande parle de 2.000 Morts. Toute la partie centrale de la ville et les installations du

port sont détruites. Les Allemands annoncent qu'ils vont diffuser des vues du bombardement pour montrer la barbarie anglaise. Ils ont tout oublié de ce qu'ils disaient il y a un an quand ils bombardaient les villes d'Angleterre et se vantaient d'avoir rasé Coventry. Le dernier bombardement de Cologne a été également très meurtrier.

— Le torchon brûle entre la Roumanie et la Hongrie en dépit des « victoires » remportées en commun et des pertes subies côte à côte par les deux nations « alliées » sur le front russe. Le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, frère du général-dictateur, vient de prendre publiquement à parti la Hongrie. Il y a eu des manifestations hostiles aux Magyars. La situation intérieure de la Roumanie est très mauvaise. L'essence manque complètement dans ce pays qui est le grand fournisseur de l'AXE. Et le pain manque dans ce pays qui est un gros exportateur de céréales. L'Allemand gruge aussi bien l'allié que l'ennemi : pour lui, le pain des autres à toujours bon goût.

— Extrait du Journal de Genève. Communiqué anglais du front de Birmanie (26 Mars) : « Sur le front septentrional, le corps expéditionnaire chinois attaque des forces thaïlandaises et japonaises, d'un effectif de 800 hommes, dans la région de Tourg-Takien, au nord de Mongton, et les contraignent à se retirer avec de lourdes pertes ».

Un officier français fut capturé »

THÉORIE ET PRATIQUE DE LA NOUVELLE EUROPE

Vers un Continent Germanique

Les Allemands de nos jours ont pour tâche constante et pour sainte obligation de faire pénétrer dans tous les domaines de la vie de notre nation l'esprit révolutionnaire national-socialiste et d'en finir avec toutes les traditions du monde passé... — « Il s'agit donc de surmonter les principes spirituels qui prévalent depuis deux mille ans, DE l'ÉVOLUTIONNER LE CONTINENT EUROPÉEN POUR EN FAIRE UN CONTINENT GERMANIQUE, de le stabiliser et de le parfaire jusqu'à le transformer en un bastion de la nouvelle idéologie national-socialiste. Cette idéologie offre au monde une nouvelle philosophie, une nouvelle culture, un nouveau bien-être, et suscite une nouvelle humanité régie par une nouvelle loi héroïque. Dans ce sens la guerre actuelle et l'époque présente sont un point tournant dans l'histoire du monde ».

« La philosophie nationale-socialiste considère l'Allemand comme un adjoint de Dieu pour le perfectionnement du monde ».

(Extrait de « Le Reich en tant que tâche » de M. Friedrich SCHMIDT, Vice-Gauleiter du Wurtemberg.

Prison Militaire de Mauzac (Dordogne)

Ecrou n° 863

VALERY Edouard (civil)

Né le 29/02/1924 à La Coquille (Dordogne)

Peintre - Domicilié à Brive

Mandat de dépôt de M. Barbou des Courières du 05/05/1942

Ecroué le 23/05/1942

pour « **propagande antinationale** »

Transféré sur la Maison d'Arrêt de Périgueux le 03/06/1942

Ecrou n° 864

VALERY Henri (civil)

Né le 10/10/1922 à La Coquille (Dordogne)

Peintre - Domicilié à Brive

Mandat de dépôt de M. Arnoux en date du 03/05/1942

Ecroué le 23/05/1942

pour « **propagande antinationale par distribution de tracts** »

Transféré sur la Maison d'Arrêt de Périgueux le 03/06/1942

Source : « Registre des prévenus écroués à la Prison Militaire de Mauzac »

**Relevé : Jacky Tronel, chercheur en histoire,
(Quartier Romain - 24150 Couze-St-Front - 06 75 22 98 46)
Membre du comité de rédaction de la revue « Arkheia »
et de la « Revue Historique de l'Administration Pénitentiaire ».
Travail en préparation, une monographie :
« La Prison Militaire de Mauzac – Camp d'internement sous Vichy »**

DECISIONS d' INTERNEMENT ADMINISTRATIF à NEXON

Henri et Edouard VALERY

(Arrêtés préfectoraux du 2 juillet 1942. Préfet de la Corrèze)

EN ENTRANT DANS LA VIE ILLEGALE COMPLETE, DEBUT JUILLET 1942 NOUS EVITONS DE JUSTESSE L'INTERNEMENT ADMINISTRATIF A NEXON

Sur notre demande, la Directrice des Archives départementales de la Corrèze nous a adressé, le 30 novembre 2000, des copies des Arrêtés préfectoraux, en date du 2 juillet 1942, nous plaçant, mon frère Henri et moi, « *en résidence fixe dans le centre de séjour surveillé de Nexon, en Haute-Vienne* » Bel euphémisme pour désigner un camp d'internement, avec barbelés, miradors et policiers tout autour !..

Ainsi, cinquante-huit ans après, nous avons eu confirmation que nos craintes du début juillet 1942 étaient fondées et que nous avons échappé de justesse à ce nouvel internement, décidé par simple « lettre de cachet ».

Ces documents viennent aussi confirmer que, malgré notre libération après seulement un mois de prison, le 5 juin 1942 suite au jugement du Tribunal Militaire de Périgueux, du 4 juin, nous restions bien dans le collimateur de la police et de l'administration vichystes ; ils peuvent ainsi, si besoin est, couper court à toute interprétation équivoque !..

Sur les Arrêtés préfectoraux, nous étions classés dans la 1^{ère} catégorie des internés administratifs dits « *individus dangereux* » parmi lesquels Pucheu, ministre de l'intérieur de Pétain, puisait pour fournir à l'occupant, les otages à fusiller. (Voir plus loin un extrait de « Aperçus de l'Histoire sociale en Aquitaine » n° 28. 1^{er} trimestre 1993)

Ces décisions d'internement administratif me donnent en outre l'occasion de revenir sur nos arrestations des 30 avril et 1^{er} mai 1942 ainsi que sur notre attitude face à la police et à la justice vichystes.

J'ai déjà dit (voir « Circonstances de notre arrestation » page 8) que j'approuvais totalement mon comportement et bien entendu celui de mon frère. Je n'ai pas changé d'avis.

Jeunes Résistants de 16 et 18 ans en 1940, inconnus de la police, nous pouvions nous permettre de mentir sur toute la ligne y compris sur notre engagement : mon frère déclara qu'il était « gaulliste » et moi-même, que j'avais des sentiments communistes mais sans aucun contact avec une organisation de résistance... Bien entendu, lorsque le Résistant arrêté était déjà connu comme militant, syndicaliste, élu etc... une attitude semblable aurait présenté quelques risques, car cela pouvait être exploité par la propagande vichyste. Mais ce n'était pas notre cas.

Nous avons ainsi réussi à berner, plus ou moins, policiers et juges (c'est bien d'ailleurs dans cette intention que je m'étais laissé arrêter, le 1^{er} mai 42) peut-être même, que quelques-uns parmi les juges, avaient bien voulu se laisser berner, en particulier si Edmond Michelet était intervenu en notre faveur comme l'affirme son fils. En tout cas nous étions sortis de prison après quelques semaines d'internement à Périgueux et Mauzac. Moins d'un mois plus tard, nous avons échappé de justesse à l'internement administratif et après quelques vérifications légitimes de la part des responsables, nous avons repris la Résistance, puis l'action armée dans les FTPF jusqu'à la libération, assumant l'un et l'autre d'importantes responsabilités. J'en suis pour ma part satisfait.

J'ajoute d'autre part, que notre arrestation n'entraîna celle d'aucun autre Résistant. Longuement interrogé sur mes fréquentations, j'eus malgré tout, quelques soucis pour mon camarade de l'adolescence, Georges Aussel. Comme la moindre enquête allait, sans nul doute, faire apparaître que nous étions, depuis l'adolescence, des copains inséparables, le nier n'était sûrement pas le meilleur moyen de détourner les soupçons qui pouvaient peser sur lui. D'ailleurs, Georges Aussel ne fut nullement inquiété à la suite de notre arrestation et s'il fut, hélas, déporté en Allemagne, ce fut à la suite de son arrestation par les GMR, le 6 septembre 1943, lors de l'attaque du maquis « Grandel », au sud de Brive, qu'il avait rejoint quelques jours auparavant, c'est à dire aussitôt qu'il avait appris que j'étais revenu dans la région et que je commandais ce maquis.

Interrogé alors par la police de Brive, il se garda bien de dire que nous nous connaissions depuis de nombreuses années... Comme nous ne nous voyions plus depuis mon entrée en clandestinité complète, au début de l'été 1942, les policiers, apparemment, ne firent pas le rapprochement. Voici le texte exact de ses déclarations figurant sur le rapport de police, en date du 9 septembre 1943 :

« Georges Aussel né le 6 janvier 1923 à Quatre Routes (Lot) fils de Joseph et de Gouyou Clotilde, célibataire, carrossier demeurant à Reyjade de Nespouls (Corrèze).

Jeune déserteur des Chantiers de jeunesse de Nontron, après une permission a été recruté par deux jeunes gens dont il ignore l'identité, qu'il a rencontrés aux environs de Noailles alors qu'il rejoignait son Groupement dans la nuit du 16 au 17 août dernier.

Accompagné par eux il est arrivé au camp. Interrogé par « Justin » selon la formule habituelle, il a été pressenti par celui-ci pour faire une opération armée en dehors du camp. Comme « Justin » ne voulait pas lui préciser le but de cette mission il s'est refusé à s'exécuter.

Notre ravitaillement était apporté aux abords du bois où nous nous tenions ; mais j'ignore dans quelles conditions.

Les armes et les munitions se trouvaient dans le bureau qu'occupait « Justin » et ses comparses.

J'étais connu dans le camp sous le nom de « Pierrot ».

Cher Georges Aussel ! Tout ceci était, bien sûr, truffé de mensonges, comme la plupart des interrogatoires semblables de Résistants arrêtés. Mais j'aurai l'occasion de revenir sur ce sujet.

Tarnos, août 2003
Edouard Valéry

Tulle, le 30 novembre 2000



CORREZE

DEPARTEMENT

Archives départementales
HS/FBa 00/1535

BORDEREAU D'ENVOI DE DOCUMENTS

DESTINATAIRE

Monsieur Henri VALERY
23 avenue Paul Doumer
19100 BRIVE

EXPEDITION DE :

Mme Hélène SAY
directeur

Nombre de pages transmises, cette page incluse :

☐ TELECOPIE
☐ NOTE
☒ TRANSMISSION

OBJET : arrêté préfectoral

PARTIE CORRESPONDANCE

Numéro
de pièces

Monsieur,
Suite à votre courrier du 27 courant, veuillez trouver ci-joint la copie de l'arrêté
en date du 2 juillet 1942 vous concernant ainsi que votre frère.
Je vous en souhaite bonne réception.

Nombre
de pièces

Le directeur,

Hélène SAY

ETAT FRANÇAIS

PRÉFECTURE DE LA CORRÈZE

n° 171

A R R Ê T E

Le Préfet de la Corrèze, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret du 18 novembre 1939 relatif aux mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique, modifié par la loi du 15 octobre 1941,

Vu le décret du 29 Novembre 1939 et notamment l'article 3 dudit décret,

Vu la circulaire ministérielle n° 132/Pol;4 Circ. en date du 31 janvier 1942,

A r r ê t e :

Article 1. - M. VALERY Edouard, demeurant à BRIVE, est astreint à résidence fixe dans le centre de séjour surveillé de NEXON (Haute-Vienne) où il sera immédiatement conduit.

Article 2. - Sous peine des sanctions prévues à l'article 4 du décret du 18 novembre 1939 (emprisonnement de 1 à 5 ans) M. VALERY ne pourra, en aucun cas, quitter sans autorisation le lieu fixé pour sa résidence et il devra se conformer à toutes les prescriptions qui lui seront adressées pour l'exécution de cette décision, par l'autorité compétente.

Article 3. - Le présent arrêté sera adressé à M. le Commandant de Gendarmerie de la Corrèze; en vue de son exécution et de sa notification immédiate et sera communiqué à M. le Chef du Gouvernement, Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

TULLE, le 2-Juillet 1942

Le Préfet,

PRÉFECTURE DE LA CORRÈZE

n° 170

ARRÊTE

Le Préfet de la Corrèze, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret du 18 novembre 1939, relatif aux mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique, modifié par la loi du 15 octobre 1941,

Vu le décret du 29 Novembre 1939 et notamment l'article 3 dudit décret,

Vu la circulaire ministérielle n° 132/Pol. 4 Circ. en date du 31 janvier 1942,

A r r ê t e :

Article 1. - M. VALERY Henri, demeurant à BRIVE est astreint à résidence fixe dans le centre de séjour surveillé de NEXON (Haute-Vienne) où il sera immédiatement conduit.

Article 2. - Sous peine des sanctions prévues à l'article 4 du décret du 18 novembre 1939 (emprisonnement de 1 à 5 ans) M. VALERY ne pourra, en aucun cas, quitter sans autorisation, le lieu fixé pour sa résidence et il devra se conformer à toutes les prescriptions qui lui seront adressées pour l'exécution de cette décision, par l'autorité compétente.

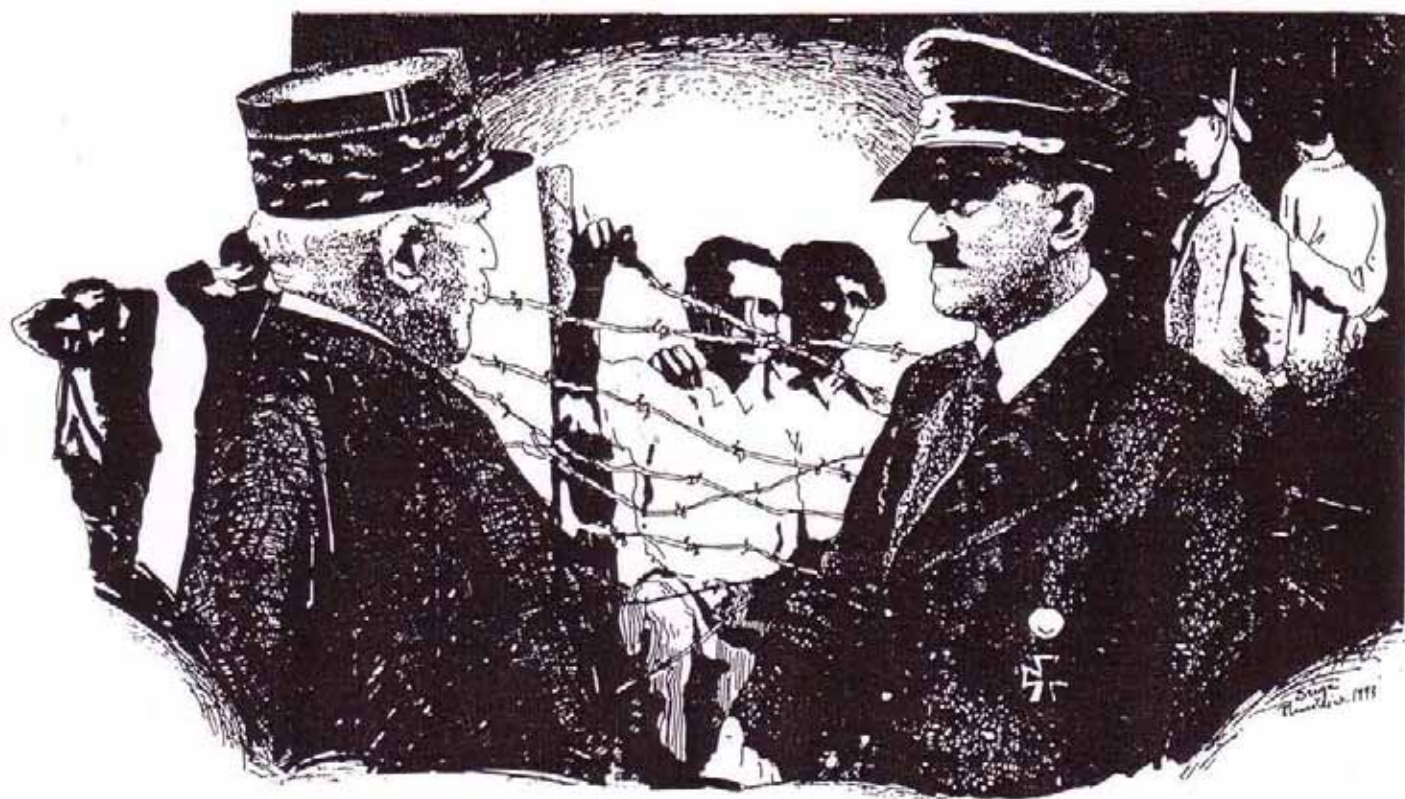
Article 3. - Le présent arrêté sera adressé à M. le Commandant de Gendarmerie de la Corrèze, en vue de son exécution et de sa notification immédiate et sera communiqué à M. le Chef du Gouvernement, Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

TULLE, le 2 Juillet 1942

Le Préfet,



VICHY...



Une politique d'hégémonie idéologique

Gironde Juin 1940
 Juin 1941

Bordeaux, le 29 Octobre 1941

COMMUNICATION TELEPHONIQUE

Ministère Intérieur- PARIS

11, rue Cambacérès

à Monsieur le Préfet de la Gironde

- Cabinet -

Etablir urgence et poster sous pli rouge
à la requête personnelle M. le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Intérieur, une liste nominative des internés adminis-
tratifs politiques et gaullistes, d'après le tableau
suivant :

Nom

Prénoms

Date et lieu de naissance

Domicile

Autorité préfectorale ayant décidé l'internement

Classement par catégorie, 1°- individus dangereux-

2°- militants-

3°- actifs-

Appréciation du Préfet sur le classement de l'inté-
ressé dans les catégories précitées.

Extrême urgence. Requête de M. PUCHEU
Ce message ne sera pas confirmé.

■ Quant aux internés «otages»,
du centre de séjour surveillé de
Mérignac-Pichey, ils bénéfi-
ciaient de l'attention du ministre
de l'intérieur Pucheu.

Celui-ci les faisait classer en trois
catégories : 1°. Individus dange-
reux; 2°. militants;
3°. actifs.

Etait-ce pour leur donner l'avan-
tage de figurer sur la prochaine
liste d'«otages» à fusiller ? Ou
de profiter du prochain convoi à
destination des camps de la mort
lente, en Allemagne, Pologne ou
Autriche ?

Voici les instructions du ministre
et la liste de la première catégo-
rie «individus dangereux» :

ECHAPPANT de JUSTESSE à l'INTERNEMENT ADMINISTRATIF
(Voir pages précédentes)

PREMIERS PAS dans la CLANDESTINITE COMPLETE

- **Le voyage Brive - Châteauroux**
- **La forêt de Châteauroux**
- **Le retour en Haute-Corrèze**
- **Le camp FTPF « Faïta » . La Tourette – près d'Ussel**

PREMIERS PAS DANS LA CLANDESTINITE. -

LE VOYAGE BRIVE-CHATEAUROUX.

LE DETACHEMENT "FAITA". HAUTE-CORREZE.

Convoqués pour la troisième ou la quatrième fois depuis notre libération de la prison de Périgueux, le 5 juin 1942 et menacés d'internement administratif à l'occasion de la venue de Pétain à Brive, début juillet 42, nous ne pouvons rester au domicile de nos parents . Nous devons "entrer dans la clandestinité complète" pour pouvoir continuer le combat...C'était bien d'ailleurs dans ce but que, pour ma part, je m'étais laissé arrêter, le 1er mai 42, au lieu de fuir Brive...Nous avons réussi avec, peut-être, un peu de chance ! En tout cas nous étions libres...Il fallait le rester...La décision fut donc vite prise.

Nous rédigeons un mot pour nos parents, leur disant qu'ils ne s'inquiètent pas, que nous leur ferons parvenir de nos nouvelles et, avec un minimum de bagages, nous partons à pied, en direction de Varetz, en longeant d'abord la rive droite de la Corrèze. Nous arrivons assez rapidement chez Robert Mathou et ses parents qui tiennent une ferme au Burg, où je suis allé très souvent porter ou retirer des journaux clandestins ou des tracts, puisque c'est là qu'est "planquée" la ronéo du parti communiste clandestin de Brive.

Nous sommes accueillis et hébergés à bras ouverts. La grand-mère Mathou est aux "petits-soins" pour nous.

Nous faisons prévenir Louis (Paul Peyraud) et nous avons aussitôt sa visite, ainsi que, quelques jours plus tard, celle de Charlot (Roger Sanson). Nous restons là un mois environ.

Début août 42, Charlot revient. Il nous apporte des cartes d'identité établies avec un tampon de la mairie de la Celle-d'Auvergne. Henri s'appelle Henri DESMOULIN et moi-même, Edouard FABRE, né le 31 mars 1924, à Saint-Priest-les-Fougères en Dordogne.

Nous devons rejoindre la forêt de Chateauroux pour nous y cacher quelque temps, tout en travaillant dans une scierie. Nous mettons au point le voyage par le train jusqu'à Chateauroux. Charlot nous attendra, à notre arrivée, le jour convenu, chez l'ami LAVAUD, garde-forestier qui habite avec sa femme, la maison forestière du carrefour du Riau-de-la-Motte, en plein cœur de la forêt

Le jour du départ, réveil de bonne heure, car nous devons aller à la gare d'Objat, prendre un train très matinal, pour Limoges via Saint-Yrieix. La grand-mère Mathou a tenu à nous préparer un peu de victuailles pour le voyage... pour le cas où...on ne sais jamais! Brave femme! quelques heures plus tard nous avons apprécié sa bonne idée!...

Nous voyageons séparés, dans des wagons différents: on recherche deux frères...inutile, pensons-nous, d'attirer l'attention. Nous arrivons à Limoges vers 7 heures et nous avons environ une heure d'attente, pour prendre un autre train en direction de Chateauroux. Il y a déjà pas mal de monde sur le quai. Nous examinons bien les visages afin de ne pas nous trouver nez-à-nez avec quelqu'un de connu. Au milieu des voyageurs, à quelques mètres devant nous, nous apercevons alors un sous-officier du 41^{me} R.I. de Brive qui nous connaît bien puisque nous avons été, assez longtemps, pensionnaires ensemble, à l'"Hotel de Toulouse" (devenu "La Potinière") à Brive.

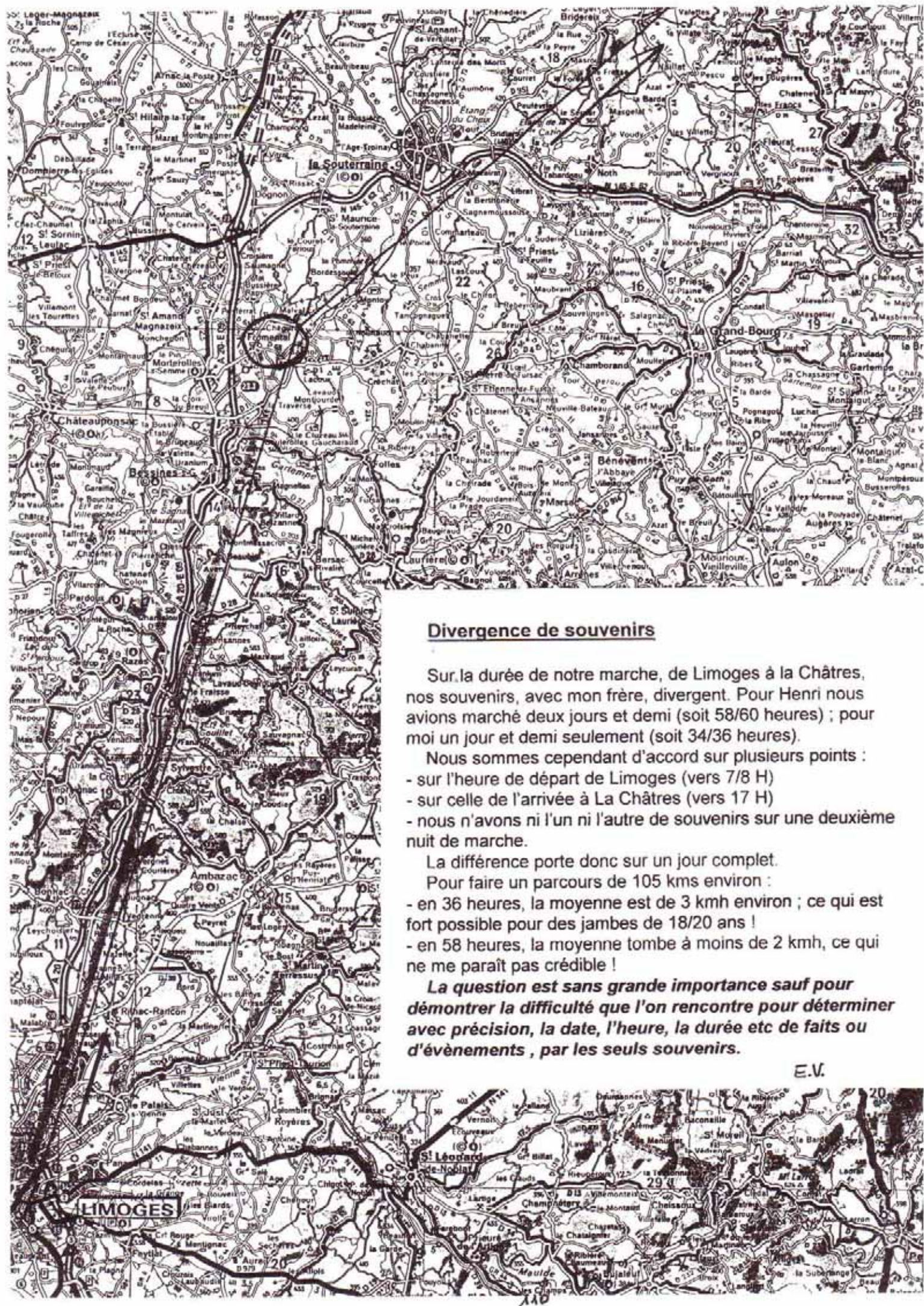
Nous a-t-il vu ? Il semble que non...Nous nous dirigeons vers la salle d'attente. Henri s'installe sur une banquette, s'allonge et fait mine de dormir. Moi-même je m'assois et je lis un journal largement déployé derrière lequel je cache mon visage. Nous sommes là depuis quelques dizaines de minutes lorsque survient un gendarme qui se met à contrôler l'identité des personnes présentes dans la salle d'attente. Il arrive auprès de mon frère, lui tape sur l'épaule pour le réveiller, lui demande sa carte d'identité, la vérifie...la lui rend et continue son contrôle en se dirigeant vers moi.

Henri s'est allongé de nouveau sur la banquette. Derrière mon journal, je surveille attentivement la scène.

Le gendarme arrive à moi. Je lui présente à mon tour ma carte d'identité. Il la regarde un instant et s'étonne aussitôt: "Vous êtes de la Celle?"...et montrant Henri du doigt, il ajoute: "Mais, le jeune homme là-bas est aussi de la Celle!"... Je me lève alors de mon siège, pose mon journal et me dirige vers Henri. Arrivé près de lui, je m'étonne à mon tour: "Tiens! mais c'est toi?...Que fais-tu là?... Attends, je reviens" . Et je retourne auprès du gendarme qui examine toujours ma carte d'identité. Il me la rend enfin et continue son contrôle.

Je rejoins aussitôt Henri et nous commençons à discuter; puis nous décidons d'aller prendre un café ensemble au buffet de la gare. Dès que nous sommes hors de la salle d'attente, nous prenons vite la décision qui s'impose: hypothèse probable, le sous-officier de Brive a dû nous voir et a sûrement signalé notre présence au premier gendarme rencontré...D'où, le contrôle. S'il en est ainsi, il faut reconnaître que ce gendarme n'a pas été très méchant et nous lui devons une fière chandelle...Quoiqu'il en soit, il est prudent de quitter Limoges au plus vite et d'aller prendre un train omnibus ,dans une autre gare, un peu plus loin , sur la voie-ferrée en direction de Chateauroux.

Nous marchons rapidement, mais sans précipitation, en direction du nord, empruntant tantôt la nationale 20, tantôt de petites routes parallèles. Vers 16 heures



Divergence de souvenirs

Sur la durée de notre marche, de Limoges à la Châtres, nos souvenirs, avec mon frère, divergent. Pour Henri nous avons marché deux jours et demi (soit 58/60 heures) ; pour moi un jour et demi seulement (soit 34/36 heures).

Nous sommes cependant d'accord sur plusieurs points :

- sur l'heure de départ de Limoges (vers 7/8 H)
- sur celle de l'arrivée à La Châtres (vers 17 H)
- nous n'avons ni l'un ni l'autre de souvenirs sur une deuxième nuit de marche.

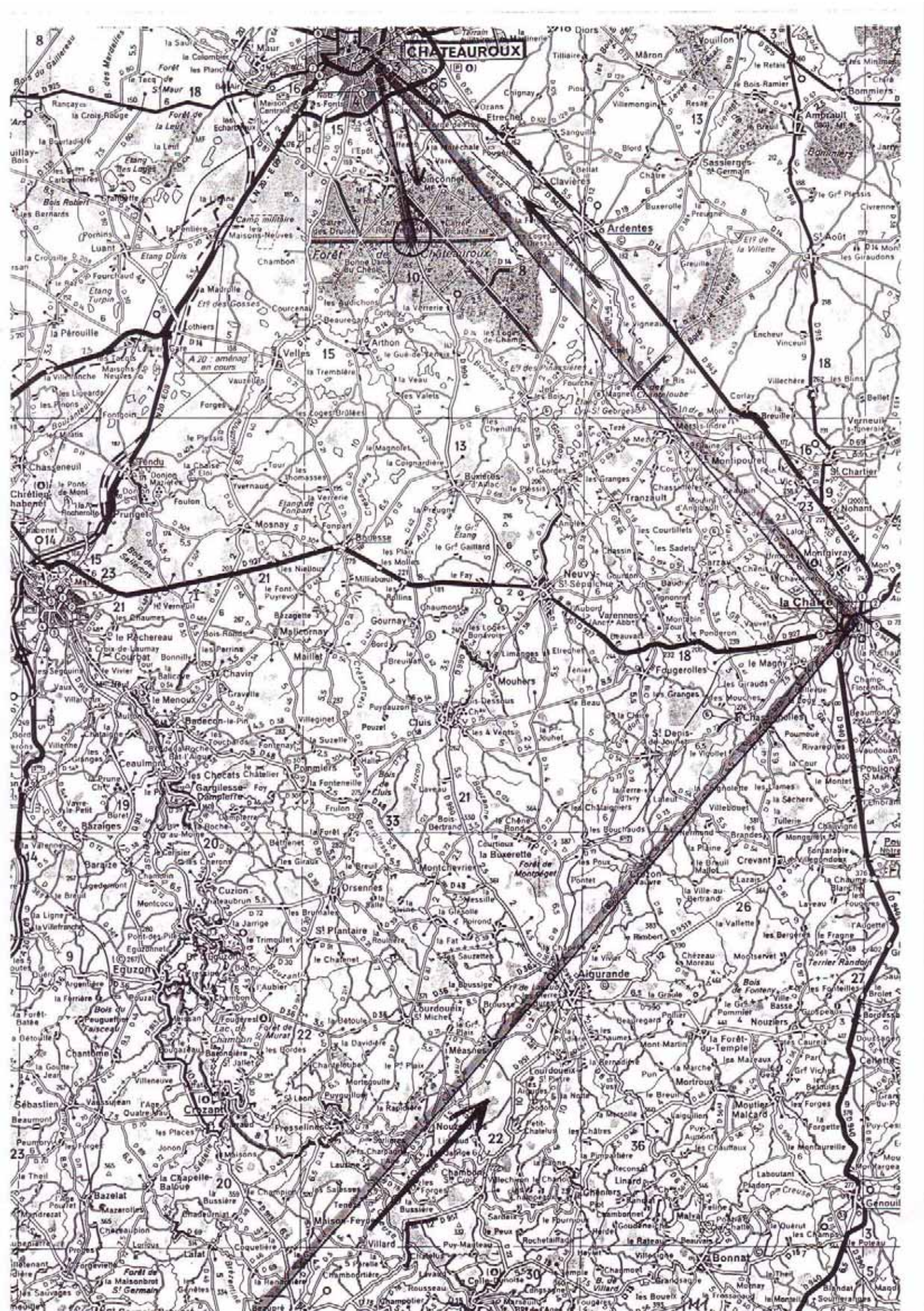
La différence porte donc sur un jour complet.

Pour faire un parcours de 105 kms environ :

- en 36 heures, la moyenne est de 3 kmh environ ; ce qui est fort possible pour des jambes de 18/20 ans !
- en 58 heures, la moyenne tombe à moins de 2 kmh, ce qui ne me paraît pas crédible !

La question est sans grande importance sauf pour démontrer la difficulté que l'on rencontre pour déterminer avec précision, la date, l'heure, la durée etc de faits ou d'événements , par les seuls souvenirs.

E.V.



nous sommes, pensons-nous, assez loin de Limoges. Nous avons atteint le petit village de Fromental, entre Bessines et La Souterraine. Il y a, pas loin une station où nous regardons les horaires des trains. Il y en a justement un qui doit s'arrêter bientôt.

Mais -danger réel ou imagination trop fertile de clandestins novices- des choses curieuses se produisent au moment où nous montons dans la train. Il y a d'abord plusieurs policiers en tenue sur le quai de la gare...Un individus en civil, se déplace rapidement d'un wagon de l'arrière et monte dans le nôtre...Avec Henri, nous nous regardons et là encore la décision est vite prise: au moment où le train démarre, nous ouvrons la portière et sautons sur le quai.

Nous voilà de nouveau à pied, sans une carte du coin, mais fort heureusement avec les restes du bon casse-croute donné par la grand-mère Mathou.

Nous reprenons la route en direction du nord. Nous sommes maintenant dans le département de la Creuse.

Nous nous arrêtons dans un petit café et tout en prenant un rafraichissement, nous demandons à la patronne si elle n'aurait pas un calendrier des PTT, qu'elle nous apporte d'ailleurs aussitôt. Faisant mine de le feuilleter, dès qu'elle a tourné le dos nous retirons la carte du département qui y est insérée comme dans tous les calendriers des PTT en France.

Nous pouvons alors faire le point exact où nous nous trouvons et déterminer notre route...Il faut de toute façon abandonner la ligne Limoges-Châteauroux qui paraît surveillée...et aller jusqu'à La Châtre où nous pourrions prendre tranquillement le train pour la dernière étape.

Lorsque la nuit tombe, nous approchons de La Souterraine, que nous contournons par la droite et enfin nous prenons la direction de La Châtre sur l'axe approximatif de la route Départementale 951.

Nous commençons à ressentir sérieusement la fatigue. Nos mollets sont douloureux. Henri a un trou à la semelle d'un de ses souliers et à chaque pas c'est la peau qui frotte sur le sol. Nous mettons une "rustine" avec la languette en cuir du coup de pied du soulier...Ca marche!

Vers minuit, n'en pouvant plus, nous nous couchons dans une haie et nous nous assoupissons quelques moments. Mais la fraîcheur nous réveille et nous empêche de nous rendormir. Il est entre deux et trois heures. Nous décidons de reprendre la route et de marcher régulièrement sans nous arrêter.

Au petit jour, les oeufs durs préparés par la mère Mathou sont les bienvenus et nous redonnent des forces.

Les kilomètres s'additionnent lentement et petit à petit, La Châtre approche. Nous arrivons à la gare de cette ville, vers 16-17 heures et sans trop attendre, nous prenons le train pour Châteauroux.

CHARLOT nous a bien expliqué ensuite l'itinéraire. De Châteauroux, il faut se diriger vers Le Poinçonnet et s'enfoncer tout droit dans la forêt.

Lorsque nous arrivons à la maison forestière du Riau-de-la-Motte, il est bien nuit. Là, il y a le garde-forestier Lavaud et son épouse, Charlot et un autre camarade, clandestin sans doute, comme nous.

Très inquiets, nos hôtes ne nous attendaient plus pensant que nous avions eu de sérieux ennuis.

Nous leur racontons bien sûr notre histoire. Charlot nous écoute avec me semble-t-il un petit sourire narquois et nous dit: "Vous ne pouviez pas piquer des vélos?"

Cette répartie me surprend et je dois dire qu'elle me choque un peu: "Piquer des vélos?... On n'est tout de même pas des voleurs!"... Et pourtant, comme il avait raison! Car dans de telles conditions ce geste n'était-il pas justifié et excusable?!..

Nous dormons dans le grenier de la maison forestière et le lendemain l'ami Lavaud, originaire de la Creuse, nous conduit à la scierie ambulante dont le patron est un autre creusois nommé Devanne.

Est-ce un Résistant?... un ami du garde?... nous ne posons aucune question... et inversement, on ne nous en pose aucune. Mon frère s'appelle, bien sûr, Henri Desmoulin et moi, Edouard Fabre... Nous sommes copains comme "deux frères"... Nous venons tous les deux de la zone occupée, de Bezon, dans la banlieue parisienne, que nous avons dû quitter précipitamment... Personne ne cherche à en savoir davantage...

Nous sommes embauchés comme manoeuvres et nous commençons par tirer le passe-partout pendant dix heures par jour. Il faut couper les troncs de chênes à des longueurs différentes pour faire, selon la qualité de l'arbre, bois d'oeuvre, parquet ou traverses de chemins de fer. Lorsque la coupe de bois est terminée, la scierie va s'installer au milieu d'une autre coupe.

Nous sommes au total, huit ou dix employés qui, pour la plupart restent continuellement sur place. La patronne prépare les repas que nous prenons tous ensemble. Nous dormons dans des baraques en planches.

L'hiver est rigoureux; mais nous avons de bons poêles et le bois ne manque pas.

Nous sommes en contact avec les résistants du coin, par l'intermédiaire du garde Lavaud. Nous aidons au camouflage de matériel d'imprimerie et autres, nous récupérons et cachons quelques armes et nous constituons même un noyau de groupe d'action, au sein de la scierie, avec un Breton prisonnier évadé qui ne peut pas revenir dans sa région d'origine et un jeune employé du coin, nommé Pénicaut.

Nous sommes en train de préparer une action contre un chef de la milice de Chateauroux qui vient souvent dans une maison située à la lisière de la forêt, lorsque vers la fin mars 1943, Charlot vient nous demander de rejoindre au plus vite un camp du maquis FTPF, en Haute-Corrèze, près d'Ussel.

La chance, encore une fois, nous sourit, car quelques jours plus tard, la scierie est encerclée par la police qui recherche les deux frères en fuite...en montrant à tous nos photos.

Heureusement, nous sommes loin. Après nous être présentés comme indiqué par Charlot, à la ferme Bascoulergue, à la Tourette (près d'Ussel), nous rejoignons le camp Faïta. Ce dernier est installé dans des soutes, creusées dans le bois tout à côté. Les amis paysans du coin assurent le ravitaillement.

Le détachement compte une vingtaine de jeunes gens parmi lesquels nous avons le plaisir de retrouver deux brivistes, Louis Plantadis et Henri Dussier, dont j'aurai l'occasion de reparler...

Mais là, commence une autre histoire, que j'ai évoquée dans divers témoignages publiés sur le livre "Maquis de Corrèze" (1ère à 4me éditions).



La forêt de Chateauroux (à coté du village du Poinçonnet)



Forêt de Chateauroux
Fin 42 - début 43
Henri VALERY à gauche
PENICAUT autre ouvrier
de la scierie.
Derrière : baraque où
nous vivions.



Edouard VALERY
à 18 ans



La maison du garde-forestier LAVAUD
Carrefour du Riau de la Motte
Forêt de Chateauroux

Le RETOUR en BASSE-CORREZE. FORET de TURENNE. REGION de BRIVE

- La CREATION du CAMP "GRANDEL"

- Le SOUTIEN de la POPULATION et des "LEGAUX" qui s'ORGANISENT.

- Les SABOTAGES (VOIES FERREES, MATERIEL ROULANT, USINES etc...)

- La REPRESSION : l' ATTAQUE du CAMP "GRANDEL" par les G.M.R.

- DOCUMENTS de POLICE (G.M.R. , POLICE de SURETE, R.G. etc...) sur :

. L' AFFAIRE de VARETZ et du "DESERTEUR" de "GRANDEL"

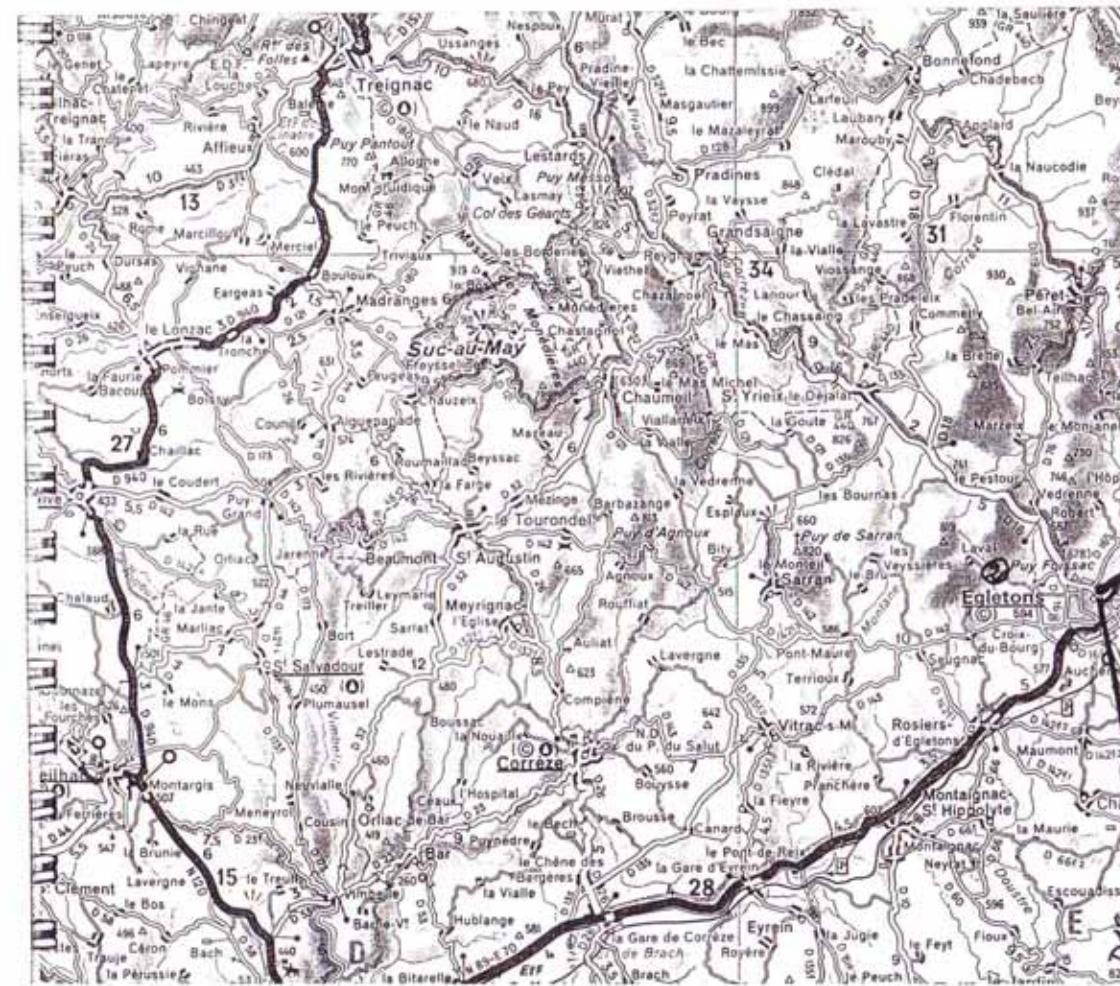
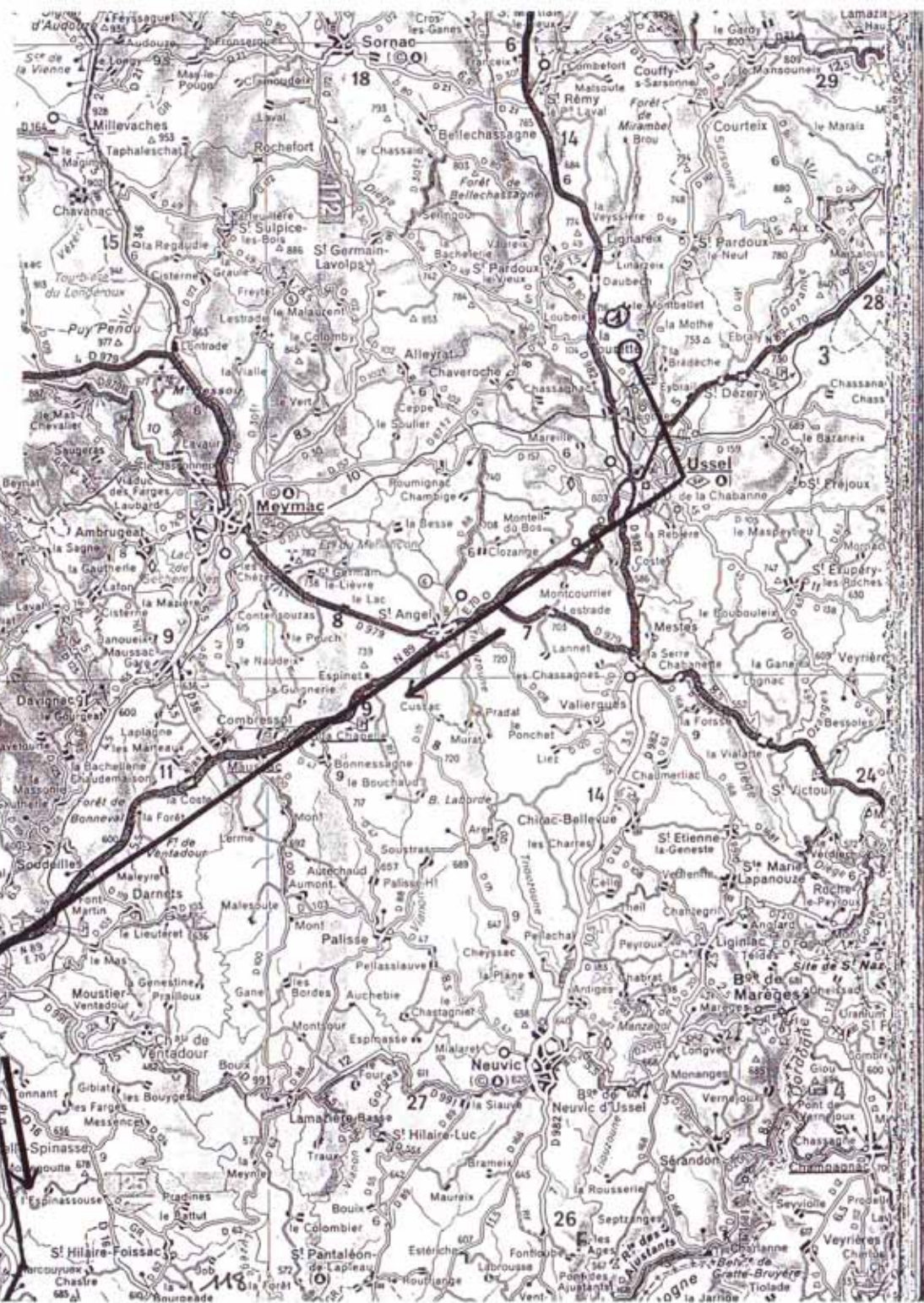
. L' ATTAQUE du CAMP, dans la FORET de la BOUDIE

. La TRAQUE des MAQUISARDS et de "JUSTIN", par les POLICES

DEBUT MAI 1943 :

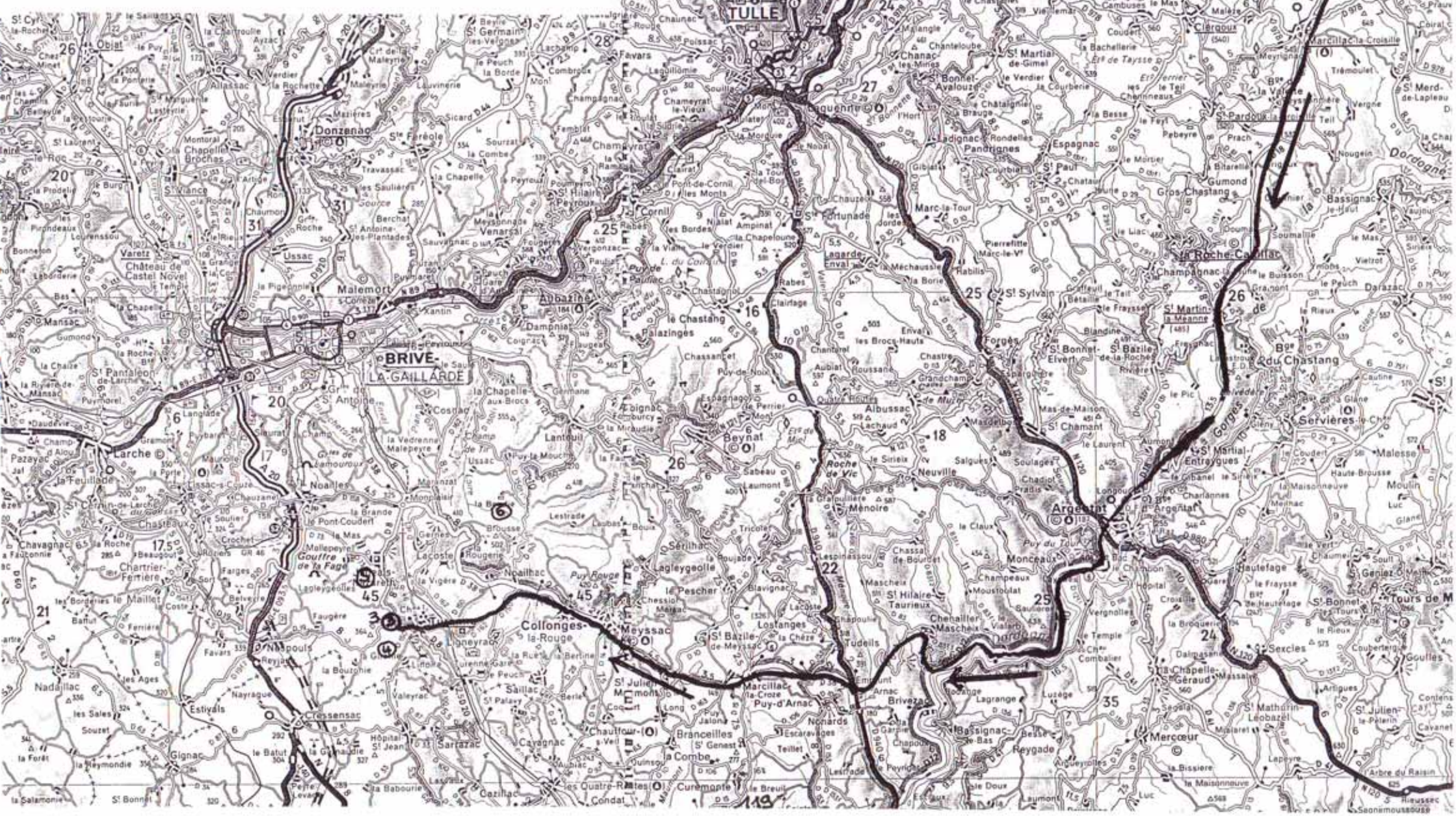
Itinéraire de la descente, du camp Faïta, près d'Ussel
vers la basse-Corrèze, en vélo avec deux mitraillettes et
500 cartouches sur le porte-bagage.

- 1 - Emplacement du camp Faïta, au nord d'Ussel.
- 2 - Egletons : hébergement une nuit par des Résistants.
- 3 - Lieu de rendez-vous avec Louis Plantadis et Henri Dussier.
- 4 - 5 - 6 - Premier, deuxième et troisième emplacements du camp "Grandel" créé début mai 43.



DEBUT MAI 1943 . Descente vers basse-Corrèze (suite)

Itinéraire par Egletons, Argentat, Collonges, Turenne...
pour éviter les deux villes de Tulle et Brive.



QUELQUES REFLEXIONS SUR LA CREATION DU CAMP "GRANDEL". DEBUT MAI 1943
PAR TROIS JEUNES DE BRIVE VENANT DU CAMP FAÏTA, HAUTE-CORREZE.

En ce printemps 1943, il fallait beaucoup d'optimisme et aussi une certaine dose d'inconscience pour venir dans cette région de Turenne- Nespouls, au sud de Brive, y créer un camp de maquisards, surtout un camp FTPF.

Je connaissais bien la région pour y avoir passé mon adolescence (nous avons habité à Reyjade, commune de Nespouls, sur la nationale 20, de 1936 à 1941). Mais depuis mon arrestation avec mon frère Henri VALERY, le 1er mai 1942, pour distribution de journaux clandestins, la police de Brive, me connaissait bien aussi. Par les déclarations de Louis C. un maquisard déserteur, elle sut quelques semaines seulement après la création de "GRANDEL" que le jeune homme qui commandait le camp sous le nom de guerre de "JUSTIN" n'était autre que moi-même, Edouard VALERY. Ce qui pouvait exposer gravement ma famille, habitant toujours à Brive, aux représailles des forces de répression; mais ceci, je ne l'ai su que bien des années plus tard....

En outre, ce secteur corrézien était loin de constituer un "fief" de la Résistance. Cependant, depuis 1940 et l'occupation de la France, où Pétain avait été accueilli favorablement par la majorité de la population, la situation avait évolué. L'occupation de la Zone dite Libre, la collaboration de Vichy avec l'occupant, les réquisitions surtout, très impopulaires, ouvraient bien des yeux.... Les milliers de tracts et journaux clandestins distribués depuis 1940 avaient aussi largement contribué à une certaine prise de conscience. De là à accepter et soutenir un maquis FTPF, il y avait un grand pas à franchir !...

Quelques amis de jeunesse, sur lesquels je comptais manifestèrent peu d'enthousiasme en revoyant le clandestin que j'étais depuis près d'un an. Je dirai même que ma présence provoqua, chez eux, une sorte de peur panique...

Il fallut bien se débrouiller autrement. C'était une partie très risquée. Nous étions donc trois jeunes, sans attache locale, dans cette forêt de Turenne où hélas, les points d'eau, indispensables, sont rares : deux anciens du groupe Robert DELORD (jeune communiste de Brive) Louis PLANTADIS et moi-même et un jeune réfractaire du S.T.O, Henri DUSSIER.

Que fallait-il faire ? Nous cacher au plus profond des bois et des fourrés ? Mais comment y vivre ? Nous avions bien le contact avec divers militants clandestins de Brive et de Varetz-Le Burg... Mais comment assurer le ravitaillement du petit groupe initial et des jeunes qui allaient sûrement nous rejoindre rapidement ?... Vivre de "rapine" ?... Nous n'aurions pas tenu bien longtemps....

Par intuition, plus que par raisonnement, deux choses nous apparurent avec une grande netteté :
- Il ne fallait pas essayer de se cacher de la population environnante, mais au contraire il fallait obtenir de celle-ci qu'elle nous ravitaillât et nous protège, que ce soit elle qui nous cache.

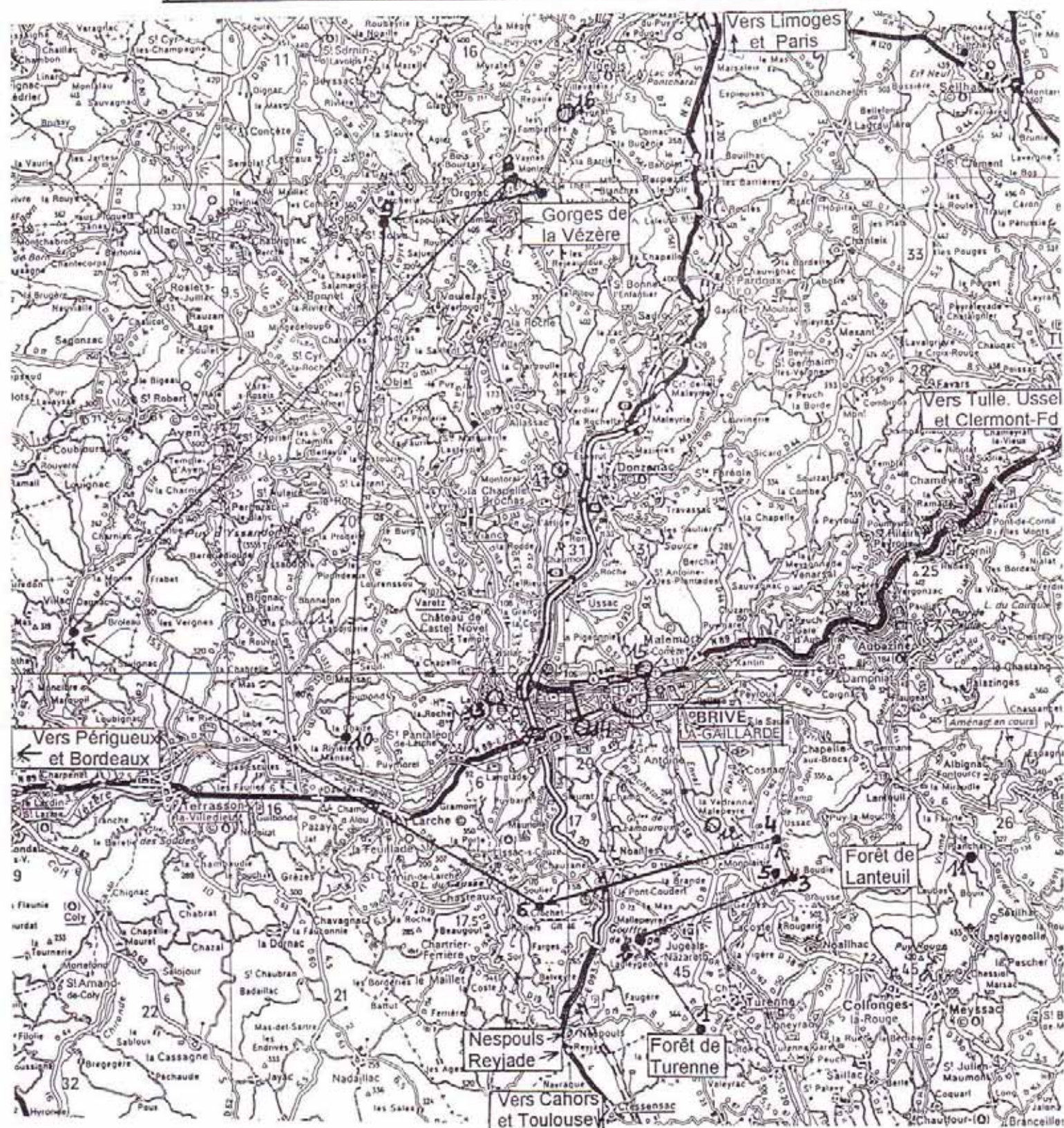
- Quelles que soient nos opinions personnelles, nos conceptions philosophiques ou nos croyances nous étions simplement des patriotes, des FTP -embryon d'armée du peuple sous la direction du CNR en cours de constitution- **qui refusaient de plier sous le joug de l'occupant et qui s'organisaient en vue de participer au combat pour la libération du pays et le rétablissement des libertés démocratiques.** Toute autre attitude aurait été suicidaire. **Un contrat, non écrit et non signé bien sûr - mais irrévocable - était à sceller entre la population et nous, comme entre les patriotes d'origines et d'opinions diverses qui allaient constituer les FTP.** Les termes de ce contrat étaient définis par les idées et orientations exprimées tant par le Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France que par le Conseil National de la Résistance en gestation....

Ca marchait... ou ça ne marchait pas !... Mais s'il s'avérait que l'entreprise échouait, alors il fallait "changer d'air" au plus vite !...

Eh bien, ce qui semblait presque impossible se produisit et le pari fut gagné !... Le camp FTPF "GRANDEL" fut créé, grossit rapidement et combattit, au milieu d'une population qui le ravitailla, le protégea, formant elle-même, sous l'impulsion notamment d'Elie DUPUY (un jeune de Jugeals-Nazareth) ses propres groupes de FTPF "légaux" qui participèrent aux sabotages et à la guérilla au côté des maquisards..

Ainsi fut honorée la mémoire de Jean GRANDEL, patriote et résistant de la première heure, fusillé à CHATEAUBRIANT, le 22 octobre 1941.

Le détachement "GRANDEL" (Francs-Tireurs et partisans Français) Emplacements successifs et principales opérations et actions. (Forêt de TURENNE région de BRIVE. Corrèze)



Le Détachement "GRANDEL" (Carte Michelin n° 75 - Région de Brive). **PRINCIPALES ACTIONS**

1-2-3-4-6-7-8-9-10 : Emplacements successifs du camp "GRANDEL".

5 : Village de CHAUFFINGEALS. Accrochage entre maquisards et G.M.R. le 7 septembre 1943.

11 : Emplacement du camp espagnol au moment de l'attaque de "GRANDEL" le 7 septembre 1943.

12 : Sabotage (déraillement train de marchandises) près du tunnel de Montplaisir.

13 : Sabotage (déraillement train de vin entre Brive et Ussac)

14 : Sabotage grue de 45 tonnes et machines du dépôt des chemins de fer d'Estavel

15 : Sabotage usine PHILIPS (travaillant pour l'armée d'occupation)

16 : Sabotage (déraillement d'un train de marchandises entre les gares de Vigeois et d'Estivaux.

17 : Sabotage sous-station électrique du GAUCHER (Alimentant la voie ferrée Brive-Limoges).

NB. Fin septembre 1943, "GRANDEL" est la souche qui forme la 3^{me} compagnie FTPF. Celle-ci se divise en deux compagnies, en décembre 1943. "GRANDEL" fait alors partie de la 5^{me} compagnie qui deviendra par la suite la 235^{me} compagnie qui forme elle-même la base du 2^{me} bataillon FTPF, commandé par Elie DUPUY, en mars 1944 et pratiquement jusqu'à la libération.

MAQUIS DE CORREZE

qu'on en dit...

« L'ECHO DU CENTRE », Limoges :

« La lecture se fait à un rythme passionné. Au fil des témoignages, le lecteur est entraîné dans une formidable aventure humaine, passionnante sous tous ses aspects. »

« LA DEPECHE », Toulouse :

« Une contribution importante à l'Histoire. Il y a des récits terribles, d'autres aimables et pleins d'humour. L'audace, l'héroïsme et le pittoresque vont de concert. »

« LA MONTAGNE », Clermont-Ferrand :

« Ce livre est autre chose qu'un document. Une autre dimension s'ajoute qui est celle du roman. Et n'est-ce pas un roman que ce livre ? Vous serez pris dès la première ligne et comme contraint de poursuivre. »

Albert OUZOULIAS, préface 1971 :

« Voici un livre à la mesure de nos luttes d'hier... Sa puissance d'évocation, sa précision, son immense souffle populaire... »

Jean SURET-CANALE :

« Une œuvre magnifique, une formule originale : je n'en vois pas de précédent. »

Fernand GRENIER :

« Un monument à la gloire des ouvriers, des cheminots, des cultivateurs et des maquisards. »

150

COMBATTANTS

ET

TÉMOINS

MAQUIS DE CORREZE

TROISIEME
EDITION
ENRICHIE

es

TROISIEME
EDITION
ENRICHIE



MAQUIS
DE
CORREZE



LA NAISSANCE DU CAMP GRANDEL

Louis PORTE.

Après l'attaque du train à Chaveroche, (j'y ai participé dans le groupe de soutien à terre) qui a permis, le 8 mai, la libération de Germain Constanty, du père et du fils Beynel, Germain prend le commandement effectif du camp Faïta, et je deviens son second.

Les G.M.R. sont si nombreux en haute Corrèze que Germain, jugeant que nous ne sommes pas en mesure de leur échapper en cas d'attaque, décide d'organiser notre dispersion dans les fermes et chez les particuliers amis d'Ussel.

Edouard et Henri Valéry (18 et 20 ans) sont deux jeunes communistes recherchés par la police.

Edouard VALÉRY.

Roger Sanson qui nous avait fait rejoindre la forêt de Châteauroux en juillet 1942, vient nous prévenir, un soir du printemps 1943, que nous devons partir le lendemain matin pour le détachement Faïta en haute Corrèze.

Il est temps d'ailleurs; quelques jours après notre départ, la scierie et le camp ambulant seront encerclés par la police qui nous recherche.

Mais nous arrivons à La Tourette à un mauvais moment. Après l'attaque du train, Ussel voit bientôt affluer d'importants renforts de G.M.R. Le ratissage des bois et l'attaque du maquis se préparent.

La décision est prise de fractionner le détachement en petits paquets de quatre ou cinq hommes, pendant la durée des opérations de police. Chaque petit groupe reçoit un lieu de repli particulier, dans une famille amie. Après l'alerte, le détachement se reformera. En outre, un système de liaison permettra éventuellement de le rassembler en un point donné, en cas de besoin ou pour une action urgente.

Je n'approuve pas entièrement, pour ma part, cette décision. Je n'ai pas quitté, en effet, une exploitation forestière pour venir me cacher dans une ferme. Mais puisqu'il en est ainsi, je propose qu'on me laisse aller en basse Corrèze avec deux autres maquisards de cette région, former un nouveau maquis. Ma proposition est acceptée.

Notre petit groupe reçoit deux mitraillettes « Sten » et quelques centaines de cartouches. Henri Dussier (Marc) et Louis Plantadis¹ partent par le train et doivent, au passage à Brive, prendre divers contacts et ramener du matériel. Pour mon compte, je fais le voyage par la route.

1. Louis Plantadis, né en 1925 à Brive, était, à 17 ans, manœuvre auxiliaire au dépôt S.N.C.F. de Brive, militant des J.C., en 1940, avec Robert Delord. Après un séjour au camp Faïta puis au camp Grandel, sous le nom de Radi, Louis Plantadis fit partie d'un groupe de combat mobile F.T.P. Arrêté à Rignac, dans l'Aveyron, le 1^{er} mars 1944, Louis Plantadis fut fusillé par la Milice à Montpellier, le 31 mars 1944.

Mon frère Henri rejoint Limoges, et devient agent de liaison du Comité militaire de l'interrégion¹.

Pour mon voyage de La Tourette à la basse Corrèze, je dispose d'un vieux vélo muni d'un seul frein à l'avant. Les mitraillettes sont placées dans une valise en bois fixée sur le porte-bagages.

C'est d'abord la traversée d'Ussel, occupé par les G.M.R., puis Egletons que j'atteins en fin de journée. Après avoir passé la nuit chez des résistants, c'est le départ vers la basse Corrèze, en passant par Argentat.

La route est longue. Je n'ai pas d'autre refuge avant la région de Brive. Il faut donc faire le trajet d'une seule étape. Le vélo roule mal. Avec un seul frein, dans les lacets de la descente qui mène à Argentat, je suis obligé de mettre pied à terre, l'arrière trop lourd ayant tendance à passer devant!

A Argentat, un barrage de gendarmes. Je me présente, faisant effort pour rester calme et naturel, et leur demande ma route. Ils ne me posent aucune question, fort heureusement, car je ne dispose que de mauvais papiers d'identité.

La nuit tombe lorsque j'atteins Collonge. Je suis épuisé. Il faudrait pourtant que je poursuive ma route jusqu'au lieu de rendez-vous avec les autres maquisards, Henri Dussier et Plantadis, fixé au carrefour des routes Turenne-Brive-Nespouls. Mais je suis trop las pour continuer. D'ailleurs, plusieurs « repêchages » sont prévus les jours suivants.

Je passe la nuit dans une cabane de cantonnier.

Au petit jour le froid me réveille. Je me remets en route. J'arrive au lieu de rendez-vous et je me poste dans le bois à un endroit qui domine le carrefour. Une partie de la journée se passe et mes deux amis ne sont toujours pas là.

Vers la fin de l'après-midi, après avoir caché la précieuse valise contenant les armes, je me dirige vers Nespouls que je connais bien. Les premiers contacts avec des amis que je crois sûrs sont assez décevants: ils sont avec la Résistance, mais ils ont peur. J'obtiens malgré tout un peu de ravitaillement et je repars au lieu de rendez-vous.

C'est avec un immense soulagement que j'y retrouve mes deux amis, Henri Dussier et Plantadis.

Ils ont fait le voyage sans ennui. Ils ont pris les contacts nécessaires pour signaler notre présence et ils apportent du matériel de camping: toile de tente, ustensiles de cuisine...

Le détachement Grandel² est né.

1. Ultérieurement, Henri Valéry assura de dangereuses liaisons, et des transports de matériel à travers la Zone sud, avant de devenir commissaire technique dans une interrégion.

2. Jean Grandel, maire communiste de Gennevilliers, fusillé à Châteaubriant le 22 octobre 1941.

Henri DUSSIER.

Justin (Edouard Valéry) nous a rejoints: nous nous abritons tous les trois dans une cabane de chantier, dans une carrière de la route de Nespouls. Puis nous préférons une petite grange entre la route de Turenne et la voie de chemin de fer. Le propriétaire, Fernand Delfour, se rend compte de notre présence, vient nous voir, puis nous conduit dans la forêt de Turenne, près du lieu-dit « La Piraterie » où habitent sa mère et sa grand-mère.

Ces deux braves femmes nous ravitaillent et cherchent à nous mettre en liaison avec les paysans sûrs des environs. Nous trouvons parmi tous ces gens une aide généreuse malgré le danger: il y a des membres de la « Légion » dans la commune, dont le maire.

Justin prend contact avec Georges Logothetis, et organise avec lui l'arrivée des maquisards. Le premier qui nous rejoint est Jean Nin (Luc). Les nouveaux venus nous arrivent de la part de M. Henri Gauthier, à Objat. Le lieu de rendez-vous est la carrière de la route de Nespouls ou les deux ponts de Granges.

« LE GANG DES BICYCLETTES »

Edouard VALÉRY.

La basse Corrèze est moins sévère que la haute Corrèze. Il y a cependant de vastes zones boisées et vallonnées. Les forêts de Turenne et de Lanteuil offrent de bons refuges, mais les points d'eau sont rares, surtout dans la forêt de Turenne. Il faut s'installer près d'une des sources trop faciles à repérer sur les cartes, ou ce qui est préférable, profiter de l'eau claire des ruisseaux.

La population, formée essentiellement de petits paysans propriétaires de leurs terres, est hostile aux Allemands et à leur cortège de réquisitions. Cependant, un certain nombre d'entre eux sont paralysés par la peur des représailles possibles. Il faudra leur donner confiance.

Il sera nécessaire de veiller également sur quelques éléments plus ou moins liés à la Légion ou à la Milice de Pétain.

Une liaison étroite est établie avec les mouvements actifs de la Résistance de Brive et de la région: Parti communiste, C.G.T., etc.

Me voici donc revenu dans cette région de Brive-Turenne que je connais bien. Grâce à une bonne organisation du recrutement, les hommes ne manquent pas.

Tout d'abord, il faut organiser la vie du maquis: aménager des abris, trouver du ravitaillement, créer un réseau de soutien par la population sans lequel la vie dans les bois est impossible.

La première action, après être allé une nuit embrasser mes parents que je n'avais pas revus depuis huit mois, a pour but de récupérer des tickets d'alimentation. C'est la mairie de Cressensac

qui reçoit notre visite. L'opération se déroule très vite et sans incident notable. Nous faisons irruption dans le local, l'arme au poing. Il y a là cinq ou six personnes qui n'opposent aucune résistance. Après avoir rempli une musette de tickets divers, nous enfourchons nos vélos et nous filons vers la forêt de Turenne qui est toute proche.

Les journaux parlent de cette attaque comme d'un « hold-up » surprenant effectué, en somme, par ce qu'on pourrait appeler « le gang des bicyclettes »! Ainsi renseigné, mon frère Henri, qui est agent de liaison du commissaire interrégional Reynal, vient nous voir quelques jours plus tard pour chercher des titres d'alimentation qui font défaut aux responsables illégaux des villes. Par la même occasion, la liaison avec l'interrégion est établie.

Par contre, l'armement fait cruellement défaut. Nous disposons de deux mitraillettes « Sten » provenant du détachement Faïta, de vieux fusils et revolvers de tous calibres.

Cette situation n'échappe pas au commandement régional des F.T.P. composé à cette époque de Martial (Connangle), commissaire aux effectifs, de Guy (Chapdeville), commissaire aux opérations et d'Alexis (Logothétis), commissaire technique.

Nous pestons contre les gaullistes de Londres et l'Intelligence service qui ne soutiennent la Résistance armée sur le sol de France que du bout des lèvres.

Georges LOGOTHETIS.

Pour les besoins du détachement Grandel, je demande à Léon Lanot de céder une partie des armes et des explosifs qu'il a obtenus récemment par parachutage. Il accepte.

L'effectue le transport dans la nuit en compagnie de Raymond Relier (Alain): six mitraillettes Sten, des chargeurs et munitions, des explosifs, et le premier revolver « Albion ». Mais cela ne suffit pas pour armer tout le monde.

Edouard VALÉRY.

Le détachement grossit rapidement. Le soutien de la population se concrétise. J'ai tout de suite le contact avec un jeune de Nazareth, Elie Dupuy¹, qui apporte son soutien au maquis avec enthousiasme et efficacité. Il organise les « légaux » et déjà un premier groupe est constitué à Nazareth. Nous décidons de venir installer le camp Grandel au milieu de cette première zone de sympathie et de sécurité.

Nous déménageons d'ailleurs juste à temps pour échapper aux investigations de la police, mise sur les dents sans doute par l'action de Cressensac et la publicité qui a été faite autour.

En effet, quelques jours après notre départ, deux patrouilles de gendarmes et de G.M.R. accompagnées par des inspecteurs de la police judiciaire, nous recherchent au point du jour à l'ancien emplacement du camp. Les gendarmes entendent des hommes parler à l'intérieur d'une baraque en planches. Croyant avoir affaire aux maquisards, ils ouvrent le feu sans sommations.

1. Elie Dupuy est actuellement maire de la commune de Jugeals-Nazareth.

Lorsqu'ils s'aperçoivent de leur erreur, plusieurs G.M.R. et un Inspecteur de la police judiciaire sont touchés à mort...

Cet incident ne fait pleurer personne au camp ni dans la région. Il démontre malgré tout, si c'était nécessaire, que la police est encore aux ordres de Vichy et qu'il ne faut attendre d'elle dans l'immédiat, ni complicité, ni même la moindre mansuétude.

Voir page suivante une version plus précise de Georges Magne (employé ferme Delfour)

COMME UN POISSON DANS L'EAU

Edouard VALERY.

Il faut organiser au plus vite le réseau serré des « légaux » qui ravitailleront, renseigneront et protégeront le maquis. Elie Dupuy s'y emploie toujours efficacement. Dans chacune des communes de Nazareth, Noailles, Nespouls, une section est constituée. Ces sections forment une compagnie qu'il commande. Dès lors, dans cette ambiance de chaude sympathie, le détachement Grandel vit vraiment « comme un poisson dans l'eau »¹.

Quelques pétards de dynamite devant la porte des « légionnaires », des sympathisants de la Milice ou des maires un peu trop zélés pour les réquisitions suffiront pour faire comprendre, aux uns qu'ils ont tout intérêt à ne rien voir ni rien entendre et aux autres, qu'il faut ravitailler le maquis et ne rien donner aux Allemands.

Henri DUSSIER.

Le ravitaillement qui nous est nécessaire est de plus en plus important. Au début, nos amis paysans arrivaient à nous fournir en pain, puis, nous avons fait appel au boulanger de Nespouls. Maintenant il nous faut une fournée de 80 kg tous les deux jours.

Vigne, le boulanger de l'avenue J.-J. Rousseau à Brive, arrive à nous l'assurer. Encore faut-il aller chercher ce pain de nuit, à trois ou quatre hommes et le ramener dans les remorques de vélos.

Un jour je vais même au ravitaillement avec la charrette et la jument du père Bachier, de Jugeals. Georges Magne, qui n'a que 17 ans, nous rend de précieux services dans la recherche de la viande. Grâce aux cartes d'alimentation que nous prélevons dans les mairies, nous pouvons recevoir le ravitaillement aux « Docks Corrèziens », chez Maletit, le négociant en fromages, etc.

Nous passons presque toutes les nuits à courir après une chose ou l'autre, sans compter les sabotages et les déraillements. Mais nous manquons toujours d'armes et de matériel, et une nuit de juillet, nous pénétrons à trois dans la caserne Brune, à Brive, malgré la présence

1. Citons parmi ces légaux, le père Bachier, Farmonier, Delmas, Morel, Cognat, Nicolas, Martin, Henri Girard l'instituteur de Noailles, Faurie et Régnier, de Nespouls, et tant d'autres.

de plusieurs compagnies allemandes. Luc nous y attend, ayant pu y entrer grâce au laisser-passer d'Auguste Monzat. Nous pouvons nous emparer de quelques armes et de matériel que nous enlevons dans une remorque de bicyclette.

Edouard VALERY.

Une cinquantaine de kilos de dynamite, de la mèche lente, du cordon détonant et des détonateurs sont « récupérés » aux fours à chaux de Noailles. Pour la recherche des armes tout le monde est mobilisé et en premier lieu les « légaux ». Ainsi, arrivent bientôt un armement hétéroclite et quelques munitions.

Au camp, nous avons un spécialiste de ce genre de récupération : un ancien carrier surnommé « La Flèche ». Toujours débraillé, les cheveux en broussaille débordant par-dessous son béret, un mégot éteint aux lèvres, goguenard, rusé comme un braconnier ; une figure mémorable, ce « La Flèche ». Il est continuellement par monts et par vaux, muni de son « Mauser », poussant un vieux vélo derrière lequel il tire une petite remorque.

Nous restons souvent plusieurs jours sans le voir et lorsqu'il rentre, il rapporte une pleine remorque de légumes ou de viande, des objets utiles et aussi très souvent des armes qu'il obtient en déployant une diplomatie et une patience admirables.

Depuis quelque temps « La Flèche » nous signale que les Allemands prélèvent beaucoup de foin. Pour l'emporter, ils le mettent en bottes, moins encombrantes. « Dynamitéro » part donc en guerre contre les botteleuses. Il a toujours sur lui ou dans sa remorque, de la dynamite, quelques détonateurs et un peu de mèche lente, et au hasard de ses déplacements, il fait sauter ça et là une machine travaillant au profit des Allemands.

Un jour de l'été 1942, il a placé ainsi une charge sur une botteleuse, il a allumé la mèche lente, s'est éloigné et a attendu quelques instants : pas d'explosion ! La mèche lente, ayant sans doute trainé plusieurs jours dans une de ses poches, a dû prendre de l'humidité... Il s'approche pour la rallumer mais lorsqu'il arrive à proximité la charge explose... Il reçoit quelques éclats, il est brûlé à la figure et la déflagration le rend absolument sourd.

Le docteur Blayac, qui aide la Résistance, le fait admettre dans son service à l'hôpital de Brive.

Je l'accompagne jusqu'au bureau des entrées et comme il n'entend rien, je donne divers « renseignements » sur son compte : c'est un charbonnier qui vit seul dans les bois. Il a dû sûrement et suivant son habitude boire un peu trop et il sera tombé dans son brasier. Inutile de lui demander davantage d'explications car il risque de mal le prendre, c'est un vrai sauvage. De plus, il est sourd comme un pot !

Pendant que je brosse ainsi un portrait propre à satisfaire les curieux, « La Flèche » me regarde, un peu inquiet, essayant de lire sur mes lèvres ce que je raconte. Il me questionne : « qu'est-ce que tu dis ? » Je lui clairotte dans le tuyau de l'oreille : « Ne t'inquiète pas, je dis que tu es un brave type, ça va aller... » et je jette un regard entendu aux personnes présentes.

Le surlendemain, je reviens le voir. Il s'ennuie tellement que je ne peux l'empêcher de me suivre. Il n'est pas guéri, mais il est solide et il s'en tirera...

..

De plus en plus « l'autorité » du maquis se substitue à celle de Vichy. Un fait est significatif de l'évolution qui s'opère.

Le détachement Grandel est encore stationné dans le bois de Jugeals près de la source des Suspains. Elie Dupuy vient me voir un dimanche matin. Le curé de Noailles qui vient d'officialier à Nazareth, a annoncé dans son sermon que des scouts vont venir prochainement camper aux Suspains, c'est-à-dire à l'endroit où se trouve le détachement Grandel. Sans doute a-t-il appris par la « confession » d'un paroissien apeuré l'existence du maquis et, vraisemblablement, il pense ainsi nous obliger à partir ailleurs.

Nous rédigeons une lettre correcte mais ferme, indiquant que la place est prise et que nous comptons bien y rester. Il n'est donc pas question de faire venir des scouts. Au demeurant, ce genre d'activité ne paraît pas de saison.

Luc et deux autres maquisards portent eux-mêmes la lettre au curé de Noailles qui les reçoit convenablement et leur donne l'assurance de sa neutralité.

LYON, CHATEAUROUX, LIMOGES : LE MAQUIS CORREZIEN RAYONNE AU LOIN

Bernard FAITA.

En mai 1943, à la demande des chefs interrégionaux, nous constituons, avec quelques F.T.P. volontaires du camp Faïta, un groupe volant de combat, à la disposition du commissaire inter aux opérations.

En font partie, avec moi, trois garçons de Brive, Roland, Bacchus (Blancharel), Robert Pocaly¹, puis Moustic et deux jeunes Alsaciens. Nous nous rendons d'abord dans l'Indre où, sur les indications de Charlot (Sanson), nous enlevons le 28 mai, à la mairie de Graçay, machines à écrire, duplicateurs, cartes d'alimentation, etc. Autant dire que les porte-bagages de nos vélos sont chargés !

A cette occasion, l'un des nôtres, Roland, resté en arrière en raison d'une crevaison, est arrêté par les gendarmes.

Charlot et moi décidons de détruire à l'aide d'explosifs reçus lors d'un récent parachutage dans l'Indre, des camions allemands stationnant devant un atelier de Châteauroux. Le 31 mai, à l'aube, pendant que

1. Robert Pocaly fut à nouveau arrêté, peu après, en gare de Limoges. Il s'évada à nouveau, par la suite, du camp de Noë, dans les Landes.

Charlot fait le guet, je me glisse sous la longue file des camions, fixant sous chacun d'eux au bon endroit, un boudin de plastic piqué d'un crayon à retardement, dont j'écrase l'ampoule avec mes dents.

Non loin de là, une sentinelle allemande ne se rend compte de rien. Je place ainsi treize charges.

Les explosions commencent alors que nous venons à peine de quitter les lieux. Elles durent toute la matinée. Neuf camions sont détruits.

Cette action, qui fait sensation à Châteauroux, nous vaudra, dans *France d'Abord*, une citation et les félicitations du Comité militaire national.

TEMOIGNAGE de Georges MAGNE (Accrochage entre policiers (au premier emplacement du camp « Grandel » (voir pages 124-125)

Dans le livre d'Elie Dupuy « Le parcours d'un terroriste ordinaire » Georges Magne, employé de la famille Delfour (les premiers ravitailleurs du maquis « Grandel ») donne (page 116) une version plus précise de cet accrochage entre policiers :

« Grandel » a déménagé depuis plusieurs jours et s'est installé près de la source des Suspains à Jugeals Nazareth. Mais la police patrouille à l'ancien emplacement près de la ferme Delfour.

En ce début mai 43, il fait nuit noire. Les gendarmes de Meyssac se mettent en embuscade derrière un mur pour surveiller un chemin susceptible d'être emprunté par les maquisards, tandis qu'un groupe de GMR patrouille dans le même secteur.

Ces derniers arrivent sur l'embuscade des gendarmes qui entendant du bruit crient « Halte ! Police ! » La méprise est complète. Croyant avoir affaire aux maquisards, l'officier des GMR répond par un coup de pistolet qui déclenche aussitôt une fusillade nourrie de la part des gendarmes.

Le lendemain matin, la grand-mère Delfour se rendant à Turenne, peut voir trois paires de pieds dépassant de la couverture recouvrant les corps des victimes de la fusillade.

Le camp Faïta est le plus fort camp organisé (140 hommes environ). Mais je n'ai aucune relation avec Constanty (Germain) depuis sa libération, nos méthodes d'organisation étant différentes. Constanty centralise tous ses effectifs. Mon plan à moi est de disperser des camps à effectifs réduits selon le terrain et les moyens de ravitaillement.

Edouard VALÉRY.

Le 5 juillet 1943, c'est le drame de Varetz, en basse Corrèze.

Ce jour là, doit avoir lieu une réquisition de bétail. Au camp Grandel, nous nous proposons de faire d'une pierre deux coups : récupérer l'argent et empêcher la réquisition.

Lorsque les fonctionnaires vichystes arriveront sur la place où les vaches seront rassemblées par les éleveurs, les maquisards s'empareront de la caisse, jetteront des tracts explicatifs et s'en iront en chantant la « Marseillaise ». L'arrivée de la voiture des Vichystes sera confirmée par un ami local qui sortira au moment propice son mouchoir de la poche. Ce sera le signal d'attaque.

En réalité, l'affaire tourne mal : le caissier, malgré la menace des revolvers, ne lâche pas sa sacoche et tente de s'enfuir à travers la foule des personnes rassemblées, en jetant une poignée de billets de banque pour faire diversion. Des coups de feu sont tirés. Par qui ? Un Vichyste ? Un jeune maquisard perdant son sang-froid ?... Le caissier glisse et tombe, lâchant la sacoche.

Mais le drame a eu lieu : un cultivateur demeurant à Ussac, M. Bodilis, est couché à terre, frappé à mort par une balle perdue.

Consternés, les maquisards se replient emportant l'argent, les uns dans la voiture de la réquisition, les autres à vélo. Ainsi leur volonté d'aider les paysans dans leur opposition aux réquisitions a abouti à un drame qui bouleverse tout le monde.

Et la propagande vichyste ne manque pas, bien sûr, d'exploiter le fait en essayant de dresser les paysans contre les « terroristes ».

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Le 6 juillet, à Marcillac-la-Croisille, le car-camion des G.M.R. est attaqué à la bombe et incendié par Marcel Fieyre et le groupe « Pierre Semard ».

Un peu partout, on signale des « récupérations » de couvertures et matériels divers ; la gendarmerie procède à des arrestations de réfractaires.

Pierre PRANCHÈRE.¹

Le 7 juillet, Eugène Plaze, ravitailleur du maquis, est arrêté par les gendarmes à Saint-Merd-de-Lapleau. Les deux camps de la région, l'un F.T.P., le groupe Rechaussière, l'autre de l'Armée secrète (un

¹. Pierre Pranchère fut élu député de la Corrèze en 1956 et en 1973.

groupe qui a déjà subi l'attaque des G.M.R. dans les gorges de la Dordogne) décident une opération en commun pour libérer Plaze.

Je suis moi-même, à 16 ans, agent de liaison et ravitailleur du camp de l'A.S., et la vue des maquisards des deux formations surgissant au coude à coude du sous-bois me fait chaud au cœur.

Un accrochage a lieu entre maquisards unis et G.M.R. au Poteau de Faugeras. Dans la nuit un F.T.P. d'origine marocaine est blessé et arrêté¹. Au maquis on gardera le souvenir réconfortant de cette action commune des deux organisations armées.

14 JUILLET 1943 : « ROLAND » VANGIERDEGOM PREMIER MORT AU COMBAT

TEMOIGNAGE COLLECTIF

A Brive, « départ » pour le S.T.O. le 12 juillet : 210 convoqués, 13 présents. Nouveau départ le lendemain : 150 convoqués, 7 présents.

Dans les jours qui précèdent le 14 juillet 1943, devant le peu de résultats obtenus par les policiers de Vichy dans la chasse aux réfractaires, et prévoyant un redoublement de l'action des maquisards et des résistants à l'occasion de la fête nationale, le commandement allemand décide de faire intervenir ses troupes.

Un millier d'Allemands débarquent en gare de Tulle et aussitôt, on leur fait ratisser les bois sur le Plateau des Etangs.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, alors que le groupe dirigé par René Guiral va faire sauter des pylônes, à Laguenne, les Allemands surprennent, près du village de la Bessoule (Saint-Pardoux-la-Croisille) quatre hommes du camp Guy Môquet venus chercher du ravitaillement : Meunier (Vinatier) ; Déplumé (Chèze, de Meymac) Raoul et Roland.

Nos gars font preuve de beaucoup de cran. Le combat s'engage. Un Allemand est tué, trois autres blessés, mais nous perdons un F.T.P., Roland : c'est le premier combattant qui tombe sous les balles ennemies en Corrèze. Le vrai nom de Roland est Auguste Vangierdegom. C'est un jeune meusien de 22 ans, né à Mézières.

Le corps de Roland est retrouvé le lendemain par les paysans des environs. Son corps est criblé de coups de baïonnettes, et sa figure écrasée à coups de crosse et de talon. Roland est enterré à La Roche-Canillac, une foule nombreuse venue des environs assiste aux obsèques.

Le 14 juillet, les Allemands arrêtent, au château de Pebeyre, Neuville Joffroy, du C.O.P.A. Il sera déporté.

¹. Ikreléf Abdel Kader (dit Blanchette) s'évadait au début de 1944 de la prison de Limoges, en compagnie du F.T.P. Lucien Sahuguet, lui aussi du groupe Réchaussière.

produit de temps à autre et il arrive, hélas, aux Allemands de savoir en profiter.

Pendant ce temps, le camp Faïta, en Haute-Corrèze, poursuit son aventure.

Louis PORTE.

Dans la forêt de Châteauvert, nous sommes trop près du camp de La Courtine, où d'importantes forces allemandes sont cantonnées. En août, notre camp va s'installer dans la forêt des Trois-Faux, dans la commune de Couffy. Nous sommes plus de cent hommes à l'effectif d'un seul maquis, ce qui est vraiment lourd à diriger et dangereux. Malgré ce handicap, le ravitaillement est assuré d'une façon permanente aussi bien à Châteauvert qu'aux Trois-Faux, par les légaux d'Ussel et des environs, ainsi que par les fermes qui se trouvent à proximité du camp.

Dans le cadre des directives F.T.P. de sabotages de la machine de guerre nazie, nous faisons sauter la voie ferrée Bordeaux-Clermont, des installations de pompage de la gare d'Ussel, et d'innombrables pylônes de haute tension.

D'autre part, Germain a toujours gardé le contact avec les chefs locaux de l'armée secrète, Le Moigne en particulier, qui dirigent chez nous de nouvelles recrues.

Nous tapons des tracts destinés aux Allemands cantonnés à La Courtine, pour les convaincre que leur guerre est injuste, et que tôt ou tard le régime nazi et ses armées seront battus. En équipe, nous jetons ces tracts par dessus le mur du camp allemand.

Toutes ces actions, malheureusement n'ont pas l'approbation de tous nos compagnons. Beaucoup aimeraient nous voir cantonnés dans l'immobilisme et de longues et graves discussions ont lieu journellement. L'affiliation de notre camp aux F.T.P. rencontre des oppositions de la part d'hommes que l'armée secrète a envoyés chez nous et de la part des « giraudistes ».

Germain lui-même a dû, je pense, faire quelques concessions à un chef d'une organisation giraudiste (un capitaine) qui nous a fourni en équipement et en matériel parachuté.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Le 20 août, le camp de Fraysse, à Saint-Bonnet-Elvert, est attaqué par les G.M.R. Tous les maquisards réussissent à se sauver, mais deux d'entre eux sont arrêtés, le lendemain, dans la cabane de Louis Tronche, à Bourlioux. L'un est Raoul, l'autre André Noirjean.

Le 24 août, un bataillon allemand venant de La Courtine cerne le bourg de Sornac : tous les hommes sont rassemblés sur la place et des maisons perquisitionnées.

Depuis des semaines, à Brive, Tulle, Ussel, la Gestapo procède à des arrestations et des perquisitions. Elle recherche en particulier Caulet, professeur au lycée de Tulle, animateur du Front national clandestin.

OBJECTIF PRIORITAIRE : TOULOUSE-PARIS

Edouard VALÉRY.

La circulation ferroviaire, en Corrèze est importante. La voie ferrée électrifiée Toulouse-Paris traverse le département du sud au nord et les Allemands l'utilisent largement. Elle draine vers Paris et la frontière d'énormes quantités de marchandises, fruits du pillage organisé du sud-ouest de la France. Des trains complets de vin du Midi y défilent.

La ligne à voie unique venant de Capdenac et montant vers Limoges double, s'il le faut, la ligne principale. En outre, la voie ferrée Bordeaux-Clermont-Ferrand dessert les usines d'armement de Tulle. Brive est un important nœud ferroviaire.

Le travail de sabotage doit donc être intense dans ce domaine : il faut couper les voies, détruire les wagons et les locomotives, saboter l'équipement électrique.

Grâce à « La Flèche », j'apprends, ainsi que tout le détachement Grandel, à manipuler les explosifs.

A plusieurs reprises, nous tentons de faire dérailler un train à l'aide de la dynamite des fours à chaux. Nous relierons deux détonateurs avec du cordeau détonant. Un de ces détonateurs est introduit dans la charge d'explosifs ; l'autre est placé sur le rail. La locomotive en écrasant ce dernier fera exploser l'ensemble de la charge. Chaque fois, l'explosion est bien déclenchée et quelques centimètres de rail sont coupés, mais le train ne déraille pas...

Nous sommes un peu découragés. Je fais part de nos échecs à Martial (Eugène Connangle).

Le commandement F.T.P. nous envoie alors un spécialiste des sabotages de voies ferrées qui a déjà opéré dans la région de La Souterraine. Il porte une pleine valise de plastic et d'accessoires divers.

Le premier déraillement pleinement réussi est effectué sur la ligne Brive-Capdenac. Le matériel est placé sur les rails à la sortie du tunnel de Montplaisir, dans la descente vers Brive.

Nous sommes assis dans l'herbe en attendant l'arrivée du train. Nous entendons non loin de nous une sorte de ronflement qui paraît être celui d'un homme endormi. Nous sommes intrigués et nous parlons à voix basse.

Le train arrive, une lueur jaunâtre et une formidable explosion se produisent suivies d'un long bruit de ferraille entrechoquée.

Près de nous, brusquement, un bruit de verre brisé et le martèlement des pas d'un homme qui rejoint en courant la voie ferrée. Le mystère du ronflement singulier est éclairci : il s'agit tout simplement du « requis » pour la garde de la voie ferrée qui s'était tranquillement endormi auprès d'un litre de vin rouge bien entamé. Parmi nous, c'est un éclat de rire général et sonore. Le déraillement est par-

ticulièrement réussi. La machine a déclenché l'explosion qui, avec un retard calculé de deux ou trois secondes, a sectionné le rail sur plusieurs mètres, juste sous le premier wagon.

Notre instructeur repart le lendemain. Après ce premier succès, nous avons hâte de faire seuls notre premier sabotage de train.

Mais, avant d'entreprendre les sabotages en série, il faut s'attaquer à la grue de 45 tonnes basée à Brive qui rétablit la circulation à chaque déraillement.

C'est une des premières opérations pleinement réussies du détachement Grandel. Elle a lieu le 18 août 1943.

Arrivés au nombre de huit par « l'itinéraire du maquis », qui passe par Noailles et Le Chauzanel, nous entrons dans le dépôt par l'arrière de l'A.S.P.O.

Quatre d'entre nous restent à l'entrée pour protéger le repli tandis que deux équipes de deux hommes pénètrent dans la rotonde.

La première, composée de « La Flèche » et de Propilowski, un ancien mécanicien du dépôt, est chargée de faire sauter la grue.

La deuxième équipe, dont je fais partie, doit mettre en route deux locomotives et les faire basculer dans la fosse de la plaque tournante pour rendre cette dernière inutilisable pendant quelque temps. Le signal doit être donné par l'explosion de la charge placée sur la grue.

Tout le monde est en place. Mais l'explosion tarde : plusieurs ouvriers s'affairent encore auprès de la grue qui rentre juste d'un déplacement.

Tandis que j'attends avec impatience, le veilleur de nuit arrive avec sa lanterne. Il visite les machines sous pression, remet du charbon, vérifie les appareils de bord. Il arrive à « ma machine » dont je ne veux pas m'éloigner car au signal il n'y aura pas de temps à perdre pour la mettre en marche... Je tourne en même temps que lui autour de la locomotive, essayant de me tenir à son opposé.

Brusquement, par suite d'une fausse manœuvre de ma part, me voici nez à nez avec lui. Que faire ? Le tenir en respect avec mon arme ? L'assommer ? Lui dire que je suis un maquisard ? Je risque de faire rater toute l'opération...

Mon coéquipier pendant ce temps est de l'autre côté de la rotonde et reste coi. Au fond, il vaut mieux ruser, d'autant plus que le veilleur de nuit m'en donne l'occasion. Un dialogue curieux s'engage :

— Que cherches-tu, me dit-il, ta machine ?

— Oui, je ne la trouve pas...

— Quel est son numéro ?

— Je ne me souviens plus très bien (je dis un nombre au hasard).

— Qu'est-ce que c'est ce numéro ? (il réfléchit, regarde un papier).

— Mais elle n'est pas là, dit-il. Viens avec moi au bureau, nous allons mettre cela au clair.

— Tu es fou, tu vas me faire enguirlander. On va me mettre à la porte.

— Mais non, mais non, viens.

Et il fait quelques pas vers le bureau.

Fort heureusement, à ce moment-là l'explosion retentit. Je grimpe sur ma machine et j'actionne le levier de mise en marche comme l'avait indiqué Propilowski, et je saute à terre. J'entends le souffle puissant de la locomotive qui démarre et ensuite un grand bruit de ferraille.

Je rejoins mes camarades de l'autre équipe à proximité du foyer des cheminots. L'explosion a alerté quelques ouvriers : ils sont cinq ou six sur le pas de la porte, nous ne pouvons pas passer sans qu'ils nous voient.

D'autre part nous n'avons pas de temps à perdre. Je m'approche d'eux et leur demande :

— Que se passe-t-il ?

— Nous ne savons pas, quelque sabotage sans doute !

— En tout cas, nous, nous n'attendons pas qu'on vienne nous cueillir, nous nous sauvons !

— Vous êtes les requis chargés de la garde du dépôt ?

Je leur lance un « oui » au milieu des rires, tandis que nous rejoignons le groupe de protection et que nous reprenons la route du camp.

Le sabotage a été efficace. La grue est inutilisable pour longtemps et plusieurs machines sont bloquées dans la rotonde.

Le 23 août, nous faisons dérailler un train de marchandises à Noailles et, le 24, les cheminots détruisent une nouvelle locomotive à Estavel.

Le 1^{er} septembre, un convoi entier transportant du vin déraile, après explosion sur la voie, dans le premier virage à la sortie de Brive, sur la ligne de Limoges. Dix-sept wagons foudres sont détruits, et le précieux liquide inonde un pré au lieu de rejoindre l'Allemagne.

LES MOUCHARDS

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

En général, les maquisards sont groupés discrètement dans un coin de forêt à l'abri de quelque vallonnement, utilisant des abris de fortune : bâches, cabanes, sapes dans les pentes du sol. Ils disposent d'un armement peu abondant et hétéroclite, allant du Mauser de la guerre 14-18 à la mitraillette « Sten » parachutée quelques semaines avant. Ils reçoivent, des villages voisins, un ravitaillement suffisant mais, naturellement, le tabac manque d'autant plus que les gars sont souvent inactifs.

Le recrutement des jeunes réfractaires étrangers au département pose des problèmes délicats de sécurité. Les cheminots jouent, dans cette

tâche, un rôle de premier plan. A Brive, Tulle, Ussel, ils surveillent les arrivées des trains, et interpellent les jeunes gens qu'ils voient hésiter sur le quai, une valise à la main.

— Tu veux te « planquer » ? Ecoute...

A Ussel, on adresse généralement les jeunes gens chez Félix Nouaille, au passage à niveau de la gare de Maussac. A Tulle, on leur fait prendre le « tacot », où tout le personnel est complice, vers un des divers « points de chute » de la ligne. A Brive, on adresse les jeunes gens au Burg de Varetz, puis, plus tard, par la gare de Noailles, on leur fait gagner un carrefour de route vers La Gleyjolle.

Bien sûr, le danger est grand de recevoir, par des voies pareilles, des envoyés de la police, et il faut prendre des dispositions en conséquence.

Edouard VALERY.

Le détachement Grandel, aux Suspins, est obligé de partir précipitamment pour aller s'installer dans la forêt de Lanteuil. En voici la raison.

Un jeune homme s'est présenté chez Julien (Elie Dupuy), disant qu'il avait été arrêté par les miliciens et qu'il s'est évadé d'un hôtel occupé par la Milice près de la gare de Brive. Il a emporté une arme avec laquelle, d'ailleurs, il a tiré plusieurs balles pour protéger sa fuite... Il montre, en effet, un beau parabellum de 9 mm.

Nous sommes sceptiques. Je lui retire son arme et le fais surveiller. Afin de vérifier ses déclarations, j'envoie un maquisard dans le secteur de la gare de Brive où les prétendus coups de feu ont dû soulever quelque écho.

Se sentant pris, notre « évadé » trompe la vigilance de son gardien et s'enfuit¹.

Cette fois, il faut déménager tout de suite. Dans la nuit du 24 au 25 juillet 1943, le détachement gagne la forêt de Lanteuil près du château de La Boudie, sous la protection des légaux. Dans les villages traversés, derrière les fenêtres éteintes, les épouses des légaux et les amis plus ou moins prévenus assistent au passage de la colonne silencieuse.

Une véritable osmose s'établit entre la population et son maquis.

Le 27 août 1943, nous avons au camp Grandel un premier blessé.

Au retour d'une « récupération » de tickets d'alimentation à la mairie de Varetz, quatre maquisards sont attaqués par des gendarmes qui les attendent au Chauzanel. Gaston (Léon Carreymat), un gaillard solide, est blessé grièvement. Un autre camarade est prisonnier. Le petit groupe de gendarmes est commandé par le gros et gras adjudant de la brigade de Brive.

1. Dans la nuit du 21 au 22 juillet, un jeune réfractaire du camp Grandel, L.C., se fit arrêter en gare de Brive. Il livra à la police l'emplacement du camp Grandel et celui de la forêt des Trois-Frères, près de Maussac, où il avait d'abord séjourné (Rapport de police).

Au détachement Grandel c'est la consternation. Les deux rescapés disent qu'ils ont vu tomber Gaston, qu'il est probablement mort.

Un groupe se prépare en hâte pour aller jusqu'au Chauzanel voir ce qui se passe et si Gaston est vraiment mort, pour faire payer cher leur forfait aux gendarmes responsables.

Tout à coup, à notre grande surprise, Gaston sort des broussailles, les vêtements en lambeaux, le visage ensanglanté, une plaie au cou. Nous l'entourons et lui donnons les premiers soins avec les quelques médicaments dont nous disposons. Une balle explosive lui a mis à nu deux vertèbres.

Le commissaire technique Logothétis, ayant appris la nouvelle, arrive presque aussitôt avec sa voiture et va chercher le docteur Freschinos, de Malemort, pour faire donner les soins nécessaires au blessé. Le médecin arrive et un abri est transformé en infirmerie. J'assiste à cette intervention pratiquée dans des conditions délicates. Je serre les poings de colère tandis que Gaston, silencieux, supporte la douleur avec courage, de grosses gouttes de sueur perlant sur son front. Le lendemain, Logothétis emmènera le blessé à l'hôpital de Clairvivre, en Dordogne.

Une rapide enquête permet de découvrir la personne qui a mis la police sur le chemin de repli des camarades. « La Flèche » part aussitôt avec une petite équipe, et les habitants de Varetz peuvent entendre l'explosion qui emporte un balcon et un pan de mur de la maison de l'indicateur.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Le 1^{er} septembre, le capitaine Raoul Desvignes, chef de l'A.S. Corrèze depuis l'arrestation de Martial Brigouleix, est arrêté à Allasac par la Gestapo. Un mouchard a parlé.

Transféré à Limoges, Raoul Desvignes y meurt le 23 septembre, à la fin du second « interrogatoire ». La Gestapo l'enterre sous un faux nom.

André VIALLE.

Le 30 septembre, un hôtelier de Clergoux, François Parel (F.T.P. légal), signale au maquis un « client » suspect de son hôtel, disant se nommer Schmidt, et ne se cachant pas pour demander autour de lui des renseignements sur les maquis de la région. Il lui arrive même d'en demander aux maquisards qu'il rencontre à Clergoux.

Cabochard et quelques hommes arrêtent ce Schmidt dans le car de Tulle. Ils trouvent sur lui une carte d'état-major indiquant très exactement les emplacements de 11 camps F.T.P. et A.S. sur le Plateau des étangs, et aussi plus de deux cents photographies de résistants recherchés, parmi lesquels bon nombre d'amis des environs !

Schmidt est exécuté sur le champ.

Quelque temps après, l'interrégion nous signale la présence, dans les bois d'Eyrein, à 3 km seulement du poste de G.M.R., de « maqui-

Déserteur

Grandel



20^e Brigade Régionale
de Police de Sûreté
de LIMOGES

-:-:-:-:-

n^o 665

c/ X.

homicide volontaire, blessures volontaires,

~~nommé~~ Louis, 19 ans,

détenu à la Maison d'Arrêt de Tulle.

quarante trois ,
vingt six Juillet , à la Maison d'Arrêt de Tulle
POUCAT Jean , Commissaire de Police du
xxxxxxx Service Régional de Police de Sûreté de Limoges
Limoges

23 juillet 1943

Pierre PRAT

e Brive

26 juillet 1943

le Doyen des

Tulle

X .

'homicide volontaire, blessures volontaires,
vol en réunion et à main armée. ~~nommé~~ Louis,
19 ans, cultivateur,

Je me nomme ~~nommé~~ Louis, je suis né le
17 janvier 1924 à Blois (Loire et Cher) de Eugène et
de Marie-Louise ~~nommée~~ décédée. Je suis célibataire.
J'exerçais la profession d'ouvrier agricole. J'habitais
Choussy-sur-Cisse (Loire et Cher). Je sais lire et
écrire. Je n'ai jamais été condamné.

Je suis actuellement détenu à la maison
d'Arrêt de Tulle parce que j'ai été pris en flagrant
délit de vol d'un colis en gare de Brive et aussi par-
ce que j'étais porteur d'un parabellum chargé. Cette
arme m'avait été donnée au camp de Mabsac (Corrèze)
où je m'étais réfugié pour ne pas partir travailler
en Allemagne.

...../

En effet je travaillais dans une petite usine de menuiserie à Theillay (L & C) et au mois de mars j'ai reçu un avertissement pour me tenir prêt à partir en Allemagne; au mois de juin j'ai reçu une convocation pour partir à Dortmund (Allemagne), je suis alors parti de chez moi, sans dire à mes parents où j'allais et je me suis rendu en Corrèze où on m'avait dit qu'il y avait des camps où se réfugiaient ceux qui ne voulaient pas aller travailler en Allemagne.

J'ai pris le train jusqu'à Brive, puis je suis allé à Ussel et enfin à Maussac (Corrèze) où je suis descendu. Lorsque j'ai été arrêté à Brive le 22 juillet courant j'ai donné tous les détails sur les endroits où j'ai passé dans le "maquis" à la Police municipale de Brive qui m'a arrêté.

Dans le dernier camp où je suis passé, qui se trouvait à trois kilomètres environ de Jugeal-Nazarette, camouflé dans les bois, il m'a été donné d'apprendre que les deux principaux chefs de ce camp avaient participé à l'attentat de Varetz.

Dans ce camp, dont je ne pourrais pas mieux préciser l'endroit nous étions environ 25. Un peu plus loin, j'ignore la direction, car je n'y suis jamais allé, je sais qu'il y avait un groupe de 150 hommes environ. Nous avions chacun une arme qui était soit un revolver, soit un parabellum, soit une mitrailleuse ou un fusil. Comme arme automatique il y avait pour tout le groupe deux fusils-mitrailleurs français et deux mitrailleuses de fabrication anglaise de calibre 9 m/m. Nous étions assez bien nourris, nous avions de la viande à chaque repas et des légumes. Je ne pourrais pas vous dire d'où cela provenait car je ne suis jamais allé au ravitaillement. Je suis resté un peu plus d'un mois dans ce camp et le 21 à midi on m'a dit que je devais rejoindre Maussac, nous étions 7 à partir; on nous avait donné à chacun l'argent pour faire le voyage en chemin de fer, soit 50 francs environ. Le chef VALÉRY était avec nous et devait nous conduire. Nous sommes descendus à pied jusqu'à Brive et là nous nous sommes séparés pour ne pas nous faire remarquer, nous devions nous retrouver à la gare à 4 heures 45 du matin. C'est alors que étant seul sur le quai j'ai volé seul le colis. Je dois vous dire que lorsque je suis arrivé au camp près de Turenne où j'étais en dernier, les chefs VALÉRY et ALEXIS m'ont pris les 1.500 francs que j'avais sur moi et qui représentaient mes économies ainsi que mes cartes d'alimentation et d'identité. Ils m'ont dit en même temps que si, je voulais partir ils me tireraient une balle dans la peau. Dans le camp qui était constitué par cinq tentes en toile imperméable genre camping sous chacune desquelles on pouvait tenir une dizaine. Pendant le temps que j'y suis resté on n'a jamais changé de place. On nous faisait faire du maniement d'armes, mais on ne nous a jamais tenu des propos d'inspiration communiste. On nous disait que lorsque les anglais arriveraient nous serions avertis. Je n'ai pas remarqué qu'il y ait de poste de T.S.F. dans le camp. Je ne pourrais pas vous dire comment les chefs communiquaient entre eux.

...../

Mélange de
vrai et de
faux dans la
déclaration de
Louis C. E.V.

vrai

vrai

faux

faux

faux

vrai

faux



Sans doute vrai

Il y a environ 15 jours j'ai été mis incidemment au courant de l'attentat de Varetz dans les circonstances suivantes : Je suis rentré un jour vers 14 heures dans la tente où discutaient les deux chefs VALERY et ALEXIS ils disaient qu'ils pensaient "qu'il y avait plus dans la caisse" ? D'après ce qu'ils disaient j'ai compris qu'ils avaient fait partie de cet attentat et ils ont même parlé de PLANTADIS en disant de lui "qu'il s'était pas mal débrouillé". Ils ont même dit qu'il y avait eu un Gendarme de tué. Quand ils m'ont vu arriver ils se sont tus et ils ont repris leur conversation après mon départ, mais j'ai pu très bien entendre ce qu'ils disaient. C'est tout ce que j'ai entendu.

vrai

D'après ce que j'ai pu comprendre VALERY dont j'ai reconnu la photographie au Commissariat de Brive c'est celui qu'au camp on appelle " JUSTIN ". D'après la photographie c'est le deuxième des frères. Je ne sais rien de lui, car au camp on ne parlait jamais de notre vie privée. On m'appelait " MARCEL ".

faux

Le Chef du groupe était " ALEXIS ", "JUSTIN " étant son adjoint. J'ai cru comprendre un capitaine de réserve originaire de la Savoie. Il mesure environ 1 mètre 70, il est plutôt blond rouquin et il a une tache noire sur la face interne du poignet gauche, je crois. C'est tout ce que j'ai retenu de son signalement.

faux

Je n'ai pas vu PLANTADIS au camp de Turenne, mais je l'ai vu au camp de Maussac, il y a presque deux mois. J'ai formellement reconnu la photographie.

C'est tout ce que je sais sur l'attentat de Varetz. Je n'ai pas entendu dire qu'aucun des hommes qui étaient dans mon groupe y aient participé. Le jour où j'ai surpris la conversation des chefs c'est la première fois que j'entendait parler de cet attentat, que j'ignorais totalement.

S.I. - Je ne me rappelle pas du tout ce que j'ai fait le 5 juillet et je ne pourrais pas vous dire ce qu'ont fait les chefs ou les jeunes gens du groupe ce jour là.

Lecture faite, persiste et signe.

Le Commissaire de Police de Sûreté.

REFLEXIONS SUR L'INTERROGATOIRE DU DESERTEUR DE "GRANDEL"

L'interrogatoire de Louis C. illustre bien la crédibilité que l'on peut accorder aux documents de police de ce genre. Résistant fermement aux questions, voire à la torture ou bien acceptant de parler et donnant quelques renseignements, voire trahissant sous la douleur ou délibérément, l'individu interrogé dans les conditions de la résistance disait rarement toute la vérité, rien que la vérité... C'est donc avec beaucoup de précautions que de tels documents peuvent être utilisés par les historiens

Louis C. donne d'abord un renseignement exact : la participation de "GRANDEL" à l'affaire de VARETZ du 5 juillet 1943, organisée pour récupérer l'argent destiné à payer les vaches réquisitionnées pour l'occupant, mais qui se termine par un drame (voir extrait de "MAQUIS de CORREZE" p.127 sur pages précédentes).

Il donne aussi deux autres renseignements qui intéressent au plus haut point la police :

- l'emplacement du camp "GRANDEL", près de JUGEALS-NAZARETH
- sur les photos qui lui sont présentées où nous figurons, mon frère et moi, de face et de profil, il me reconnaît et me désigne comme étant le responsable du camp sous le nom de guerre de "JUSTIN". (Donc, à partir de fin juillet 1943, la police sait que "JUSTIN" c'est Edouard VALERY. Fort heureusement pour moi, muté début décembre 43 à la tête de la compagnie FTPF de la région d'USSEL, je pris le nom de "FERNAND" et au début mai 1944, muté en DORDOGNE comme C.O.R. -Commissaire aux Opérations Régional- je changeai encore de nom et prenais celui de "LECOEUR". Ainsi les policiers eurent sans doute quelques difficultés à me suivre...)

Louis C. par contre, donna, délibérément ou inconsciemment, deux faux renseignements qui brouillèrent quelque peu ses déclarations et empêchèrent une attaque immédiate du camp par les GMR :

- il mentit sur l'armement réel détenu par les maquisards qui étaient loin d'être aussi bien équipés qu'il le dit.
- il indiqua qu'un camp- purement imaginaire d'ailleurs- de 150 hommes existait à proximité de celui de "GRANDEL" ce qui fit hésiter le colonel qui commandait la compagnie de G.M.R. à nous attaquer avant d'obtenir plus de renseignement.

COPIE



Brive

6 juillet

3

20^e Brigade Régionale
de Police de Sécurité
de LIMOGES

Le Commissaire de Police de Sécurité **POUGAT Jean**

Affaire contre X

Monsieur le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE
Chef du Service Régional de Police de Sécurité,

Assassinat à Varetz

à LIMOGES

(Corrèze)

N° 8966

J'ai l'honneur de vous rendre compte des premiers résultats de l'enquête à laquelle je me suis livré en collaboration avec l'Inspecteur **DOUMERQU** conformément à vos instructions, et en exécution de la commission rogatoire en date du 5 juillet courant de Monsieur **Pierre PRAT**, Juge d'Instruction au Tribunal de première instance de Brive, délivrée contre X pour assassinat commis à Varetz le 5 juillet vers 10 heures du matin.

Hier matin vers 11 heures nous avons été avertis téléphoniquement par la Gendarmerie de Brive qu'un attentat venait d'être commis contre les membres de la Commission d'achat numéro de Brive qui venaient effectuer des réquisitions de bovins à Varetz (Corrèze). Nous sommes partis aussitôt et nous sommes arrivés sur les lieux vers 13 heures 30 le même jour.

D'après nos premières investigations et les renseignements que nous avons recueillis jusqu'ici l'attentat a eu lieu dans les circonstances suivantes :

La voiture "Celtaquatre Renault" numéro 9.645-D R- I, conduite par Mr **DAVID** président de cette commission et dans laquelle avaient pris place MM. **LAFENILLE**, expert, **VINY** expert également, **PINEAU** comptable et **BOULLE** payeur venait d'arriver sur la place de Varetz formée par le croisement de la route Brive-Objat et de la route Saint-Viance-Nansac, à 9 heures 45 environ, où se trouvaient une cinquantaine de personnes

La voiture s'arrête à son emplacement habituel, près de l'épicerie CROISILLE sur la droite, à quelques mètres du carrefour; tous les occupants en descendant sauf Mr BOULLE qui s'attarde pour retirer du coffre intérieur la caisse en bois contenant 215.000 francs destinés au paiement du bétail.

A ce moment là un individu apparaît à la portière arrière droite de voiture et braquant son revolver sur Mr BOULLE lui donne l'ordre de "laisser la caisse". "elui-ci n'en fait rien" et la saisissant à pleines mains il sort vivement de la voiture et court vers le café BOUHLE situé de l'autre côté de la route, à ce moment le jeune homme qui l'avait menacé tire sur lui à travers la portière dont la vitre était abaissée. Des complices qui se trouvaient en avant et en arrière de la voiture ouvrent alors le feu sur Mr BOULLE qui s'effondre en lâchant la caisse qui s'ouvre en tombant. Un des agresseurs s'empare de la caisse et la transporte dans la voiture.

Entre temps, Mr DAVID qui se trouvait à quelques mètres de là, alerté par les premiers coups de feu, se retourne et veut s'aller au secours de son collègue; il se trouve alors face à face avec un individu armé de deux revolvers qui fait feu sur lui de ses deux armes, sans l'atteindre, mais un des projectiles frappe en pleine poitrine un cultivateur qui se trouvait derrière lui, Mr BODILIS, 33 ans, marié, un enfant, qui s'affaisse mortellement touché la balle après avoir perforé le poumon droit ayant sectionné la veine cave inférieure et provoqué une hémorragie foudroyante (rapport d'autopsie).

Quelques secondes après les agresseurs se divisent en deux groupes. Trois d'entre eux fuient en bicyclette en direction de Brive en menaçant les gens de leurs armes, en effet deux sont armés chacun d'un revolver tandis que le troisième est armé d'un revolver et d'une mitraillette. Le deuxième groupe composé de trois ou quatre individus monte dans la voiture de Mr DAVID et s'enfuit en direction d'Objat en emportant la caisse.

Ses collègues, ainsi que quelques unes des personnes présentes se portent au secours de Mr BOULLE toujours étendu au milieu de la route. Ce dernier n'a été touché par aucun projectile, mais il s'est fracturé le fémur gauche en tombant.

Cette agression s'est déroulée avec une rapidité telle qu'aucune des personnes présentes n'a pu nous donner un signalement précis des agresseurs. Cependant quelques témoins ont reconnu en l'un d'eux un nommé PLANTADIN né le 12 avril 1925 à Brive, qui est déjà recherché comme auteur d'une tentative de sabotage d'un pont à Brive. Le signalement et la photographie de cet individu ont été





immédiatement diffusés par les soins du Service régional de Police de Sécurité de Limoges.

Nous avons procédé à l'audition des divers témoins du drame desquelles il ressort que les agresseurs sont pour la plus-part des jeunes gens de 15 à 20 ans dont certains au teint bruni paraissent être des étrangers.



L'agression a été nettement préméditée, car dès 6 heures 30 le 5 juillet plusieurs de ces jeunes gens ont été vus dans le village surveillant la route de Brive.

Nous recherchons continuellement et dans un rapport ultérieur nous vous rendrons compte du résultat de la suite de notre enquête.

Le Commissaire de Police de Sécurité.

MENTIONS :

La voiture de Mr DAVID a été retrouvée abandonnée dans la soirée du 5 juillet au lieu dit Bironneau dans la commune de Yssandon. Elle n'était pas endommagée et à l'intérieur se trouvait la caisse vidée de son contenu.

COMMENTAIRES SUR LE RAPPORT DU COMMISSAIRE DE SURETE : AFFAIRE DE VARETZ

Le Commissaire de Sûreté, PUGAT Jean, dans son rapport au Commissaire Divisionnaire de LIMOGES, attribue sans l'ombre d'un doute, la mort du paysan, le 5 juillet 43, à VARETZ, à un balles perdue tirée par un maquisard. Mais ces derniers, tous du détachement "GRANDEL", avaient affirmé aussitôt après cette affaire que d'autres coups de pistolet avaient été tirés, sans savoir ni d'où, ni par qui ... Il aurait d'ailleurs été surprenant que, contrairement à ce que laisse entrevoir le rapport du commissaire, étant donné les actions déjà menées en Corrèze et dans le secteur de Brive en particulier, par le maquis, aucun des cinq membres de la commission de réquisition, n'ait possédé une arme, avec ou sans l'autorisation de ses employeurs !... Qui fut réellement l'auteur du coup de feu mortel pour ce brave paysan qui avait amené sa vache à la réquisition ? La question reste toujours sans réponse...

Autre fait curieux mais sans doute facilement explicable: d'après, le rapport du Commissaire de Sûreté, il y avait dans la caisse du payeur, au moment de l'attaque, 215.000 Francs, somme relativement importante. Or - et je suis absolument formel, nous avons trouvé dans la caisse, 45.000 Francs seulement... Où étaient donc passés les 170.000 Francs manquants ?... Je pense que l'explication est toute simple : le comptable-payeur, par précaution, avait dû placer une somme réduite dans la caissette (45.000) et répartir le complément par petits paquets dans ses poches ou dans celles d'un ou plusieurs collègues. C'est sans doute une de ces petites liasses que, selon un stratagème bien rôdé, il éparpilla sur la chaussée au moment de l'attaque.

Quoiqu'il en soit, 170.000 Francs prirent bel et bien une direction qui reste inconnue !?. On peut donc légitimement penser que ce ne fut pas le détachement "GRANDEL" qui tira le plus gros profit de ce coup de main !...

Au fur et à mesure que nous nous connaissons mieux, la solidarité se renforce entre clandestins et paysans corréziens, solidarité qu'un rite, semble-t-il, doit sceller : faire « chabrol », une large rasade de vin versée dans l'assiette sur les dernières cuillerées de soupe.

De la chaumière au château : E. Valéry et moi effectuons une démarche à Castel-Navet, près de Varetz, où réside l'écrivain Renaud de Jouvenel. Nous lui demandons des livres pour les maquisards. En partant, nous savons que nous avons là un ami.

Edouard m'emmène un jour saluer, les parents de son camarade Robert Delord, qui vient de sortir de prison. Comme moi, Robert avait été arrêté en novembre 1940 pour reconstitution des Jeunesses communistes.

Pour l'heure, Robert est astreint aux chantiers de jeunesse, au camp disciplinaire de Murat, que je connais bien. Il ne fait pas de doute qu'il sera bientôt des nôtres.

J'apprends aussi, à cette époque, l'invraisemblable évasion du boulanger Marcel Vigne, que j'avais vu arriver à Saint-Paul-d'Eyjeaux en avril 1943. Il est sorti du camp en plein jour, en cisailant le grillage à l'aide d'une pince que sa femme lui avait fait parvenir dans un pain, et cela sous le nez du G.M.R. endormi sur son mirador !

Eugène Connangle, confidentiellement, au hasard de nos rendez-vous dans Brive, me signale tel salon de coiffure, telle boutique d'artisan, tel café (celui du pont du Buis par exemple), tel petit hôtel des vieilles rues, où se trouvent des amis, des résistants sûrs. On ne sait jamais...

Dans la ferme d'Eugène Matoue, à Varetz, Edouard Valéry et moi tirons, en novembre 1943, un petit journal dactylographié destiné aux maquisards : *Le Volontaire*. C'est Edouard qui trouve ce titre qui s'accorde si bien avec l'esprit de nos F.T.P. Le thème des articles est le mot d'ordre national des F.T.P. à cette époque : « S'unir, s'armer, se battre. » Le journal fait aussi le bilan des actions F.T.P. dans notre secteur.

Roger LESCURE.

Après mon arrestation d'avril 1943, ma femme Léonie¹ a continué à assurer, au « Verdanson », le service du recrutement des F.T.P., l'hébergement des responsables de passage, l'aide aux emprisonnés et à leurs familles, aidée en cela par l'épouse de Marcel Vigne. Les maris emprisonnés et pourchassés, les femmes continuent la lutte !

1. Léonie Lescure eut 17 membres de sa famille assassinés à Oradour-sur-Glane.

CHAPITRE III

LA CAMPAGNE D'HIVER (Novembre 1943 - Février 1944)

LES FORMES MULTIPLES DE LA RESISTANCE

Edouard VALÉRY.

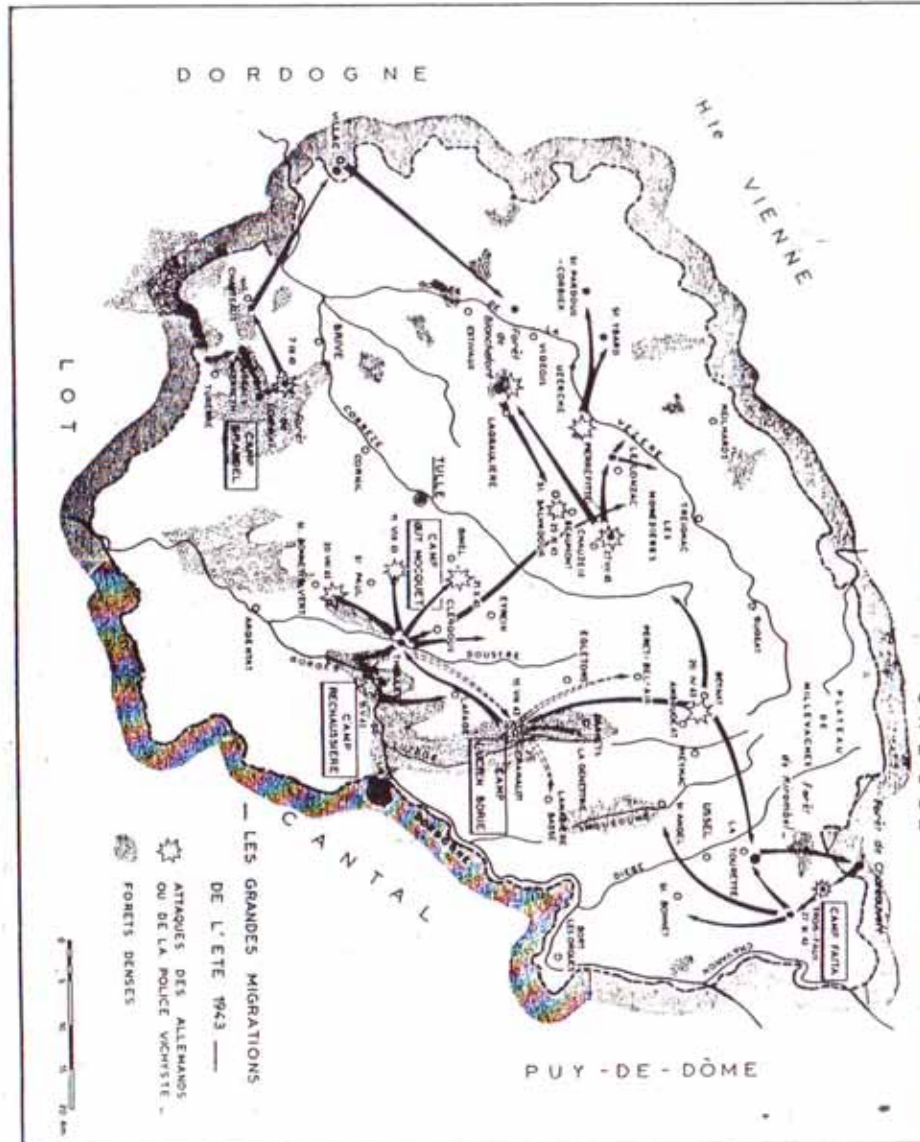
Arrivent un jour, au camp Grandel, trois hommes se disant officiers de carrière. Ils veulent rejoindre l'Angleterre. Ils ont sans doute pensé que, toutes les nuits, des avions nous ravitaillent de Londres. Je les détrompe immédiatement, et ils manifestent leur déception et leur mécontentement.

Je réunis le détachement pour leur expliquer, devant tous, notre lutte et nos espoirs.

La résistance armée est commencée sur le sol de France. Il faut, dans une guerre de partisans, désorganiser le réseau des voies ferrées qui permettent à l'ennemi de piller la France, saboter le matériel roulant et les usines qui travaillent pour l'occupant. Dès que notre armement le permettra, il faudra harceler, attaquer les Allemands eux-mêmes... Des hommes entraînés au métier des armes doivent participer à cette lutte et même en prendre la direction. Puisqu'ils ont la chance d'être dans un détachement de partisans, ils doivent rester en France, mener le combat pour la libération, combat qui est aussi noble que celui des armées françaises et alliées qui combattent sur les fronts...

Malgré l'approbation de tout le détachement, mon argumentation ne convainc pas les officiers. Après m'être assuré que nous n'avons pas affaire à des ennemis, je les laisse partir.

Cet épisode me laisse perplexe. Je ne comprends pas ces militaires... et eux-mêmes, ont-ils seulement cherché à nous connaître ? Quel fossé nous sépare ! La guérilla pour laquelle ils n'ont reçu aucune formation ne les intéresse pas ! Ils la sous-estiment visiblement, peut-être par mépris du peuple, des ouvriers et des paysans que nous sommes...



Sur cette carte figurent les déplacements des principaux camps de F.T.P., à partir de leur naissance, en février-mars 1943, jusqu'en octobre de la même année. Tous ont subi les attaques de la police vichyste ou des Allemands. Certains grands déplacements ne figurent pas ici : le camp Grandel est un essai du camp Falta, à la Tourette ; le camp Lucien Sampaix (Gimel), après l'attaque de mai 1943, émigrera vers le département voisin de la Dordogne. Les flèches en pointillés figurent le déplacement de retour sur Chamalot de Léon et l'éclatement du camp Lucien Borie.

millions de petits insectes qui la traversent dans un même sens, du sud au nord. En ce 2 septembre 1943, les doryphores livrent l'assaut à la Corrèze !

Au-delà du pont, Alexis (Logothétis), connu par l'intermédiaire de Thibaud, me présente à deux camarades : Martial et Louis.

Alexis est commissaire technique. Martial (Eugène Connangle, de Bergerac) est notre commissaire aux effectifs ; il sera donc mon « patron ». Louis (Paul Peyraud) est un dirigeant du Parti communiste clandestin en Corrèze.

On met au point ma prise de contact avec les camps.

Logothétis m'indique sur la carte Michelin, l'emplacement des camps de la 3^e compagnie. Il les a inventoriés récemment au cours de longues courses à bicyclette.

Mais le plus proche est le camp Grandel, à 11 kilomètres au sud de Brive. Je n'ai pas encore de vélo. Qu'à cela ne tienne, j'irai à pied demain, un petit billet de Martial servira de « passe ».

Edouard VALÉRY.

La police semble s'intéresser à nous de plus en plus. Des patrouilles sont signalées dans la région, des individus suspects essaient ça et là d'obtenir des renseignements sur le maquis. Un incident survenu au camp Grandel vient encore aggraver la situation.

Un abri confectionné avec de l'herbe sèche prend feu pour une raison inconnue. Nous ne pouvons maîtriser l'incendie et nous sauvons de justesse l'armement qui se trouve à l'intérieur, ainsi que des charges d'explosifs préparées pour un sabotage prévu pour la nuit suivante. Quelques munitions qui n'ont pu être retirées explosent au milieu d'une épaisse fumée noire.

Quinze Espagnols partent le soir même et, suivant en cela d'ailleurs des directives reçues du commandement F.T.P., vont fonder un détachement M.O.I. à quelques kilomètres de là. Le reste du détachement doit déménager le lendemain matin au point du jour et s'installer plus bas dans la vallée de la Loyre¹, à un endroit où, d'après les renseignements qui nous sont parvenus, les policiers auraient déjà patrouillé les jours précédents, paraissant ainsi vouloir visiter systématiquement toute la forêt de Lanteuil.

Le lendemain tout le monde est debout bien avant le jour et le gros du camp est déménagé aux premières heures de la matinée.

André ODRU.

Sur la route Brive-Meyssac, où je chemine des heures durant, deux camions de G.M.R. me dépassent. Ils ne s'arrêtent pas à ma vue : je devinerai plus tard pourquoi.

Chemin faisant, je rattrape une vieille paysanne installée sur son charretton à âne : elle veut bien me transporter pendant les derniers

1. Petite rivière se jetant dans la Corrèze.

kilomètres de côte, et je la quitte après le 11^e kilomètre, là où la route cesse de monter pour amorcer la descente vers Meyssac.

Que de mensonges n'ai-je pas inventés pendant cette heure de conversation avec cette brave paysanne !

Un chemin s'amorce à main gauche : je m'y engage. Le plan que m'a dessiné Martial est gravé dans ma tête. Je suis affamé. Tout en marchant, je fais un festin de grosses mûres cueillies dans les ronces.

Je laisse le hameau de Chauffingeal à ma gauche et je continue : le plateau, devant moi, s'enfonce en une vaste vallée boisée. Un garçon apparaît soudain. Il tient à la main un vieux fusil.

Je m'approche de lui comme on va vers un frère.

Lui appelle son chef : « Justin ! »

Edouard VALERY.

Je suis encore à l'ancien emplacement du camp où reste quelque matériel, lorsque la sentinelle arrive et m'annonce : « Justin, un « Monsieur » est là-haut, il veut te voir. Il a l'air louche ! » Je monte aussitôt au poste de garde. Un jeune homme de 22 ou 23 ans, bien habillé, portant des lunettes, l'air flegmatique, m'attend effectivement.

— J'ai un petit mot de Martial, me dit-il, je suis le responsable de la compagnie.

Martial ne m'a jamais parlé de compagnie avant ce jour, je n'ai, d'autre part, aucun autre papier écrit de sa main pour pouvoir vérifier l'écriture. Tout me recommande d'être méfiant.

— C'est Martial qui t'envoie, lui dis-je ? C'est bien un homme assez petit et gros ?

— Oui, répondit-il !

Or, Martial est plutôt grand quoique un peu voûté et maigre. Je lui pose une deuxième question :

— N'a-t-il pas dans sa figure quelque chose de particulier ?

— Non, m'est-il répondu.

Martial, en réalité a des traits et des particularités frappantes, des cheveux tout blancs et coupés en brosse.

Il n'y a pas de doute, c'est un agent de l'ennemi ! Martial est peut-être arrêté ?

André ODRU.

Justin, dont Thibaud m'a beaucoup parlé en excellents termes, et à qui je montre le papier de Martial, me pose d'abord des questions bizarres dont je ne vois pas l'intérêt. Nous avons bien d'autres sujets à discuter...

Edouard VALERY.

Je parle encore avec mon visiteur. Je le questionne sur les divers rouages de notre organisation. Il répond avec une précision décon-

certante. La conversation continue. Une certitude finalement s'impose : un policier, même très adroit ne peut posséder tant de précision. Le regard de mon interlocuteur devient bientôt sympathique, et la suspicion fait place à la confiance. Nous parlons longuement de tout ce qui intéresse le détachement Grandel et les F.T.P. en général.

Dans des conditions insolites et contraaires aux règles de sécurité, je viens de faire la connaissance d'André Odru, commissaire aux effectifs de la compagnie nouvellement créée.

André ODRU.

Le cantonnement du détachement Grandel est bien aménagé — cabanes de rondins, cuisine, réfectoire — au fond du vallon. Quel dommage de quitter tout cela. Justin fait preuve d'une autorité remarquable chez un garçon de 19 ans.

7 SEPTEMBRE :

L'ATTAQUE DU CAMP GRANDEL

Edouard VALERY.

Le détachement Grandel occupe son nouvel emplacement depuis quelques jours. La police, de plus en plus menaçante, rôde dans les environs.

Le 7 septembre 1943, je pars avant le lever du jour, avec deux maquisards en patrouille vers la route Brive-Meyssac.

Des charrettes roulent à grand fracas dans le village voisin. Des coups de sifflet et des appels d'hommes partent du bois à un kilomètre environ un peu plus au nord. Nous écoutons attentivement, et nous nous dirigeons à flanc de coteau vers ces bruits. Il n'y a pas lieu à notre avis de s'alarmer outre mesure : ce sont sans doute des bûcherons ou des chercheurs de champignons qui s'interpellent.

Dans mon esprit, il n'est pas possible que des policiers fassent autant de tapage. Si l'attaque du camp doit se produire, elle se fera sûrement après une marche d'approche silencieuse...

Nous sommes maintenant à l'endroit d'où provenaient ces bruits : personne ! Nous revenons sur nos pas. Les coups de sifflet plus discrets reprennent entre nous et l'emplacement du camp. Des traces de cheminements d'hommes en file indienne apparaissent dans la rosée. Ce sont les G.M.R. !

Au même moment des coups de feu éclatent. Des rafales brèves d'armes automatiques grossissent les échos qui parcourent la forêt de Lanteuil. Des balles claquent à nos oreilles. La fusillade se poursuit pendant plusieurs minutes.

André ODRU.

Revenu au camp Grandel pour la 2^e fois, je passe la nuit au camp et me lève tôt, avec les premiers, vers six heures, car j'ai un rendez-vous à Brive avec Martial. Edouard est parti avant le jour avec quelques garçons, en patrouille, sur les hauteurs avoisinantes. Nous buvons le « jus » matinal, mais la plupart de nos garçons dorment encore dans leurs abris.

Tout à coup, une fusillade et des hurlements se font entendre dans la pente boisée au-dessus de nous. Levant la tête, je vois les casques des G.M.R. Ils dévalent vers nous à travers les arbres : « Rendez-vous ! »

Nous sommes dans une situation impossible. Sans plus réfléchir, je cours à la serviette qui contient des documents et quelques affaires personnelles et je me précipite avec d'autres maquisards dans la pente du cours d'eau, sautant de roche en roche. Nous sommes une bonne dizaine. Derrière nous, les coups de feu durent un moment puis se taisent.

Edouard VALERY.

Nous sommes atterrés.

Faisant un large détour, nous montons dans le petit bois situé près du château de la Boudie où est prévu le regroupement en cas d'urgence. Nous trouvons là quelques maquisards désarmés. Beaucoup manquent. J'apprends qu'André qui se trouvait au camp a pu vraisemblablement s'enfuir. Il y a cependant plusieurs prisonniers, s'accordent à dire les rescapés.

J'envoie un agent de liaison auprès du camp espagnol afin que tous ceux qui sont disponibles viennent le plus tôt possible nous rejoindre.

Vers 10 heures du matin, une quinzaine d'hommes se trouvent là, renforcés par quatre ou cinq Espagnols. Les maquisards désarmés sont dirigés vers le camp M.O.I. Ceux qui ont pu sauver leur arme forment avec les Espagnols un groupe d'une dizaine d'hommes.

Je pars avec ce dernier. Nous arrivons vers midi au petit village de Chauffingeals. Le camp est toujours occupé par les G.M.R. qui tirent des rafales de temps en temps sans doute pour se donner du courage. Les habitants de Chauffingeals nous disent que neuf jeunes ont été emmenés vers 11 h 30 ; ils étaient conduits par un groupe de G.M.R. et se dirigeaient vers la route nationale. Nous prenons la même direction.

Cachés à quelques centaines de mètres, nous assistons à l'embarquement des G.M.R. sur plusieurs camions. Où sont nos camarades ? Sont-ils déjà dans les camions ? Nous ne pouvons pas les distinguer... Deux ou trois véhicules sont bourrés de G.M.R. Nous pointons nos armes, le doigt sur la détente... Quelles cibles s'offrent à nous ! Mais si nos camarades y étaient ? La rage au cœur, nous abaissons nos armes. Les camions démarrent.

Nous décidons alors d'attaquer les quelques policiers qui occupent encore le camp. Nous revenons à Chauffingeals. Les hommes de ce village sont avec nous, munis de fourches et de gourdins.

Le groupe s'installe en embuscade à la lisière du village à un endroit où il domine la pente et le chemin creux qui conduisent au camp. Deux maquisards vont attaquer les policiers : ils tirent une rafale de mitraillette, lancent une grenade et se replient vers l'embuscade.

Un petit groupe de G.M.R. les suit presque aussitôt, avançant prudemment. Lorsque les policiers sont à portée de nos armes, nous ouvrons le feu. Ils continuent cependant de progresser, utilisant les divers obstacles et le chemin creux pour se protéger.

Nous nous replions les uns après les autres sur la hauteur qui domine le village au sud. Les Espagnols y sont déjà. Je les rejoins sans trop bien « utiliser le terrain », poursuivi par une rafale nourrie de mitraillette. A peine installés, nous voyons apparaître trois ou quatre G.M.R. Ils s'embusquent derrière des tas de bois à la sortie du village.

Je suis auprès des Espagnols et j'admire avec quel sang-froid et quelle technique ils se sont repliés en utilisant le moindre obstacle pour se protéger et se mettre en position de tir. L'un d'eux me dira plus tard : « Ce jour-là, mon cher Justin, je t'ai sauvé la vie ! » Et je le crois volontiers...

Les échanges de coups de feu se poursuivent pendant un bon quart d'heure. Un Espagnol entonne le refrain de *l'Internationale*, nous le reprenons en cœur. Bientôt, les policiers, là-bas, derrière leurs tas de bois, ne bougent plus et ne tirent plus : « Ils sont touchés », disent les Espagnols.

Effectivement, le groupe peut se replier tranquillement sans recevoir un autre coup de feu.

Le détachement Grandel vient donc de subir un sérieux revers. Neuf prisonniers et plusieurs armes précieuses perdues. L'épreuve est sévère. Il faut en tirer les leçons pour l'avenir, pour la poursuite de la lutte.

André ODRU.

A Brive, j'annonce à Eugène Connangle la nouvelle de l'attaque du camp Grandel. Il est bouleversé. (Nous ne savons pas, à ce moment-là que Justin a pu organiser une contre-attaque sur les G.M.R.) Réfléchissant à cet événement, que je peux rapprocher pour ma part de l'éclatement du camp de Montôt, au mois d'août, dans la Creuse, nous en venons à la conclusion que les camps à gros effectifs sont condamnés.

Il faut absolument que tous nos camps soient des détachements légers, mobiles, dispersés, continuellement sur le qui-vive, et constitués de gars décidés à agir. Ils devront éviter à tout prix le combat défensif.

Les directives que nous recevons de la direction des F.T.P. vont d'ailleurs, absolument dans ce sens.

Edouard VALERY.

Depuis quelques mois, le détachement Grandel avait grossi démesurément. Son effectif était de quarante-cinq hommes quelques jours avant l'attaque. Pour nourrir tout ce monde, il fallait un veau tous les deux jours, des quantités de pommes de terre et de denrées diverses. Les simples allées et venues pour le ravitaillement dénonçaient et situaient le camp.

L'effectif trop important et l'absence de matériel léger de campement, nous obligeaient à une vie sédentaire. Il aurait fallu pouvoir se déplacer rapidement, changer souvent le lieu d'implantation.

Par inexpérience, l'instruction militaire avait été négligée. Il était en apparence paradoxal de voir des jeunes qui, pour la plupart, affichaient des sentiments « antimilitaristes », prendre eux-mêmes les armes et commencer le combat. Ces sentiments faussaient notre raisonnement.

Plusieurs autres erreurs avaient également été commises. Dès l'incendie d'un des abris qui avait localisé l'emplacement du camp, il aurait fallu effectuer un repli lointain ; au lieu d'aller à quelques kilomètres seulement, il fallait changer de région tout en fractionnant le détachement comme cela avait été commencé avec le départ des Espagnols.

Les consignes en cas d'attaque n'étaient pas au point et suffisamment connues de tous. Des répétitions d'alerte auraient dû être organisées. Au moment de l'attaque, la plupart des maquisards s'étaient enfuis et dispersés. Il n'y avait pas autre chose à faire d'ailleurs. Mais il aurait fallu que le point de ralliement, auprès du château de la Boudie, ait été reconnu par tous et qu'un autre point de rassemblement, plus lointain, ait aussi été fixé.

Tandis que nous sommes hébergés et réconfortés par nos amis espagnols je pense à nos erreurs sans que des idées très nettes s'en dégagent encore.

Mais les échecs ne doivent pas nous décourager. La plupart des rescapés de l'attaque sont regroupés : une vingtaine en tout. Il faut quitter la région au plus vite.

Le détachement se replie dans les bois de la commune de Lissac, près du village de Crochet. Quelques garçons sont découragés. Des éléments peu sûrs avaient été recrutés imprudemment quelque temps avant l'attaque.

La camionnette d'un ami nous emmène à Villac. Le camp s'installe dans un tunnel envahi par les ronces de la voie ferrée désaffectée Terrasson-Hautefort.

Quelques jours plus tard, une douzaine d'hommes partent dans les gorges de la Vézère, près de Vigeois, où ils continueront les sabotages sur la ligne Paris-Toulouse et divers objectifs de la région.

Les conditions de notre action sont trop difficiles pour que nous gardions avec nous les éléments indisciplinés qui ne veulent pas combattre. Nous nous séparons d'eux.

Ainsi, malgré ces échecs sévères, malgré la capture de neuf maquisards (dont mon ami d'enfance Georges Aussel) qui seront conduits à la prison de Tulle, puis à celles de Limoges et Eysses avant d'être livrés aux Allemands et déportés, la lutte continue¹.

Le 19 septembre (veille de l'anniversaire de Valmy), un train déraile entre Vigeois et Estivaux. La locomotive et un wagon passent, mais, derrière, quinze wagons s'amoncellent les uns sur les autres dans le talus, et l'un atteint même la rivière. Deux cents mètres de voies et de catenaires sont arrachés. Plusieurs jours de réparations seront nécessaires pour établir la circulation ; le but est atteint.

Quelques heures après, les Allemands, furieux et déchainés arrivent sur les lieux et battent en vain les alentours.

Allemands et policiers doivent comprendre qu'ils n'en ont pas fini avec les gars du camp Grandel !

Les premières actions de ce détachement ont montré en basse Corrèze le chemin à suivre aux résistants. De nouveaux jeunes combattants nous rejoignent. De nouveaux détachements sont créés : « Camille Momey », dans la région d'Aubazine-Gare ; « Timbaud » dans le secteur de Nespouls-Gignac, « Jean-Robert » vers Pompadour.

Les ouvriers et les paysans, suivant l'exemple des légaux d'Elie Dupuy, s'organisent à Brive et la région sous la direction de Soustre.

Les ouvriers des chemin de fer et du dépôt d'Estavel forment le détachement « Wodli », commandé par Desmaison.

Ainsi, le camp Grandel est le noyau de la future 5^e compagnie F.T.P.

LE PLATEAU DES ETANGS : L'HOMMAGE AUX FUSILLES

André VIALLE, Antoine VINATIER.

Il y a sur le Plateau des Etangs, une grande densité de maquisards et la paysannerie ne peut à la fois les nourrir et satisfaire aux exigences des réquisitions officielles. Le 8 septembre une opération est effectuée à l'occasion d'une réquisition de seigle à Corrèze-ville. Toute la matinée, sous la « surveillance » des gardes mobiles, les paysans des environs contraints et forcés, ont apporté leur seigle qui est chargé sur le camion d'Antoine Vinatier. Sur le trajet Corrèze-ville à la gare, quatre F.T.P. arrêtent le camion et enlèvent ainsi dix tonnes de seigle qui seront camouflées en différents endroits.

1. Les déportés du camp Grandel furent : Georges Aussel (Nespouls), Jean Maechler (Périgueux), René Olivier (Paris), Henri Froidefond (Larche), André Edouin (Moselle), Christian Priol (Paris), Lucien Propiloski (Brive), Maurice Cousteau (Tarn-et-Garonne), Maurice Barbe (Gers).

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
POLICE NATIONALE

ÉTAT FRANÇAIS

TULLE, le 10 Septembre 1943



RAPPORT

20^e Brigade Régionale
de Police de Sûreté

Le Commissaire de Police de Sûreté ARTIGES,

O B J E T :

à Monsieur le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE, Chef
du Service Régional de Police de Sûreté

Référence à la note
N° 2II POL. Sûreté
7 M. du 5 Août 1943

à L I M O G E S

Référence aux instructions de
Monsieur le DIRECTEUR des Services de police de Sûreté
en date du 5 Août 1943 N° 2II POL. Sûreté 7.M. rela-
tives à la vérification de certaines déclarations
du Sieur [REDACTED] arrêté comme réfractaire.

J'ai l'honneur de vous transmettre
le résultat des enquêtes effectuées par l'Inspecteur
GUEGAN à BRIVE et l'Inspecteur BURGER à Maussac.

Je dois ajouter que, des l'inter-
rogatoire du susnommé, pour les raisons matérielles,
il a été impossible au Colonel BRUNEL qui commande les
Forces supplétives de Gendarmerie en CORREZE de faire
procéder à une opération de ratissage dans la région
de TURENNE immédiatement.

Après enquête il a été établi,
qu'une grande partie des déclarations de [REDACTED]
étaient fausses.

Néanmoins, un groupe de réfractaires
existait encore dans cette région, et plusieurs opéra-
tions de Police ont eut lieu.

Le 6 Septembre dernier les forces
de Police ont au cours de ces opérations réussi à
surprendre un camp de réfractaires commandé par le nom
mé "JUSTIN" aux environs de BRIVE dans la Vallée de
la Loyre.

*voir pages 134 à 136 :
interrogatoire de L. C.
d'entraîneur de "Grandel"*

DOCUMENTS DE POLICE SUR L'ATTAQUE DU CAMP "GRANDEL" PAR
LES G.M.R. (GROUPES MOBILES DE RESERVE) LE 6 SEPTEMBRE 1943.

TULLE le 9 Septembre 1943



--OBJET--

-;-;-

Arrestation de neuf
réfractaires aux envi-
rons de BRIVE dans un
camp de Réfractaires.

Le Commissaire de Police de Sûreté ARTIGUES R.

A Monsieur le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE,
Chef du Service Régional de Police de Sûreté

à LIMOGES --

J'ai l'honneur de vous rendre compte du résultat
des interrogatoires des nommés :

✓ MAECHLER Jean / EDOUIN André ✗ AUSSEL Georges
✓ FROIDFOND René ✗ Le PERIOL Christian ✗ ACOUSTEAU Maurice
✓ OLIVIER Henri ✗ BARBE Maurice ✗ PROPILOSKI Lucien

arrêtés le 6 Septembre 1943, par les Forces Supplémentaires de
Police, dans un camp de réfractaires aux environs de BRIVE

-:-:-:-:-

MAECHLER Jean, né le 18 Août 1922 à Périgueux, fils d'Alexan-
dre et de Louise CATARD, célibataire, demeurant 27 rue Caumon
des Piles à Périgueux.

Convoqué comme requis civil à VERDON sur MER pour
le compte de l'entreprise TODT, a travaillé jusqu'au 16
Juillet 1943, a quitté son travail lorsqu'il a appris que la
classe 1942 devait obligatoirement partir pour l'Allemagne.

Sachant qu'à BRIVE, où habite sa tante Mme CATARD
Louise, 5 rue Raspail, il pourrait être renseigné pour rejoindre
un camp de Réfractaires, il est parti immédiatement pour cette
ville.

Ayant exposé à sa tante le but de sa visite celle-
ci a recherché le moyen de faire diligence pour que son neveu
soit mis à l'abri dans un camp de Réfractaires. Muni d'un
plan qui lui a été donné par un individu dont MAECHLER ne
connaît pas l'identité, et que sa tante lui avait procuré il
a quitté BRIVE pour VAHETZ. A l'aide de ce plan il a pu
facilement se diriger et retrouver la ferme où on devait
le prendre pour le conduire dans un camp.

Il donne des détails précis sur les habitants de
cette ferme et sur l'emplacement de certains meubles qui
composent la cuisine. Il désigne même sur une carte le point
exact où elle doit se trouver (Côte 244) au Nord de la Gare

.....//...../



— : — : — : — : — : — : — : — : —

—:—:—:—:—:—:—:—:—:—:—

...../.....

à laquelle. il n'a pas répondu .

Il s'est alors rendu à Larche, son pays d'origine où habite son père. Là il a mis un canarade au courant de sa situation irrégulière: le priant de lui trouver un camp de réfractaires. Malgré notre insistance il n'a pas voulu révéler le nom de cet ami.

Quelques jours après cet ami lui a indiqué exactement l'endroit où se trouvait le camp et l'aurait même accompagné.

Le Chef de camp nommé "Justin" n'aurait pas d'après lui habité continuellement le camp, il faisait de nombreuses sorties mais il ignore où il se rendait. Il reconnaît qu'ils possédaient des armes et des munitions qu'en principe elles se trouvaient dans la tente du chef. Il estime que leur nombre pouvait s'élever à une quinzaine d'individus environ.

... -:-:-:-:-

EDOUARD André, né le 5 Juillet 1923 à RAYE (Moselle) fils d Paul et Reue Hélène GIER, célibataire, manoeuvre demeurant à Saint-Laure de Ceris (Charente).

Engagé volontaire pour la durée de la guerre il a été démobilisé en novembre 1942 et a travaillé chez des cultivateurs dans les environs de Confolens (Charente). Susceptible d'être requis comme S.F.O. il a pris les devants et connaissant par la rumeur publique que dans la Corrèze il existait des camps de réfractaire il s'est rendu dans ce département sur les indications d'un pré-nommé "Walter" ancien camarade de régiment qu'il a rencontré à Confolens. ~~XXXXXXXXXXXXX~~ A LIMOGES et dans un jardin public qui se trouve devant la Gare, grâce au signalement qui lui avait été donné il a pu retrouver un jeune homme qui l'a dirigé sur BRIVE.

Dans cette dernière ville il a pu facilement retrouver un individu désigné par le jeune homme et qui se tient habituellement devant la gare avec une canne à la main, âgé d'une quarantaine d'années qui répond au prénom de "François", lequel l'a connu directement dans un camp de réfractaires et où il a été arrêté trois jours après.

—:—:~:—:—:—:—:—:—:—:—:—:—:—:

AUSSEL Georges, né le 6 janvier 1923 à Quatre Route (Lot) fils de Joseph et de GOUZOU Clotilde, célibataire, carrossier demeurant à la Reyjade de Nespouls (Corrèze).

Jeune déserteur des Chantiers de jeunesse de MONTROUX
après une permission a été recruté par deux jeunes gens dont il
ignore l'identité qu'il a rencontré aux environs de Noailles alors
qu'il rejoignait son Groupement dans la nuit du 16 au 17 Août de
nier.

Accompagné par eux il est arrivé au camp. Interrogé par "Justin" selon la formule habituelle, il a été pressenti par celui-ci pour faire une opération armée en dehors du camp. Comme "Justin" ne voulait pas lui préciser le but de cette mission il s'est refusé à s'exécuter.

Notre ravitaillement était apporté aux abords du bois où nous nous tenions mais j'ignore dans qu'elles conditions .

Les armes et munitions se trouvaient dans le bureau qu'

...../.....

par un jeune homme de vingt ans environ qui avait deviné sa situation irrégulière et qui l'a conduit directement au camp où il se trouvait au moment de son arrestation.

Il confirme le processus de l'admission au camp par "Justin" ainsi que l'organisation générale de ce camp.

- Il avait l'intention de s'enfuir mais craignant des représailles et ne sachant où se diriger il n'a pu mettre son projet à exécution.



BARDÉ Maurice, né le 10 Août 1919 à Riguepeu (Gers) fils de feu Joseph et de Louise FUGES, célibataire, demeurant à L'Isle Jourdain (Gers).

- Convoqué en décembre 1942 pour se rendre en Allemagne au titre de la relève a quitté son domicile pour essayer de passer en Espagne sans pouvoir y réussir. A bout de ressources est revenu dans la région de TOULOUSE, où il fait la connaissance d'un individu qui l'a dirigé sur BRIVE. Sur ces indications il a trouvé dans cette ville un homme d'une quarantaine d'années qui se tenait devant la Poste où il savait le rencontrer xxxxxxxxxxxxxxxx. Il a été interpellé par cet individu au moyen du mot de passe suivant "Es-tu le cousin de Paul" - "Oui j'arrive" lui a-t-il répondu.

- Immédiatement et sans désespérer il a été accompagné par l'homme de la Poste dans un camp de réfractaires.

- Il confirme les procédés d'interrogatoire faits par le Chef "Justin" à son arrivée au camp. Il s'est rendu compte alors que "Justin" et ses comparses étaient des communistes.

- Au moment de son interrogatoire à la "Municherie" de BRIVE, BARDÉ aurait menacé verbalement les Gendarmes de mort.

- Or, d'après lui il reconnaît en partie cette accusation sous la forme suivante "Si j'avais eu un fusil et que j'aurais voulu tirer vous étiez trop près pour que j'y parvienne". Il prétend que ces paroles ne sont pas une menace de mort mais simplement une constatation sur les faits.

- CONCLUSIONS -

- Il ressort des interrogatoires des huit défaillants que trois seulement disent en partie la vérité, ce sont : MAECHEUX - Jean, Le PRIOL Christian et OLIVIER René, les autres disent également la vérité sur l'organisation générale du camp, mais quand il s'agit de préciser comment ils ont pu rejoindre cette formation ils se refusent en disant : "un inconnu ou une personne que j'ai rencontré par hasard et que je ne connais m'a renseigné".

- Cependant il apparaît de la condensation de leur déclaration que le Centre de l'organisation de recruteurs se trouverait à BRIVE avec certains agents dans les grandes villes comme LIMOGES

TOULOUSE etc.....

-L'on constate que toutes les fois qu'une recrue arrive au camp elle subit un interrogatoire serré de la part de "Justin" ou de ses acolytes, lequel porte essentiellement sur les opinions politiques des réfractaires et en particulier sur celles de son père. Dès que "Justin" se rendait compte, comme c'est le cas pour OLIVIER, qu'il avait à faire à un Gaulliste il était mis immédiatement à l'index et faisait l'objet d'une surveillance particulière.



-La plupart des réfractaires d'opinions opposées à celles de "Justin" ont cherché à s'enfuir mais n'ont pu y réussir, parce qu'ils étaient surveillés et d'autre part ayant peur des représailles leur avaient été promises s'ils quittaient le camp sans l'autorisation du Chef.

-Nous sommes convaincus que le Parti Communiste par ce moyen dilatoire cherche à se reconstituer et à faire des adeptes parmi les jeunes gens d'opinions opposées qui veulent se soustraire au départ en Allemagne. Ce parti profite de cette situation pour laisser supposer à ces jeunes gens qu'ils vont rejoindre un camp Gaulliste et c'est ainsi qu'ils se laissent diriger sans difficulté.

O B J E T S - S A I S I S a u C O U R S
de l'opération faite par les Forces Supplémentaires de
Police le 6 Septembre 1943

Au cours de cette opération il a été saisi les armes, munitions, documents, livres et papiers ci-dessous

ARMES et MUNITIONS :

UN fusil F.M. (Le Capitaine CHAPUIS en est possesseur sur autorisation du Colonel) -
UN fusil "Mauser" avec baïonnette sans tourneau N° 6937.
UN Mousqueton N° Ab. 02001.
~~SIX~~ UN pistolet "Astra" N° 52.702 (1 chargeur)
TROIS revolvers à barillet
HUIT cartouches de F.M.
UNE - de pistolet
DEUX appareils à garnir de mitraillettes
UN ceinturon avec six cartouchières vides.

Ces armes et munitions seront remises aux autorités prévues par les règlements en vigueur par les soins du Colonel Commandant les Forces Supplémentaires

DOCUMENTS : (Cartes d'alimentation)

En vrac des coupons semi-trimestriels valables pour le 2ème trimestre de 1943 (les 1-2 et 3 de Juillet et Août ont été détachés par les voleurs); Cartes de lait destinées aux femmes enceintes; divers coupons d'achat pour galoches et espadrilles; certificats de travail en blanc; cartes individuelles de diverses catégories

en blanc ; imprimés de changement de résidence en blanc ; carte de travail en blanc ; cartes de vêtements en blanc ; nombreuses feuilles de matières grasses du mois de Juillet 1943 ; de nombreuses cartes d'alimentation vierges de toutes inscriptions mais certaines tamponnées de timbres de Mairies différentes ; douze sceaux de Mairies savoir : PAZAYAC (Dordogne) - ESTIVAL (Corrèze) - DE LARDIN (Dordogne) - Saint-PANTALION (Corrèze) - MANSAC (Corrèze) - Bureau de Bienfaisance de PAZAYAC - Caisse d'Assurances Mutuelles Agricoles contre l'incendie de PAZAYAC (Deux sceaux) - Caisse des Ecoles du LARDIN - Bureau de Bienfaisance de LARDIN - Mairie de PAZAYAC (Dordogne) sur trois lignes (- Nous joignons au présent rapport un spécimen de ces différents sceaux ou cachets).



Un opuscule de marche des trains circulant sur la ligne BRIVE à CAPDENAC N° 4.35 .A ; un cahier manuscrit de pointage individuel (documentation sur le tir au canon) ; un cahier manuscrit sur le tir du fusil M.A.S. 1936 ; un abstract "appel au Peuple Français" ; un carnet de cinquante coupons N° 125 pour achat de charbon à l'usage de la Commune de PAZAYAC (Dgne) ; un carnet à souches du Service de Ravitaillement pour les pommes de terre ; un bulletin pour l'enseignement Primaire Mars 1943 ; cartes d'alimentation provenant du vol de la Mairie de Mansac ;

OBJETS INDIVIDUELS :-

Une montre bracelet en métal blanc ; une montre d'homme en métal blanc N° gratté avec inscriptions Dakar - Konakry - Paulette - Mort aux vaches ainsi que d'autres , et sa chaîne ; une petite montre remontoir (avec sa chaîne) portant à l'intérieur l'inscription Cylindre IO rubis, N° 60.347 ; divers objets de toilette (5 blaireaux, brosses à dents, rasoirs, éponges etc. . . .) ; un tampon encreur ; un portefeuille en cuir marron vide ;

Ces documents et objets individuels ont été placés dans une valise constituant le scellé N° 1 .

Scellé N° 2. contenant dix sept cartes d'alimentation libellées à des noms différents trouvées dans le camp "Justin".

- " N°-TROIS : Un portefeuille et une somme de cent soixante dix francs trouvés dans le même camp .
- " N°-QUATRE : comprenant trois portefeuilles avec divers papiers dont le propriétaire est inconnu trouvés du même camp .
- " N°-CINQ : contenant une carte d'éducation physique et une carte d'identité au nom de RIGOUX .
- " N°-SIX : composé d'une boîte contenant la somme de seize francs vingt trouvés dans le même camp .
- " N°-SEPT : un portefeuille appartenant à "Justin" et une somme de cinquante cinq francs, deux cartes d'identité, deux cartes d'alimentation, un certificat de travail, un plan de la gare de BRIVE, trouvés dans le camp .
- " N°-HUIT : contenant trois porte monnaie avec de petites sommes à l'intérieur, trouvés dans le camp .

Scellé N° NEUF : contenant ~~trixxxxxxxx~~ une carte d'identité, une carte d'alimentation et la somme de cinquante francs.

" N°-DIX : contenant un livret individuel au nom de DAFNEY MONY trouvés dans le camp.

" N°-ONZE : contenant une carte de phare, cartes grises et autorisations de circuler, le tout trouvé dans le camp.

" N°-DOUZE : une carte d'identité au nom de GERRARD André tous ces documents et objets ont été découverts dans la tente du chef "Justin" au camp de réfractaires situé près de BRIVE, lesquels seront déposés au Greffe du Tribunal Civil de TULLE à la disposition du Juge mandant.



Nous joignons à la présente procédure : un carnet indiquant les opérations diverses effectuées par le camp de "Justin" du 29 Juillet au 12 Août 1943.

un rapport concernant la mission effectuée par ces réfractaires dans la nuit du 12 Août 1943 dans le but de faire sauter un train de marchandises sous le tunnel de PLANCHETOUR.

deux feuilles de cahier un tract intitulé "supplément à France d'abord" 18 mars 1943.

un autre tract "Armée secrète pour la libération nationale à tous les comités militaires N° 22.A.

Nous joignons également une liste du groupe "Justin" comprenant les noms d'emprunt.

Des objets et documents saisis il résulte que le groupe "Justin" était composé de vingt huit défilants que ^{certaines} ceux-ci se sont livrés à un assez grand nombre d'attentats qui figurent dans le carnet trouvé dans le cantonnement.

Nous ne découvrons en compulsant ces pièces aucune preuve ne pouvant nous permettre d'attribuer une participation des individus arrêtés à ces attentats.

Il apparaît que les auteurs des attentats ont pu réussir à prévenir la fuite au moment des opérations de Police.

Le Commissaire de Police de Sôreté.

P.S. Mentionnons que comme suite aux conclusions il ressort des déclarations de neuf inculpés arrêtés qu'ils n'étaient détenteurs d'une arme que le jour où ils prenaient la garde en l'occurrence un fusil "Mauser" et cinq cartouches.

POLICE NATIONALE



ÉTAT FRANÇAIS

TULLE le 21 Septembre 1943.

Objet :

Transmission d'instructions trouvées à proximité d'un camp de réfractaires, aux environs de BRIVE.

Le Commissaire de Police de Sûreté
ARTICUES Roger, à

Monsieur le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE, Chef
du Service Régional de Police de Sûreté, à
L I M O G E S.

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, une note trouvée quelques jours après l'arrestation de 9 réfractaires, près du camp situé aux environs de BRIVE, par les forces supplétives de la Corrèze. Les interrogatoires de ces défaillants :

MAECHLER - FROIDEFOND - OLIVIER - EDOUIN - LE PERIOL -
BARBE - AUSSER - COUSTEAU - PROPILOSKI,

vous ont été transmis le 9 courant.

Il ne m'est pas possible, faute de personnel, de faire établir de copies de cette note, dont je vous envoie l'original.

Il est à noter que le signataire de cette note "JUSTIN", s'identifie avec : V A L E R Y Edouard, né le 29 Février 1924 à LA COQUILLE (Dordogne), dangereux individu, déjà condamné à 1 an de prison par le Tribunal Militaire de PERIGUEUX pour confection et diffusion de tracts communistes et actuellement en fuite.



Commissaire de Police,

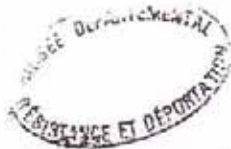
6

Liste des noms d'emprunt des membres du groupe de réfractaires qui avait pour chef un nommé "JUSTIN".

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

1° JUSTIN	8° PROSPER	15° CLAUDE	22° AUGUSTE
2° HENRI	9° CAMILLE	16° ROGER	23° JOHNNY
3° LA FLECHE	10° DENIS	17° ALBERT	24° MARIUS
4° DED	11° MICHEL	18° JACQUES	25° PIERROT
5° JANOT	12° RENE	19° FRANCO	26° JEMAN
6° EUGENE	13° MARIO	20° MAURICE	27° JO
7° JIM	14° ALEXIS	21° GEORGES	28° JOSEPH

Le Commissaire d Police d Sureté.



LISTE DES OBJETS TROUVES

dans le portefeuille du prénommé "JUSTIN" découvert dans un camp de réfractaires qui venait d'être abandonné à la suite de l'arrestation de 9 dissidents

1° Une carte d'identité au nom de FABRE Paul Edouard peintre né le 31 Mars 1924 à St-Priest les Fougères (Dordogne) domicile la Celle d'Auvergne. Cette carte signée par le Maire de la Celle d'Auvergne porte deux cachets de cette Mairie. Elle semble authentique, et être la véritable identité de "JUSTIN" qui exerçait la fonction de Chef de Camp.

2° Une carte d'identité portant la même photo que la précédente et au nom de THEUROT Justin epicier né le 28-2-1925 à la Coquille (Dordogne) nationalité Française domicile TULLE. Cette carte signée par le Commissaire de Police de TULLE le 3 février 1943 porte 2 cachets de ce Commissariat auxquelles elle est inscrite sous le N° 7.809 série B.

Deux cartes d'alimentation au nom des 2 cartes d'identité

COPIE D'UN CARNET TROUVÉ DANS LES ARCHIVES
DU CAMP "JUSTIN" qui était établi
au Sud-Est de Brive dans la Vallée de la
Loyre.



- 29 Juillet : Tentative vaine de faire une mairie.
départ 8 heures retour équipe au (I) 15h 20 à 9h
du soir
Aller chercher femme de Léon par René.
Arrivé par camion pain sucre et café.
rendez-vous avec ~~Adrien~~ avec Adrien.
- 30 Juillet : Mairie de Mansac 20 cartes de pain (fin de dis-
tribution). Luc, la Flèche, Albert, Jacques.
Arrivés camarades Espagnols (Gaston et Emile) par-
tent chez eux.
- 31 Juillet : Samedi Mairie de St-Pantaléon de Larche (Pas de
tickets d'alimentation).
Albert, Alexis partent chez eux
René en mission à Thiviers.
Achetez boeufs. Bob déserte.
- 1 Août : Mairie de Nadaillac (retour après accident). Tour-
née de renseignements par Henri (Ancien camp)
Visite de Martial qui emporte les cartes
- 2 Août : Visite de Alexis et Paul, Henri à BRIVE (rensei-
gnements S.N.C.F.)
Alexis emporte les tampons.
- 3 Août : Rendez-vous avec R.M.I. Lim.
Vu Alexis. Couché chez lui. Arrivée de Maurice.
- Mercredi
4 Août : Vu Gla.... Reconnaissance du nouveau camp Mairie
de Pazayac. (Albert, Denis, Gaston,) Roger et
Claude reconnaître dépôt de blé.
- Jendredi
5 Août :
- Vendredi
6 Août : Départ 6 heures du matin tentative vaine de sab.
entre S. et B. Arrivée à 3 heures.
- Samedi
7 Août : Camille va voir Lé. R.M.R. à Br. et faillit se
faire arrêter.
Visite du dépôt d'armes de St-P-de L. (Pièce de
moteur)
La Flèche et Claude chez celui-ci.
Jeannot et Marcel chez eux. ~~Dimanche~~



- 2 -

- Dimanche 8 Août : Visite d'un Espagnol et de l'Intendant Régional
réunion de tous, très bien passée. Rendez-vous
avec l'équipe d'Adrien.
20 kg de dynamite à Alexis.
- Lundi 9 Août : Visite de Luc au N° 6 bis : et à Alexis.
Allez chercher tondeuse et rendre la bêche.
Epreuve de la dynamite.
- Mardi 10 Août : Rentrée de Marcel et Jeannot qui assure a vu
le resp. de la résistance régionale.
Arrivée de 2 copains Parisiens Auguste et
Tentative vaine d'amener le camion de la Côte
de Noailles.
Rendez-vous avec le R.N.R. et le C.P.K.
- Mercredi 11 Août : Visite de l'Intendant Régional René et Denis à
Brive.
Desertion de Ticel, rendez-vous manqué avec
Alexis.
Mario voit le Docteur.
- Jendredi 12 Août : Ticel est rattrapé à Brive et ramené au camp
par Henri et Albert. Luc va chercher les mé-
dicaments de Mario.
Arrivée de Johny.

---:---:---:---:---:---:---:---

Le Commissaire de Police
de Sûreté.



17 Août.

- BRIVE. JUSTIN. La Flèche. Camille. Albert. Eugène.
Rayond.
une seule machine dans le pont tournant. Action
en partie réussie.
- CARTEN. BRIVE. Lion. Gilbert. Henri. Gabriel. Yves.
Pas une train ne passe; retour bredouilles.
- CANORS. BRIVE. Prosper. Denis. Alexis. Ticel. Marcel.

Justin 23.I26
Henri 23.I27
LUC 23.I28

DETACHEMENT N° 6

CHEF DE DETACHEMENT : ALEXIS 23.I29

Responsable adj. : Jeannot.
Commissaire Politique: Camille. 23.I46
Intendant : Alexis : adj. Gaston.
Resp. Garde, Hygiène, camp, ARMEMENT. : JEANNOT

CADRE POUR LA FORMATION MILITAIRE
ET L'ENTRETIEN:
Alexis, Prosper, Jeannot:



Pionniers: La Flèche. (Chef d'équipe)
Gaston
Emile

GROUPE I

Equipe d'attaque.

Gaston.	Chef d'équipe.	23.I34
Prosper.	Tireur.	23.I35
Eugène.	Tech Renseig.	23.I36
	Voltigeur	23.I37

Equipe de soutien.

La Flèche	Chef de Groupe	23.I30
Denis...	Tireur	23.I31
	Tech. Renseig.	23.I32
Michel	Voltigeur	23.I33

GROUPE 2.

Equipe d'attaque.

Emile.	Chef d'équipe	23.I42
Albert.	Tirour	23.I43
Claude.	Tech. Renseig.	23.I44
Jacques.	Voltigeur.	23.I45

Equipe de soutien.

Jeannot.	Chef de Groupe	23.I38
Franco.	Tircur	23.I39
Marcel.	Tech. Renseig.	23.I40
Roger.	Voltigeur	23.I41

Jeannot. 14 Juin 1943 *Justin et nous nous cherchons entre le Bourg de la...*
et nous étions S. Bernard - Paganon - Carcymati - dit Gault
la grande ville de Bercy.

Detachement F.T.P.

Politique Camille 23.382.
Militaire Justin 23.381.
Technique Maurice 23.383



<u>I GROUPE.</u>	<u>Prosper</u> (Ch de G.) 23.384	2° Groupe <u>La Flèche</u>
	Denis. 23.385	Albert
	Mario. 23.386	Roger
	Johnny. 23.387	Pierrot 95
	Jacques. 23.388	Auguste
	Dédé. 23.389	Claude
	Michel. 23.390	Jim
	23.391	Eugène
	Alexis. 23.391	Georges
	23.393	
	23.394	
	xxx.	
	23.396	
	23.397	
	23.398	
	23.399	
	23.400	

Jeannot 23.401
 Franco 23.402
 Marcel 23.403
 Joseph 23.404
 Jo 23.405
 Jean 23.406
 Lui 23.407
 René 23.408

Henri 23.409
 Merius 23.410



6

Liste des noms d'emprunt des membres du groupe de réfractaires qui avait pour chef un nommé "JUSTIN".

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

1° <u>JUSTIN</u>	8° PROSPER	15° CLAUDE	22° AUGUSTE
2° HENRI	9° CAMILLE	16° ROGER	23° JOHNY
3° LA FLECHE	10° DENIS	17° ALBERT	24° MARIUS
4° DEDE	11° MICHEL	18° JACQUES	25° PIERROT
5° JANOT	12° RENE	19° FRANCO	26° JEMAN
6° EUGENE	13° MARIO	20° MAURICE	27° JO
7° JIM	14° ALEXIS	21° GEORGES	28° JOSEPH

Le Commissaire d Police d Sureté.



COMMENTAIRES SUR L'ATTAQUE DE "GRANDEL" ET LES DOCUMENTS DE POLICE.

Les principales erreurs commises ayant conduit à l'échec de ce 6 septembre 1943, sont évoquées dans le livre "MAQUIS de CORREZE" p. 118-119 (voir copies pages précédentes).

Le détachement avait grossi de façon démesurée: quarante cinq hommes avant le départ d'une quinzaine de camarades républicains espagnols pour former un autre camp à proximité. Nous restions une trentaine, ce qui était encore beaucoup trop. Un tel attroupement de jeunes, dans des forêts relativement peu étendues, ne passait pas inaperçu de la population qui heureusement était majoritairement acquise à la Résistance, mais hélas aussi des mouchards de la police ou des occupants qui existaient sûrement...

Ces jeunes, pour la plupart, n'avaient pas effectué de service militaire et donc connaissaient très imparfaitement l'armement, d'ailleurs hétéroclite, de même que les explosifs; ils n'avaient appris ni les gestes élémentaires du "soldat", ni les règles de sécurité du combattant... Agé moi-même de 19 ans, en 1943, j'étais dans la même situation qu'eux. Quant au commandement des FTPF, s'il assurait une excellente direction politique des unités du maquis, il n'était, en général, à cette époque, guère en mesure de donner, sur le plan purement militaire, des conseils judicieux, sur les combats à mener, les précautions à prendre ainsi que les règles de sécurité et de défense à observer dans un camp du maquis comme "GRANDEL". Nous apprenions tous sur le tas, en combattant...

Sur le plan recrutement, organisation, quelques défauts apparaissaient aussi. Pratiquement tous les jeunes qui nous rejoignaient le faisaient pour échapper au Service du Travail Obligatoire. Au départ, ils étaient donc des réfractaires...qu'il fallait amener petit à petit à devenir des maquisards-combattants.

Au moment de l'attaque par les G.M.R. j'avais en tête, pour les prochains jours, mais sans projet encore bien précis, de scinder le camp en deux groupes: un camp de combattants volontaires pour les sabotages et la guérilla et un camp destiné à l'accueil des "recrues" où les jeunes arrivants resteraient pendant une période de préparation militaire et psychologique avant de rejoindre le groupe des combattants...

L'attaque du 6 septembre 43 me prit aussi de court sur un autre point que j'étais en train de réaliser. Responsable du camp, je me disais depuis quelque temps, qu'au cas où dans un accident ou un accrochage avec la police ou les occupants, un des maquisards serait tué, ne connaissant ni son nom véritable ni son adresse, nous ne pourrions même pas prévenir sa famille. J'avais, en conséquence, décidé de faire une chose, absolument contraire aux règles de sécurité dans la clandestinité mais qui me paraissait indispensable: établir une fiche pour chaque jeune; fiche que je me proposais de mettre dans une bouteille en verre scellée dans un mur et connue seulement de moi-même et de quelques camarades responsables. En cas de besoin, on pourrait ainsi consulter les fiches sans prendre de risques. Hélas, l'attaque du camp eut lieu juste à ce moment-là et les fiches déjà établies constituaient une grande imprudence susceptible de conséquences graves!...

Quant aux déclarations des neuf camarades faits prisonniers par la police, elles rejoignent pour la plupart ce genre de document: celui qui est interrogé dans de telles conditions, dit un peu n'importe quoi, mélange vérité et mensonges au gré de son intuition ou des questions posées. Beaucoup me chargèrent et me désignèrent comme le seul responsable puisque je commandais et il n'avaient pas autre chose à faire qu'à obéir !!! Rien d'anormal dans tout cela.

E.V.
Janvier 1999

RETOUR sur le CAMP FTPF "GRANDEL". TEMOIGNAGE.

" LES FORTERESSES VERTES " (Extraits)
(Mémoires d'un maquisard du détachement "GRANDEL")

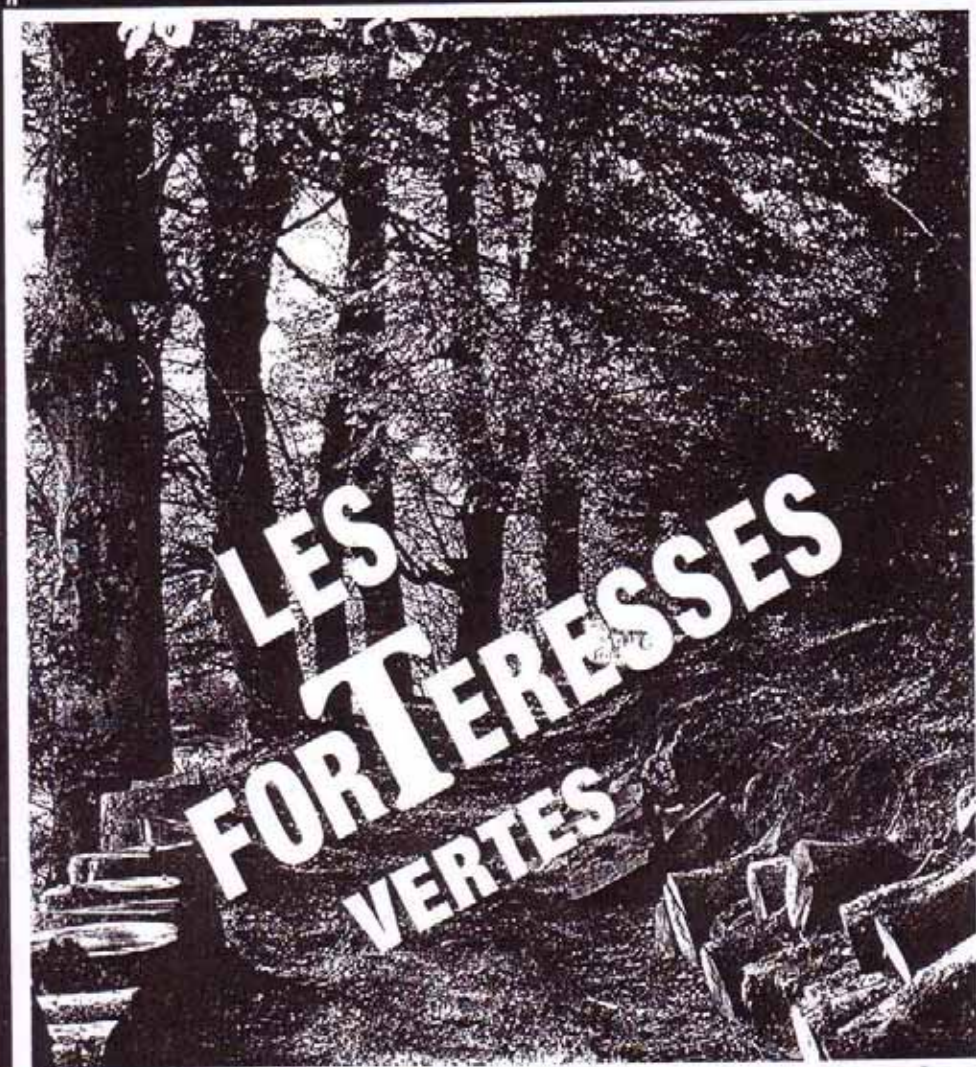
Par André DEFREMONT . Nom de guerre : "MAURICE" et "LAURENT"

Dans ce livre, l'auteur, alors ouvrier à la Paumellerie Electrique de La Rivière de Mansac, raconte comment, désigné pour aller travailler en Allemagne au titre du S.T.O. (Service du Travail Obligatoire), il refuse et rejoint, en juillet 1943, le camp FTPF "GRANDEL".

Dans l'extrait ci-après - pages 20 à 27 - il raconte son arrivée et la vie au camp, alors situé à l'emplacement n° 3 (Voir au chapitre précédent:
"Emplacements successifs du camp "Grandel" . Carte Michelin n° 75 . Région de Brive. Corrèze)

SOUS-LIEUTENANT LAURENT

**Mémoires d'un Maquisard du Détachement Grandel
(La Résistance au ras du sol)**



Editions de LA VEYTIZOU

- Heu...
- Allez, apte ! numéro 1, au suivant...

Je sortis de la salle. Peu m'importaient les résultats. Ma décision était prise, et bien prise...

Jeudi !... Cette fois, le grand jour était arrivé ! Il ne fallait pas que je rate le rendez-vous avec le camarade Gaston, ce soir à 22 heures. Je passai ma journée à préparer les quelques affaires que je devais emporter. Je rangeai avec soin ce dont je n'avais pas besoin.

Le soir, j'étais chez Gaston à l'heure convenue. Après s'être assuré, comme la première fois, que personne ne pouvait entendre, il me donna les renseignements qui m'étaient nécessaires. Durant ces derniers jours, il avait tout préparé, afin que mon départ soit organisé dans les moindres petits détails.

- Connais-tu la maison de Lolive ? me dit-il.

- Je sais bien qu'elle se trouve à Pazayac, dis-je, mais j'ignore l'endroit.

Pazayac, comme je l'ai dit, se trouve en Dordogne et à deux kilomètres environ de La Rivière. La limite départementale, déterminée par la Vézère, se trouve à peu près à égale distance entre les deux localités.

Gaston m'expliqua où se trouvait la maison. Je connaissais assez bien Pazayac pour y être allé souvent aux fêtes votives. Avec les renseignements de Gaston, je vis tout de suite où se situait la maison de Lolive. Je ne pouvais pas me tromper. Sur ce, Gaston me passa les consignes :

- Il faut que tu sois là-bas à 23 heures. Tu entreras et tu demanderas si on peut te procurer ce qu'il faut pour réparer ton vélo : c'est le mot de passe. Tu verras Alexis, le fils de la maison, c'est lui qui te conduira au camp.

J'étais renseigné. Je pouvais partir sans aucune crainte. Je ne risquais pas de m'égarer. Après une vigoureuse poignée de main, je me mis en route vers ma nouvelle destinée, conscient que c'était bien là mon devoir. Je roulais dans la nuit, l'esprit reposé et le cœur léger. Il me semblait que, déjà, j'entrevois cet autre monde dans lequel j'allais entrer... Quelques instants après je frappais à la porte du Père Lolive : ce fut lui-même qui vint ouvrir.

Je le connaissais bien, ce brave homme : c'était un ancien de la Paumellerie, lui aussi. Le mot de passe fut inutile. Il me fit entrer tout de suite et referma soigneusement la porte. Il y avait là un femme puis, assis sur une chaise, un jeune garçon paraissant âgé de 18 à 20 ans, qui se leva aussitôt pour venir me serrer la main. C'était un gars du camp et, je l'appris par la suite, surnommé «Le Mataf».

Puis, brusquement, sortant de dessous une espèce de tenture, un grand blond, costaud, en pantalon serré à la taille genre culotte de cheval fit irruption dans la pièce... je compris de suite : Alexis !...

Il vint à moi, me serra la main en s'écriant :

- Bonsoir, vieux ! Alors toi aussi tu viens avec nous ! Allons le détachement s'agrandit, ça va, bravo !

Puis il ajouta, toujours sur le même ton enthousiaste :

- Tu verras un peu comme nous sommes organisés... c'est un vrai village que nous bâtissons là-bas !

Jetant un regard sur la pendule, il reprit :

- Nous avons encore le temps, nous ne partirons que vers minuit, les routes seront plus sûres. En attendant, nous allons boire un verre, ça nous fera du bien et nous mettra du cœur au ventre pour affronter la route... Approchez-vous, les gars !

Et, saisissant une bouteille, il nous versa, au Mataf et à moi, un plein verre de vin rouge.

- Vous êtes nombreux au camp ? Demandais-je.

- Une quarantaine...

- Et... qui commande le camp ?

- C'est Justin : un chic garçon... il n'a que dix-neuf ans, mais il est énergique et tout le monde l'écoute. Nous avons également des Espagnols : ce sont des gars qui n'ont pas froid aux yeux... Ils ont combattu dans les rangs des forces républicaines, contre Franco...

- Et comme armement ?

Ici, Alexis fit la moue :

- C'est cela malheureusement, qui manque le plus... nous n'avons presque rien... un fusil-mitrailleur, cinq ou six fusils, quelques revolvers.

Et c'était vrai. En effet, et jusqu'à une certaine époque, les armes n'abondaient pas dans les Maquis. Il fallait se débrouiller, récupérer d'un côté et d'autre de mauvais fusils qui, bien souvent, ne fonctionnaient pas ou étaient inutilisables faute de munitions. Les meilleurs qu'on pouvait trouver étaient encore les vieux «Mauser» de la guerre 14-18, que des anciens combattants avaient rapportés et conservés...

- Je crois que nous pouvons partir, dit le Mataf, car il est plus de minuit.

- Eh bien, allons-y ! Dit à son tour Alexis. Si tout va bien, nous pouvons être au camp à deux heures.

Nous sortîmes : il faisait une nuit d'encre. Après avoir dit au revoir à Lolive et à son épouse, je repris mon vélo, que j'avais posé contre le mur de la maison. Je vérifiai le gonflage de mes pneus et m'assurai que ma petite valise était bien arrimée sur le porte-bagages. Bientôt, chacun enfourchant sa machine, nous nous enfonçâmes dans la nuit... Je garde toujours en mémoire cette course à travers les ténèbres, sur de mauvaises routes. Mes camarades, eux, connaissaient le chemin et roulaient régulièrement, sans hésitation, tandis que moi, mal assuré, je faillis m'étaler dix fois de suite.

Je ne sais combien de temps nous roulâmes de la sorte, montant, descendant, coupant parfois de larges routes goudronnées, traversant plusieurs villages. Je sentais la sueur couler depuis mon front. La chemise me collait à la peau. Mon Alexis et mon Mataf pédalaient ferme devant, et je suivais tant bien que mal... Soudain, Alexis qui était en tête, vira sur sa gauche, quittant la route assez bonne que nous suivions depuis un moment.

- Nous approchons, dit-il.

Nous roulions, à présent, sur un mauvais chemin de terre. Bientôt nous dûmes descendre de machine et continuer à pied... J'ignorais complètement où nous nous trouvions. Autant que je pouvais en juger, nous étions sur un coteau. Il me sembla, malgré la nuit noire, apercevoir quelques champs de chaque côté du chemin mais, dans la direction que nous prenions, de grosses masses noires indiquaient un endroit certainement très boisé. Nous avançâmes ainsi un bon moment. Je me souviens être passé devant une sorte de grange et, qu'à partir de ce lieu, nous finîmes en descendant... Le chemin, qui n'était plus qu'un sentier, se trouvait maintenant sous bois. Il faisait si noir qu'on n'y voyait pas à deux pas. La descente était de plus en plus rapide et pénible, et nos vélocipèdes, tenus à la main, devenus inutilisables, nous encombraient terriblement.

- Attendez ! Dit Alexis, je vais allumer la bougie, sans quoi nous n'arriverons jamais.

Alexis, en homme prévoyant, avait toujours une bougie au fond de sa poche. Car, bien entendu, personne n'avait de lampe électrique. Cela, d'ailleurs, n'était pas recommandé. Nous nous arrêtas. J'entendis qu'il cherchait dans sa poche... puis une allumette craqua. Bientôt, une petite flamme vacillante, éclaira faiblement les feuillages autour de nous. Nous étions bien en plein bois. Le sentier s'enfonçait à travers les fourrés, en décrivant de brusques crochets. Nous reprîmes notre marche, la plupart du temps avec le vélo sur l'épaule. La bougie qu'Alexis tenait avec précaution de peur qu'elle ne s'éteigne, projetait sur les arbres et les buissons nos propres ombres, gigantesques et difformes. Cela faisait penser à quelque procession fantastique... Nous descendions toujours. Le sentier, parfois, semblait revenir sur lui-même. Je crus que jamais nous arriverions au bout !...

Tout-à-coup, il me sembla apercevoir une lumière filtrant à travers les branches. A mesure que nous avançons, elle devenait plus précise. C'était un feu de bois... Nous débouchâmes, après un dernier crochet dans les fourrés, sur une sorte de plate-forme. On entendait un léger écoulement : un ruisseau devait se trouver près de là, ce qui indiquait que nous étions arrivés au fond de la vallée.

- Laissons-là nos vélos, dit Alexis, nous les retrouverons par la suite.

Je plaçai le mien contre un arbre. Il y en avait d'autres, posés un peu partout, les uns le long des arbres ou des buissons, d'autres calés contre les rochers énormes, quelques-uns couchés tout bonnement à terre. Autant que pouvait le permettre la clarté de la bougie, je remarquai également, disséminés un peu partout, des cadres, des roues, des pièces détachées de toutes sortes. C'était là, sans doute, le garage à vélos et, en même temps, l'atelier de réparations.

Nous franchîmes encore quelques mètres et je m'aperçus, soudain, que nous étions dans le lit du ruisseau : l'eau courait doucement entre les pierres... Tout-à-coup une voix cria :

- Qui va là ?

- C'est nous ! C'est nous ! Cria à son tour Alexis, ne t'inquiète pas !

- En voilà des heures pour rentrer ! dit la voix. Tu faisais la bombe avec les flics, hein ?

- Tiens ! C'est toi Camille ? ...Rien de nouveau ?

- Ma foi non, rien de nouveau...

Nous franchîmes le ruisseau. Remontant sur le côté opposé, l'étroit sentier nous conduisit à l'endroit où se trouvait la sentinelle qui venait de nous interpeller. Là, sous une espèce de tente fixée entre quatre arbres, parmi des caisses, des seaux de toutes sortes, des marmites et divers ustensiles de cuisine, il y avait un foyer, construit sommairement avec de grosses pierres, dans lequel brûlait un feu de bois. Près du feu, debout, se tenait un homme paraissant assez jeune, vêtu d'un blouson de cuir et d'un pantalon bleu, coiffé d'un béret basque. Il tenait à la main un long fusil : un vieux Mauser allemand sans doute, datant de l'autre guerre.

- Dis donc, Camille, est-ce qu'on pourrait avoir un jus ? lui demanda Alexis.

- Bien-sûr, répondit la sentinelle, justement j'en ai de tout prêt.

S'emparant d'un quart de troupier, il le plongea dans une terrine qui était près du feu et le tendit, rempli à ras bord, à Alexis, qui le savoura avec plaisir. Puis ce fut notre tour. Cela faisait vraiment du bien, après la course harassante dans la nuit.

- Et maintenant, au lit ! Dit Alexis, en reprenant la tête, tenant toujours sa bougie à la main. Il traversa ce qui devait être la cuisine du camp et continua de monter. Nous lui emboîtâmes le pas. Je marchais difficilement... la pente était très accentuée et le sentier, couvert de pierres roulantes, se trouvait coupé par endroits de grosses racines sur lesquelles je venais buter. Mes compagnons, connaissant le coin, avançaient plus vite. De chaque côté, maintenant, j'apercevais à travers les arbres, des masses sombres et, ça et là, des taches plus claires : huttes et tentes ? On ne pouvait, bien sûr, rien voir de précis et la pauvre bougie d'Alexis en avait bien assez d'éclairer, tant bien que mal, le sentier.

Toutefois, nous passâmes devant une tente qui se trouvait en bordure du sentier :

- C'est le P.C., dit Alexis. C'est là que demeure Justin, en compagnie de ses adjoints.

Nous parcourûmes encore une dizaine de mètres puis Alexis s'écria :

- Enfin nous y voilà ! Ce n'est pas trop tôt !

Nous étions devant une tente qui paraissait très grande. Alexis, soulevant la toile qui fermait l'entrée, pénétra à l'intérieur. Mataf et moi entrâmes à notre tour. Le spectacle qui s'offrit à nos yeux rappelait les campements des troupes en campagne. La tente, en effet, était vaste tant en longueur que dans sa largeur. Une sorte de châlit avait été aménagé à environ cinquante centimètres du sol et s'étendait tout le long dans le sens de la longueur. Un couloir, face à l'entrée, permettait aux hommes de gagner leurs places facilement. Comme matelas : une épaisse couche de fougère et de paille, venant atténuer la dureté de ce sommier improvisé. Je pus voir qu'il y avait là sept ou huit gars couchés, roulés dans leurs couvertures, qui semblaient dormir profondément. Quelques-uns se réveillèrent et ce furent, bien entendu, des questions, voire même des lazzis, avec un ton amical quand même :

- Alors quoi ! Pas moyen de roupiller tranquillement ?

- Qui vient nous réveiller à des heures pareilles ?

- Vas-tu l'éteindre cette chandelle !

- Tiens ! Un nouveau... qui est-ce ? A la bonne heure, Alexis, tu nous amènes du renfort !

Tous, maintenant étaient réveillés.

- Oui, les gars ! Répondit Alexis. A présent, il ne reste plus qu'une chose à faire : baptiser notre nouvelle recrue... comment pourrait-on l'appeler ?

Ce brave Alexis était pressé de me donner un «nom de guerre», comme on disait. Ce devait être la coutume et je vis que les copains allaient tout de suite m'en trouver un : - Voyons, dit Alexis, il ne faudrait pas lui donner un nom qui existe déjà... réfléchissons un peu... Robert... Marcel... Henri... Denis... Raymond... Claude... tout cela existe... Ah ! Voilà, j'ai trouvé : nous l'appellerons Maurice, personne ne porte ce nom de guerre au camp. Qu'en dites-vous, les amis ?

Tout le monde fut d'accord. Et voilà comment, en un tour de main, je fus baptisé en arrivant au camp. Ce premier accueil chaleureux, me fit plaisir. Après avoir bavardé encore quelques instants on se serra pour nous faire de la place et, bientôt, roulés à notre tour dans les couvertures, nous ne tardâmes pas à dormir d'un profond sommeil car nous étions fourbus...

Voici donc de quelle façon je fis mon entrée au Maquis, quelque part dans la forêt de Lanteuil, aux environs de Brive...

LA VIE AU CAMP

Je me réveillai le lendemain, le corps tout meurtri. Nous n'étions plus que nous trois, les autres devaient être levés depuis longtemps. Alexis et le Mataf étaient encore enfouis sous les couvertures. Tout à coup la toile de l'entrée se souleva, livrant passage à un homme, plutôt petit de taille, des cheveux frisés très bruns, le visage particulièrement bronzé, tout au moins il me semblait, où brillaient des yeux noirs, et qui demanda :

- Café, camarade ? avec un large sourire et un accent d'outre-Pyrénées.

Alexis qui venait de se réveiller lui aussi s'écria :

- Ah ! Ce brave Marco qui nous apporte le café... Bravo, Marco !

Le dénommé Marco, posant près de nous la cafetière, les bols, les cuillers et le pain, nous gratifia d'une vigoureuse poignée de main, ainsi qu'au Mataf qui émergeait, enfin, de ses couvertures. Nous déjeunerâmes de bon appétit, après quoi, nous sortîmes dehors. Cette fois je vis l'endroit ; le camp se trouvait sur la pente, non loin du ruisseau. La forêt était épaisse. Sur le sol, de nombreuses pierres rougeâtres aux formes variées. Quelques-unes étaient énormes.

Au premier abord, je trouvai l'endroit plutôt sinistre. Près du ruisseau se trouvait la cuisine : c'est là, à notre arrivée, que nous avions trouvé la sentinelle. A côté de la cuisine se trouvait le réfectoire, construit sommairement avec des arbres coupés sur place. Des tables et des bancs avaient été fabriqués à l'aide de planches clouées sur des rondins, le tout soutenu par des troncs fichés en terre. Le toit était fait de branchages posés un peu à la diable et ne devait guère garantir de la pluie. On pouvait loger là une trentaine de personnes. Je remarquai que le camp se divisait en deux parties : le coin Français et le coin Espagnol.

Autant que je puisse m'en souvenir, les Espagnols n'avaient pas de tentes mais avaient construit, avec des pierres et de la terre, de confortables abris, bien plus chauds que des toiles. Quelques-uns avaient bâti des huttes en genêts. Leurs abris, ou huttes, au nombre de six ou sept, s'étendaient tout le long du ruisseau, avec un sentier les réunissant toutes et aboutissant à la cuisine.

Les Français, eux, s'étaient installés à une cinquantaine de mètres plus haut et avaient mis leurs tentes aux endroits les plus favorables, en recherchant les plates-formes. Au besoin, ils avaient eux-mêmes aplani le terrain. Les tentes étaient assez espacées. Celle du chef de camp et celle réservée aux vivres et munitions, par contre se côtoyaient. Tout cela formait un petit village. Une activité incessante y régnait, chacun s'ingéniant à modifier ou améliorer son abri, tracer un nouveau sentier, établir une plate-forme, construire des escaliers là où la pente était trop forte, couper du bois pour la cuisine, etc. J'eus le plaisir de retrouver deux bons camarades, connus depuis longtemps : Claude et René. Claude (Delmas de son nom de famille) était un jeune agriculteur du village de la Besse, situé non loin de Lachaise, dans la même commune de Mansac. Quant à René (Froidefond) il était, lui, de la Dordogne, mais à la limite départementale, au petit bourg de La Feuillade près de Larche. Il avait fait partie, comme moi, des Jeunesses Communistes. Tous deux furent enchantés de me retrouver.

Mon premier travail fut, bien-sûr, d'aller me présenter au chef de camp : Justin. C'était, comme l'avait dit Alexis, un jeune gars de dix-neuf ans, mais à son contact, on pouvait vite lire sur son visage énergique, dans son regard décidé, qu'il possédait en lui les qualités d'un chef... Il me reçut aimablement. En quelques mots il m'expliqua que Gaston lui ayant parlé de moi, il allait me confier un certain travail au camp :

- Es-tu assez documenté sur le plan politique ? me dit-il.

- Pas tellement actuellement, répondis-je, car j'ai perdu un peu depuis 1939. Mon activité a été plutôt réduite à partir de ce moment-là...

- Oui... il est compréhensible que tu aies, à partir de cette période, quelques pages blanches. Mais je suis certain qu'en te remettant au travail et en te documentant, tu combleras vite ce retard.

Puis il ajouta :

- Tu trouveras ici quelques brochures et des circulaires... Oh ! Nous n'en avons pas beaucoup, mais cela te permettra de retrouver l'ambiance, de connaître et d'étudier utilement la position du Parti devant les événements actuels. Il importe d'être bien ferré là-dessus car nous avons du travail à faire ici... Tu as été secrétaire de groupe, n'est-ce pas ?

- Oui, jusqu'à la fin de 1939, répondis-je.

- Bien, c'est parfait ! Tu vas à présent, me donner tous les renseignements que je vais te demander. Nous établissons la biographie de chaque nouveau rentré, ces renseignements, après avoir été classés, étant soigneusement rangés.

Je donnai à Justin tous les détails dont il avait besoin, puis il me dit :

- Alors, documente-toi un peu. Ensuite, il faudra voir ce que nous pourrons faire. Il y a beaucoup de jeunes ici ; il serait nécessaire de les éduquer... Mais nous en reparlerons

par la suite. Pour l'instant, il est indispensable que tu te familiarises avec le camp et que tu connaisses les copains. Ainsi se termina mon premier contact avec lui. Pendant quelques jours j'appris donc à connaître les uns et les autres, à me faire aussi une idée de cette nouvelle vie qui commençait pour moi.

Le camp groupait Espagnols et Français, une cinquantaine de Maquisards, logeant dans une douzaine de tentes ou huttes. Cela formait une petite communauté où régnait une harmonie parfaite. Espagnols et Français s'entendaient bien. Une grande fraternité unissait tous ces hommes. Les Espagnols étaient de rudes gars sur lesquels on pouvait compter. Tous avaient fait la guerre contre Franco, dans les rangs de l'armée Républicaine et, de ce fait, étaient rompus aux pires épreuves : la fatigue, les privations, les misères et aléas multiples de la guerre. On sentait chez eux cette confiance sans limite, cette foi irrésistible dans l'issue du combat gigantesque des forces démocratiques contre le fascisme. Exilés, ils poursuivaient sur le sol de France, fraternellement unis aux Maquisards de chez nous, la lutte clandestine mais farouche contre l'ennemi commun...

Je connus bientôt tout le monde. Mais, mes meilleurs copains étaient toujours René et Claude. Néanmoins, quelques autres m'étaient très sympathiques également : Roger, un gars de Charrier, âgé d'une vingtaine d'années au visage impassible, calme, toujours de bonne humeur. J'ai rarement vu un garçon aussi flegmatique, possédant un tel sang-froid. Charrier, son village natal, se trouvait à une dizaine de kilomètres de Larche. Il y avait Camille : c'est lui qui était de garde le jour de mon arrivée. Il était originaire d'Ambazac, en Haute-Vienne. Il avait un visage mince au menton saillant, parsemé de petits boutons, des yeux bleus sous des cheveux plutôt blonds. Avec ça, il possédait ce petit accent bien caractéristique de la région de Limoges. Il ressemblait un peu à Roger par son air calme et désabusé. J'appris qu'il avait été secrétaire adjoint des Jeunesses Communistes de la Haute-Vienne. C'est lui qui était Responsable politique du camp.

Je ne peux passer sous silence le nom d'un autre camarade : Jeannot. Un gars costaud, sympathique, entreprenant, âgé de 23 ans. C'est lui qui assurait la direction technique du camp, organisait et dirigeait les divers travaux d'aménagement. Il fallait voir son sérieux ! J'ai eu le plaisir de faire avec lui la plupart des campagnes du Maquis Corrèzien... Je pourrais ainsi décrire tous ces braves gars du détachement «Grandel». Ce nom avait été donné au camp en souvenir de ce glorieux patriote qui fut, hélas parmi tant d'autres, assassiné par les nazis. Mais je me bornerai seulement à citer, au fur et à mesure de mon récit, les noms de ceux avec qui j'ai partagé plus particulièrement la vie des Maquis et de la Résistance. Pour un grand nombre d'entre eux, d'ailleurs, je n'ai connu que leurs noms d'emprunt... Mais il faut quand même que je dise un mot sur «la Flèche»... La Flèche... Ah oui ! Celui-là méritait admirablement son surnom : toujours en déplacement, à pied, en vélo, par tous les temps, infatigable, il allait sans trêve ni répit, courant la campagne. Il était partout à la fois, surgissant subitement, comme un diable de sa boîte, là où on l'attendait le moins. Petit de taille mais fortement bâti, il avait un peu l'allure «Apache», le béret sur les yeux et la tenue toujours débraillée. Ses yeux vous fixaient étrangement quand il vous parlait. Sa bouche faisait comme une moue méprisante avec, au coin des lèvres, un éternel mégot.

Tel était la Flèche, connu aux quatre coins de la Corrèze. C'était un bien brave garçon. Son travail consistait à ravitailler le camp : il allait dans les villages acheter des légumes, ainsi que des veaux ou des moutons, parfois du blé ou de la farine en vue de faire un échange contre du pain chez les boulangers sympathisants. Toujours volontaire aussi pour aller en mission : coups de main, sabotages, rappels à l'ordre de gens un peu trop complaisants envers l'occupant. Nul autre ne savait mieux user de la dynamite ou du plastic...

La tente d'Alexis étant suffisamment gamie, je n'y couchai que la nuit de mon arrivée. Durant une huitaine je logeai dans celle occupée par René et Claude, où des places demeuraient libres. Un jour, mon ami René vint à moi et me dit :

- Que dirais-tu si nous construisions une cabane à nous, avec toutes ces pierres qui jonchent le sol et en se servant de la terre comme mortier ?

Cette idée me plut. Ce fut avec enthousiasme que je lui répondis :

- C'est une excellente idée, cela nous occupera et nous fera trouver le temps moins long. Nous nous mîmes à l'œuvre aussitôt. Rapidement nous trouvâmes l'emplacement favorable. L'abondance des pierres nous permit d'en rassembler, en peu de temps, une quantité suffisante. Le sol était littéralement couvert de ces pierres rouges. Ceux qui ont sillonné la région connaissent sans doute la ville de Collonges, surnommée la ville rouge à cause, justement, de la couleur des pierres avec lesquelles elle a été bâtie. Les pierres de la forêt étaient identiques, dans leur grande majorité, à celles qui avaient servi à la construction de la ville de Collonges.

Rapidement, nous eûmes édifié les murs de la cahute... Ce n'était pas, à vrai dire, de l'élégant, mais c'était solide, cela nous suffisait. À l'aide de quelques rondins coupés à proximité, nous construisîmes la charpente. Pour la toiture, il fallut couper de la fougère qui, heureusement, croissait en abondance non loin de là. Bientôt notre cabane fut terminée, à notre satisfaction, et nous n'étions pas peu fiers de notre travail : avoir une cabane à nous, faite de nos mains, c'était quelque chose de formidable ! Lorsque nous eûmes mis la dernière main à notre «home», nous décidâmes de lui donner un nom :

- Nous pourrions, dis-je à René, l'appeler du nom d'un grand homme, d'un martyr de la résistance, par exemple... Nous discutâmes ainsi pendant un bon moment sur le choix à faire puis, finalement, ce fut moi qui trouvai le nom nous convenant le mieux : nous décidâmes de la nommer «villa Thaelman», en souvenir du leader communiste allemand, arrêté et martyrisé par les nazis. Dans un morceau de bois nous taillâmes une petite planchette sur laquelle nous marquâmes le nom choisi et, à l'aide de quelques pointes, nous la fixâmes au-dessus de la porte de notre «villa».

Avec un bâton et un morceau de chiffon rouge, nous eûmes tôt fait un drapeau que nous plantâmes sur la façade. Ce fut un exemple. À peine notre cabane terminée, de nombreux gars nous imitèrent. Rapidement, un peu partout dans le camp, de nouvelles petites bâtisses s'élevèrent. Parfois, cinq ou six hommes se rassemblaient pour construire leur abri, et on vit bientôt surgir de vastes constructions qui, avec leurs murs épais et leurs portes étroites, ressemblaient à des blockhaus...

1996. Restes de cabanes en bois du camp "Grandel" .Emplacement n° 3 sur le croquis. Carte Michelin. n° 75 Forêt de la Boudie.10 Kms Sud-Est de Brive.
(voir pages précédentes)

N.B. Ces cabanes furent vraisemblablement restaurées par les militaires du 126me Régiment d'Infanterie de Brive qui utilisa le camp "GRANDEL", pendant plusieurs années, après guerre , pour des exercices de guerrilla et de survie.



1996. De gauche à droite :

Henri VALERY. Ancien FTPF. Camp "FAITA et E.M.
Interrégion et "Zone Sud"

Etienne DELMAS Ancien de "GRANDEL"

Marcel BERNARD (JEANNOT) " "

Edouard VALERY (JUSTIN) " "

ANDUJAR (RAYMOND) " "

FORMATION de la 3me COMPAGNIE FTPF, SUD de la CORREZE

-Mi-septembre 1943 : "GRANDEL" constitue la base de la 3me Cie

-Commissaire aux Effectifs (C.E.) : André ODRU . (ANDRE)

-Commissaire aux Opérations (C.O.) : Edouard VALERY (JUSTIN)

-P.C. de la Cie : dans la ferme de Eugène MATOU située sur les coteaux, à 1km,500 à l'ouest de VARETZ.

-Intensification des sabotages dans la région de BRIVE.

-Vers 15 décembre 1943, la 3me Cie est scindée en deux :

-la 3me Cie : N.E. de Brive et plateaux région de Clergoux

-la 5me Cie : autour de Brive

nôtres peuvent décrocher, mais je suis moi-même arrêté avec quatre autres : Marçais, de Bourges (quelle dérision : son père est gendarme !); Merle, de Lyon; Henot, de Paris¹; Ruaud, de Bordeaux, le plus jeune d'entre nous².

A la prison de Tulle, les maquisards arrêtés forment un groupe important : il y a là des gars de l'A.S. en costume des chantiers de jeunesse et nous, les F.T.P., avec nos pauvres pantalons confectionnés avec des couvertures récupérées... Des policiers venus de Limoges nous interrogent et nous frappent.

Quelques jours après nous, arrive Darius (André Desassis), un responsable F.T.P.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

André Desassis sous le nom de Darius, 22 ans, commandait à Combrèsol, le camp Jules Aufret. Son arrestation est durement ressentie.

Le C.O.R. Daniel (Albert Thomas) et Alexis (Logothétis) organisent en novembre, une attaque de la prison de Tulle pour le libérer, ainsi que plusieurs autres camarades, parmi lesquels des maquisards du camp Sampaix.

Il s'agit d'une opération par ruse. Thomas s'est procuré des uniformes de la Gestapo. Des maquisards de la 2^e et de la 3^e compagnie les endossent et pénètrent dans Tulle dans deux « tractions avant ».

Fredo (Poncet), Jo Mandat et Wertheim (Joseph)³, Allemand anti-nazi, se faisant passer pour des officiers de la Gestapo, munis de papiers en conséquence, se présentent à la prison en plein après-midi pour demander que certains prisonniers leurs soient confiés. Hélas, il leur est demandé la levée d'écrou de chacun, que seul délivre le procureur de la République, et le faux document n'a pas été préparé.

Nos trois amis quittent donc les lieux pour aller quérir des « documents »... Le directeur de la prison, comprenant qu'il s'agit d'une tentative d'enlèvement de détenus résistants, fait renforcer la garde de ces derniers par une section de policiers de Vichy.

L'opération est à recommencer, en s'y prenant différemment.

Jean EYROLLE.

Les policiers emmènent à Limoges André Desassis. Et il doit bien se douter de ce qui l'attend puisque, avant de partir, il fait parvenir à Pauline Sahuguet, qui est au quartier des femmes, ce qui reste de son ravitaillement personnel : un peu de miel⁴.

1. Il mourut des suites de la déportation.

2. Les rescapés du camp Lucien-Sampaix, avec Hercule, se replièrent sur le département de la Dordogne.

3. Wertheim trouva accidentellement la mort, à Egletons, avant la Libération. Son corps repose au cimetière de Lafage-sur-Sombre. Il était originaire de Mannheim, en Allemagne.

4. Nous apprîmes plus tard qu'André, frappé et torturé, mourut en prison le 28 mars 1944.

AUTOUR DE BRIVE

André ODRU.

Eugène Connangle nomme Edouard Valéry comme commissaire aux opérations de la 3^e compagnie.

En train, à vélo, à pied, Paul (Jacquet), Edouard et moi parcourons le sud de la Corrèze, visitant les camps, créant avec le chef en fonction, le détachement de trois groupes de combat, organisant les sabotages. Hélas, quelques semaines après, Paul est arrêté et emprisonné à Limoges. Il est remplacé par Raymond Relier (Alain).

Edouard et moi retrouvons quelques jours, en septembre, celui que nous appelions Albert à La Souterraine et qu'Edouard appelait Roger en 1942, c'est-à-dire Sanson, l'intrépide « Charlot » nommé commissaire aux opérations en Corrèze.

Malheureusement Sanson est trop connu de la police, ici. Au bout de huit jours il est arrêté une nouvelle fois place Thiers, à Brive. Nous ne le reverrons plus en Corrèze dans la période clandestine.

C'est Thomas (Daniel) de Tulle, qui le remplacera jusqu'en novembre comme C.O.R., avant d'aller prendre la même fonction en Dordogne.

Nous mettons sur pied d'autres détachements. Si bien que, le 15 décembre 1943, la 3^e compagnie F.T.P. peut éclater en deux : la 5^e compagnie est créée autour de Brive. Elie Dupuy, de Jugeals, en prend le commandement comme commissaire aux opérations.

Une caractéristique de cette compagnie apparaît dès sa naissance : la géographie de la basse Corrèze, aux forêts plus clairsemées, imposera des maquis d'un seul groupe de combat de 8 à 10 hommes, alors qu'ailleurs nous aurons encore des maquis d'un détachement de 3 groupes.

Les maquis de la 5^e compagnie sont donc disséminés sur les communes de Jugeals, Cornil, Lanteuil, Saint-Solve, Vignols, Pompadour, La Rivière-de-Mansac, etc.

Edouard VALÉRY.

Le couvre-feu, institué dans le département le 7 octobre, de 20 heures à 6 heures, vient compliquer notre travail, qui se poursuit néanmoins.

A Brive, sur la route de Tulle, face à la passerelle de la Guierle fonctionne une usine de la société Philips, qui fabrique en abondance du matériel radio pour les Allemands.

Le 21 octobre 1943, elle est attaquée par un groupe du détachement Grandel qui arrive à proximité dans une ambulance militaire, récupérée à Larche et que le détachement utilise pour ses déplacements. Je dirige l'opération, d'après les renseignements recueillis sur place par Luc (Jean Nin).

Le gardien est désarmé et toutes les machines essentielles sont détruites à l'explosif. L'usine est fermée pendant plusieurs semaines.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Dans l'été 1943, les jeunes réfractaires réfugiés dans les fermes au nord de Brive sont rassemblés par le capitaine d'active Georges Guédin, en un maquis de l'Armée secrète, aux sapins de Berchat. « Georges » envoie des sous-officiers pour en assurer l'encadrement. Le ravitaillement est organisé, dans les fermes des alentours, par M. Uminsky, du Moulin-Haut de Sainte-Féréole, et par les « M.U.R. » de Brive.

En septembre 1943, attaque des G.M.R. Le camp se déplace au Moulin-de-l'Etang, et reçoit en renfort un groupe de réfractaires venu de la région d'Estivaux.

De jeunes Français, sans opinions politiques, entrent, eux aussi, dans l'action patriotique.

Martin PRINCIPAUD.

Dans l'année 1943, nous sommes tout un groupe de jeunes, à Donzenac, décidés à lutter contre les nazis et leurs valets. Antoine Soubrenie (Tito) nous fait part de contacts qu'il a avec l'Armée secrète. Puis je rencontre un délégué de « Franc-tireur » : il me demande de constituer à Donzenac un groupe de F.U.J.P. (Forces unies de la jeunesse patriotique) dépendant de la région de Toulouse.

Soubrenie et moi contactons des jeunes communistes et des jeunes catholiques.

Une première réunion a lieu dans la maison de M. Eymeri. Malgré mon jeune âge (17 ans) je suis désigné comme le responsable. Nous recevons et diffusons tracts et journaux clandestins¹.

Je rencontre à Saint-Pantaléon-de-Larche, le responsable régional F.U.J.P. Il me demande de prendre des dispositions secrètes. Nous devons héberger des réfractaires au S.T.O. venant de plusieurs grandes villes (Paris, Toulouse, Cahors, etc.) et des jeunes de l'Ecole des Mous-ses de Toulon repliés dans le Lot. Nous devons héberger un groupe d'aviateurs déserteurs de l'armée de Vichy. Il nous est demandé de constituer des groupes armés de combat et de sabotage, avec, pour premier objectif, la récupération dans les mairies de tickets d'alimentation et de cachets.

A l'issue de cet entretien, trois revolvers et de l'habillement me sont remis.

Le lendemain nous nous mettons en campagne: plusieurs paysans acceptent d'héberger et de nourrir les patriotes qui nous arriveront.

1. Les premiers membres de ce groupe furent Jean Boucharel, André Cramier, François Gautzman, Antoine Delmas, Bernard Ducros, Léopold Malard, Zajonc, Fernand Morand, Georges Valadas, Burg, Vergnol, Laleu (Planète), Laleu (Mirus), Jean Goulmy, Auguste Raynal, Robert Peyrat. Ce dernier et Merzeau assurèrent l'impression des tracts.

En septembre 1943, j'assiste à Allasac à une entrevue entre deux chefs de Résistance dont l'un venu de Londres et Guillonet (Mimile) qui commande le maquis A.S. de Comborn (Voutezac). Guillonet obtient une attribution d'armes à aller prendre à Salon-la-Tour. Je fais partie de l'expédition. Nous sommes déçus: 7 mitraillettes seulement, pour notre groupe de 20 à 25 hommes. Un peu plus tard, le groupe d'aviateurs qui nous avait été annoncé arrive en camion, à Donzenac. Je conduis une partie d'entre eux au camp du Gaucher, l'autre à Comborn.

Le 18 septembre, le camp de Comborn est attaqué par les Allemands, mais les maquisards, alertés, peuvent se retirer à temps.

Robert NARBOUX.

En octobre 1943, les aviateurs et maquisards se regroupent vers Sainte-Féréole (grotte du Trou du Loup). Il pleut toujours, les angines font leur apparition, le mauvais temps nous chasse et nous trouvons avec plaisir un toit à la ferme de la Besse. Le groupe Uminski, du Moulin de l'Etang, vient nous rejoindre.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

A la Rivière de Mansac, un groupe F.T.P. vit sous la vigilance des militants locaux. Le 12 novembre 1943, les Allemands font irruption chez le communiste Genevaise, invalide de 14-18, au village de Lachèze. Ils le rouent de coups pour lui faire avouer où se trouve le « maquis » (qu'il connaît bien puisqu'il le ravitaille tous les jours). Genevaise ne parle pas. Il est emmené ainsi que sa fille¹. Les Allemands incendient la maison d'un autre ravitailleur, Jean Marty.

André ODRU.

Au cours de ma période de travail dans la région de Brive, de septembre à décembre 1943, j'ai souvent pénétré dans des fermes amies, prenant contact avec la vie, à cette époque, des paysans corréziens.

Au « Château » de Jugeals, énorme bâtisse plantée au sommet d'une colline, je suis impressionné par l'immense salle au fond de laquelle le feu flambe dans la plus grande cheminée que j'aie jamais vue: sous son manteau, deux bancs permettent à six personnes de s'installer confortablement. Là habitent et peignent les parents d'Elie Dupuy.

A Varetz, je connais la chaude hospitalité d'Eugène Matoue et de sa femme. Dans leur ferme isolée, j'ai vu jusqu'à dix garçons, en instance de passage au maquis, attablés autour de la soupière fumante. Mme Matoue a fort à faire pour apaiser ces appétits énormes, et j'entends encore sa voix essayer de dominer les discussions passionnées.

1. Genevaise mourut à Buchenwald.

André ODRU.

Au mois d'octobre 1943, dans le bourg d'Objat, je rencontre, par hasard, un visage connu : le docteur Wolf, qui est juif, avait été interné, comme moi, au camp de concentration de Saint-Paul-d'Eyjeaux, dans la Haute-Vienne. Lui avait été libéré par mesure de « clémence » à l'occasion du 1^{er} mai précédent.

Il devine ce que je fais en Corrèze, et me prie de lui donner la filière pour gagner l'Angleterre par l'Espagne. Je lui réponds que je ne connais pas de telles filières, mais que, par contre, un docteur dans nos maquis ferait bien l'affaire.

Tel n'est pas l'avis du docteur Wolf. Je ne peux que lui souhaiter bon voyage. Qu'il se débrouille...

A la même époque, Edouard Valéry et moi sommes informés qu'un groupe de jeunes réfractaires est caché dans un château, dans la région de Larche, et demande à entrer en contact avec nous.

Au château, nous trouvons en effet quelques jeunes gens de notre âge, bien habillés et qui écoutent des disques de danse dans une grande salle.

Nos pantalons élimés et mon blouson de cuir usé font mauvais effet. On attendait de « vrais » officiers. On nous écoute poliment. Nous reparons sur la pointe des pieds.

Les réfractaires dorés du château n'entreront pas au maquis.

Ainsi, l'hostilité à l'occupant et à Vichy prend, autour de nous, des formes multiples.

Certains Français patriotes ne conçoivent la Résistance que dans l'action extérieure au pays, sous la conduite de De Gaulle ou de Giraud, sous la protection des forces armées anglo-américaines.

Mais, même pour ceux qui, en cette année 1943, entendent mener leur combat sur le sol national, la division existe. A côté des F.T.P., il y a l'Armée secrète, et tout ne va pas pour le mieux entre nous.

NOS COMPAGNONS DE L'ARMÉE SECRÈTE

Edouard VALÉRY.

L'Armée secrète de la région de Brive est commandée par Hervé et Georges¹, deux officiers de carrière.

Nous entretenons des contacts avec eux. Personne plus ardemment que nous ne souhaite l'unité de la Résistance dans la lutte contre l'occupant.

L'hiver approche. Les maquisards manquent d'armes et de vêtements, notamment de chaussures. Les chefs de l'A.S. promettent armes et chaussures militaires, mais à condition d'aller vérifier sur place l'effectif de nos maquisards.

1. Les capitaines Vaujour et Guédin, officiers d'active.

Bien que ces conditions ne nous plaisent pas, ils peuvent donc visiter plusieurs cantonnements.

Quelques jours plus tard quelle n'est pas notre surprise de trouver un nouveau chef au détachement Grandel, nommé et mis en place, à notre insu, par Hervé et Georges !

Ainsi l'unité, pour eux, consiste en une annexion pure et simple des maquis F.T.P. ! Dans quel but d'ailleurs une telle annexion ? L'A.S. manque-t-elle à ce point d'hommes ? Est-ce pour faire cesser le sabotage et la guérilla dans la basse Corrèze ? Certes, les maquis F.T.P. sont, pour la plupart, commandés par des jeunes gens sans formation militaire traditionnelle. L'A.S., au contraire, dispose de cadres de carrière de l'ancienne armée. Mais l'expérience de la guerre classique est-elle nécessaire pour faire la guérilla ? Et puis, dans l'immédiat, veulent-ils seulement se battre ?

Le nouveau « chef » du détachement Grandel est vertement invité à quitter les lieux dans les 24 heures.

Le lendemain, une entrevue orageuse a lieu, avec les chefs de l'A.S. au pont d'Estavel à Brive.

Aucun contact n'est plus possible dans ces conditions. C'est regrettable pour l'unité et l'efficacité de la Résistance. Nos F.T.P. continueront donc le combat, manquant de l'essentiel, tandis que des armes et du matériel resteront inutilisés dans des cachettes de l'A.S.

André ODRU.

Peu après mon arrivée en Corrèze, Martial (Connangle) me met en rapport avec l'un des chefs de l'A.S., Georges. Dès le départ, nous ne sympathisons guère. Je sens un certain mépris de l'officier envers ces « jeunes gens » que nous sommes, Edouard et moi, sans formation militaire. Il doit enragier de voir que nos maquis rassemblent plus de garçons que les siens.

Il faut accompagner Georges dans nos camps pour qu'il en vérifie les effectifs. Je ne suis pas content, mais il faut bien le faire... Et c'est ainsi qu'un matin, le capitaine Georges et moi, grimpons à vélo la côte de Clergoux.

Nos garçons regardent avec curiosité cet officier en culotte de cheval qui vient leur réciter par cœur le nom des pièces du fusil-mitrailleur 1924, modifié 1929, et prétend les enthousiasmer par la perspective d'un beau défilé militaire sur la place de la Guierle, à Brive, après la victoire. L'A.S. ne nous livrera pas un fusil à cette occasion.

Nos F.T.P. utilisent quelquefois des moyens peu diplomatiques pour « récupérer » des armes à l'A.S. Ainsi, une nuit d'hiver, le capitaine Guédin fait irruption, revolver au poing dans le garage de notre commissaire technique Georges Logothétis, près d'Objat, où je me trouve avec Edouard Valéry. Logothétis, en effet, a enlevé dans la journée un petit stock de mousquetons et une caisse de fusils-mitrailleurs qui étaient destinés à l'A.S. Nous devons convenir qu'il a raison, et il récupérera une partie des armes, le surlendemain, sur la route de Donzenac à Sainte-Féréole.

Je me plonge dans la lecture d'un long poème, le *Musée Grévin*, signé François la Colère, un pseudonyme d'Aragon. Un paquet de ces feuilles, imprimées aux Editions de Minuit, vient de m'être remis par Fernand, assis en face de moi.

Peu après, dans le bourdonnement du train en marche, sans me soucier de la voyageuse assise à ma droite, je me mets à déclamer à voix basse les vers bouleversants :

*J'écris dans cette nuit profonde et criminelle
Où j'entends respirer les soldats étrangers...*

Les fiancées des prisonniers de guerre :

*Où sont ceux que quatre ans nous avons attendus ?
Où sont notre jeunesse et nos baisers perdus ?*

La révélation d'un monde d'apocalypse quelque part, dans la lointaine Silésie :

Auschwitz, Auschwitz, ô syllabes sanglantes

Les dernières stophes me plongent dans une admiration étonnée :

Je vous salue ma France arrachée aux fantômes.

En face de moi, Fernand Dupuy a un sourire préoccupé. Pourquoi ? Je le saurai tout à l'heure. En gare de Gourdon, la dame assise à ma droite se lève et nous salue d'un aimable : « au revoir, messieurs », accompagné d'un grand sourire, avant de nous quitter.

Fernand est affirmatif : « Cette dame, c'est Elsa Triolet¹ ! »

Demain, je porterai le *Musée Grévin* au maquis : la poésie entre dans la bataille².

1. Je souhaite toujours aujourd'hui que Fernand ne se soit pas trompé ce jour-là.

Mais c'était bien à cette époque qu'Elsa Triolet avait préparé dans le maquis du Lot, le recueil de nouvelles qui fut le premier prix Goncourt d'après la libération : « Le premier accroc coûte deux cents francs ».

2. A la même époque, je recevais des exemplaires du journal *les Etoiles*. Lisant l'*Hymne à la cathédrale de Strasbourg*, j'entendais sonner le tambour d'Arcole, et le dernier vers s'étranglait dans ma gorge du désir de le hurler :

*Aux armes, héros désarmés
Pour Strasbourg, la France et le Monde
Entendez cette voix profonde
Qui gronde qui gronde qui gronde
Meurent les assassins gamés*

A ceux qui disent aujourd'hui : « C'est du Déroulède », je réponds que ce verbe passionné correspondait à nos sentiments profonds, nous les jeunes traqués qui voyions les uniformes verts à portée de fusil.

Dans l'arsenal de la Résistance armée, certaines strophes d'Aragon prenaient place comme armes à feu.

LA BATAILLE DU RAIL

Edouard VALERY.

En novembre 1943, avec l'arrivée du matériel approprié¹ les sabotages vont s'intensifier. Divers objectifs sont particulièrement visés : les voies ferrées, les lignes et sous-stations électriques alimentant la ligne Paris-Toulouse, le matériel roulant, l'usine Philips de Brive, etc.

Le 11 novembre, pour célébrer l'anniversaire de la victoire de 1918, onze objectifs divers sont attaqués et sabotés à Brive même et dans la région. Les cheminots du dépôt participent à ces actions.

Des charges de plastic ont été préparées dans une scierie de la route de Bordeaux, chaque charge est munie d'un « crayon » (allumeur à retardement).

Plusieurs employés sont venus au travail avec explosifs et crayons dans la poche ou la musette. Le soir, avant de quitter l'atelier, chacun place sa charge qui doit exploser vers 1 h 30 du matin, sur une pièce vitale de locomotive ou de machine importante.

Pour couvrir l'action des « légaux », le maquis sabote, vers une heure du matin, la station de pompage au bord de la Corrèze et le transformateur situé à l'entrée du dépôt. Pendant une heure, les explosions réveillent les Brivistes.

Lorsque nous arrivons près du transformateur, plusieurs personnes réveillées par les explosions sont à leurs fenêtres et s'entretiennent de part et d'autre de la rue...

Je pénètre à l'intérieur du petit bâtiment contenant le transformateur qui alimente les ateliers du dépôt, en utilisant tout simplement la clef que m'avait remise un des ouvriers. Une charge importante est placée au milieu des appareils. J'allume la mèche lente et nous nous replions sous le pont qui est à proximité.

Aux fenêtres le bavardage continue. Visiblement ces personnes attendent d'autres explosions. Leurs désirs vont être vite comblés : une formidable déflagration souffle littéralement le transformateur à une cinquantaine de mètres d'eux : les fenêtres sont vivement refermées tandis que nous enfourchons nos vélos.

..

De leur côté, Elie Dupuy et ses légaux ne restent pas inactifs. Ils réussissent un déraillement le 23 novembre, puis un sabotage de la voie ferrée Paris-Toulouse est particulièrement efficace. Le 30 novembre un train de marchandises est d'abord arrêté en gare de Gignac.

1. C'est à cette époque que Georges Logothétis a ramené du Grand Pressigny plusieurs tonnes d'armes et d'explosifs.

Cressensac. Il est suivi à quelque dix minutes par un autre train de marchandises. Ce dernier est arrêté à mi-chemin entre Gignac et Souillac. Les occupants du train sont invités à s'éloigner. Le premier convoi arrêté à Gignac est lancé en marche arrière en direction de Souillac.

La rampe étant importante, le train fou arrive sur celui qui est arrêté. Il le percute dans un effroyable bruit de ferraille. Les locomotives et les wagons sont enchevêtrés les uns dans les autres en un amas inextricable. Le trafic est interrompu pendant soixante-douze heures.

La grue de 45 tonnes remise en état après le premier sabotage a fort à faire pour rétablir la circulation. Sabotée une deuxième fois, au dépôt de Brive, elle est envoyée en réparation aux ateliers de Périgueux. Là, au moment où elle est prête à reprendre son service, elle est rendue inutilisable pour longtemps par les F.T.P. de la Dordogne.

André ODRU.

Lorsque la voie ferrée Toulouse-Brive est coupée par nos sabotages, les trains de marchandises sont déroutés par la rocade Figeac-Brive. Je décide d'enseigner aux maquisards du camp de Jugeals comment on fait dérailler un train. Ils contrôleront ainsi cette voie à l'avenir.

L'endroit choisi est un virage dans la descente vers Brive, avant le tunnel près de Chastanet. Les garçons de Jugeals que je rejoins à vélo, me guident vers cet endroit, particulièrement heureux de leur première aventure. Par une nuit d'encre, nous avançons par le fond du vallon d'Enval. La bonne humeur règne pendant que nous attendons, dans le sous-bois, le passage du dernier train de voyageurs.

Celui-ci passé, nous bondissons sur la voie, j'enseigne la disposition des cinq boules de plastic, du cordeau détonant, de la capsule, et nous regagnons la lisière voisine.

Lorsque le train se fait entendre, crachant des étincelles de sa locomotive, je sens les gars crispés d'émotion. Une flamme éblouissante dans la nuit éclate sous les wagons. L'explosion est formidable et son écho se répercute au loin. Lentement, les uns après les autres, les wagons de marchandises se redressent, se couchent, s'amoncellent. Nous exultons !

Hélas, lorsque le tintamarre prend fin, un long cri de douleur monte des wagons disloqués. Un cri de femme, semble-t-il, qui n'en finit pas, lugubre dans la nuit. Nous sommes bouleversés.

Il faudrait porter secours à cette malheureuse, au risque bien sûr, de nous faire arrêter. Nous ne le tentons pas.

Nous laissons ce soin aux cheminots de la locomotive, aux gens du voisinage.

Nous regagnons le camp en silence, angoissés, la conscience en défaut. Le trajet aller avait été conquérant ; le retour est pitoyable. Nous ne sommes pas des héros.

Je serai renseigné quelques jours après sur les voyageurs du train de marchandises : des romanichels qui voyageaient clandestinement. Notre vigilance à ne pas faire courir de risques aux populations a été prise en défaut.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Ce souci d'éviter à tout prix des accidents aux personnes nous fait parfois rater nos sabotages. Ainsi, lorsque Edouard Valéry décide d'arrêter un train au sud de Brive, d'en faire descendre tous les cheminots et voyageurs, et de le précipiter à toute vitesse dans la descente, comptant qu'il viendrait détruire les aiguillages de la gare de Brive et s'y amonceler.

L'opération débute parfaitement. Un jeune cheminot maquisard met sur la locomotive la manette à la vitesse maximum et saute sur le balast.

Pendant que le train dévale vers Brive, on téléphone au chef de gare d'avoir à faire évacuer tous les quais. Le chef de gare coupe alors immédiatement le courant sur la ligne, et le train s'arrête, hélas, en rase campagne...

En novembre encore, les gars du camp Lelong, de la 2^e compagnie, vont saboter la sous-station électrique proche d'Uzerche à un jour et demi de marche du camp. Les gardes-voies sont désarmés, et un ouvrier de la sous-station montre aux F.T.P. les endroits sensibles de l'installation, que l'explosion qui suit rend inutilisable pour longtemps. Les F.T.P. rentrent au camp après plusieurs jours d'absence, fatigués, mouillés jusqu'aux os, les pieds en sang, mais fiers d'eux !

La voie ferrée Toulouse-Brive et sa rocade subissent ainsi des coups ininterrompus : attaques de transformateurs, de stations de pompes, de sous-stations électriques, des grues, déraillements.

Le 17 décembre à Brive, une locomotive s'effondre dans la cuve de la plaque tournante et la grue de 50 tonnes saute à nouveau.

Le 30 décembre, un détachement de troupes allemandes et de la Gestapo arrive à Tulle. Immédiatement a lieu une tentative d'intimidation sur les cheminots du dépôt de Brive. Des fusillades d'otages pris parmi eux auraient lieu en cas de nouveaux sabotages et de nouveaux attentats sur les lignes !

La fin de l'hiver verra une hécatombe de locomotives. Le 31 janvier 1944, à 1 h du matin, entre Turenne et Brive, les conducteurs du 3310 entendent une explosion en arrière de la locomotive et comprennent que la voie a sauté. Le convoi cependant, ne déraile pas, la portion de rail détruite étant certainement trop courte. Le mécanicien freine et arrête le train, puis le chauffeur et lui s'apprennent à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.

Mais voilà que les maquisards les ont rejoints. Discussion : le déraillement a raté, mais on peut détruire du matériel d'une autre façon. Et c'est ainsi que la locomotive est détachée du train, avancée de 300 mètres, puis précipitée, manette poussée à fond, en marche arrière : la locomotive écrase le tander et trois wagons ; elle-même est hors d'état.

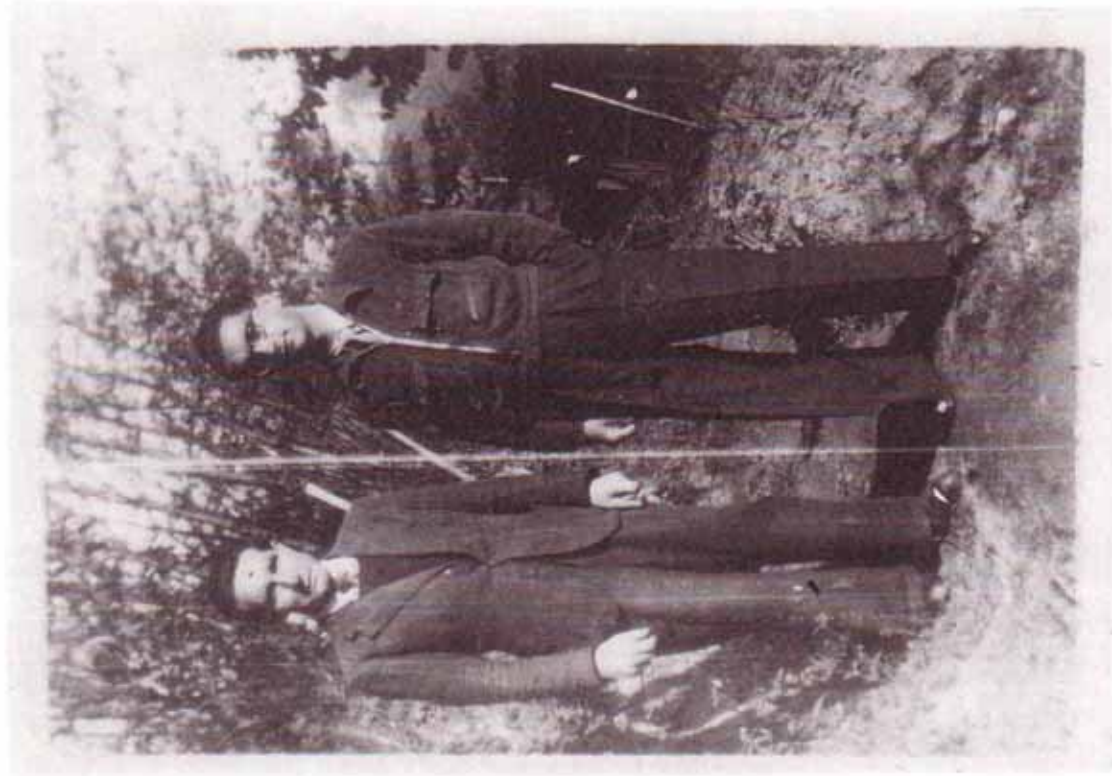
-APRES BREF SEJOUR A USSEL (C.O. 1ère COMPAGNIE FTPF.)
(15 decembre 1943. Fin janvier 1944) :

-COMMISSAIRE aux OPERATIONS REGIONAL (C.O.R.) CORREZE
(Fin janvier à début mai 1944). Nom de guerre : "FERNAND"

-COMMISSAIRE aux EFFECTIFS REGIONAL (C.E.R.): André ODRU
(ANDRE)

-COMMISSAIRE TECNIQUE REGIONAL (C.T.R.): Louis PORTE
(ARISTIDE)

-PLANQUE : chez Mme LAURENSOU 3 rue Tour de Maisse
à TULLE.



Avril 1944. Chez madame DUBRAC à Brive.

A droite: André ODRU.

A gauche: Edouard VALERY

CHAPITRE V

LE GRAND TOURNANT :

TOUS AUX EMBUSCADES !

(mars-avril 1944)

POUR UN NOUVEL ELAN

André ODRU, Louis PORTE, Edouard VALERY.

Depuis l'automne 1943, les objectifs que nous nous fixons en Corrèze sont nombreux et variés.

Nous voulons :

- Empêcher les Allemands d'utiliser les ressources en hommes du département. Les F.T.P. et la Résistance corrézienne y réussissent pleinement : le recrutement pour le S.T.O. est quasi nul.
- Empêcher les Allemands d'utiliser les ressources économiques : coupures des lignes à haute tension alimentant les usines de Tulle qui fabriquent du matériel d'armement, aidant ainsi les ouvriers dans leur tâche de sabotage des pièces ; destructions dans les usines ; lutte contre les réquisitions des produits agricoles.
- Mener à plein, avec les cheminots, la bataille du rail.
- Attaquer la police de Vichy et les G.M.R., soit pour libérer les nôtres des prisons, soit pour nous procurer des armes.

— Exécuter les miliciens, membres de la Gestapo et dénonciateurs¹.

Et les troupes allemandes ? Depuis leurs attaques de l'été 1943, elles ont laissé la place, dans la répression, aux G.M.R., aux gardes mobiles et à la milice. Cela va changer bientôt.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Pendant tout le mois de mars, les déraillements se poursuivent. En général, les maquisards adoptent la tactique suivante : ils coupent la voie avant le passage du train, arrêtent celui-ci, en font descendre tout le personnel et les voyageurs, et le train est lancé sur la voie coupée. Cela se produit le 1^{er} mars à Chaveroche, le 7 mars au viaduc des Farges (Meymac), le même jour à Saint-Fréjoux, le 25 au même endroit, le 26 à Varetz.

Pour l'anniversaire de la mort de Pierre Semard les sous-stations électriques de la voie ferrée Paris-Toulouse sautent le 6 mars, au Gaucher, le 7 mars à Noailles. La garde mobile essaie de les protéger : des combats s'engagent, comme le 7 mars au Bradascou près d'Uzerche et le 19, à Noailles.

De plus en plus, on s'attaque au réseau routier pour entraver la circulation des forces de police : arbres abattus, ponts coupés sur les routes secondaires.

En revenant du Bradascou, le détachement Guy Lelong, de la 2^e compagnie, constate la disparition d'une de ses nouvelles recrues, un nommé Fabre. Décision est prise de déménager le lendemain : sage mesure, car le camp est attaqué par les Allemands, conduits par Fabre. Leur dispositif d'encerclement se referme sur le vide. Ce sont les amis paysans du hameau voisin qui subissent les brutalités des nazis.

La campagne de sabotage est marquée par quelques belles opérations.

Le 26 mars, nouvelle attaque de l'usine Philips de Brive, où de nouvelles machines ont été amenées. Les installations de l'usine sont toutes hors d'usage. Douze gars de la 5^e compagnie venus à vélo ont fait là un excellent travail que le major Peulevé avait expressément demandé au nom de l'état-major britannique.

L'usine Philips cesse donc toute fourniture à l'armée allemande.

Ce même jour, à l'autre extrémité du département, à Ussel, un détachement de la 6^e compagnie entre dans l'usine Montupet qui continue de travailler pour les Allemands. Nos gars enferment le veilleur

¹ Au mois d'avril 1944, nous recevions une brochure du Parti communiste où nous pouvions lire :

« Ce que veut le Parti communiste français, c'est tout d'abord :

— Libérer le sol de la France de l'envahisseur ;

— Châtier les traîtres ;

— Assurer au peuple de France la possibilité de se donner librement un gouvernement de son choix. »

Et la brochure précisait qu'il n'y avait pas d'autre moyen « d'assurer l'avenir de la France que de mener, maintenant, le plus implacable des combats contre les Boches et contre les traîtres ! »

de nuit et les requis civils pendant qu'ils placent les explosifs. Trois compresseurs, la centrale, deux « coquilles-roues », une « coquille-culasse », deux machines à moules sont détruites ; c'est la quatrième fois, depuis 1942, que cette usine est sabotée, mais maintenant, elle est définitivement arrêtée.

Le 25 mars, à Cornil, c'est en plein jour, à 15 h 45, qu'une locomotive, préalablement détachée d'un train, est précipitée sur le reste du convoi. Le 27 mars, répétition du même sabotage entre Brive et la gare d'Aubazine. La locomotive et 10 wagons sont gravement endommagés¹.

Entre le 26 février et le 26 mars 1944, la direction de la gendarmerie, à Tulle, recense sur le territoire du département de la Corrèze, dans le cadre de ce qu'elle appelle « l'activité terroriste ou criminelle », 90 opérations diverses dont :

- 15 contre le réseau ferroviaire (déraillement, sabotages, coupures de voie, etc...).
- 8 contre le réseau routier (arbres abattus, ponts sabotés, etc...).
- 12 contre les lignes de transport de force.
- 2 contre les installations industrielles (Usine Philips et Usine Montupet).
- 5 contre les chantiers de la jeunesse.
- 11 contre les forces de police et la gendarmerie.
- 7 contre les miliciens, légionnaires, etc...
- 29 ont pour but d'enlever du ravitaillement, du tabac, de l'essence, etc., etc...
- 1 attaque contre les troupes d'occupation (Eyrein).

La dernière opération que nous venons de mentionner est d'un caractère totalement nouveau pour nous. Pour l'expliquer, écoutons d'abord Louis Godefroy exposer les circonstances de son arrivée à l'état-major de l'interrégion de Limoges.

Louis GODEFROY.

Depuis novembre 1943, j'étais commissaire aux opérations à l'état-major des F.T.P.F. de l'interrégion « G », qui couvre les départements de la Drôme, du Vaucluse, du Gard, de l'Ardeche.

Le 2 février 1944, à Valence, un officier de l'état-major de la zone sud m'informe que je suis muté à l'interrégion « B », qui comprend la Haute-Vienne, la Creuse, l'Indre, la Corrèze, le Lot, la Dordogne et les parties anciennement non-occupées de la Gironde et de la Charente. Ma mutation a été décidée en raison de l'efficacité des combats dans l'Inter « G », et de la bonne organisation qui y est réalisée.

¹. Nous avons parlé de cette dernière action au début de ce livre, sous le titre « le tournant de Cornil ».

Cher Félix ! Je n'oublierai jamais son gros rire et son accent rocailleux des Pyrénées ! A l'expérience politique, il alliait une profonde humanité, le souci du moindre détail dans la vie de ses collaborateurs.

Au seuil de l'hiver, comme je n'avais pas de manteau — nos moyens financiers étant limités — il exigea que je m'en procure un d'occasion et tint à m'accompagner lui-même dans une boutique, se faisant passer pour mon oncle. Il avait la soixantaine et j'avais 22 ans.

Bien plus tard, des semaines après, j'apprendrai les circonstances de son arrestation par la Gestapo, au domicile d'un camarade de Limoges.

Affreusement torturé, Georges Lassalle ne dit pas un mot sauf pour crier à ses bourreaux son mépris. L'exécution a lieu à Brantôme. Les jambes brisées, il est porté par ses camarades qui vont mourir avec lui au poteau d'exécution. Mais il a la force de faire entendre avec eux les premières phrases de *la Marseillaise*, coupées par le feu de peloton.

Jusqu'à mon dernier jour, je garderai le souvenir de Georges Lassalle, de son regard vif et pénétrant, de son sourire fraternel.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Le 27 mars, un camion transportant 25 autres otages venant également de la prison de Limoges, arrive sur la Nationale 710 au lieu-dit « les Rivières-Basses », sur l'emplacement de l'embuscade qui avait eu lieu plus d'un mois avant, le 14 février 1944. Les 25 otages sont fusillés contre le talus de la route.

Deux rescapés de cette tuerie : ils ont fait la mort au moment de la fusillade.

Le bilan de ces trois journées se traduit par 49 otages fusillés dans la région, des maisons brûlées et pillées. Pour pourchasser les maquisards, les Allemands incendient les bois.

Ainsi Georges Lassalle, premier animateur de notre combat, lui qui représentait la direction du Parti communiste dans toute notre inter-région, est l'une des premières victimes des représailles qui suivent la recrudescence des attaques contre les Allemands.

Du 27 au 31 mars, exécutions encore et tortures à Ribérac, Mussidan, Périgueux, Niversac, Sainte-Marie-de-Chignac, Azerat, La Bachellerie (14 fusillés), Saint-Rablier, Condat-sur-Vézère, Villac, Terrasson, Coly, Chavagnac, etc... Fermes et immeubles sont brûlés. De nombreuses personnes sont arrêtées et déportées.

Le 30 mars, le hameau de « La Forêt », proche de la commune de Gignac, est détruit entièrement. Cinq habitants : Paul Cérou, André et Yvon Delbos, André Pecouyol, Adrien Jardel sont tués.

Rouffignac, qui ravitaille le maquis de la Forêt Barade, est incendié en entier. Des dizaines d'hommes sont arrêtés, quatre sont fusillés et beaucoup d'autres sont déportés. Durant cette période, Robert Delord, de Brive, est nommé commissaire aux effectifs en Dordogne, en remplacement de Vincent Bonnetot nommé à l'interrégion, comme responsable aux parachutages. Roger Lescure y devient commissaire aux opérations.

Huit jours à peine après la prise de fonction de Robert Delord, c'est le drame de Thenon.

Edouard VALERY.

Avec une émotion profonde, j'apprends la mort au combat, en Dordogne, de mon camarade des Jeunesses Communistes, à Brive : Robert Delord.

Après son arrestation de novembre 1940, il avait été condamné à trois ans de prison et incarcéré à la maison centrale d'Eysses notamment, jusqu'à sa mise en « liberté » en août 1943.

Incorporé ensuite au chantier de jeunesse disciplinaire de Murat (Cantal), Robert avait aussitôt repris l'action. Le 23 novembre 1943, entraînant avec lui vingt-deux de ses camarades, il ralliait les F.T.P. de la Creuse.

Fin mars 1944, il était nommé commissaire régional aux effectifs des F.T.P. de la Dordogne. Il profita de cette occasion pour faire une visite à ses parents, à Brive, qui hélas ne devaient plus le revoir.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Le 31 mars, au début de l'après-midi, Robert Delord, accompagné de Samson Roche (Coco) chef du détachement Gardette, et de six autres combattants, quitte le P.C. de Ranoux (Hercule) et cherche à gagner la région de Blis et Born. Au lieu-dit Bellevue, près de Thenon, les huit F.T.P. sortant de la forêt, s'apprêtent à franchir la route nationale lorsqu'ils aperçoivent des soldats allemands en surveillance.

Repérés, les huit combattants ouvrent le feu. Les Allemands qui ont des pertes se ressaisissent et tirent à la mitrailleuse. Les F.T.P. chacun derrière un arbre, se battent un moment, puis cherchent à se replier. Deux d'entre eux sont tués, un troisième, blessé, est capturé et sera fusillé derrière la mairie de Thenon.

Parmi les morts, Robert Delord.

Les Allemands font placer les trois corps sur une camionnette et se dirigent vers la ferme Mercier, située à « La Besse ». Là, après avoir pillé argent, linge, victuailles, ils mettent le feu à la ferme. Quelques jours plus tard, en fouillant dans les restes des bâtiments, on retrouvera les corps calcinés de Robert Delord et de ses deux compagnons¹.

1. Sur la route de Périgueux, à un kilomètre de Thenon, une simple stèle a été érigée en hommage aux deux maquisards tués et à Robert Delord, ce jeune combattant intrépide qui, aux premiers jours de l'occupation, avait fait se lever, du sol corrézien, les Jeunesses communistes clandestines. Les deux compagnons tués avec lui s'appelaient Jean Nadal et Jacques Tête.

Désormais, Robert Delord, à vélo, alla de ville en village, rétablissant les contacts.

Edouard VALERY.

J'ai connu Robert Delord en 1940. Au moment de la débâcle, nous travaillions ensemble chez le peintre Fontauzard à Brive; j'étais apprenti.

Pendant que nous assistions à l'exode massif des populations du Nord et de l'Est de la France, nous discussions longuement de la situation, des luttes qui nous attendaient. Robert projetait des vues très claires sur l'avenir proche et aussi sur la période plus lointaine où la France serait libre et socialiste.

Né à Brive le 26 avril 1920, Robert, dès son plus jeune âge, se révoltait contre les injustices sociales.

A la Banque populaire de Brive, son activité politique ne plut pas à la direction: il fut licencié après quatorze mois de présence.

Robert devint à ce moment-là secrétaire départemental des Jeunesses communistes de la Corrèze. Il commença en même temps son apprentissage de peintre en bâtiment aux Quatre-Routes (Lot) chez Bourdet, un artisan ami de la famille Delord.

Ce fut ensuite la « drôle de guerre » et la débâcle, puis l'activité clandestine.

Jean-Baptiste CHAMPSEIX.

Robert Delord vint me voir vers la fin août 1940. Il avait fait un tour en haute Corrèze. Je lui donnai des noms de militants, notamment Bossoutrot à Lagraulière.

Robert Delord me chargea de contacter Peuch, Félix Lestang, de Bugeat, Peneloux, de Sornac.

Roger LESCURE.

Démobilisé le 25 juillet 1940, je retournai au domicile paternel à Albussac où j'entrai en contact avec Jean Terrade.

J'eus des contacts avec Berchat et Eyrolle tous deux licenciés de la Manufacture d'armes de Tulle parce que communistes.

Berchat me remit, en octobre 1940, le premier numéro de « l'Humanité » clandestine. Avec mille précautions, je le fis circuler de main en main dans le canton d'Argentan.

Pierre BOUCHETEIL.

Le 5 août 1940, Robert Delord, responsable de la Jeunesse communiste et camarade de mon frère Armand, vint me trouver à Saint-Maixant.

Il me demanda si je voulais accepter de réorganiser le Parti dans mon secteur. J'acceptai.

Il me donna alors comme première consigne de rassembler des armes. Dans la discussion, je lui proposai, par mesure de sécurité, d'aller en éclaireur auprès des militants qu'il voulait contacter.

Il resta deux jours à la maison pendant que je partais à sa place pour voir des camarades des communes voisines. Ensuite, je l'accompagnai à Chanteix où il prit contact avec un camarade qui, lui-même, l'accompagna à Lagraulière. Robert Delord était de retour le 1^{er} septembre 1940, heureux du travail accompli.

Après avoir participé à la campagne 39-40 sur le front, René Chaumeil, prisonnier, réussit à s'évader le 1^{er} novembre 1940. Il rentra à Chamberet.

René CHAUMEIL.

Mon premier souci fut de reprendre contact avec les camarades. A Bugeat, où je me rendis à vélo, Lestang me dit qu'il attendait un nouveau passage de Robert Delord. Quelques jours après, le juge d'instruction à Tulle me convoquait et me menaçait d'arrestation si des tracts ou affiches apparaissaient à Chamberet.

Joseph BANS.

Robert Delord s'était rendu chez Auguste Dief à Clergoux. Il apprit par sa femme que ce dernier était prisonnier de guerre. Elle lui conseilla de voir la famille Dief à Marcillac-la-Croisille: le fils Louis avait été secrétaire de la cellule communiste.

Ce dernier était malade. Il reçut cependant Robert Delord. La chaîne était renouée. Il fut décidé que Robert s'embaucherait quelques jours à l'entreprise artisanale de plâtrerie de la famille Dief pour masquer le but réel de son séjour. Louis Dief malade (il devait décéder le 1^{er} mars 1941) ne pouvant effectuer le travail, m'envoya alors Robert Delord, du fait de ma responsabilité de trésorier de la section de la Roche-Canillac.

Notre rencontre eut lieu le soir même de son arrivée au cours du souper au restaurant Mas. Pendant une semaine environ, tous les soirs, nous mîmes au point le travail du Parti.

Nous décidâmes de constituer un comité d'aide aux prisonniers de guerre. J'allais à Bort acheter des biscottes chez le camarade Sardain, et à Brive des cartons pour faire des colis.

Nous décidâmes d'acheter une nouvelle machine à écrire, et je lui remis pour cela 1000 F.

Fernand CHADAL.

En 1940, j'étais employé à Tulle aux Etablissements Badin. Robert Delord vint me rendre visite et me parla de la nécessité de réorganiser les J.C. (tout en m'informant des risques à courir). Sans hésitation, je donnai mon accord. Je fus chargé du secteur de Tulle, puis de l'acheminement des tracts sur Ussel, Egletons et le camp de jeunesse de Lapeau. Les seuls militants connus de moi étaient Verneuil, Pérault, de Tulle, et Pierre Boucheteil, de Saint-Mexant.

EYREIN ET CORNIL LANCENT L'OFFENSIVE

Les forces allemandes qui sévissent en Dordogne commencent à faire leur apparition en Corrèze.

Léon NOVAREZE.

Le 14 mars, les Allemands viennent chercher, à la mairie de Cublac, près de Terrasson, une mitrailleuse datant de 1918. Voilà qu'une voiture du maquis vient à passer : les Allemands se lancent à sa poursuite. Par malheur, des pneus de l'auto des maquisards éclatent. Les gars n'ont que le temps de plonger dans le bois proche.

Les Allemands se rendent alors au hameau de la Rochette, tuent un habitant, André Lac, incendient une grange, arrêtent une dizaine de personnes qui seront déportées. Sauf une qui reviendra bientôt : c'est un collaborateur.

Depuis février 1944, Edouard Valéry est commissaire départemental aux opérations sous le pseudonyme de « Fernand ».

Edouard VALÉRY.

Pour nous, le printemps 1944 doit signifier l'élévation à un niveau supérieur de nos combats. Nous sommes à la période charnière où s'opèrent les changements qualitatifs dans les méthodes et les buts. Certes, nous poursuivrons et intensifierons nos sabotages, mais il faut maintenant passer à l'attaque contre les troupes allemandes.

Cette décision, qui coïncide avec l'arrivée en Corrèze de forts contingents allemands, est d'une grande portée psychologique. Jusqu'ici, les maquisards ont subi les attaques allemandes, aux Trois-Faux, dans les bois de Saint-Pardoux, à la Besse, etc., en 1943. Nos gars n'ont jamais, jusqu'ici, tué de militaires allemands, d'une façon systématique. Il faut maintenant provoquer l'affrontement pour faire subir à l'ennemi non plus seulement des pertes en matériel, mais des pertes en hommes. Le C.O.I.R. Fredo¹ donne, le 30 mars, l'ordre de passer à l'action généralisée contre l'ennemi : aucune arme disponible ne doit rester stockée, inutilisée ; il faut armer tous les volontaires, constituer de nouvelles unités, etc...

J'envoie donc à toutes les compagnies de Corrèze une directive pour diriger les actions en ce sens. Des conseils, des précisions y sont donnés sur la conduite d'une embuscade : attaque d'une colonne en tête ou, si impossible, en queue, sur les derniers véhicules. Division du détachement en groupe d'assaut, groupe d'appui, groupe de protection du repli. Déclenchement de l'attaque, repli, point de ralliement...

1. Poncet.

Nos unités F.T.P. aguerries et au moral élevé, sont en mesure de franchir cette importante étape.

L'affaire d'Eyrein va jouer un rôle particulier dans ce bond en avant chez nous.

André VIALLE.

Le 23 mars au matin, a lieu une réquisition de bêtes à cornes à la gare d'Eyrein¹. Appelé par les cultivateurs patriotes, un groupe de maquisards de la 3^e compagnie s'y rend.

Vers 9 heures, surprise : un petit convoi de camions de troupe allemande arrive par la Nationale 89, se dirigeant vers Tulle. Les F.T.P. sont surpris, quelqu'un tire sur le premier camion qui approche. Le convoi stoppe, les Allemands ouvrent le feu sur tout ce qui bouge. Les F.T.P. ripostent. Camille Bech est fauché par une rafale et mourra quelques jours après. Un maquisard ayant été vu entrant dans le café Beyssac, les Allemands y mettent le feu et l'hôtel est incendié. Le F.T.P. « le Corse » est tué, ainsi que « Rase-Mottes », le jeune breton, tous deux âgés de 17 ans².

Le docteur Dignac, d'Egletons, deux Espagnols et dix hommes du quartier de la gare sont embarqués dans l'un des camions qui démarrent vers Tulle.

Le père Salle court alors dans son jardin : en effet, au moment de l'arrivée des Allemands, il était en train de cacher des armes et des munitions dans un trou, aidé par son jeune fils Bernard. Au moment de la fusillade, le père Salle a enterré son fils dans la « planque » qu'il faut ouvrir maintenant. Il est temps : Bernard a déjà perdu connaissance.

Deux des otages ne reviendront pas : Fernand Beyssac, transféré à Limoges, y sera fusillé au début d'avril ; et l'on ne saura jamais le sort de Wasserman, le comptable juif.

Quelques heures après, le préfet Trouillé vient « reconforter » la population.

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

L'attitude des Allemands à Eyrein fait prendre conscience aux maquisards de la région que l'état de guerre est un fait, et qu'il existe un ennemi principal, contre lequel il faut, sans plus attendre, concentrer des coups directs !

Cinq jours après la fusillade, le 28 mars, les maquisards sont en position, sur la Nationale 89, entre le pont de la Gorse et la Barrière, à un kilomètre de la gare d'Eyrein.

1. Localité sur la nationale 89 entre Egletons et Tulle.

2. Alexandre Graziani, né le 13 février 1927 à Olmeta-de-Tuda (Corse). Isidore Roudeau, né le 26 juillet 1927 à Santec (Finistère).

RATISSAGE SUR LE PLATEAU

Edouard VALÉRY.

Les deux embuscades d'Eyrein et de Cornil, par les pertes qu'elles ont fait subir à l'ennemi, par leur caractère d'action de guerre offensive contre la troupe allemande, vont prendre dans les semaines à venir une grande valeur d'exemple. Informés par nos communiqués, les journaux clandestins : *France d'abord*, *l'Humanité*, en rendront compte dans la France entière.

Ces embuscades rendent les Allemands furieux dans leur volonté d'exterminer le maquis. Il y a des barrages partout et nous manquons de peu l'arrestation, Séverin et moi-même.

Je suis à Clergoux ce 2 avril, et je cherche à redescendre vers Tulle où j'ai une chambre, « une planque », chez Mme Laurensou, 3, rue Tour-de-Maïsse.

Séverin rentre lui-même à Tulle, dans une petite 5 CV Citroën, à l'arrière pointu dans lequel est aménagé un coffre ouvrant sur le dessus et permettant éventuellement à une personne d'y prendre place, le buste au grand air...

Séverin est « légal » et parfaitement en règle, mais il transporte dans le coffre un sac à pommes de terre plein de tickets d'alimentation.

Il y a quelques jours, en effet, avec l'aide de maquisards il a « récupéré » tous les tickets mensuels et semestriels du département. Le lendemain de cet exploit un camion a parcouru à vive allure, en plein midi, la rue centrale de Tulle qui traverse la ville, un peu comme l'unique boyau d'une bécasse.

A l'arrière du véhicule cinq ou six F.T.P. éparpillaient des milliers de feuilles d'alimentation. Les Tullistes, la première surprise passée, se sont précipités chez les commerçants et ont fait d'amples provisions de denrées diverses.

Séverin et moi descendons tranquillement vers Tulle, ignorant que la première embuscade contre les Allemands vient d'avoir lieu et que la ville est transformée en une vaste souricière.

A quelques kilomètres des premières maisons, nous trouvons un barrage de Géorgiens de l'armée Vlassov. On nous laisse passer. Mais quelques centaines de mètres plus bas, un deuxième barrage nous arrête.

Celui qui paraît être le chef, nous fait descendre en levant les mains, nous fouille et nous demande nos papiers. Il tourne nos cartes d'identité dans tous les sens... visiblement, il ne sait pas lire le français. Il se met à fouiller la voiture. Il trouve le sac qu'il ouvre et, plongeant la main à l'intérieur, il en sort une poignée de tickets. Bien que souriants toujours, nous sommes plutôt livides ! Je regarde furtivement, pour ma part, le ravin qui longe la route et je suppute les chances de m'échapper...

— Ça... quoi est-ce ?

Séverin répond calmement qu'il est employé à la Préfecture, qu'il vient du canton de Clergoux ramasser, dans les mairies, les tickets en excédent qui n'ont pas été distribués.

Le Géorgien l'écoute, nous regarde longuement, referme le sac, le tête pour déceler si quelque arme n'est pas à l'intérieur, le remet dans le coffre et nous fait signe de partir...

Nous nous attendons à recevoir une rafale de mitraillette ; rien ne se passe, fort heureusement. Après avoir franchi quelques virages et nous être assurés que les Géorgiens ne peuvent pas nous voir, la voiture est garée à l'entrée d'un chemin. Instinctivement, nous nous embrassons fraternellement, convaincus que nous venons de l'échapper belle ! Nous continuons notre route à pied.

André VIALLE.

Le 4 avril, le commandement allemand entreprend, avec des forces importantes, une opération de recherche et de destruction des maquis dans les forêts du Plateau des étangs.

Un groupe de combat de la 3^e compagnie, commandé par Yvon, est cantonné au Puy-Chassagnoux, dans une bâtisse abandonnée, une dizaine d'hommes en tout. Le groupe est chargé de la surveillance de la Nationale 678 qui, depuis Tulle, donne accès au plateau.

Le 4 avril, le groupe, en position dans les pentes du Puy de l'Aiguille, entend une forte colonne allemande monter lentement la côte. L'ennemi est trop fort pour qu'il soit question de l'arrêter. Les gars ouvrent le feu violemment durant quelques secondes sur les premiers camions de troupes puis se retirent vivement.

Il y a sûrement des morts et blessés.

Les Allemands stoppent et le ratissage commence.

Entendant la fusillade, Léon Orliaguet, de la Sireygeade, prisonnier de guerre en permission et qui a « oublié » de repartir pour le grand Reich, quitte sa maison et gagne la forêt. Il marche longtemps. Vers l'étang du Pilard, il rencontre Antoine Lafont, de Vieillelard. La région est ratissée et on entend des coups de feu dans toutes les directions. Les deux hommes se cachent dans un amas de têtes de pins fraîchement coupées, mais soudain ils entendent parler allemand. Orliaguet sort de sa cachette en courant. Les Allemands tirent : le malheureux est touché à la cuisse droite, le fémur cassé, et il tombe. Les Allemands s'acharnent sur lui et l'achèvent.

Jusqu'à la nuit, on entend des coups de feu sur le plateau. Mais c'est un échec total pour les Allemands : ils ne trouvent pas un camp, pas un dépôt. Pourtant, la veille, dans la nuit du 2 au 3 avril, nous avons reçu sur le terrain des « Deux-Bouleaux », près du château de Sédières, le parachutage obtenu grâce au major Peulevé, arrêté quelques jours avant !

à deux cultivateurs communistes, ravitailleurs des maquisards, Alfred Negrier, conseiller municipal déchu par Vichy, et Fernand Chazalnoël sont torturés et brûlés vifs dans leurs maisons.

Dans la forêt de Meilhards, les Allemands pourchassent le détachement Roland. Ils ne trouvent que le vide, mais mettent le feu à la forêt.

Le détachement Roland est très éprouvé : il est renforcé par une partie du détachement Lalet. René Fossard (« Grand-Sec ») en prend le commandement.

À Bugeat, au hameau de l'Echameil, le 6 avril 1944, à 8 h 30, les Allemands arrivent et fouillent les maisons.

— Où est la maison Vacher?... Ils entrent.

— Sortez, prenez vos vêtements !

M. et M^{me} Vacher — leur fils est au maquis — sortent et rejoignent le camion. M. Vacher a perdu une jambe au cours de la guerre 1914-18. Les Allemands prennent dans la maison tout ce qui les intéresse ; et tout-à-coup la fumée s'élève et l'habitation s'écroule dans les flammes...

Pendant ce temps, les autres Allemands ont rassemblé les hommes restés au village : Antoine Gourinal, 44 ans ; Antoine Nauche, 56 ans ; Léon Ganne, 43 ans. Les trois hommes rejoignent M^{me} et M. Vacher. Première étape : la mairie de Bugeat. M^{me} Vacher est séparée des hommes. Deuxième étape : quelques centaines de mètres.

À peine cachés de la route par quelques arbres, les Allemands tuent. De Bugeat, de l'Echameil, on entend les détonations et tous les habitants, intimement, rendent hommage à ces quatre nouveaux martyrs¹.

À Tarnac, quatre juifs sont fusillés.

Le 15 avril, à Orgnac, Allasac et Voutezac : quarante-sept arrestations, trois tués, incendies de maisons.

Le 16 avril, raffe dans les hameaux au sud de Lanteuil : trente-deux hommes et jeunes gens sont emmenés. La plupart seront relâchés, mais M. Monteil, de la Boudie, père de dix enfants, un de ses fils et le jeune Simonet seront déportés. Les deux premiers périront.

Le 18 avril, soixante israélites sont arrêtés à Meymac, trente à Maussac, vingt-cinq à Egletons.

Au total, le rapport de gendarmerie signale, pour ce mois d'avril 1944 : 486 arrestations, 64 fusillés, 48 maisons incendiées. Ce bilan ne comporte pas les exécutions et les déportations des juifs².

1 M^{me} Vacher fut emmenée avec onze Juifs de Bugeat, qu'une autre « équipe de nettoyage » avait rassemblés. Elle fut emprisonnée à Limoges, les Juifs furent déportés moins un, M. Rozent, fusillé en route, à l'Eglise-aux-Bois.

2. Le préfet Trouillé chiffre à 1500 le nombre des arrestations « maintenues » (déportations)

LE CHANTAGE AUX REPRESAILLES : FAUT-IL CEDER ?

André ODRU, Louis PORTE, Edouard VALERY.

C'est toute une vague de répression féroce qui traverse la Corrèze. Au comité militaire, nous nous interrogeons.

Devons-nous abandonner notre lutte armée, céder aux critiques des attentistes ? Malgré les massacres, la population autour de nous ne nous le demande pas.

Notre combat est son combat. Les actions des F. T. P. ont été jusqu'ici approuvées. Les femmes et les enfants des villages sont mêlés de près ou de loin à la vie du maquis. Les cas où ce sont les « civils » qui vont signaler aux jeunes maquisards un objectif d'attaque, appeler au combat, sont innombrables. Jamais la connaissance de représailles exercées sur les civils, pillages, incendies, tueries, déportations, n'a affaibli les encouragements que la population nous apporte.

Comment va-t-elle réagir, à l'avenir ?¹.

Nous sentons la nécessité de nous expliquer et nous tirons un nouveau numéro de notre journal : « Le Volontaire ».

Sous le titre : « Face à la terreur boche, soutenez l'action, rejoignez les rangs des Francs-tireurs et partisans français », nous écrivons :

« Le pillage odieux, l'incendie des fermes et des hameaux entiers, l'assassinat de la population civile, ont été le seul moyen que les Boches ont trouvé pour répondre aux coups vigoureux et sans cesse accrus que leur portent les Francs-tireurs et partisans français.

« Ils cherchent ainsi à détruire le vaste élan combatif qui soulève hommes et femmes de nos villages et de nos villes.

« Ils cherchent à opposer la population aux patriotes en armes, à discréditer l'action libératrice de nos soldats...

« Non, la population corrézienne ne diminuera pas son aide aux vaillants patriotes qu'elle connaît et qu'elle aime.

« Non, les Francs-tireurs et partisans français ne ralentiront pas une minute l'offensive déclenchée contre l'occupant exécuté et les traîtres qui le soutiennent, offensive qui se développera, s'intensifiera jusqu'à la victoire définitive.

1. Le chantage aux otages fut permanent sous l'occupation, les nazis essayant de nous enfermer dans ce cycle pour arrêter nos combats.

À cette étape nouvelle de la guérilla, l'attitude de la population est décisive. Si elle cède à la crainte des représailles, c'en est fini à brève échéance du maquis. Si au contraire, surmontant sa peur, elle fait de plus en plus corps avec ses maquisards, alors la lutte prend une ampleur et une âpreté nouvelles, quelle que soit la dureté des réactions de l'ennemi. C'est cette deuxième attitude qui se vérifiait en Corrèze, en ce printemps 1944.

Devant cette réussite, le 1^{er} mai 1944, une opération semblable est organisée à Gramat, sous le commandement de Lecherbonnier (Antoine). Cette fois, les embuscades sont réparties très loin de la cité occupée.

Hélas, les Allemands et les G.M.R. de Cahors et d'ailleurs ne répondront pas à l'appel au secours du faux maire de Gramat. Les maquisards attendront en vain sur les embuscades. Ce jour-là, le département est pratiquement aux mains des F.T.P.

Roger MENDES.

Lors de mon entrée au maquis, le 2 avril 1944, je suis incorporé au détachement Jean-Bart, des F.T.P. du Lot. La presque totalité de ses éléments sont d'anciens marins déserteurs de la marine de Vichy. Ils acceptent volontiers parmi eux le terrien que je suis.

Notre compagnie, qui deviendra la 2311^e compagnie, avec plusieurs autres, a été organisée par celui qui est notre chef, Philippe. Sous ses ordres, nous participons aux opérations de Cajarc, de Décazeville.

Philippe est un chef extraordinaire. De jour et de nuit, il part, donne des ordres, se couche comme nous sur la paille à peine une heure ou deux. Quand il est avec nous, c'est un frère et non un chef. Sa devise est : « Tuer les boches, milice, gestapo, mais ne jamais courir le risque de voir tomber les nôtres. »

C'est ainsi qu'il nous a appris l'importance du chemin de repli dans le montage des embuscades. Lorsque Philippe quitte le Lot, nous en sommes tous très peints.

Quelque temps après, je suis nommé commissaire aux effectifs de la 2311^e compagnie F.T.P. du Lot, par René Andrieu¹.

LE PLAN D'AVRIL

Edouard VALÉRY.

En avril, nous reprenons contact avec l'Armée secrète de la région de Brive, et nous essayons de faire fonctionner avec eux un « Comité d'action immédiate », comprenant pour l'A.S., les capitaines Hervé et Georges, pour les F.T.P., moi-même, Fernand, et Gaillard, délégué de la C.G.T. clandestine. Nous nous heurtons à l'attentisme des deux capitaines, mais nous avons cependant la satisfaction d'aboutir à une répartition des voies ferrées, pour les sabotages.

L'A.S. se charge des lignes Brive-Capdenac, Brive-Toulouse, Ussel-Eygurande².

1. René Andrieu, rédacteur en chef de « l'Humanité » vingt ans plus tard.

2. A cette époque, les maquis A.S. de la région de Brive et ceux du plateau de Saint-Privat venaient d'être transplantés à Camps, dans le sud-est du département (Mercœur).

Aux F.T.P. sont dévolues les lignes Brive-Limoges, Brive-Nexon, Brive-Tulle-Ussel, Limoges-Meymac.

Il y aura aussi coopération en ce qui concerne l'épuration : nous constituerons ensemble les listes des traîtres à abattre.

L'Armée secrète tient parole. Dans « Le Volontaire » de mai, notre comité militaire exprime ainsi sa satisfaction :

« Nous sommes heureux d'enregistrer les premiers sabotages entrepris dans notre département par les Corps francs (Armée secrète) : deux déraillements sur Brive-Capdenac, un sabotage sur Limoges-Brive. De plus, à leur actif, l'exécution d'un milicien à Brive.

« L'intensification de cette action, coordonnée avec l'activité de nos formations permettra de plus larges possibilités offensives contre les boches. »

Le Comité d'action immédiate se réunit quatre fois en avril et mai. Il lance, par tracts, un appel « aux gardes mobiles, gendarmes, G.M.R., à tous les policiers », à rejoindre immédiatement, avec leurs armes, en unités constituées, les groupements du maquis.

Au début de mai 1944, je suis nommé commissaire aux opérations en Dordogne. ①

Louis GODEFROY.

Vers le milieu d'avril 1944, l'état-major interrégional est renforcé par un adjoint au C.O., qui sera Murat (Roger Lescure) et le C.T. Jean-Marie est remplacé par Aristide (Louis Porte). La disparition de Félix (Georges Lassalle), a porté un coup très dur à notre direction interrégionale. Son efficacité, sa clairvoyance et son amicale autorité étaient largement appréciées par tous les membres de l'état-major de cette région B qui lui doit tant¹.

Dans toute l'interrégion, nos effectifs et le nombre de nos unités (maquis et légaux) ont considérablement augmenté.

L'ennemi, lui, « accuse les coups ».

Bien qu'il ne sorte plus qu'en forts convois, souvent accompagnés de canons et d'engins blindés, les embuscades et les coups de main éclairs lui infligent des pertes sévères. Il a peur et reste sous la hantise d'une insurrection généralisée. C'est pourquoi il multiplie ses postes de garde aux points critiques et autour de ses garnisons. Dans de nombreuses villes importantes de la région, il installe des barrages permanents et construit même des « blockaus » en béton, armés de canons et de mitrailleuses, aux carrefours importants et sur les voies d'accès (à Limoges, notamment).

Les convois ennemis transportent des troupes hagardes, toujours sur le qui-vive et rentrent avec des blessés et des morts qu'on ne peut toujours cacher.

1. Georges Lassalle fut remplacé par Auguste Molinié.

① Je rejoins la Dordogne vers le 10 mai 1944

Déjà, dès 1943, un certain nombre d'étrangers sont venus à nous : des Belges, des Polonais, mais surtout des Espagnols, qui travaillaient dans des exploitations forestières ou sur les barrages de la Dordogne. Beaucoup d'entre eux sont évidemment menacés par le travail obligatoire en Allemagne, mais la plupart viennent à nous par conviction politique, par haine des nazis. Les Espagnols sont souvent des anciens soldats ou gradés de l'armée républicaine.

1^{er} MAI 1944 : SUCCES ET DRAMES

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

A la fin d'avril, nous préparons la « journée d'action » du 1^{er} mai 1944, et Edouard Valéry organise les attaques de plusieurs bourgs sur le modèle de Carjac.

Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, le 2^e bataillon (Elie Dupuy) place des embuscades autour de Vigeois et attaque, à l'aube, la gendarmerie. Après un échange de coups de feu, les gendarmes se rendent et sont désarmés. La poste est occupée, ainsi que les autres bâtiments publics.

Des perquisitions ont lieu chez les personnes suspectes. Elles sont infructueuses et aucune arrestation n'a lieu.

Feu de joie sur la place publique avec les photographies de Pétain et Laval et leurs proclamations : cérémonie au monument aux Morts, où une gerbe est déposée.

Emotion tout d'un coup : une voiture arrive. C'est le capitaine de gendarmerie de Brive et trois de ses gendarmes, que nos gars ont surpris sur la route et ont fait prisonniers. Ils venaient voir ce qui se passe ; ils sont tombés dans notre embuscade et les voilà pris au piège. Le capitaine et un gendarme sont blessés. On leur prodigue les premiers soins.

L'occupation prend fin à 13 heures. Mais voilà qu'on se bat sur les embuscades : les Allemands sont arrivés, en effet, par la route de Pompadour. La fusillade se prolonge tout l'après-midi. Les morts ennemis sont nombreux. Un camion de G.M.R. venu de Brive tombe à son tour dans une embuscade.

Pierre PRANCHERE.

Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, par des petits sentiers, nous rejoignons notre point de rendez-vous à côté du petit cimetière de Lafage-sur-Sombre. Vers 22 heures, nous sommes une trentaine de « moins de 20 ans », adhérents des Jeunesses communistes ou des Forces unies de la jeunesse patriotique.

Un groupe de protection est constitué et une dizaine d'armes distribuées : deux ou trois mousquetons, une mitrailleuse « Sten » et quelques révolvers. Deux des garçons armés ont à peine 15 ans, mais ils ne donneraient leur place pour rien au monde.

134

Nous rejoignons nos objectifs et le travail commence aussitôt. Les arbres abattus, encastrés l'un dans l'autre forment des barrages, les lignes téléphoniques ne résistent guère à notre ardeur juvénile et surtout à la hache et à la scie. Dans la nuit nous entendons des explosions, des voies ferrées qui sautent. Nous constatons ainsi que nous ne sommes pas seuls à l'action cette nuit-là.

Mais tout à coup, à quelques centaines de mètres, des coups de feu claquent, une rafale de mitrailleuse...

Emotion : notre groupe de protection est-il attaqué ? La liaison est rétablie et nous avons l'explication. Nos jeunes camarades n'ont pu résister à l'envie d'essayer leurs armes, de faire un « carton ».

Nous terminons notre tâche alors que les premières lueurs de l'aube apparaissent et nous rentrons joyeux et fiers.

Pierre SAINTAGNE.

Le 1^{er} mai 1944 arrivent les ordres qu'il faut couper les lignes téléphoniques et barrer les routes par des abattis d'arbres. Tous les patriotes redoublent d'ardeur et, à La Roche-Canillac, nous ne sommes pas en retard !

Le lendemain, sérieuse agitation dans toutes les brigades de gendarmerie pour savoir par quels moyens et par qui ce travail a été accompli.

Un « collabo » du coin crie à tout venant qu'il n'y a que Longvert et son fils pour faire ce travail en si peu de temps. Heureusement pour Longvert, ce jour-là, il est allé à la pêche à la truite dans le Doustre. Il va donc lui-même se faire dresser procès-verbal avec preuves à l'appui ! Mieux vaut payer l'amende qu'aller en prison ou au poteau !

TEMOIGNAGE COLLECTIF.

Vigeois n'a pas été la seule localité occupée le 1^{er} mai : Sainte-Fortunade, Saint-Martial de Gimel, Saint-Priest, Saint-Bonnet-Avalouze, Poissac ont aussi été le théâtre d'une occupation avec cérémonie aux monuments aux morts, mais ni la police, ni les Allemands ne se sont présentés devant les embuscades.

Les voies ferrées ont été coupées sur tous les grands axes : Brive-Tulle, Brive-Limoges, Brive-Perigueux, Tulle-Ussel.

Les lignes à haute-tension ont été coupées à Soudeilles, Eyrein, Vigeois, Rosiers d'Egletons, Serandon. Le camion de la réparation des lignes a été jeté dans un barrage, à La Roche-le-Peyroux.

Pour ce qui est de l'Armée secrète, elle a opéré, ce 1^{er} mai, la concentration de ses troupes de basse Corrèze. Des centaines de jeunes gens gagnent ce jour-là une région proche des gorges de la Dordogne, vers Camps, dans le sud du département.

ALBERT FAUCHER

André ODRU.

Louis Porte, notre commissaire technique, me fait part, un jour d'avril, d'un ordre impératif qu'il a reçu et dont je ne comprends pas le sens, d'avoir à bloquer dans leurs « planques » les armes récemment parachutées. Interdiction de les distribuer jusqu'à nouvel ordre !

Or, nos commandants de compagnies réclament des armes pour être en mesure d'effectuer les missions d'action qui leur sont prescrites. Les gars, un peu partout protestent : allons-nous agir comme l'Armée secrète et courir le risque de voir notre précieux matériel tomber aux mains des Allemands ? Je décide d'aller m'expliquer avec le responsable interrégional qui donne cet ordre.

Et c'est ainsi que mon premier contact avec Louis Godefroy (commandant Rivière) a été une altercation en pleine rue¹ dans une lointaine banlieue de Limoges ! Rivière est un ancien officier des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Il sait ce qu'il fait. Je suis remis promptement à ma place. Son souci est de voir clair dans l'équipement et l'armement des F.T.P. des cinq départements de l'interrégion, afin de procéder rapidement à des répartitions équitables.

Louis Godefroy est néanmoins sensible à mes arguments, et je retourne à Brive avec l'autorisation de déblocage partiel des armes immobilisées.

..

Quelques jours après, Louis Porte m'annonce une nouvelle qui pose un nouveau problème : il est nommé commissaire technique interrégional et il est appelé à Limoges.

Louis Porte n'a pas d'adjoint. Qui le remplacera en Corrèze dans cette tâche si délicate, qui réclame tant de dynamisme, de compétence technique en armement et explosifs, tant d'esprit d'organisation et aussi la connaissance humaine de nos gars ? Les armes sont, pour eux, ce qu'il y a de plus précieux au monde, et il ne s'agit pas de badiner sur ce chapitre...

Je vais prendre à Tulle l'avis de Pierre Ganne qui n'hésite pas longtemps pour prononcer le nom d'Albert Faucher.

Albert Faucher : pardi, pourquoi n'y ai-je pas pensé ?

Et c'est ainsi que, au cœur du vieux Tulle, rue de la Barrière, je pénètre dans l'atelier de chaudronnier d'Albert Faucher, plombier-

1. Exactement au milieu de la rue, entre les deux voies de tramway, seul endroit où nous ne pouvions pas être entendus. Bien sûr, il n'y avait pas beaucoup de circulation...

zingueur que je connais depuis quelques semaines, et dont je sais, le rôle considérable qu'il a joué dans l'armement des F.T.P.¹.

Dès les premiers mots, il m'arrête. Il n'est pas question pour lui, à son âge, de quitter son travail, sa clientèle, sa femme, ses deux enfants.

Le travail clandestin, au Parti communiste comme aux F.T.P., il y a longtemps qu'il le mène depuis ce qui est son meilleur poste de combat : son atelier. Des quantités d'armes et d'explosifs ont déjà transité par là. Il connaît tous les gars, à la Manu, à la Marque, à la ville. C'est ici, à Tulle, que son travail est le plus efficace.

Et pendant qu'il me dit tout cela, avec son fort accent de Limoges, Albert Faucher ne cesse pas de travailler. Son ombre trapue va, vient, fébrilement, dans la demi-obscurité de l'atelier qu'éclairait seulement l'ouverture sur la rue sombre et les braises de la forge. Son marteau sur le fer rougi frappe, frappe, et le bruit me fait mal aux oreilles.

Pierre Ganne que je retourne consulter me dit : « Je discuterai avec lui. »

A ma visite suivante, lorsque je pénètre dans l'antre de Vulcain, c'est par un éclat de rire et la main largement tendue qu'Albert Faucher m'annonce qu'il accepte. Je lui ménage aussitôt un rendez-vous avec Kléber.

..

Car, en effet, depuis quelques jours, Philippe, du Lot (Jean-Jacques Chapou) est devenu commissaire aux opérations pour les départements de la Corrèze et du Lot, en remplacement d'Edouard Valéry, qui devient commissaire aux opérations en Dordogne. Philippe, en Corrèze, prend le nom de Kléber². Ainsi, notre comité militaire départemental s'est renouvelé. Ces mutations sont prescrites par le comité militaire interrégional, et nous en savons les raisons : éviter le danger d'une arrestation d'Edouard, trop connu à Brive et en Corrèze, renforcer le comité militaire de la Dordogne, donner plus de responsabilités à Jacques Chapou, renforcer l'interrégion, etc.

Le double départ de Louis Porte et d'Edouard Valéry me désole : une fraternité profonde m'unissait à mes deux camarades du comité militaire. Nous avons vécu ensemble les dures semaines d'avril, et j'avais pu apprécier leur indomptable énergie. Mais il faut aller de l'avant !

Il y a quelques semaines déjà, Edouard, Louis Porte et moi, avons été sollicités par le C.M. interrégional pour trouver, parmi nos cadres de

1. Albert Faucher, né à Limoges en 1901, habitait Tulle depuis 1929. En 1939, il y dirigeait l'Union Locale des Syndicats.

2. C'est le troisième Kléber que j'ai connu en Corrèze mais il en fut beaucoup d'autres à travers la France des maquis. Aragon l'avait aussi remarqué :

*Des Kléber, par les temps présents,
Il en est cent, il en est mille...*

FAUX PAPIERS

COMMISSAIRE aux OPERATIONS REGIONAL de la CORREZE



FAUSSES PIECES D'IDENTITE ETABLIES par "SEVERIN" Lucien FIEYRE
FTPF LEGAL à TULLE.


(TOUTES ces PIECES SONT la DOUBLURE EXACTE des PIECES
d'IDENTITE, de TRAVAIL et CARTES d'ALIMENTATION, de VETEMENTS,
APPARTENANT à Guillaume MERCIER, demeurant à TULLE)

N.B. SEVERIN FIT une DIZAINE, TOUT AU PLUS, de ces JEUX DE PIECES
d'IDENTITE, POUR les RESPONSABLES DEPARTEMENTAUX des FTPF.

CARTE d'IDENTITE VIERGE

avec le tampon de la mairie de FIRBEIX (Dordogne) et une photo d'identité (Edouard VALERY) prête à recevoir un faux nom, en cas de besoin ou d'urgence. Fort heureusement cette carte n'avait pas servi.

ÉTAT FRANÇAIS		CARTE D'IDENTITÉ		N°
Nom _____				
Prénoms _____				
Domicile _____				
Profession _____				
Né le _____				
à _____ Dpt _____				
Il de _____				Empreinte digitale 
et de _____				
Nationalité _____				
Signature du titulaire, _____				
IMP. CHAIX 19, GDE VITTON LYON				

SIGNALEMENT	Changements de Domicile
Taille _____	Timbre humide
Visage _____	
Teint _____	Timbre humide
Cheveux _____	
Moustaches _____	
Front _____	
Yeux _____	
Nez _____	
Bouche _____	
Menton _____	
Signes particuliers _____	

FAUSSES PIECES d'IDENTITE (Edouard VALERY . CORREZE)

Ces papiers d'identité sont la doublure très exacte de ceux de Guillaume MERCIER : mêmes nom, prénom, filiation, signalement, numéros de cartes etc...)
N.B. Ces faux papiers étaient établis par Lucien FIEYRE (Séverin) de TULLE.

CERTIFICAT DE TRAVAIL Mod. 1
délivré sous la responsabilité de :

Monsieur *Yogel*
Qualité : *Directeur*
(L'Employeur indique à son titre, la raison sociale et l'adresse de son établissement)
Etablissement : *BRANDT*
USINE DE LA MARQUE *SALEIX*
A *Tulle* le 25 JUIN 1943
Signature et cachet du Responsable : *[Signature]*
J. 37280-43. (B) T. S. V. P.

CARTE D'IDENTITE

N° *9.055.* Série *Constat*
Nom *MERCIER*
Prénoms *Guillaume*
Profession *metallurgiste*
Né le *9 septembre 1918*
à *Styerd de Lapeau*
Département *Corrèze*
Nationalité *française*
Domicile *6 rue St Claire Tulle*

SIGNALEMENT
Taille : *1m67*
Cheveux : *Châtain*
Moustaches : *imbriquées*
Yeux : *bruns*
Nez : *rectiligne*
Forme du visage : *ovale*
Teint : *leg. coloré*

Signature particulière :
[Signature]
De Leon & Valentine SALEIX

Signature du Titulaire : *[Signature]*

Vu pour Légalisation
Empreinte digitale
9 DEC 1943
par *Commissariat*
de police
de Tulle

Changements de domicile et Visas

N° 517 100 DUVAL IMP. REUSEY COLS BUES 04107

IDENTITÉ DU TITULAIRE

Nom et Prénom : Mercier Guillaume
 Né le 9 septembre 1918 à S. Merd de Lapleau
Corrèze
 Adresse : Tulle
6 rue St Claire
 Nationalité : française
 exerçant dans l'établissement moins de 30 heures
~~à son compte~~ plus de 30 heures
 (rayer les deux mentions inutiles)
 le métier de ouvrier sur machine
 depuis le 15 janvier 1943
 inscrit dans la catégorie 5
 sous le N° 1583

Le Titulaire : M. Mercier

ETAT FRANÇAIS
 Département de la Corrèze

Formule n° C

CERTIFICAT D'IDENTITE

La commission communale prévue par l'arrêté préfectoral du 16 Mai 1943 a reconnu l'identité de :

M. Mercier Guillaume
 Né le 9 sept. 1918 à S. Merd de Lapleau Corrèze
 Profession metal. us. int.
 Résidant à Tulle 6 rue St Claire
 Taille 1m 67 Couleur des cheveux châtain foncé

Fait à Tulle le 6 JUIN 1943
 Le Maire

Cachet
 dépt



reconnu
[Signature]

FAUSSES CARTES d'ALIMENTATION et de VETEMENTS
(doublures exactes de celles de Guillaume MERCIER)

CARTE INDIVIDUELLE D'ALIMENTATION 7111 06

T N° 18.485. **T**

D DÉPART Corrèze
O COMMUNE TULLE
N RUE et N° 6 rue St-Clair

N NOM Mercier
P PRÉNOM Guillaume
R PROFESSION Métallurgiste

N NATIONALITÉ fr Sexe M

N DATE 9 sept 1918
A COMMUNE St-Merd de Léprieux
I DÉPART Corrèze

Délivrée le : 3
par la Mairie de TULLE
SIGNATURE DU MAIRE,

T

M *Maire*

M **MAIRIE DE TULLE**
CORRÈZE

[illegible]

EMPLACEMENT POUR LE TIMBRE AVEC UN TITRE SUPPLEMENTAIRE

TITRE 1258

FEUILLE SEMESTRIELLE DE COUPONS

1^{er} SEMESTRE 1943

CACHET

COUPON ECHANGE

JUN 44

La loi punit des peines les plus graves, et notamment des Travaux forcés à vie, le trafic et la mise en circulation irrégulière des titres d'a...

NORMALES

DATES

1^{re} Remise: MARS 1943

2^{re} Remise: AVR 1943

3^{re} Remise: MAI 1943

4^{re} Remise: JUIN 1943

5^{re} Remise: JUIL 1943

6^{re} Remise: AOUT 1943

7^{re} Remise: SEPT 1943

8^{re} Remise: OCT 1943

9^{re} Remise: NOV 1943

10^{re} Remise: DEC 1943

11^{re} Remise: JANV 1944

12^{re} Remise: FEV 1944

13^{re} Remise: MARS 1944

14^{re} Remise: AVR 1944

15^{re} Remise: MAI 1944

16^{re} Remise: JUIN 1944

17^{re} Remise: JUIL 1944

18^{re} Remise: AOUT 1944

19^{re} Remise: SEPT 1944

20^{re} Remise: OCT 1944

21^{re} Remise: NOV 1944

22^{re} Remise: DEC 1944

23^{re} Remise: JANV 1945

24^{re} Remise: FEV 1945

25^{re} Remise: MARS 1945

26^{re} Remise: AVR 1945

27^{re} Remise: MAI 1945

28^{re} Remise: JUIN 1945

29^{re} Remise: JUIL 1945

30^{re} Remise: AOUT 1945

FEUILLE DE TICKETS DE L'ANNÉE 1942

Annexe de la carte de vêtements et articles textiles

DR-189

CACHET

COUPONS D'ACHAT DE CHAUSSURES

BONS D'ACHAT D'ARTICLES TEXTILES

ORGANISME DISTRIBUTEUR

Catégorie (1)

N° du BON

DATE

DÉLIVRÉ PAR

ARTICLES (2)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

L'emploi de la carte de vêtements et d'articles textiles pour obtenir des vêtements et articles textiles est réservé à l'amiateur âgé de 18 ans ou plus au 30 septembre 1942.

La présente carte comporte 24 tickets, dont la liste a été portée à la connaissance des intéressés par la loi du 17 juin 1941.

Les tickets de la présente carte doivent être utilisés, seront portés à la connaissance des intéressés par la loi du 17 juin 1941.

La carte est personnelle et inaliénable.

Mention des coupons de chaussures et des tickets de vêtements et articles textiles dans les cases de la couverture de la présente carte.

Toute fraude dans l'usage de la présente carte est punie de 16 à 2.000 francs d'amende et de 16 à 2.000 francs de prison.

N A M L K

53 A

54 A

55 A

56 A

57 A

58 A

59 A

60 A

61 A

62 A

63 A

64 A

65 A

66 A

67 A

68 A

69 A

70 A

71 A

72 A

73 A

74 A

75 A

76 A

77 A

78 A

79 A

80 A

81 A

82 A

83 A

84 A

85 A

86 A

87 A

88 A

89 A

90 A

91 A

92 A

93 A

94 A

95 A

96 A

97 A

98 A

99 A

100 A

101 A

102 A

103 A

104 A

105 A

106 A

107 A

108 A

109 A

110 A

111 A

112 A

113 A

114 A

115 A

116 A

117 A

118 A

119 A

120 A

121 A

122 A

123 A

124 A

125 A

126 A

127 A

128 A

129 A

130 A

131 A

132 A

133 A

134 A

135 A

136 A

137 A

138 A

139 A

140 A

141 A

142 A

143 A

144 A

145 A

146 A

147 A

148 A

149 A

150 A

151 A

152 A

153 A

154 A

155 A

156 A

157 A

158 A

159 A

160 A

161 A

162 A

163 A

164 A

165 A

166 A

167 A

168 A

169 A

170 A

171 A

172 A

173 A

174 A

175 A

176 A

177 A

178 A

179 A

180 A

181 A

182 A

183 A

184 A

185 A

186 A

187 A

188 A

189 A

190 A

191 A

192 A

193 A

194 A

195 A

196 A

197 A

198 A

199 A

200 A

C.O.R. des FTPF de la DORDOGNE
COMMISSAIRE aux OPERATIONS REGIONAL
Nom de guerre : Lecoeur

- L'arrivée en Dordogne, venant de la Corrèze (vers le 10 mai 1944)
- La reconstitution de l'E.M. départemental des FTPF
Extraits du livre « FTPF-Dordogne »
- Les tâches à accomplir- Extraits du livre « Dordogne en armes »

ARRIVEE en DORDOGNE

Début mai 1944, RIVIERE (Marcel GODEFROY) m'informa que j'étais muté en Dordogne, pour y prendre le poste identique à celui que j'occupais en Corrèze, c'est à dire Commissaire aux Opérations Régional (C.O.R.) des FTPF.

Pourquoi cette mutation ? Des raisons de sécurité sans doute ...En Corrèze, j'étais dans le département où j'avais été arrêté en 1942, où également résidait ma famille qui pouvait avoir à subir des représailles de la part de l'occupant, de sa police ou de ses valets . Mais cette situation n'était pas nouvelle puisqu'elle existait depuis plus d'un an...Je pense donc que le commandement interrégional des FTPF avait une autre raison, liée sans aucun doute, aux projets d'opérations de plus grande ampleur qui pouvaient comporter des phases de combat classique pour lequel, bien entendu, je n'avais pas la formation militaire nécessaire....

En Dordogne, en ce printemps 1944, l'E.M. départemental des FTPF avait été littéralement décimé par l'offensive allemande de mars-avril. Comme il n'y avait plus aucun des trois responsables (C.O.R., C.E.R. ou C.T.R.) c'est RIVIERE, C.O.I.R. (Commissaire aux Opérations Interrégional) qui vint lui-même me faire connaître les différents responsables d'unités .

Je quittai donc la Corrèze pour la Dordogne, vers le 10 mai 1944, par le train Brive-Périgueux. Je devais descendre à la petite gare de Milhac-d'Auberoche et me rendre à la barrière située à proximité de la gare . Cette dernière était occupée par un camarade cheminot dont l'épouse était garde-barrière. Muni, bien sûr, du mot de passe convenu, je fus accueilli à bras ouverts par cette famille courageuse.

RIVIERE m'avait dit : "Tu m'attendras là. Je viendrai te rejoindre dès que possible... Mais tu verras... tu ne perdras pas ton temps, car c'est le point de passage de nombreux maquisards ou responsables; nos amis de la barrière te présenteront...Il avait dit vrai: lorsqu'il arriva, un ou deux jours plus tard, j'avais déjà fait la connaissance de plusieurs responsables.

Logés tous les deux, pendant quelques jours, dans une sorte de manoir situé à proximité de la barrière et dont nos hotes avaient la garde, nous avons de là, organisé deux réunions au cours desquelles fut discutée et mise en place la nouvelle organisation des FTPF du département, avec la création et l'encadrement des trois sous-secteurs. Une de ces réunions eut lieu dans la forêt Barade, l'autre près de Lanouailles.

FRANCS TIREURS

et partisans français



EN DORDOGNE



une prairie à proximité de la gare de Lanouaille. Pour le Bergeracois et le Mussidanais, la Résistance F.T.P. est enfin groupée et passe sous un commandement unique. Une tentative pour aboutir à un tel résultat avait été effectuée quelques mois auparavant mais avait été réduite à néant par l'affaire de Pont-Saint-Mamet et par le départ des maquis du Mussidanais, à la fin du mois de mars.

Pierre Legendre, dit « Henri Payot », jusqu'alors comme nous l'avons dit adjoint aux effectifs du 2^e bataillon de Dordogne-nord en devient le commandant militaire. Ce responsable est jeune mais il possède beaucoup d'expérience et sous sa réserve apparente on trouve un homme plein de sensibilité et d'humour. Son frère, comme l'on sait, a été récemment capturé et fusillé. « Henri » a pour adjoint aux effectifs Roger Faure, dit « Jim » et Pierre Huet, dit « Hugues » au « technique ». Ce dernier ne prendra ses fonctions qu'au début juillet et sera, en attendant, remplacé par Julien Lambert.

Le sous-secteur B est mis sur pied lors de cette même assemblée et il est placé sous la responsabilité militaire de Louis Parouty, dit « Louis » avec Jean-Pierre Fleurat dit « Jean-Pierre » aux effectifs et Emile Charrenat, dit « Waldeck » au technique. Ce sont des hommes dont on n'a guère parlé jusqu'ici. Ils se sont révélés d'ardents patriotes, ils épousent la cause des F.T.P. et possèdent une sérieuse expérience militaire. L'accroissement considérable des effectifs et l'évolution de la situation les rendent d'autant plus précieux.

Enfin, lors d'une deuxième réunion tenue en pleine forêt Barade le sous-secteur A est structuré avec Roger Ranoux dit « Hercule » au commandement militaire, Samson Roche dit « Coco » ou « Duthil », aux effectifs et Pierre Michaud, dit « Normand » ou « Mimile », au technique. On les a souvent rencontrés au cours de nos récits pour qu'il soit nécessaire de rappeler leurs mérites et la qualité de leur engagement.

L'établissement de ce dispositif a été précédé par l'installation de la nouvelle direction des F.T.P. à l'échelon départemental, suite à l'arrestation ou la mort des précédents responsables. C'est ainsi que Edouard Valéry, dit « Lecoœur » devient le chef militaire. Ce garçon de taille moyenne et mince d'aspect n'en possède pas moins une énergie et une ténacité exceptionnelle que reflète son regard d'une grande mobilité. C'est un pionnier de la lutte clandestine en Corrèze. Dans la soirée du 4 mai 1942 il avait, en compagnie de son frère et comme de nombreuses autres fois, distribué des écrits illégaux. Il s'agissait en l'occurrence du journal « Combat » et d'un tract sur le 1^{er} mai. Le lendemain les deux jeunes résistants étaient arrêtés à quelques heures d'inter-

zac. Jugé au chef-lieu de la Dordogne, le tribunal, statuant sur ces seuls faits, l'avait condamné à un an de prison avec sursis et il avait été libéré le 5 juin. Mais, immédiatement soumis à une étroite surveillance il avait dû, afin de poursuivre ses activités, quitter son domicile et entrer en clandestinité. Parti dans la forêt près de Châteauroux il y organisera la récupération d'armes avec des résistants berrichons. Puis, le 10 mars 1943, il sera d'abord affecté au détachement Faïta, l'importante formation combattante F.T.P. cantonnée dans la région d'Ussel. Durant toute l'année, il exercera des commandements du nord au sud de son département où l'action est, comme l'on sait, « riche » et mouvementée. Au début de 1944, il deviendra responsable militaire des F.T.P. en Corrèze au côté d'Eugène Connangle, dit « Martial ».

A ce nouveau comité militaire régional, Valéry sera secondé par Bernard Serres, dit « Bernard », un autre Corrèzien et par Jean Garraud, dit « Benjamin », originaire de la région de Miallet. On trouvera encore à cet Etat-major, Pierre Morlet à l'intendance, Fernand Stephan au service G (parachutages), Vorms, dit « Claude » aux renseignements, le docteur Fruhling à la santé et plus tard Pierre Michaud, comme délégué auprès de l'Etat-major F.F.I., en remplacement de Pierre Lanxade, tué le 29 juin.

Voici donc le dispositif périgourdin remis sur pied et prêt à impulser les batailles précédant la Libération. Lesquelles sont partout déclenchées par les formations F.T.P., à la mesure de leurs moyens et des situations et sans omettre qu'elles doivent faire face, en même temps, aux réactions et initiatives souvent sanglantes de l'occupant et de ses auxiliaires de Vichy.

D'après les souvenirs de Louis Godefroy, l'Etat-major F.T.P. de la zone sud s'est montré très satisfait du plan offensif établi. Il a annoncé la venue, courant mai, d'un officier porteur éventuellement d'instructions concernant la mise en application de la seconde partie de celui-ci, dans laquelle figure une attaque contre la ville de Tulle et sa garnison. Ce messenger ne parviendra pas à destination. Le 13 mai en effet, la plupart des membres du commandement F.T.P. de la zone ont été arrêtés à Lyon par les sbires de Klaus Barbie, le chef de la Gestapo. Cela crée un certain désarroi et il s'en faudra de peu que tout ne soit remis en cause. Se référant au danger que ces arrestations représentent pour tous les autres cadres F.T.P., une note transmise par la direction clandestine du parti communiste recommande à ceux-ci de rompre momentanément leurs contacts et de se mettre à l'abri, en abandonnant leurs activités jusqu'à nouvel ordre.

La menace est effectivement particulièrement grave, car les responsables aux mains de l'ennemi, grâce à l'un de ses agents infiltré dans

ROGER BELLANGER

DORDOGNE EN ARMES

42 ILLUSTRATIONS DE Ch. NICOLLE

PRÉFACE DU L^I-C^I MARTIAL



ÉDITIONS LIBRO-LIBER

trines. A chaque instant, les malheureux étaient menacés d'être fusillés. Les miliciens circulaient parmi eux pour les faire parler, savoir où se trouvaient le maquis, les dirigeants, etc...

» Je rends hommage aux habitants de Mussidan et de la Double, qui nous connaissent tous, et qui, malgré les menaces et les souffrances, n'ont rien dit. Au contraire, ceux qui sont revenus étaient encore plus décidés à nous aider. Ils avaient des morts à venger, des membres de leur famille déportés en Allemagne.

» Dès ce moment, je ne me consacre plus qu'à la Résistance. Ma femme tient seule le magasin. Les camarades Bazillou (1) et moi parcourons sans arrêt la région pour organiser les groupes et chercher des emplacements de parachutage. Bien souvent, nous passons nos nuits sur les terrains inutilement. Un soir nous sommes enfin récompensés de notre ténacité. Le parachutage s'effectue dans de bonnes conditions. Il faut faire vite : deux cents Boches sont cantonnés à cinq ou six kilomètres et pourraient s'en apercevoir. Nous n'avons aucun moyen de transport. Nous déménageons tout sur une remorque de vélo et à dos d'homme (nous sommes huit), et le matin, au petit jour, tout est à l'abri. Mais inutile de dire que nous avons eu chaud. »

(1) Tué le 6 août 1944 à Virolles.

XI

NOUVELLE ORGANISATION (1)

Jour après jour, nos effectifs augmentent mais, en raison de circonstances malheureuses, nous sommes pour ainsi dire décapités. Une fois de plus, l'Etat-major régional est détruit et le dernier C. E. R., Robert Delord, a été tué à Thenon le 31 mars dans une embuscade.

Par suite de l'attaque allemande, en mars, les unités ont été contraintes de quitter leur région habituelle et se sont dispersées. Hercule est parti dans le Lot et Alfred dans le Lot-et-Garonne avec quelques détachements. Seul, le secteur Nord, grâce au terrain propice et à la combativité de la population, a tenu tête aux ennemis. A Sarlande, les miliciens ont été attaqués et ont perdu des dizaines de tués et de blessés. Malgré tout, par suite de la dispersion, le contact et la liaison sont très difficiles à établir.

Enfin, au bout de quelques jours, l'Etat-Major régional est constitué avec Lecœur, Bernard et Benjamin. Des questions importantes à résoudre immédiatement, se posent avec acuité :

a) Rétablir le contact et la liaison avec les différentes unités.

b) Faire réintégrer la Dordogne à celles-ci.

c) Leur faire reprendre le contact avec la population.

d) Former des compagnies « tactiques » avec les détachements existants. Ces unités devant être très légères et très mobiles et pouvant au besoin se déplacer d'une région à l'autre ou même d'un département à l'autre si le besoin s'en faisait sentir.

(1) Chapitre rédigé d'après les notes du commandant Lecœur.

e) Recruter et former des compagnies « statiques », étroitement liées avec quelques détachements « tactiques », ceux-ci ayant pour mission de stimuler ceux-là (1).

f) Instruire, équiper et armer toutes ces unités.

g) Développer les sabotages et les opérations de guérilla. Coordonner tous ces sabotages et opérations.

h) Coordonner également le travail des légaux et des illégaux (« tactiques » et « statiques »), par des liaisons constantes à la base et au sommet.

Bref, transformer les unités jusqu'ici irrégulières en une véritable armée.

C'est précisément ce qui amène dans notre département le commandant Rivière qui vient tout droit de la Haute-Savoie où il commandait les forces F.-T. P. F. engagées dans la lutte contre les Boches et les miliciens.

Des directives précises sont données pour la nouvelle organisation. L'Etat-Major régional, travaillant sous les ordres de l'Etat-Major inter-régional, est dirigé par un « triangle » composé du commandant à l'organisation militaire assisté d'un commissaire aux effectifs et d'un commissaire technique. Le travail du C. O. R. consiste dans la préparation et l'exécution des opérations militaires et dans l'organisation des liaisons. Le C. E. R. s'occupe de

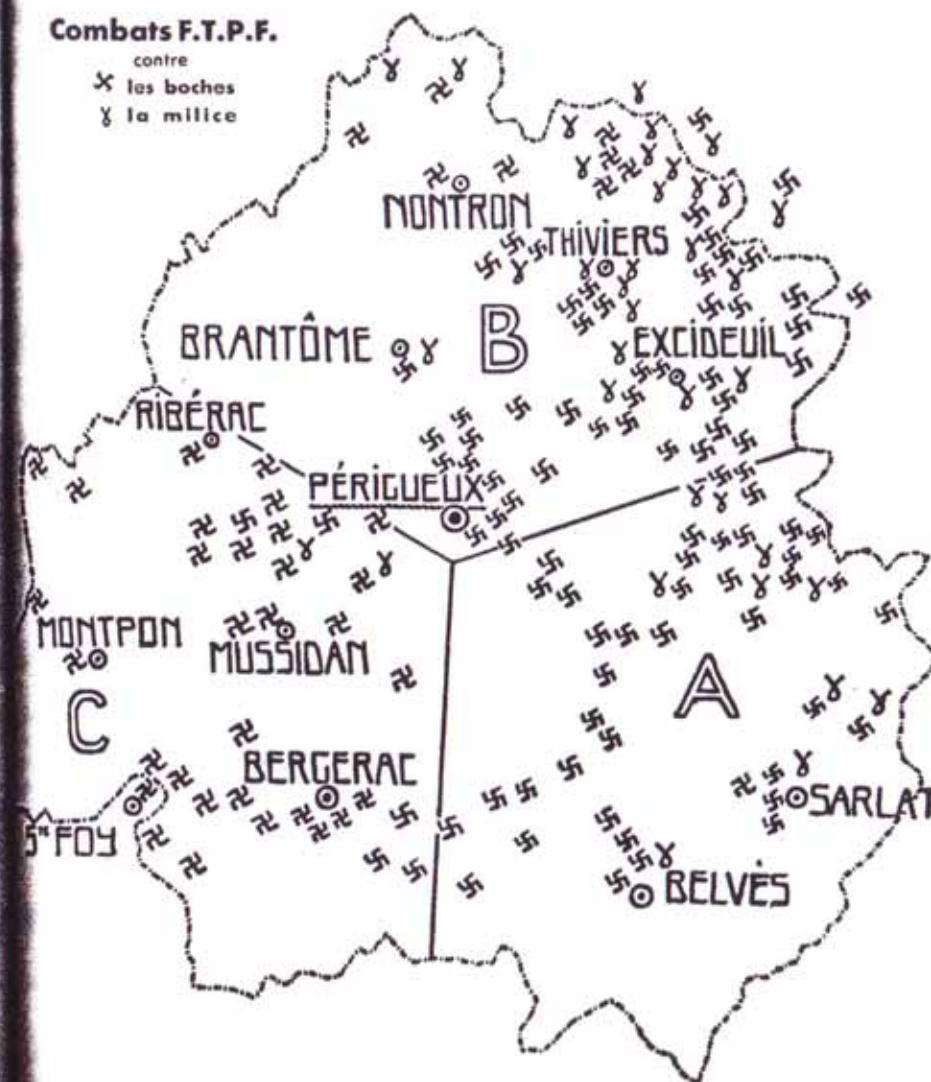
(1) La création de ces compagnies « statiques » consistait seulement dans l'organisation sérieuse de ceux que nous appelions dans les pages précédentes les « légaux », c'est-à-dire ceux qui, n'ayant pas eu à quitter leur domicile devant la répression boche ou vichyssoise, n'ont pas eu à gagner le maquis. Déjà, et avant la formation de ces compagnies, dans les villes, les villages, à l'usine, partout, les patriotes s'étaient réunis et avaient constitué des groupes. Sans rien changer à leurs habitudes journalières, ils se livraient au cours de la nuit à des actes de sabotage, à l'épuration même de la Gestapo et des traîtres. Ils ont joué dans la lutte pour la Libération un grand rôle, préparé et participé à des actions aux côtés des détachements du maquis, notamment à Périgueux contre le dépôt des machines où 14 locomotives furent détruites, à Bergerac, à Thiviers, etc... Depuis, ces détachements, ces compagnies, ont grandi et sont devenus des bataillons. Au début d'août, plus de 20 bataillons « statiques » étaient formés dans la Dordogne.

Combats F.T.P.F.

contre

X les boches

Y la milice



la propagande, du recrutement, de l'organisation des unités, des finances, de la sécurité, du contrôle des effectifs, des cadres, et de la liaison avec les divers mouvements de Résistance. La tâche du C. T. R. porte sur les différents services spéciaux : Service I : intendance; Service B : renseignements; Service C : matériel; Service G : parachutage; Service S : sanitaire.

Pour faciliter le travail de l'Etat-Major régional, le département de la Dordogne est divisé en trois sous-secteurs, qui ont le même travail que l'Etat-Major régional et commandent directement aux unités tactiques et statiques.

Les sous-secteurs en Dordogne sont nés de deux réunions faites par le commandant Rivière, la première dans une petite ferme de la commune de Lanouaille et où étaient présents tous les chefs F.-T. P. F. de la région nord, la seconde dans la forêt Barade avec Hercule et ses principaux chefs de détachements.

La base de l'organisation F.-T. P. F. est formée par les détachements composés chacun de trois groupes de combat. Trois détachements forment une compagnie, trois compagnies un bataillon et trois bataillons un régiment. Chaque chef militaire d'unité est assisté par deux adjoints, l'un technique et l'autre aux effectifs, à l'image de l'Etat-Major régional et des sous-secteurs.

Le sud-est de la Dordogne forme le sous-secteur « A », le nord le sous secteur « B » et le sud-ouest le sous-secteur « C ».

Quatre régiments « tactiques » furent constitués en Dordogne :

Le 1^{er} régiment, comprenant les 5^e, 12^e et 30^e bataillons; le 2^e régiment (1^{er}, 3^e et 8^e bataillon); le 3^e régiment (4^e, 6^e et 14^e bataillon); le 4^e régiment, et quelques bataillons isolés : 27^e (infanterie), 26^e (génie), etc...

En plus des commandements des groupes légaux et illégaux, les Etats-Majors de sous-secteurs s'occupent de la formation des Comités locaux de Libération.

L'encadrement de ces grandes unités fut puisé dans l'élite des officiers formés à la discipline et au combat de nos glorieux détachements.

Voici quels furent les chefs des F.-T. P. F. de la Dordogne, à qui la population doit en grande partie sa libération et la fin du cauchemar que les Allemands et leurs alliés lui ont fait vivre trop longtemps :

Région de la Dordogne. — En mai : Lecœur, Bernard, Benjamin. Ensuite : Hercule, Caillou, Benjamin.

Sous secteur « A » : Hercule, Duthil, Normand.

Sous-secteur « B » : Louis, Jean-Pierre, Waldeck.

Sous-secteur « C » : Henri, J'm. Hugues.

Premier régiment : Polydor.

Deuxième régiment : Pinocho.

Troisième régiment : Demorny.

Quatrième régiment : Soleil.

XII

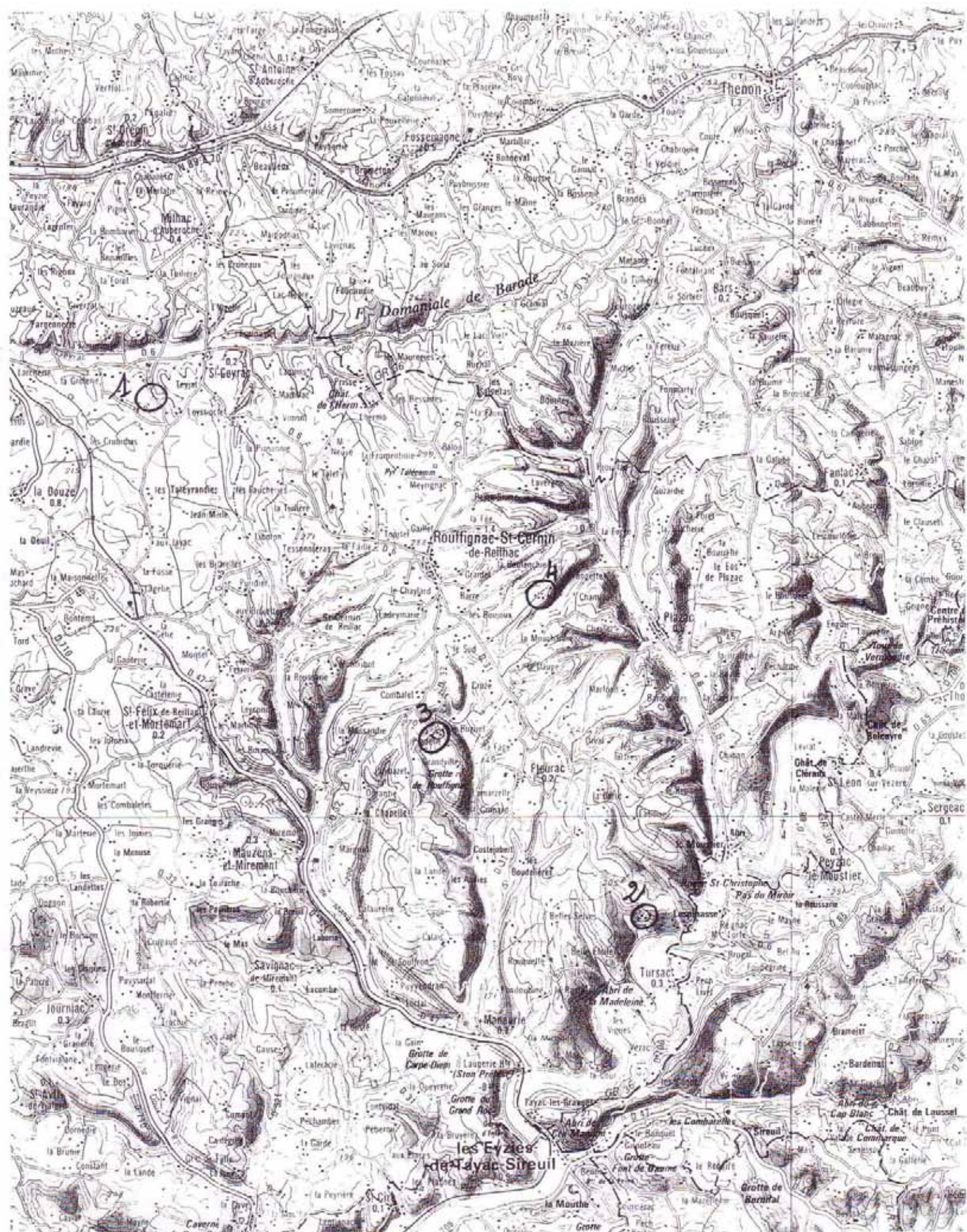
LES DERNIERES SEMAINES QUI PRECEDENT LE 6 JUIN

Suffoqués de l'ampleur que prend la Résistance dans la région, les Allemands envoient en Dordogne leur fameuse division *Das Reich* qui s'illustrera plus tard tragiquement à Oradour-sur-Glane.

Cette division est chargée de réaliser l'anéantissement complet du maquis; mais, de même que pour toutes les forces employées jusqu'ici, le maquis est insaisissable pour *Das Reich*. Les Boches

P.C. DEPARTEMENTAL des FTPF

- Emplacements successifs du P.C Départemental-Dordogne
- La sanglante répression de mars-avril et de l'été 1944 n'arrêta pas la Résistance et la guerilla.
- Copie d'une note du C.O.R. aux chefs d'unités FTPF en date du 4 juillet 44, concernant l'envoi de C.R. d'opérations. (voir dans un document annexe au présent dossier, les copies de ces C.R.)
- E.M. FFI départemental : copie de l'ordre d'encerclement des villes de Périgueux et de Bergerac.
- Fin août 1944. Les derniers jours de l'occupation. La libération. Quelques souvenirs et réflexions.
- Réflexions sur les FTPF Dordogne : l'encadrement et le commandement. L'E.M. FFI départemental. Le S.O.E. et Malraux. Les grades dans les FTPF.



EMPLACEMENTS SUCCESSIFS du P.C. DEPARTEMENTAL des FTPF

- 1- Près de St-Geyrac
- 2- Maison isolée N.O. de Lespinasse
- 3- La Pradelie
- 4- Château de Laudonie

LA SANGLANTE REPRESSION MENEES par les NAZIS et leurs SUPPLETIFS de MARS-AVRIL 44, jusqu'à la LIBERATION, n'ARRETA PAS LA GUERRILLA

Concernant les événements qui se déroulèrent en Dordogne au cours des mois de mars- avril 1944 et ensuite jusqu'à la libération, en août suivant, il y a un fait important qu'il convient de souligner avec force.

L'occupant nazi, avec le concours de la milice et de la police vichyste, utilisa de très gros moyens et d'importants effectifs pour combattre la Résistance de ce département, comme d'ailleurs en Corrèze et de nombreux autres secteurs d'Aquitaine.

Si, grâce à leur mobilité et leur combativité, les unités du maquis, dans l'ensemble, ne subirent pas trop de pertes, la direction départementales des FTPF de la Dordogne, fut quant à elle, littéralement décimée.

D'autre part, ne pouvant atteindre les maquisards, les nazis s'en prirent à la population qui soutenait les « terroristes » : otages fusillés, paysans exécutés, villages et fermes brûlés...

C'était là une vieille méthode qui était ainsi appliquée et qui, d'ailleurs, fut exprimée en toutes lettres, le 8 juin 1944, par le commandement nazi du front de l'ouest (cité par le livre « Maquis de Corrèze » 4me édition) :

« Il faut exercer contre les bandes, les actions les plus dures et sans indulgence, dans la partie sud de la France »...

Il faut prendre les mesures les plus vigoureuses pour rétablir le calme et la sécurité, pour effrayer les populations de ces zones contaminées en permanence, leur faire passer le goût d'accueillir les groupes de résistants ».

Mais cette méthode, si elle fit couler beaucoup de sang, n'obtint pas les résultats escomptés par les nazis et ce fait n'a peut-être pas été suffisamment relevé par les historiens. **La répression sanglante peut terroriser et paralyser un certain temps une population qui se bat pour sa liberté et son indépendance, mais à partir d'un certain degré de violence, celle-ci produit généralement un effet inverse : la colère devient plus forte que la peur et la volonté de se battre, d'en découdre avec la « barbarie » mobilise la population ainsi mise « le dos au mur »...**

Pour ma part, arrivé en Dordogne, début mai 1944, c'est bien ce que j'avais pu constater dans le département, comme en Corrèze d'où je venais. Les suppliciés d'Oradour-sur-Glane ou de Tulle, les fusillés de Brantôme et d'un peu partout, les villages incendiés comme à Rouffignac etc... n'arrêtèrent pas la Résistance et la guérilla...

Il n'est que de lire, les C.R. d'actions des unités FTPF, pour s'en rendre-compte !...

Tarnos mars 1999
Edouard Valéry

P.C. DEPARTEMENTAL des F.T.P.F.
COMPTES-RENDUS d'OPERATIONS et d'ACTIVITE des UNITES F.T.P.F
ADRESSES au COMMISSAIRE aux OPERATIONS REGIONAL, (C.O.R.)
de JUIN à AOUT 1944

Dès l'installation du P.C. départemental dans le "maquis", il fut demandé aux commandants d'unités FTPF à tous les échelons, de perdre les habitudes prises au temps de la pleine clandestinité, c'est-à-dire de ne jamais fournir aucun document écrit, pour des raisons évidentes de sécurité.

La nouvelle situation et le nouveau rapport des forces le permettant, il fallait maintenant, tout en conservant prudemment les noms de guerre de chacun, ne pas oublier de rendre-compte des actions accomplies. Ce fut l'objet d'une note de rappel adressée à tous les responsables FTPF, en date du 4 juillet 1944 (voir copie au dos).

Avec des accents quelque peu emphatiques, mais qui traduisaient bien les sentiments d'exaltation du moment, cette note (1) suscita la rédaction de maints comptes-rendus très précieux aujourd'hui, pour appréhender la situation et les multiples combats menés à cette époque par les FTPF et les maquis en général.

Le couronnement de toutes ces luttes, depuis les premières actions de la Résistance, fut l'encerclement, par les maquis de Dordogne, sous la direction de l'E.M. FFI départemental récemment constitué, des villes et des garnisons allemandes de PERIGUEUX, de BERGERAC et enfin la libération du département, le 20 août 1944 (voir copie de l'ordre d'encerclement émanant de cet E.M. en date du 18 août 1944, pages suivantes).

(1) Il est intéressant de rapprocher le texte de cette note, écrit donc à l'âge de 20 ans, du poème intitulé "Aux Armes !", écrit deux ans plus tôt, en mars 1942 (voir pages précédentes). On y retrouve des idées, des thèmes semblables. Mais les réticences, les peurs, l'état de choc du début de l'occupation ont fait place à une grande ferveur populaire en faveur de la résistance et des maquis, à un besoin d'intervention citoyenne directe et surtout de fraternisation, de solidarité, après les dures épreuves subies depuis quatre ans...L'insurrection nationale qui grondait allait bientôt largement contribuer à chasser l'occupant et ses valets vichystes.

J'aurais pu terminer la note par les derniers vers du poème de 1942 :

Aux armes ! Calme et grand peuple de France.
Comme autrefois chante ton espérance
Et chassés par ton élan souverain
Les Allemands repasseront le Rhin

Mais l'heure n'était pas à la poésie !... Dans tout le département, les accrochages se multipliaient. Il suffit de parcourir les C.R. et communiqués de l'époque pour s'en rendre compte: signés de noms qui peuvent paraître puérils ou prêter à sourire, un demi-siècle plus tard (Dupont ou Duguesclin, Polydor ou Lafleur, Frifri ou Ledur etc...) ils n'en expriment pas moins, en termes simples, l'intensité et l'âpreté de la lutte armée contre les troupes d'occupation et la milice de Pétain, le courage et l'abnégation, la témérité quelquefois, des combattants du maquis

NB. Voir dans un document annexe au présent dossier, les copies de ces C.R. et communiqués. Les originaux ont été remis à l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.) de la Dordogne.

LE C.O.R. II

Aux Cts de Sous - SECTEURS

Aux Chefs de Bataillons

Aux Chefs de Compagnies

Camarades,

Par notre volonté, par la volonté du Peuple de France, les Francs-Tireurs et Partisans sont aujourd'hui une armée.

Nous commandons des soldats admirables d'endurance et de courage.

La lutte que nous poursuivons, comme nos ancêtres en 1792, c'est la lutte pour la Libération de la France.

Soyons fiers d'avoir des responsabilités dans cette nouvelle armée dont l'histoire retracera la lutte en des pages glorieuses. Soyons fiers d'être les représentants et les cadres de cette Insurrection Nationale contre l'oppression fasciste.

Nous avons le droit de l'être.

Mais, comment pouvons-nous retracer ces combats ? Comment pouvons-nous citer en exemple l'esprit de sacrifice, et la combativité qui anime nos hommes si aucun communiqué n'est fait sur les opérations que nous dirigeons.

Le sous-officier ou l'officier qui vient de conduire son unité au feu n'a pas terminé sa tâche. Il a encore un devoir à accomplir; un devoir envers la Nation, envers les soldats qui viennent de combattre, envers tous les camarades qui sont tombés pendant l'engagement.

Nous n'avons pas le droit de laisser dans l'ombre de pareils exploits et de pareils sacrifices.

Chaque opération doit-être notée dans un rapport le plus bref possible, mais suffisamment explicatif. Le rapport doit retracer les circonstances de l'engagement, le combat lui-même, la tenue des hommes, les pertes ennemies, nos pertes et nos morts; il doit aussi faire la critique de l'action pour ne pas recommencer toujours les mêmes fautes.

Cela nous permettra, en même temps que de faire connaître notre lutte au Peuple pour le stimuler, de perfectionner sans cesse notre tactique, et nos connaissances militaires.

Sachons être des chefs dignes de nos soldats !

LE C.O.R.

Lt LECOEUR

ETAT-MAJOR F.F.I. DEPARTEMENTAL - LE 18 AOUT 1944 :
ORDRE D'ENCERCLEMENT, PAR LE MAQUIS, de PERIGUEUX et BERGERAC.

E.M. - F.F.I.

le 18-8-1944

OPERATIONS EN COURS

Encerclement de PERIGUEUX.-

Le plan d'opérations que nous avons proposé est entièrement accepté par l'E.M. - F.F.I.

- 1°) Etablissement d'un dispositif d'embuscades en profondeur autour de Périgueux dans un rayon de 10 à 15 Kms.
- 2°) Patrouilles de reconnaissances allant jusqu'aux barrages. Attaques des barrages ennemis.
Groupes d'épuration opérant dans Périgueux.
- 3°) Contracter le Colonel qui commande la place.
- 4°) Démolir le moral des troupes par des affiches et tracts

Type d'embuscades:

Un détachement minimum sur chaque route protégé sur les ailes par une équipe d'observation en avant, à 500m ou 1 km de la route.

Importance des points d'observation qui doivent éviter un débordement par les bois.

Tactique:

Accrocher l'ennemi chaque fois qu'il se présente.
Rechercher le contact avec l'ennemi.
Coups de mains à l'intérieur de la ville par petites patrouilles.
Resserrment des embuscades autour de la ville.
Et suivant l'évolution des unités allemandes et unités alliées attaque de la ville.

Effectif:

S.I.C. seront constitués:

I au nord pour groupements C.F.L. et 3eme Bataillon F.T.P.F. où seront réunis; LOUIS Cdt du S/Secteur B et RAC Cdt du même S/Secteur pour les C.F.L.

I au sud qui réunira: le Cdt du S/Secteur A ou le Chef de Régiment et CHADZY Cdt du même S/Secteur C.F.L.

Positions:

5 eme Bataillon: Route d'Atur à Périgueux à Auvézère.

3 eme Bataillon: Route Périgueux Limoges.

Route Paris (Périgueux Sorges)

Périgueux - Agonac

C.F.L.

Route Périgueux Cubjac - Tourtoirac

Demi cercle de la route de Brantôme à la route de Vergt.

Effectif ennemi:

1°) 1000 allemands, Croates, Russes sont cantonnés dans la région de St Laurent. Ils sont munis de quelques chenillettes et de quelques canons de 155.

I détachement de 50 russes environ va être contracté

2°) 400 ou 500 hommes dans la région du Toulon

.....
Ils ont été déjà accrochés par éléments C.F.L. : 3 officiers se sont rendus.

3°) Périgueux est entièrement vide de troupes et même de police Allemandes. Tous sont cantonnés sur les hauteurs où les mitrailleuses et canons sont en batterie.

4°) Un colonel autrichien avec lequel nous avons le contact qui commandait la place de Périgueux a été doublé par un officier allemand.

Il a quitté Périgueux pour s'installer à St Laurent. Pour ces deux faits nous sommes actuellement coupés.

Encerclement de Bergerac:

6^{eme} Bataillon Secteur Sud Dordogne
C.F.L. (Bergent) Secteur Nord.

Mêmes principes et mêmes tactiques.
Effectif ennemi 200 à 300 hommes

4^{eme} Bataillon: Embuscades sur la N1e 89 dans la Région de Mussidan et occupation de Ribérac.

2^{eme} Bataillon/ Embuscades sur la route Limoges St Yrieix, etc ...

1^{er} Bataillon: embuscades sur la N1e 89 vers Brive une partie viendra en renfort pour la prise de Périgueux.

7^{eme} Bataillon: Ligne de protection Sarlat-Domme

8^{eme} Bataillon: (partie Baon Soleil) Embuscades région de Belvès, Siorac, Le Buisson, Montpazier.

AOÛT 1944. DERNIERS JOURS de l'OCCUPATION. La LIBERATION

Le maquis est partout à l'offensive. Des armes et des munitions ont été parachutées en quantités notables, quoique très insuffisantes encore pour armer tous les volontaires. Cependant, de nouvelles unités peuvent prendre part au combat et les formations du maquis sont mieux équipées.

La population fait corps avec l'armée du maquis qui trouve ainsi sur place, la plus grande partie de la logistique qui lui est nécessaire, concernant notamment le ravitaillement, le cantonnement, les soutiens divers...

De multiples actions, souvent audacieuses, sont menées. La guerrilla, la mobilité, restent cependant à l'ordre du jour des forces du maquis. Mais l'étau se resserre autour des garnisons allemandes qui se terrent de plus en plus dans les villes ou aux abords de celles-ci.

Les troupes, alliées et françaises qui ont fait craquer les défenses ennemies vers Paris, ainsi que celles qui viennent de débarquer en Provence, sont littéralement aspirées vers l'est pour les premières et le nord pour les secondes, par l'action des maquis et l'insurrection nationale.

Devant cette menace, le commandement de la Wehrmacht (Groupe d'Armées G) donne le 17 août 1944, l'ordre de **"porter immédiatement derrière ligne Seine-Yonne-Canal de Bourgogne, tous éléments se trouvant dans la zone de l'A.G. "G" à l'ouest de la ligne Orléans-Clermont-Ferrand-Montpellier, tant Wehrmacht que Waffen-SS et organismes divers dans la mesure où ils ne sont pas prévus pour la défense des forteresses et des zones de défense, à l'exception des troupes combattantes de la 19^{me} Armée"** (cette dernière faisant face aux troupes alliées débarquées en Provence. E.V.).

Mais déjà sans doute est-il un peu tard : les garnisons allemandes de Corrèze se rendent aux troupes du maquis, le 15 août 1944 pour Brive, et le jour même de la signature de l'ordre, pour Tulle (dont la garnison s'était déjà rendue au maquis le 8 juin précédent). L'axe de marche pour le repli derrière la ligne indiquée paraît largement compromis...

Le 19 août au soir, la garnison allemande de Périgueux, encerclée par le maquis, quitte ses positions et commence son repli, non vers la ligne "Orléans-Clermont", mais vers Bordeaux, fortement accrochée, toute la journée du 20 août 44, notamment à La Cave, Les Moulineaux, Razac, Saint-Astier...

Il en est de même pour Bergerac où les occupants évacuent la ville le 21 août et se replient aussi vers Bordeaux..

Au P.C. FTPF installé au château de Laudonnie (commune de Rouffignac) c'est l'effervescence: la nouvelle du décrochage des troupes d'occupation de Périgueux nous parvient aux premières lueurs du jour le 20 août. Une première équipe part aussitôt, dans une "traction avant" Citroën, avec Caillou (Yves PERON) Bernard (Marcel SERRE) "Doublemètre" et moi-même. Avant d'entrer dans Périgueux, nous sommes arrêtés à plusieurs reprises par des attroupements de Périgourdins qui nous font part des dernières nouvelles reçues qui confirment bien le départ des troupes allemandes.

Nous entrons dans Périgueux où la population se rassemble déjà dans tous les quartiers et toutes les rues laissant éclater sa joie. Les applaudissements crépitent à notre passage.

Nous retrouvons en ville, les chefs d'unités qui viennent de faire leur entrée ainsi que les principaux responsables des divers mouvements de résistance. Le P.C. des FTPF s'installe à

l'hotel de France tandis que l'E.M. FFI départemental occupe un bâtiment de plusieurs étages situé face à la poste centrale.

Périgueux fête sa libération dans une allégresse communicative : tout le monde est dans la rue, on rit, on s'embrasse, on applaudit le maquis et les maquisards . L'école des cadres départementale des FTPF, commandée par Dupont (COLOMER), habillée en bleu-blanc-rouge avec de la toile à parachute teintée, remporte un succès inoubliable : déchainant l'enthousiasme de la population, elle défile dans tous les quartiers, jusqu'à épuisement...

Quatre années de malheurs prennent fin pour la Dordogne et une grande partie de la France qui grace à l'action du maquis et de la résistance, conjuguée avec l'offensive alliée, est libérée plus vite que prévu par le commandement américano-anglais et sans qu'un front continu se déplaçant lentement sur tout le territoire ne provoque des pertes et des dégâts incalculables.

Mais la guerre n'est pas finie ; la bête nazie n'est pas encore morte, le combat continue. Des milliers de maquisards poursuivent les occupants en direction de Bordeaux, d'Angoulême, puis vers la Pointe de Grave, Royan et La Rochelle. D'autres maquisards, dont la brigade Alsace-Lorraine, rejoignent les troupes françaises et alliées qui poursuivent leur offensive en refoulant les nazis vers leur repaire du territoire allemand.

*Quoique puissent insinuer, plus de cinquante ans après, certains historiens qui feraient bien de revoir leur copie, parmi les FTPF et ceux qui les commandaient, il n'y avait, en ces journées mémorables, la moindre arrière-pensée de prise du pouvoir au profit du parti communiste qui sortait lui aussi d'une très longue clandestinité ! Une seule volonté, unanime : poursuivre l'ennemi, continuer le combat jusqu'à la capitulation sans conditions du nazisme et de ses complices vichystes.... Le lendemain de la libération de Périgueux, je peux attester que j'ai vu le responsable départemental du P.C. "OLIVIER" (André DUFOUR) rédiger avec quelques autres une affiche qui portait, en tête et en très gros caractères : **" Et maintenant...à Berlin pour libérer nos prisonniers !"***

° °
°

Pour ma part, ces journées où Périgueux et la Dordogne se libéraient sont marquées dans ma mémoire par quelques souvenirs très forts...

Le 20 août 1944, avec le P.C. des FTPF de Dordogne et l'E.M. FFI départemental, c'était la deuxième fois que je rentrais dans Périgueux : la première avait eu lieu le 3 mai 1942, menottes aux mains, entre deux gendarmes de Brive qui me conduisaient à la prison Beleyme de la ville. à la suite de notre arrestation, mon frère et moi, les 30 avril et 1er mai 1942, pour distribution de tracts et de journaux clandestins.

Autre souvenir: le lendemain de la libération de Périgueux, les unités de maquisards qui venaient de chasser l'occupant, sa milice et ses hommes de mains, défilèrent au centre ville. J'eus le plaisir d'assister à ce défilé, avec tous les responsables des maquis et de la résistance de Dordogne, à la tribune d'honneur installée sur le perron du tribunal ; ce même bâtiment où le 4 juin 1942, nous avons été jugés, mon frère et moi, par le Tribunal Militaire siégeant alors dans cette ville...Une petite revanche morale !

*E. VALERY.
Mars 1999.*



Les Allemands viennent de fuir vers l'Atlantique. Sur la route de Périgueux (avant Lesparat)..
De gauche à droite:
-Marcel Serre (Bernard)
-Urban (Doublemètre)
-Yves Péron (Caillou)
-Edouard Valéry (Lecoeur)



23-24 aout 1944:
Une unité FTPF se prépare pour défiler devant le Palais de Justice



Devant le monument aux Morts : Yves Péron prend la parole.

De gauche à droite

- Pierre Michaud (Normand) - Edouard Valéry (Lecoeur) - René Boilet (Gisèle)
- Roger Ranoux (Hercule) - Yves Péron (Caillou) parlant au nom des FTPF
- Jacques Poirier (Jack) du S O E
- Avant-dernier à droite : Maxime Roux , Préfet du Maquis . Dernier : Germinal.

LA TRIBUNE



GROS PLAN SUR LA TRIBUNE



Jean Garraud
(Benjamin)

Roger Rahoux
(Hercule)

Yves Péron
(Caillou)

Germinal

Noël Dujardin
(Polydor)

Pierre Michaud
(Normand)

Edouard Valéry
(Lecœur)

Maxime Roux
Préfet du Maquis

FTPF DORDOGNE : REFLEXIONS sur l'ENCADREMENT et le COMMANDEMENT **L' ETAT-MAJOR FFI DEPARTEMENTAL. Le S.O.E. Les GRADES dans les FTPF.**

La Résistance, comme les maquis sont nés de la volonté d'une partie de la population de ne pas subir l'occupation étrangère. Les exigences de l'occupant mises en oeuvre par le pseudo gouvernement de Vichy, les réquisitions de nos productions ayant pour corollaire le rationnement, l'institution du service du travail obligatoire en Allemagne ont grandement contribué à faire prendre conscience de la nécessité de s'organiser, de s'armer et de se battre pour résister à l'ennemi, participer à la libération de notre pays.

L'armée de l'ombre qui constitue une première dans l'histoire contemporaine, s'est organisée malgré la répression. Elle a grandi et s'est aguerrie au travers des combats qu'elle a menés sous diverses formes, allant des plus petites actions de la lutte clandestine, à la lutte armée mettant en oeuvre des unités de plus en plus importantes. Elle n'avait - et ne pouvait disposer d'ailleurs- ni de casernes, ni de centres d'instruction importants, ni de stocks de "mobilisation"... Tout était parti d'une poignée de volontaires aux mains vides, mais d'une combativité et d'un dynamisme exceptionnels .

Le commandement des FTPF

Dès la formation des premiers maquis, le problème de l'encadrement se posait avec force. Il n'y eut pratiquement pas , dans les FTPF, de cadres d'active de l'ancienne armée: leur formation militaire ne correspondait pas d'ailleurs aux combats que le rapport des forces et la nature de notre armement, nous imposaient. A la tête de la plupart des unités FTPF donc, des cadres, souvent très jeunes, qui se formèrent dans le combat de tous les jours. Cependant, de nombreux officiers et sous-officiers de réserve les rejoignirent et y assumèrent des commandements importants. Parmi eux, beaucoup de cadres républicains, engagés depuis longtemps, pour la plupart, dans l'action antifasciste au sein notamment des Fédérations d'Officiers et de Sous-Officiers de Réserve Républicains, dissoutes par Vichy.

Par ailleurs, de nombreux cadres et combattants antifascistes réfugiés en France (Républicains espagnols et de divers pays, anciens des Brigades Internationales...) se mirent à la disposition des FTPF auxquels ils apportèrent leurs connaissances et leur expérience militaire très appréciées. Plusieurs d'entre eux assumèrent en Dordogne, d'importantes responsabilités à la tête de nos formations. C'est également parmi eux que la direction interrégionale des FTPF, trouva la plupart des instructeurs qualifiés, pour l'école de sabotage et de guérilla qu'elle créa, au cours de l'été 1943, en Dordogne, dans la forêt Barade. Cette école reçut de jeunes stagiaires des cinq départements de l' Interrégion.

L'évolution des unités FTPF

Quelles furent les principales étapes de l'évolution des groupes armés FTPF en Dordogne ?

A la fin de l'hiver 1942-43 et au cours du printemps se constituent les premiers groupes de maquis FTPF et FTP-MOI: groupes légers, au maximum de quelques dizaines de maquisards, souvent très éloignés les uns des autres, faisant corps avec la population et les résistants "légaux" de leur secteur d'implantation, qui les ravitaillent, les renseignent, les protègent. Très actifs, opérant avec audace, souvent loin de leur base, ces groupes étaient directement actionnés par le commandement départemental.

Les unités qui se constituent par la suite seront adaptées à la forme de notre combat et s'articulent selon le schéma classique :

- l'unité de base est le groupe de huit hommes avec un responsable.
- le détachement est composé de trois groupes.
- la compagnie de trois détachements.
- le bataillon de trois compagnies
- le régiment de trois bataillons

Les compagnies et les bataillons se forment au cours du 1er semestre de 1944. Le 1er bataillon FTPF de Dordogne est constitué en mars, au cours d'une réunion, avec Rivière (Godefroy) qui a lieu dans un château près de Milhac. Hercule (Ranoux) en prend le commandement.

En mai 44, trois sous-secteurs "A" "B" "C" sont constitués dans le département.

En juillet, sont formés quatre régiments légers, placés sous les ordres des commandants de sous-secteurs.

Au total, en juillet-août 1944, les 7718 combattants FTPF homologués par l'autorité militaire constituent les unités dites "tactiques". Mais les "légaux", volontaires restés à leur domicile, organisés en unités dites "statiques" et qui n'attendent que des armes et des munitions en quantité suffisante pour participer plus activement au combat, représentent un effectif sensiblement égal.

Structure du commandement FTPF

A la tête des unités FTPF, pas d'état-major classique, avec chef d'état-major et chefs de bureaux. Le commandement des FTPF s'organisa selon un certain nombre de principes liés à la nature des unités de maquis et du combat de guérilla qu'elles avaient à mener.

A tous les échelons, national à départemental, une direction "tricéphale" :

- un responsable militaire chargé d'organiser, diriger et parfois commander directement les diverses opérations : **le Commissaire aux Opérations**.
- un responsable aux effectifs, chargé du recrutement et de l'organisation des unités, du moral des combattants, des questions financières et enfin du contact avec les responsables des organisations amies (Front National de lutte pour la libération, Parti communiste clandestin, syndicats ouvriers ou paysans, etc...) : **le Commissaire aux Effectifs**.
- un responsable technique, chargé de toutes les questions matérielles et de logistique : **le Commissaire Technique** qui dirigeait un certain nombre de services :

Service	I. Intendance
"	B. Renseignements
"	C. Matériel
"	G. Parachutages
"	S. Santé

Les trois Commissaires, d'égales responsabilités (sauf vers la fin où la prépondérance fut donnée au Commissaire aux Opérations) formaient le **Comité Militaire** de l'échelon donné :

- au plan national : **le Comité Militaire National**
- pour plusieurs départements : **le Comité Militaire Interrégional**
- dans chaque département : **le Comité Militaire Régional**, avec :
 - . **un Commissaire aux Opérations Régional, le C.O.R.**
 - . **un Commissaire aux Effectifs Régional, le C.E.R.**
 - . **un Commissaire Technique Régional, le C.T.R.**

Organisation similaire dans chaque sous-secteur et dans chaque unité, du régiment à la compagnie: **un commandant de sous-secteur ou d'unité, responsable militaire, assisté d'un adjoint aux effectifs et d'un adjoint technique.**

Cette direction "tricéphale" à tous les échelons, présentait de nombreux avantages:

- même si chaque membre du Comité Militaire était responsable de son secteur d'activité, les décisions importantes, qu'elles soient d'ordre opérationnel ou logistique, étaient prises collectivement, sauf cas exceptionnel ou urgent, ce qui permettait de mieux cerner les différents éléments et facteurs de la décision et d'éviter ainsi des erreurs.

- chaque membre du Comité Militaire communiquait en amont et en aval, avec ses homologues. Cette articulation avait le gros avantage, en cas d'arrestation d'un ou deux d'entre eux, de permettre de maintenir ou de renouer rapidement le contact tant avec l'échelon supérieur qu'avec les échelons subordonnés.

- la direction collective évitait en outre, une trop grande "personnalisation" des unités FTPF. Ces dernières, en règle générale et tout au moins au début, n'étaient pas désignées par le nom (de guerre) de leur chef, comme ce fut souvent le cas dans d'autres mouvements, mais par des noms de résistants tués au combat ou fusillés et dont l'attitude et le sacrifice avaient été exemplaires. Vers la fin, les unités plus nombreuses et plus importantes, furent désignées, comme dans toute armée, par des numéros.

Cette organisation du commandement FTPF s'avéra particulièrement bien adaptée au combat à mener par le maquis. Elle permit de résister efficacement aux coups de boutoir que tentèrent (ou que lui portèrent, hélas !) les troupes allemandes d'occupation ou les forces répressives à leur service (G.M.R. milices de Pétain etc...).

Les grades dans les FTPF

Que n'a-t-on dit ou écrit sur les galons arborés à la libération par les chefs de maquis !
Qu'en fut-il exactement ?

Une armée française de l'intérieur se reforma durant l'occupation et participa efficacement à la libération du pays. A la tête de ces unités ou organismes militaires, se trouvaient des hommes et des femmes volontaires et courageux, désignés, dans les conditions de la clandestinité, par les responsables de chaque mouvement de résistance ou bien tout simplement par leurs camarades de combat.

Cette organisation se fit aussi, à partir du printemps 1944, selon les directives données par le général De GAULLE, au nom du Comité Français de Libération Nationale et qu'il n'est pas inutile de rappeler :

"Mais il faudra, d'autre part, que les actions locales des clandestins revêtent, au moment voulu, le caractère d'un effort national; qu'elles prennent assez de consistance pour devenir un élément de la stratégie alliée; qu'elles mènent enfin, les combattants de l'ombre à se fondre avec les autres en une seule armée française"

"C'est pourquoi, en mars 1944, je crée les Forces Françaises de l'Intérieur englobant obligatoirement toutes les troupes clandestines, prescris qu'elles soient organisées à mesure du possible, en unités militaires conformes au règlement : sections, compagnies, bataillons, régiments, décide que les officiers qui en ont le commandement prendront à titre temporaire des grades correspondant aux effectifs qu'ils ont sous leurs ordres" (Charles de GAULLE, "Mémoires de guerre. L'unité 1942-1944" Presse Pocket. Plon. page 301).

Ces instructions concernant le "commandement" et les grades ne furent appliquées que partiellement par les FTPF, tant dans les maquis qu'au moment de la libération. Jusqu'à celle-ci d'ailleurs, les chefs FTPF, pour des raisons évidentes de sécurité, ne portaient aucun insigne de grade; mais, à titre d'exemple, les membres des Comités Militaires Interrégionaux étaient capitaines et les membres des Comités Militaires Régionaux (départementaux) étaient lieutenants.

Cependant, lors de la constitution des états-majors FFI et au moment où la guérilla encerclant les garnisons ennemies et chassant l'occupant, bascula pratiquement aussitôt dans le combat classique d'unités régulières, les grades ci-dessus ne convenant manifestement plus, un ajustement eut lieu au sein des unités FTPF, mais tout en restant très en-dessous d'une application stricte des directives du général de Gaulle : le simple constat des grades correspondant normalement à plus de 7700 maquisards homologués, organisés en quatre régiments à trois bataillons, suffit pour en faire la démonstration.

Les relations entre le PCF clandestin et le commandement FTPF

Cette question, comme celle des grades, a souvent suscité des versions fantaisistes de la part de certains historiens ou pseudo-historiens. La vérité est cependant toute simple.

Le PCF clandestin fut bien l'organisateur des premiers groupes d'action armée qui prirent le nom d'"**Organisation Spéciale**" (O.S.) Dès la création du "**Front National de Lutte pour l'Indépendance**", à l'initiative d'ailleurs du PCF ces groupes donnèrent naissance aux "**Francs Tireurs et Partisans Français**" (FTPF), qui en constituèrent le "bras armé". Le Front National de lutte, lui même, fut plus tard, un des membres fondateurs du **Conseil National de la Résistance (CNR)**.

Si les premiers combattants de l'action armée étaient en règle générale des militants communistes, cette situation évolua au fur et à mesure que les groupes ou les maquis FTPF prenaient de l'importance et se structuraient en une véritable armée de la Résistance intérieure, avec sections, compagnies, bataillons et même régiments légers comme en Dordogne. Les FTPF recrutèrent donc très largement de nombreux jeunes patriotes d'opinions diverses ou sans opinion politique qui les rejoignaient souvent pour échapper au **Service du Travail Obligatoire (S.T.O.)** mais aussi parce que les FTPF se battaient, qu'ils ne pratiquaient pas l'attentisme, comme certains mouvements. Il en fut de même pour de nombreux cadres non communistes qui assumèrent au sein des unités, d'importantes responsabilités, dans l'esprit du Front National de lutte.

Partie intégrante des **Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.)** dès la création de celles-ci, les FTPF n'étaient et ne pouvaient être, en aucune façon, l'armée du P.C.F. au service de quelque "stratégie de prise du pouvoir" par celui-ci, comme certaines légendes ont cherché à l'accréditer.!

Les signataires du présent témoignage qui furent des acteurs à l'échelon départemental des combats de l'époque, sont formels à ce sujet : à aucun moment, ils ne reçurent de la part des responsables interrégionaux des FTPF ou bien des dirigeants communistes avec lesquels ils étaient en contact quotidien, des ordres ou de simples directives venant étayer une telle stratégie de prise du pouvoir par le PCF à la libération.

Certes, ce dernier, qui versa 15 à 20% de ses cadres aux FTPF, fut un animateur actif de la lutte armée et de l'action immédiate. En outre, les membres des Comités Militaires, tout au moins à partir de l'échelon départemental et au-dessus, étaient en principe, désignés avec l'accord des dirigeants clandestins du PCF. Mais l'action de ce dernier s'étendait à de très nombreux autres secteurs que celui de la lutte armée qui d'ailleurs ne pouvait se développer pleinement, sans ce soutien moral, politique et logistique multiforme. Entre les responsables du PCF et ceux des FTPF, les liens, les contacts, à tous les échelons, par l'intermédiaire surtout des Commissaires aux Effectifs (C.E.) furent donc toujours très étroits et très fraternels, sans qu'il y ait cependant subordination des derniers envers les premiers.

D'ailleurs, c'est dans cet esprit, que dès l'installation du P.C. FTPF dans le maquis, c'est à dire à partir de fin mai 1944, les deux directions départementales ont toujours cohabité, les dirigeants du P.C.F. clandestin bénéficiant de la protection du P.C. FTPF.

On peut donc affirmer que le seul objectif des FTPF était bien le combat du peuple français pour sa libération, pour la restauration des libertés et de l'indépendance, pour la sauvegarde des droits de l'homme et l'instauration d'une démocratie sociale édictée sur les bases définies par le **Programme du Conseil National de la Résistance**.

L'Etat-Major FTPF de Dordogne aux différentes époques:

(Référence : "La RESISTANCE en Dordogne, 1939-1945" . Pages 187 à 189)

Année 1943 :

- GILLET René . "**Michel**" . Originaire de la Creuse
- DUFESSE.
- C.O.R. LEROUGE André. Alias "**Leblanc**". Vient de Limoges. Ancien des Brigade Internationales.
- C.E.R. BONNETOT André. Alias "**Vincent**" . Originaire de la Corrèze où il avait des responsabilités départementales. Vient de l'Interrégion.
- C.T.R. MARLIER Georges. Alias "**Georges**". Originaire du Havre.

Novembre 1943 :

- **C.O.R. THOMAS Albert. Alias "Jacky"**. Vient de la Corrèze où il était responsable des légaux de la ville de Tulle sous le nom de guerre de **"Rosier"**. Il remplace **Lerouge**. Nommé à l'interrégion en février 1944. Arrêté le 21 février à Périgueux, il sera déporté en même temps que son agent de liaison, **Renée TISSELI**.
- **C.E.R. BONNETOT André. Alias "Vincent"**.
- **C.T.R. MARLIER Georges. "Georges"**
- **Propagande ; LEROUGE André. "Leblanc"**.
- **Service "G" Parachutages : HASSAN Roger. "Ludovic"** de Périgueux.
- **Service "I" Intendance : MORLET Pierre** de Montignac.
- **Service "B" Renseignements : WORMS Pierre "Claude"** de Belvès.

Janvier-février 1944 :

- **C.O.R. MARION Paul. Alias "Léo"**. Originaire du Calvados. Etait dans la Résistance en Creuse. Sera arrêté le 21 février 1944 et déporté.
- **C.E.R. BONNETOT André**. Sera nommé à l'interrégion, service "G" Parachutages. Sera arrêté le 29 avril 1944 à Limoges. Intercepté par la milice, à Thiviers, au cours de son transfert à Périgueux. S'évadera, en mai suivant de la prison de Périgueux.
- **C.T.R. MARLIER Georges**.
- **Propagande. LEROUGE André**.
- **Parachutages : HASSAN Roger**
- **Intendance : MORLET Pierre**
- **Renseignements : WORMS Pierre**

Mars-Avril 1944 :

Nous sommes en pleine offensive allemande. Les pertes et les arrestations continuent de disloquer l'E.M..

- **C.E.R. DELORD Jean-Baptiste. Alias "Robert"**. Originaire de la Corrèze. Vient de l'Indre où il avait des responsabilités départementales. Prend ses fonctions le 20 mars 1944. Il sera tué le 31 mars à Thenon, par les troupes d'occupation.
- **C.T.R. MARLIER Georges**. Sera un temps C.E.R. En remplacement de **"Robert" (DELORD)**. Remplacé provisoirement, lui-même, comme C.T.R. par **HUET "Hugue"**.
- **Propagande : LEROUGE André**. Sera arrêté le 20 avril à Périgueux et fusillé le 5 juin 1944 au 35^{me} d'artillerie.
- **Parachutages : STEPHAN Fernand. Alias "l'Intrépide"**. Originaire du cher. Vient du détachement "Sampaix" des FTPF de Dordogne.
- **Intendance : MORLET Pierre**
- **Renseignements : WORMS Pierre**

Mai à août 1944 :

Après l'offensive allemande de mars-avril, le Comité Militaire Régional (départemental) est entièrement reconstitué :

- **C.O.R. VALERY Edouard. Alias "Lecoeur"**. Vient de la Corrèze où il était C.O.R.
- **C.E.R. SERRE Marcel. Alias "Bernard"**. Vient aussi de la Corrèze.
- **C.T.R. GARRAUD Jean. Alias "Benjamin"**. Originaire de Miallet. Dordogne.
- **Parachutages : STEPHAN Fernand**. Sera nommé en Creuse comme C.O.R.
- **Intendance : MORLET Pierre**.
- **Renseignements : WORMS Pierre**
- **Santé : docteur FRUHLING**. Replié à Clairvivre avec la faculté de Strasbourg. Sera plus tard Professeur à cette même faculté.

Délégué à l'E.M. départemental F.F.I. : LANXADE Pierre de Périgueux. (Les FTPF ne sont pas encore intégrés à l'E.M. FFI). **Pierre Lanxade** sera tué au Moustier le 29 juin 1944.

Remplacé par **MICHAUD Pierre** qui vient du sous-secteur "A". (L'E.M. départemental F.F.I. comprenant tous les mouvements, sera effectivement constitué au cours de la deuxième quinzaine d'août 1944 et sa mise en place pratique se fera au moment de la libération de Périgueux).

NB Le Comité Militaire Régional (C.M.R.) des FTPF de la Dordogne fut donc mis en place dans le courant de l'été 1943, en plein cœur de la clandestinité. Auparavant, c'était surtout les responsables départementaux ou locaux du Parti communiste clandestin qui avaient couvert la mise en place des premiers maquis, des premiers groupes de "légaux" et des premières actions. Cela se vérifie en plusieurs endroits du département : **BLANCHOU** à la Coquille, **MEIZE** à Sarlande, **CHATEAURAYNAUD** à Sorges, **RAVIDAT** à Montignac, **CONNANGLE** à Bergerac, **CELERIER** à Terrasson...

Les Sous-Secteurs.

En mai 1944, lors de deux réunions qui eurent lieu, avec **Marcel GODEFROY** ("Rivière"), le département fut divisé en trois sous-secteurs:

-Sous-secteur "A": Sarlat-Montignac-Terrasson-Belvès:

. C.O. "HERCULE" Roger RANOUX. Sera, au cours de la première quinzaine d'août 1944, Chef FFI départemental au côté de "GISELE" BOILET pour l'A.S. Remplacé au Sous-Secteur par "GEORGES" BUGEAUD.

. C.E. "DUTHIL" Sanson ROCHE.

. C.T. "CLAUDE" BOURDICHON

. "NORMAND" Pierre MICHAUD devient l'adjoint de Pierre LANXADE, délégué de l'E.M. FTPF départemental auprès de l'E.M. F.F.I. Il le remplacera, à la mort de ce dernier, le 29 juin 44.

- Sous-secteur "B" Périgueux-Nontron-Thiviers:

. C.O. "LOUIS" PAROUTY

. C.E. "JEAN-PIERRE" FLEURAT

. C.T. "WALDECK" CHARENAT Emile

- Sous-secteur "C". Bergerac-Mussidan-Ribérac-Montpon-sur-l'Isle:

. C.O. "HENRI" Pierre LEGENDRE

. C.E. "JIM" Roger FAURE

. C.T. "HUGUES"

Comment s'organisait l'activité du Comité Militaire Régional avant le débarquement.

Jusqu'aux environs du débarquement du 6 juin 44, pour des raisons de sécurité, le Comité Militaire Régional ne disposait pas d'un P.C. regroupant tous les responsables départementaux. Chaque Commissaire régional avait, en principe, un refuge sûr, une "planque", qui était la maison ou l'appartement d'une famille amie, ou bien une chambre dans un hôtel tenu par des résistants. En règle générale, lui seul et un agent de liaison connaissaient cette "planque".

Disséminés dans le département, les trois responsables avaient aussi des "pied-à-terre" chez des amis sûrs, qu'ils utilisaient de façon inopinée, au gré de leurs déplacements. Sans ces résistants qui prenaient ainsi de grands risques et exposaient toute leur famille aux représailles, la vie et l'activité des responsables clandestins auraient été absolument impossible.

Chaque membre du C.M.R. avait au moins un agent de liaison en permanence et plusieurs autres pouvaient être utilisés occasionnellement. Suivant les lieux et les circonstances, il pouvait être armé d'un pistolet; mais le plus souvent, vêtu correctement, il circulait avec de faux papiers d'identité. Ces derniers offraient une très bonne garantie de sécurité lorsqu'ils constituaient la "doublure" exacte des pièces d'identité d'une personne de même sexe et même âge: carte d'identité, carte d'alimentation, de textile etc...portaient exactement les mêmes noms et prénoms, filiations etc...que les personnes "doublées".

Le Comité Militaire Régional se réunissait aussi souvent que nécessaire, en un lieu qui changeait fréquemment. Les décisions étant prises, chacun de ses membres se livrait, le plus souvent séparément, à ses activités propres.

Une des caractéristiques des maquis, du début jusqu'à la libération du pays, fut une absence quasi totale de moyens rapides de liaison et de transmission (radio, téléphone...qui de toute façon, pour des raisons de sécurité, n'auraient pu être utilisés qu'avec beaucoup de précautions, tout au moins jusqu'au débarquement du 6 juin 44). Le C.M.R. ne pouvait donc exercer un commandement des diverses unités du maquis implantées dans le département, comme dans une armée classique en campagne. Sauf concentration provisoire pour une action déterminée et de courte durée, chaque détachement du début des maquis et par la suite chaque unité plus importante, compagnie, bataillon puis régiment, ainsi que sous-secteur, disposait d'une très large autonomie dans l'action. Il ne pouvait en être autrement.

Le C.M.R. et plus particulièrement le Commissaire aux Opérations exerçaient donc leur commandement par la mise au point, avec les chefs d'unité intéressés, d'actions ponctuelles et par des directives générales d'action coordonnée ou non.

Les "journées d'action" revêtaient toujours une très grande importance. A l'occasion surtout des fêtes nationales traditionnelles, 1er mai, 14 juillet, 20 septembre (Valmy), 11 novembre... un maximum d'effectifs participait aux actions organisées dans le département, ce qui démontrait la force, la cohésion, le mordant, des maquis FTPF et élevait la combativité des maquisards.

Un des soucis permanents du C.M.R. et du commandement des FTPF en général, fut de combattre l'attentisme et d'organiser l'action immédiate. Le mot d'ordre des FTPF fut toujours : "S'unir, s'armer, se battre", "Pas d'armes sans combattants", "Pas d'armes dans les planques"... Ce qui était conforme aux directives données par le Conseil National de la Résistance.

C'est bien par et dans l'action immédiate, sans attente d'un jour "j", que se forgèrent les unités de maquisards qui devaient libérer au moindre frais le département et le pays, en obligeant les troupes d'occupation, à battre en retraite plus vite que prévu par le commandement des troupes alliées débarquées en Normandie; ce qui évita les morts, les destructions, les ruines qu'aurait occasionnés un front continu qui se serait déplacé lentement vers nos frontières de l'est.

L'installation du C.M.R. et du P.C. départemental des FTPF, dans le maquis.

A la fin de l'hiver 1944, les troupes d'occupation et leurs mercenaires lancèrent une vaste offensive contre les maquis de la Dordogne. De très nombreux responsables furent tués ou arrêtés :

- le 21 février, **Albert THOMAS "Jacky"** C.O.R. nommé récemment C.O.I.R. est arrêté et déporté.
- le même jour, 21 février, **Paul MARION "Léo"** C.O.R. est également arrêté et déporté.
- le 27 février, **Roger HASSAN**, responsable aux parachutages est arrêté et déporté.
- le 31 mars, **Jean-Baptiste DELORD "Robert"** C.E.R. est tué à Thenon.
- le 20 avril, **André LEROUGE**, chargé de la propagande, est arrêté et interné au 35me à Périgueux. Il sera fusillé la veille de la libération de la ville en août 1944.
- le 29 avril, **André BONNETOT "Vincent"** C.E.R. est arrêté. Il s'évadera le 17 juin suivant, à Périgueux.

La liste est impressionnante !

En mai 1944, le C.M.R. et l'E.M. départemental des FTPF étaient donc littéralement décimés. Quant aux unités du maquis, grâce à leur mobilité, à leur combativité, à leur connaissance du terrain et surtout au soutien courageux de la population, elles avaient pu résister à l'offensive allemande et passer souvent à la contre-attaque, infligeant des pertes à l'ennemi; mais l'épreuve avait été rude.

Il fallait donc, au plus vite, reconstituer l'E.M. départemental, renouer le contact avec toutes les unités, les réorganiser si nécessaire et reprendre l'offensive afin de renforcer le moral des maquisards et de la population qui, elle aussi, avait cruellement souffert des exactions allemandes: hommes et femmes fusillés ou déportés, maisons, fermes, villages entiers brûlés... C'est la tâche à laquelle se consacra le Comité Militaire Régional reconstitué en mai avec:

- **Edouard VALERY "Lecoeur" C.O.R.**
- **Marcel SERRE "Bernard" C.E.R.**
- **Jean GARRAUD "Benjamin" C.T.R.**

Le champ d'action était vaste :

- mettre en place les sous-secteurs
- réorganiser les unités et en former de nouvelles, notamment de "légaux" qui constituèrent à eux seuls, une vingtaine de bataillons ou unités équivalentes, dans les villes et les villages du département.
- obtenir le maximum d'armes, de munitions et de matériel pour équiper tous ces combattants.
- passer résolument à l'offensive en attaquant sans répit les troupes d'occupation et leurs supplétifs de la milice, en occupant villages et petites villes, en libérant pratiquement de larges régions où le rapport des forces était favorable au maquis.
- libérer au plus vite les résistants détenus dans les prisons du département (Nontron, Bergerac, Mauzac etc..) qui risquaient à tout moment d'être massacrés par l'ennemi aux abois.

Toutes ces questions furent à l'ordre du jour de deux réunions qui eurent lieu fin mai 1944, avec Marcel Godefroy "Rivière", délégué militaire de la Zone Sud des FTPF : la première, dans une ferme de la commune de Lanouaille où étaient présents tous les chefs FTPF du nord du département; la seconde dans la forêt Barade, avec Roger RANOUX "Hercule", Pierre MICHAUD "Normand" et tous les chefs FTPF du sud-est du département

Pour mener à bien toutes ces tâches, le Comité Militaire Régional ne pouvait plus fonctionner comme par le passé. Il lui fallait disposer d'un P.C. permanent et suffisamment étoffé, lui permettant de faire face à la situation nouvelle qui se caractérisait par une importante montée en puissance des maquis et du combat qu'ils menaient.

Toutes ces raisons poussaient à la décision d'implanter au plus tôt le P.C. départemental dans le maquis. Ce qui fut fait vers la fin mai 1944, dans la région de Saint-Geyrac, Rouffignac, Plazac, Montignac où il occupa successivement trois maisons ou fermes isolées avant de s'installer dans le château de Laudonie où il resta jusqu'à la libération de Périgueux et du département. (Voir ci-après la carte faisant apparaître les diverses implantations)

Cette région, accolée à la forêt Barade, convenait parfaitement. Centrale par rapport aux zones de forte présence de la résistance, les maquis y étaient puissamment organisés de longue date. C'était une de ces régions qui se dégageaient progressivement de l'occupation grâce à la résistance et aux maquis.

Quelques précisions s'imposent d'ailleurs concernant ces régions contrôlées par la guerrilla. Il ne s'agissait pas de réduits entourés d'une ligne de front continu et à tenir coûte que coûte: les maquis n'ont jamais eu les moyens d'empêcher des colonnes blindées ou fortement armées, de passer.

La libération commençait par l'inversion du rapport de force dans le secteur donné, entre la résistance et le maquis d'un côté et les forces d'occupation et de répression de l'autre: peu à peu, l'insécurité devenait plus grande pour les occupants et leurs supplétifs que pour les résistants, les maquisards. C'était des régions où l'ennemi ne pouvait plus se maintenir en permanence, sauf à tenir quelques garnisons isolées et où il ne pouvait revenir qu'en colonnes de plus en plus puissantes, tandis que ses moyens se réduisaient de jour en jour. Ainsi, la libération se confortait et la sécurité pour la population et le maquis augmentait au fur et à mesure que la zone "libérée" s'agrandissait comme une tâche d'huile et que le rapport des forces sur le plan local et général basculait en faveur des combattants de la résistance et des forces alliées en général. (**Pierre Trouillé**, préfet de la Corrèze, en 1944 n'avoue-t-il pas -à sa façon - dans son livre **"Journal d'un préfet pendant**

l'occupation" -page 25 : En mars 1944 " Il (le département de la Corrèze) vit en quelque sorte sous deux occupations (Sic) : dix-sept cantons se trouvent aux mains du maquis, neuf aux mains des Allemands)". En dordogne, la situation n'était guère différente.

Dans de telles conditions, si la protection rapprochée du P.C. des FTPF de la Dordogne était assurée par un petit détachement de maquisards, sa sécurité était avant tout garantie par son implantation au coeur même d'une de ces régions "contrôlées" par le maquis.

Le débarquement de Normandie et l'afflux des volontaires

Le débarquement allié du 6 juin 1944, en Normandie, fut le signal d'une puissante intensification de l'activité du maquis.

Le département de la Dordogne, abondamment boisé, à la configuration très compartimentée, facilitant les replis rapides, gênant les déplacements ennemis, avait permis, dès le début de 1943, à une population d'un patriotisme et d'un républicanisme à toute épreuve, d'accueillir un important effectif clandestin, surtout de jeunes refusant le S.T.O., soutenus dans chaque localité par la complicité d'innombrables "légaux".

A partir du débarquement sur les côtes normandes, la Résistance périgourdine et plus particulièrement les FTPF, se sont d'autant plus facilement insérés dans l'ensemble du combat libérateur confié aux FFI, qu'ils se trouvaient à ce moment là, à la fois pourvus d'une infrastructure solidement implantée dans l'ensemble du département et d'une expérience de la lutte clandestine et de la guerrilla, forgée par de longs mois d'embuscades et de coups de main.

Pour sa part l'Armée Secrète, restée en général, jusqu'à cette date, sur des positions plus ou moins attentistes, participait activement aux combats. Ces derniers furent malgré tout, très souvent freinés par le manque d'armes et de munitions.

Les volontaires affluaient en masse. Tout en évitant les grandes concentrations d'effectifs, les compagnies devenaient rapidement des bataillons et les bataillons des régiments.

En plus des trois sous-secteurs, quatre régiments FTPF furent créés:

- 1er Régiment.	Sous-secteur "A".	Commandé par	"POLYDOR" Noël DUJARDIN
- 2me Régiment.	" " "B".	"	" PINOCHO" Alvarez CANOSSA
- 3me Régiment	" " "C"	"	"DEMORNY" Paul BOUSQUET
- 4me Régiment	" " "A"	"	"SOLEIL" René COUSTELLIER

Dans le même temps, les légaux s'enrôlaient en grand nombre dans les bataillons dits "statiques". Malheureusement les armes et les munitions manquaient pour les équiper.

Au total, en août 1944, au moment où approchait l'heure de l'insurrection nationale et de la libération, les FTPF de Dordogne comptaient près de 8.000 combattants en armes et autant de volontaires dans les unités de légaux.

Le P.C. des FTPF et leur état-major départemental étaient-ils comparables pour autant à ceux d'une unité de type classique, d'un effectif semblable ?... On ne peut comparer évidemment que ce qui est comparable...

Jusqu'à la phase finale qui consistait à assiéger et réduire ou faire battre en retraite, les garnisons ennemies, il s'agissait de mener des actions de guérilla et non de livrer des batailles rangées. En outre, malgré une utilisation judicieuse mais locale du téléphone, à partir du débarquement, il y avait absence quasi-totale de moyens de transmissions rapides donc impossibilité pratique d'un commandement direct des unités importantes, de l'ordre du bataillon et au-dessus, en cours d'opérations. De plus, les différents réseaux de renseignement, très cloisonnés pour des raisons de sécurité, communiquaient surtout "verticalement" avec leurs chefs de réseaux ou Londres, mais peu ou pas du tout "horizontalement" avec les chefs de maquis. Le service "B" des FTPF (Renseignement) se heurtait, pour sa part aux mêmes difficultés de transmission que les

unités. Que dire des moyens de transport si ce n'est qu'ils étaient pour le moins hétéroclites, d'une maintenance difficile et que se posait partout un problème crucial de carburant...

Mais était-ce là des défauts rédhibitoires ? Certainement pas... Il s'agissait d'une guerre populaire, insurrectionnelle. Les unités du maquis qui en étaient les "noyaux actifs", les "fers de lance", bien enracinées dans leur secteur, très autonomes, n'avaient, pour l'heure, ni la formation, ni les structures, ni les moyens en armement et en matériel, leur permettant de mener une guerre de type classique un tant soit peu prolongée. Le P.C. des FTPF exerçait donc son activité dans les domaines de l'organisation, de la mise en place du commandement des sous-secteurs, des unités et des différents services, de l'armement et de l'équipement des formations, en effectuant les démarches nécessaires, souvent décevantes d'ailleurs, pour obtenir des parachutages. Il planifiait et coordonnait, dans la mesure du possible, l'action des unités, pour intensifier la guérilla, les sabotages, libérer les prisons, puis en phase finale, encercler et réduire les garnisons allemandes pour libérer le département avec le concours des troupes alliées débarquées en Normandie et en Provence. Là était sa mission...

La coordination des actions entre FTPF et CFL (Armée Secrète). L'Etat-Major F.F.I.

Au plan départemental, les rapports avaient été constants avec l'Armée Secrète (**BOILET**) et l'O.R.A. (**CHRISTOPHE**) notamment par l'intermédiaire de **BONNETOT (Vincent)**. Après l'arrestation de ce dernier, le 29 avril 1944, ces contacts furent poursuivis et renforcés par **CHAPDEVILLE**, auprès du Comité Départemental de Libération (C.D.L.) et du préfet du maquis, **Maxime ROUX**, ainsi que par **Pierre LANXADE**, délégué de l'E.M. FTPF auprès de l'embryon d'E.M. FFI départemental. Lorsque, le 29 juin 44, **Pierre LANXADE** fut blessé, capturé et fusillé par les Allemands, au Moustier, c'est son adjoint, **Pierre MICHAUD**, qui le remplaça et continua son action.

Des rapports solides ont également existé depuis longtemps, dans le Terrassonnais et dans le sud du département où, le 12 juillet 44, un Comité d'Action Immédiate fut constitué.

Dans le cadre de ces contacts, des décisions de coordination de l'action des maquis, furent prises. Après le débarquement de Normandie, de façon à entraver ou freiner les mouvements de troupes ennemies et protéger la population, la mise en place, sur la plupart des routes du département, d'un réseau de "bouchons" et d'embuscades, par l'Armée Secrète et les FTPF, fut décidée d'un commun accord et les missions furent réparties.

L'importance et l'efficacité de ce dispositif sont attestées par un rapport établi conjointement par le capitaine **ALAIN** au nom des C.F.L. et **POLYDOR** au nom des FTPF, après une visite effectuée du 24 au 28 juillet, des positions d'embuscades dans le sud-est du département.

Le S.O.E. MALRAUX et le "P.C. INTERRALLIE"

Depuis fort longtemps également, des contacts avaient aussi été établis entre les responsables FTPF et les agents du S.O.E., notamment entre **Vincent (BONNETOT)** et le major **PEULEVE**. Plusieurs parachutages avaient été obtenus dont un spécial pour l'école des cadres de la forêt Barade. Mais ces relations s'étaient quelque peu distendues, après l'arrestation du major **Harry Peulevé**, à cause de certaines tentatives de prise de contrôle direct d'unités FTPF, par les successeurs de ce dernier.

Aux environs du débarquement du 6 juin 44, on commença à parler, en Dordogne, d'un E.M. Interrallié auquel participait un certain colonel Berger, très rapidement identifié comme étant l'écrivain **André MALRAUX**.

Il s'agissait en réalité du P.C. du responsable du S.O.E. pour la région, **Jacques POIRIER (Jack)** et ses services, qu'avait rallié **Malraux**.

Le mythe du "P.C. Interrallié" fut vraisemblablement inventé par **Malraux** pour servir son projet de rallier sous son commandement des forces importantes de la Résistance.

La réalité fut tout autre: les unités de la Résistance armée, A.S. - FTPF - O.R.A., avaient toutes leur commandement et leur hiérarchie en place depuis longtemps. Elles ont constitué les F.F.I. avec un E.M. unique, rattaché directement à l'Etat-Major F.F.I. de la R5, sous les ordres du **colonel ROUSSELIER (Rivier)** et son adjoint, le **colonel GODEFROY (Rivière)** tandis que **Roger LESCURE (Murat)** assumait depuis juin 1944, les fonctions de Commissaire aux Opérations Interrégional (C.O.I.R.) pour les départements du Limousin.

Même situation en Corrèze et dans le Lot.

Le titre de "Commandant des maquis de Corrèze, du Lot et de la Dordogne" dont fait état le général **de GAULLE**, dans ses "Mémoires de guerre", concernant **MALRAUX**, ne correspond nullement à la réalité.

La mise en place de l'Etat-Major F.F.I. départemental.

Jusque vers le milieu du mois d'août 1944, un embryon d'E.M. FFI départemental était constitué par les C.F.L. (Armée Secrète) et l'O.R.A.

GAUCHER, "Martial", était provisoirement Chef F.F.I. départemental, avec comme chef d'E.M. **MINGASSON**.

Les FTPF n'avaient qu'un représentant auprès de cet Etat-Major provisoire : **Pierre LANXADE** qui fut tué au Moustier, le 29 juin 1944 et aussitôt remplacé par son adjoint **Pierre MICHAUD (Normand)**.

Vers la mi-août 44, un E.M. F.F.I. départemental comprenant les FTPF, fut constitué. La réunion constitutive eut lieu au château de Chabans, dans le canton de Montignac.

Etant donné l'importance et l'influence respectives des FTPF et de l'Armée Secrète en Dordogne, un compromis fut réalisé :

L'E.M. F.F.I. départemental fut coiffé par deux **Chefs départementaux** :

. **BOILET (Gisèle)** pour l'Armée Secrète.

. **Roger RANOUX (Hercule)** pour les FTPF

- **GAUCHER (Martial)** ancien chef départemental devint Chef d'Etat-Majo

- **Edouard VALERY (Lecoeur)** : au 1er Bureau.

- **Pierre WORMS (Claude)** : au 2me Bureau

- **Pierre MICHAUD (Normand)** : au 4me Bureau.

Une des premières décisions de cet E.M. ainsi constitué, fut de répartir les secteurs d'action entre les différentes unités de l'Armée Secrète et des FTPF, pour l'encerclement des villes-garnisons allemandes de Périgueux et de Bergerac. Mais avant même que cet encerclement soit terminé, les troupes d'occupation ainsi que les miliciens et les gestapistes, terrés dans ces deux villes, fuyant le

combat, battirent en retraite vers Bordeaux et les ports de la côte Atlantique, poursuivis et accrochés sans relâche par les maquisards de la Dordogne.

L'Etat-Major départemental ne fut , en fait, totalement mis en place, qu'au moment de la libération du département. Il s'installa dans un immeuble situé face à la poste centrale, à Périgueux.

Août 1999

Roger FAURE
"Jim"

Pierre MICHAUD
"Normand"

Roger RANOUX
"Hercule"

Edouard VALERY
"Lecoeur"

P.S. Texte rédigé par E. Valéry et contresigné par R.Faure, P.Michaud et R.Ranoux après quelques légères modifications.

PUBLICATIONS CLANDESTINES en DORDOGNE, JUSTE
AVANT la LIBERATION de PERIGUEUX et du DEPARTEMENT:

- **" FRANCAIS .FRANCAISES du PERIGORD "**

- **"JEUNES FILLES en MARCHE ". 25 juillet 1944 . (Organe Departemental de l'Union des Jeunes Filles Patriotes de la Dordogne.**

- **"APPEL aux PAYSANS PERIGOURDINS"**

- **"PATRIOTES de PERIGUEUX: TOUS DEBOUT POUR CHASSER l' ENVAHISSEUR".**

FRANCAIS, FRANCAISES DU PERIGORD !

+:-:-:-:-:-+

- EN ALLEMAGNE, LE REGIME HITLERIEN CRAQUE ET S'EFFONDRE -

Les généraux allemands ayant compris que la guerre était irrémédiablement perdue, dirigent la révolte contre les nazis et contre Hitler.

Ceux faits prisonniers en Russie ont adressé aux allemands sous les armes, à tous les officiers et soldats, ainsi qu'à tout le peuple allemand, un manifeste par radio leur demandant de cesser le combat, de retourner leurs armes contre les officiers nazis, contre le régime hitlérien.

En France, à Dijon, à Bourg et dans de nombreuses villes, les troupes allemandes se mutinent contre le S.S. qui les encadrent. D'autres se rendent aux F.F.I.

Pour nous, français, l'heure est venue de développer la lutte jusqu'à la victoire finale.

Vichy est en complète déliquescence. Partout le peuple français, par l'intermédiaire de ses Comités de Libération, reprend possession de la France et, avec les F.F.I. est en route pour rendre à notre pays sa grandeur, sa liberté et son indépendance.

- L'HEURE, POUR NOUS EST VENUE D'ENGAGER LA BATAILLE DECISIVE -

Partout où ils se trouvent, les F.F.I. (avec nos glorieux F.T.P.F.) portent les coups les plus rudes aux troupes allemandes cantonnées ou de passage dans notre département.

Il appartient à tout le peuple périgourdin de participer à cette lutte, de venger tous les martyrs du Périgord assassinés par la brute nazie et milicienne du Waffen S.S. Larnaud.

Partout et de suite, des Comités de Libération doivent être constitués. Les Comités Cantonaux existants doivent immédiatement créer et contrôler dans chaque commune, des Comités locaux de Libération.

Partout la machine de guerre hitlérienne, sur le point de s'écrouler, doit être assaillie de toutes parts, sabotée par tous les moyens avec l'aide de tous.

PAYSANS, OUVRIERS, CHEMINOTS, INTELLECTUELS, FEMMES DE FRANCE, PATRIOTES DU PERIGORD, tous debouts pour engager la bataille décisive contre la brute nazie et les sbires à sa solde.

Rejoignez les Organisations de Résistance, les rangs des F.T.P.F. Unissons-nous pour porter à l'ennemi le coup mortel.

La glorieuse Armée Rouge qui, en un mois a réalisé une avance de plus de 600 kilomètres continue sa marche foudroyante. Elle libère des villes et des villages en Pologne, en Lettonie, en Lithuanie. Elle est aux portes des frontières allemandes.

Avec elle, avec nos alliés anglo-américains, avec tout le peuple de France, le Périgord doit être et sera à la pointe du combat.

EN AVANT POUR LIBERER LA FRANCE !

MORT A L'ENVAHISSEUR NAZI !

Le Parti Communiste Français (région de la
Dordogne)

PATRIOTES DE PERIGUEUX

Tous debout pour chasser l'envahisseur

- La glorieuse Armée Rouge a franchi les frontières de l'Allemagne et commence à s'emparer de villes et villages boches. Elle se bat dans VARSOVIE avec l'aide des Forces Intérieures de la Résistance Polonaise.

- Les Armées Américaines, après une avance de 100 kms en 24 heures s'emparent de RENNES, capitale de la Bretagne, et poursuivent leur avancée victorieuse en direction de la Loire. Elles sont à moins de 100 kms de NANTES.

- Chaque jour la victoire avance. La défaite hitlérienne est imminente.

- La bête fauve nazie, blessée à mort, déchaîne sa dernière fureur avec une barbarie sans nom.

- Soyons vigilants -

- Soyons prêts à l'abattre -

PATRIOTES DE PERIGUEUX,

- Partout autour de notre ville, le territoire périgourdin est libéré.

- Partout, dans chaque localité, des Comités de Libération agissent et fonctionnent.

- Partout les vaillants Francs-Tireurs et Partisans et toutes les Forces Françaises de l'Intérieur harcèlent le boche, montent la garde vigilante des territoires libérés.

Ils veillent et ils luttent. Ils sont prêts à livrer l'assaut final; à l'Insurrection Nationale qui libérera notre pays.

- A PERIGUEUX, le boche nous pille et nous affame. La milice noire de Pétain et du Waffen S.S. Darnand fait régner sur notre ville la terreur, le brigandage, le viol.

C'EN EST ASSEZ !

Groupés dans nos Milices Patriotiques, dressons nous puissamment contre tous les oppresseurs, ces voleurs et ces assassins !

Nous sommes le nombre, ils ne sont qu'une poignée !

ASSEZ DE SOUFFRANCES, ASSEZ DE BARBARIE, ASSEZ D'ESCLAVAGE !

Debout, patriotes de PERIGUEUX !

- CHASSONS A NOTRE TOUR LE BOCHE MAUDIT ET SES VALETS

- PARTICIPONS ACTIVEMENT A LA VICTOIRE

- U. ISSONS-NOUS POUR NOUS BATTRE

LIBERONS NOTRE VILLE !

Le Parti Communiste Français
-Section de Périgueux-

APPEL AUX PAYSANS PERIGOURDINS

- Rien ne doit être livré aux boches !
- Défendons notre blé ; défendons nos récoltes ! défendons nos villages !
- Pour assurer le pain quotidien de la famille française !
- Pour chasser l'invasisseur : AUX ARMES !

Offensive foudroyante de l'Armée Rouge ; recul continu sur les fronts d'Italie et de Normandie ; action héroïque et croissante des Partisans des Patriotes F.F.I. du maquis qui libèrent chaque jour de nouvelles portions de territoire, qui après avoir libéré les patriotes internés et emprisonnés par Vichy à St-Paul-d'Eyjeaux, à Mauzac, à Nontron, viennent de libérer, dans la nuit du 30 au 31 Juillet, 87 patriotes restant emprisonnés à Bergerac, tout cela sonne définitivement le glas de la défaite hitlérienne et vichyssoise. Il faut qu'elle soit rapide, car la poignée de soudards à croix gamée voudrait encore effamer la population française.

Ils ne peuvent plus piller nos récoltes pour les transporter en Allemagne. Il s'agit donc pour eux, pour la Milice du S.S. Larnaud, pour la Gestapo, de se servir grossièrement et de détruire le reste.

AGUEFFIGNAC, MONTIGNAC, CRADOUR-SUR-GLANE, MOULEYRIER, (parmi tant d'autres) sont là pour nous rappeler que le pillage, le viol, l'incendie, le crime sont les armes de ces bandits.

" Aujourd'hui ce sont nos belles moissons blondes que l'ennemi guette pour s'en emparer ou pour les détruire."

CELA NE SERA PAS !

- Les victimes ne seront pas les complices des bourreaux.
- Ils sont quelques centaines : nous sommes des milliers.
- C'est un crime de ravitailler le boche.
- C'est un devoir patriotique de ravitailler les Français.
- Partout notre blé français, notre pain quotidien, doit être défendu les armes à la main.
- Partout, nos produits, nos récoltes, doivent alimenter les populations des villes : les excédents doivent être camouflés et répartis en lieux sûrs.

Chaque commune doit avoir son puissant Comité de Défense et d'Action Paysanne. Les Comités de Ravitaillement doivent fonctionner entre la ville et la campagne. Les Milices Patriotiques Paysannes doivent protéger les villages, la population, aider à la libération du territoire.

Les organismes de Vichy doivent être destitués.

PAYSANS PERIGOURDINS ! Ravitailler la population française,
Ne rien livrer aux boches,
Harceler, détruire leurs convois,
C'est hâter d'autant la Libération du pays.

" NOUS COMPTONS SUR VOTRE PATRIOTISME "

Le Comité Départemental de Défense
et d'Action Paysanne du Périgord.

Jeunes Filles en marche

— Organe Départemental de l'Union des Jeunes Filles Patriotes de la Dordogne —

La Femme combat pour sa libération... Elle est l'égale de l'Homme

Jeunes Filles patriotes de la Dordogne !

En ce mois de Juillet 1944, nous pouvons établir le bilan d'action des jeunes filles patriotes qui se sont dépensées sans compter.

En maints endroits, à l'occasion du 14 Juillet, les jeunes filles se sont montrées les plus actives, les plus dévouées, prenant l'initiative d'action collectant de l'argent pour le secours populaire.

Au cours de cet hiver, elles ont tricoté bas et pull-overs pour les soldats sans uniforme.

Pendant les glorieuses journées de Juin, elles ont rendu de grands services à la cause de la libération nationale, assurant des liaisons dangereuses ou travaillant comme infirmières. Les services qu'elles ont rendus sont appréciables. - Lors des journées de Juin, elles ont marché à l'avant-garde, se solidarisant avec nos vaillants F. T. P., leur apportant une aide magnifique. - L'action de l'Union des jeunes filles patriotes de la Dordogne (U.J.F.P.) au cours des journées de Juin restera dans les annales du mouvement d'émancipation de la femme, une page d'héroïsme, d'abnégation et de courage sublime.

Jeunes filles, par votre ardeur au combat et les services que vous avez rendus à la grande cause de la libération de la France, vous avez ainsi prouvé que vous avez les mêmes droits que vos frères, vous avez mérité la confiance des organisations d'avant-garde.

Jeunes filles de la Dordogne, par votre vaillance, votre courage et votre ardeur combattive vous avez démontré à la face de tous ce que vous valez et ce que vous êtes capables de faire.

Aujourd'hui, nous respirons plus librement sur notre parcelle de sol libre, mais nous avons encore à faire face aux raids sanglants des hordes boches que l'agonie rend féroces.

Devant le fascisme **cette internationale de la mort**, vous vous êtes dressées résolument, méprisant les conseils attentistes de quelques profiteurs soi-disant résistants qui mettent leurs intérêts personnels au-dessus de tout. Encore une fois, vous avez prouvé que c'est dans l'action et le combat quotidien que la libération devient une réalité.

L'heure de la victoire est proche. Certes, nous avons encore des combats à livrer pour libérer notre patrie. Ces combats vous les livrez partout, à la ville comme à la campagne, sur le front de combat comme infirmières ou agents de liaison, sur le front du travail en organisant le ravitaillement, en travaillant pour que nos F. T. P. soient habillés chaudement ; vous ferez en sorte que la solidarité ne soit pas un vain mot.

Jeunes filles de la ville, vous qui travaillez dans les ateliers pour des salaires de famine, défendez hardiment vos droits ; manifestez pour que votre ravitaillement devienne meilleur, réclamez des augmentations, faites signer des pétitions que vous apporterez à la Préfecture.

Jeunes filles de la campagne ! aidez les F. T. P., enrôlez-vous comme agents de liaisons et infirmières. Collectez argent, vivres, etc., pour les combattants. Organisez le secours populaire pour les familles frappées par la répression.

Étudiantes ! organisez-vous dans vos Lycées et Facultés. Toutes, agissez hardiment ; c'est dans l'action que nous formons les organisations nouvelles, qui, aujourd'hui conduisent le pays à la victoire et qui demain le conduiront vers le bonheur.

Jeunes filles de l'U. J. F. P., vous avez pour devoir d'entraîner toute la masse des jeunes filles et de les rendre conscientes de leurs devoirs et de leurs droits.

Demain, dans la France libérée, nous aurons **le droit au travail**.

Grâce à la suppression des trusts et à l'organisation de l'économie suivant un plan, le chômage disparaîtra.

DROITS A L'INSTRUCTION. — Pour tous les Jeunes français, l'école sera gratuite et obligatoire, de même que les écoles secondaires supérieures et les universités.

DROIT AU REPOS. — La journée de travail sera déterminée par le besoin de l'économie nationale et non plus par la soif des trusts. Chaque année, un congé sera alloué.

DROITS AUX LIBERTÉS. — Avec tous les Français, les jeunes auront droit à la liberté de conscience, pour tous croyants et laïques, la liberté de la Presse, d'association et de réunion, l'inviolabilité du domicile.

Les jeunes auront aussi des devoirs.

DEVOIRS ENVERS LA PATRIE. — Les jeunes Français ont le devoir d'être toujours fidèles au peuple et de le défendre contre ceux qui veulent l'exploiter et l'opprimer.

DEVOIRS ENVERS L'ARMÉE. — C'est un honneur et un devoir de servir dans l'armée de la République, armée qui sera débarrassée de tout esprit de caste, ayant des chefs jeunes comme l'étaient les chefs militaires de la Révolution Française, une armée faisant corps avec le peuple.

DEVOIRS ENVERS SES PARENTS. — Chaque jeune Français a le devoir d'entourer ses parents et sa mère qui l'a enfanté, d'un amour profond et leur apporter aide et soutien dans leurs vieux jours.

DEVOIRS ENVERS LA FAMILLE. — Fonder un foyer heureux est un devoir envers la Patrie. Cette pensée servira de stimulant pour tous les jeunes gens et jeunes filles dans leurs études et l'apprentissage d'un métier, bases primordiales pour fonder un ménage heureux avec la compagne ou le compagnon que le cœur aura choisi et pour que les enfants qui naîtront soient élevés dans le bonheur et la droiture. L'État de son côté soutiendra les jeunes ménages, en particulier par l'allocation du prêt aux jeunes ménages.

Tels sont les droits que proclament les Jeunesses Communistes et que les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique ont acceptés.

Jeune filles patriotes, vous qui êtes animées de la farouche idée d'abattre la sanglante dictature fasciste, vous qui voulez abattre les forces mauvaises de cette Internationale de la mort, allez toujours de l'avant. Unissez-vous pour que nous puissions réaliser notre grand idéal qui a pour but de créer une France libre, forte et heureuse.

VENGEANCE ET MORT AUX ENVAHISSEURS FASCISTES

L'Union des Jeunes Filles Patriotes de la Dordogne.

Le 14 Juillet 1944 fut une journée de combat et d'action

Dans une petite commune du Nord du Département, les jeunes filles se montrent les plus combattives.

Elles sont au premier rang de la manifestation montrant l'exemple à tous,

Au cours de cette journée les jeunes filles font collecte pour le secours populaire. — 200 personnes au moins se rendirent au Monument aux Morts où notre sympathique Président du Comité retraça la vie des F. T. P.

A X... 300 personnes répondirent à l'appel des organisations. Là aussi, les jeunes filles se montrèrent les plus combattives et animèrent la manifestation.

A Y... Au cours d'un bal organisé par les jeunes filles, celles-ci collectèrent une importante somme d'argent.

A Montignac, l'ensemble de la population descendit dans la rue. Un jeune prit la parole au Monument aux Morts.

Un peu partout dans les petites localités, malgré la présence des boches dans les environs immédiats les patriotes manifestèrent leur volonté d'abattre la sanglante dictature de Vichy.

Jeunes filles, engagez-vous résolument dans le combat libérateur. Comme au 14 Juillet, intensifiez votre action.

— AVIS —

Certains saboteurs arrachèrent des tracts et des journaux que les jeunes filles avaient affichés le 13 Juillet. — Nous avertissons ces agents de l'ennemi qu'ils seront sévèrement punis si pareil état de chose se reproduit.

S'UNIR, S'ARMER, SE BATTRE, voilà les conditions de la VICTOIRE.

L'Insurrection gronde en Allemagne

La radio de Londres annonçait hier que Hitler avait nommé le S.S. Himmler, chef des forces allemandes de l'Intérieur. Celui-ci serait assisté par le général Goudérian. Ils auraient à leur disposition toute une section spéciale de la Luftwaffe (aviation) qui serait chargée de faire face aux organisations de résistances allemandes. D'autre part plusieurs généraux allemands seraient passés à la résistance.

Ceci montre bien l'ampleur du mouvement. Le peuple allemand commence à se rendre compte qu'il doit apporter lui-même sa contribution à l'anéantissement de l'hitlérisme.

Le front allemand s'écroule de l'intérieur comme de l'extérieur. Le fascisme est mortellement frappé. Jeunes filles, redoublons d'efforts. Frappons toujours, unissons-nous pour abattre cette génération de la terreur.

L'IMMEDIAT « APRES LIBERATION » et « APRES GUERRE » :
QUELQUES REFLEXIONS et SOUVENIRS

POURQUOI PARLER de RESISTANCE, SOIXANTE ANS APRES...

QUELQUES APPRECIATIONS et SOUVENIRS PERSONNELS

sur l'IMMEDIAT "APRES-LIBERATION" et "APRES-GUERRE"

Après la libération du département, l'Etat-Major FFI devint rapidement une coquille presque vide: pratiquement, tous les jeunes maquisards qui vont d'ailleurs souscrire un "engagement pour la durée de la guerre", sont partis sur les poches de l'Atlantique, et font face, mal armés et mal équipés, aux réduits allemands de **La ROCHELLE, ROYAN la POINTE de GRAVE**, ou bien ont rejoint la **"1ère ARMEE"**. Dans les "bases arrières" situées dans les secteurs d'origine des formations du maquis, restent surtout, ou sont revenus, les plus anciens qu'il convient de "démobiliser" et de renvoyer dans leurs foyers.

Parmi les cadres officiers et sous-officiers, sont partis, tous ceux qui avaient un commandement direct d'unité, de la section au bataillon, voire régiment... Ceux qui avaient, en même temps que le commandement du maquis, des responsabilités "territoriales" (membres des E.M. de sous-secteurs et départemental) sont, en général restés sur place et se retrouvent, à plus ou moins brève échéance, "haut-le-pied".

De plus, de très nombreux officiers, surtout parmi les FTPF, ayant eu d'importantes responsabilités, sont très jeunes; beaucoup ont entre 20 et 25 ans à peine. Ils n'ont donc pas pour la plupart, la formation militaire nécessaire pour conduire une unité dans une guerre de type classique.

Tandis que plusieurs de ces jeunes cadres sont envoyés suivre un premier stage, à Limoges, je reste pour ma part, à Périgueux comme "officier chargé des affaires courantes de la 3^e demi-brigade" (de septembre 1944 à janvier 1945). A ce poste je participe activement au soutien logistique et financier des unités engagées sur les poches de l'Atlantique auxquelles je rends visite à plusieurs reprises.

Au cours de la même période, je préside la **Commission d'Homologation des grades FFI de la Dordogne** qui s'occupe des officiers subalternes et des sous-officiers y compris ceux qui sont sur les poches de l'Atlantique.

° °
°

Mais l'époque exceptionnelle et "révolutionnaire" des maquis et de la libération prend fin rapidement et l'organisation traditionnelle se remet vite en place, avec les Régions Militaires et les Subdivisions départementales classiques. Quant aux Milices Patriotiques chargées de la sécurité de la population, après le départ des maquisards, elles sont aussi très rapidement dissoutes et remplacées par la police normale, la gendarmerie etc...

L'Administration suit, en gros, le même chemin, même si les Comités de Libération "résistent" un peu plus. C'est dès ce moment-là que, sous prétexte "d'efficacité", un grand nombre de cadres ayant servi "loyalement" le maréchal et VICHY, reprennent du service ou le continuent, tout simplement...

° °
°

Ainsi se termine l'épopée de la Résistance et du maquis !..

Certes, " **la Résistance et ses valeurs sont inscrites dans les préambules de la constitution de la IV^e et de la V^e République. Après la Révolution Française, la Résistance devient l'autre référence fondatrice de la République.**". Mais, si des avancées sociales sont acquises ou vont l'être au cours des quelques années qui suivent la libération, les structures et les cadres des grandes Administrations et des grands Corps de l'Etat ne subissent ni "révolution" ni très sérieuse épuration. Bien sûr on honore la Résistance, son courage, ses sacrifices !...Quant aux Résistants, sauf quelques minorités faisant partie de divers "sérails", ils doivent surtout se satisfaire de bonnes paroles !

Ainsi des cadres du maquis...

En mars 1944, lorsqu'il prit la décision de créer les **Forces Françaises de l'Intérieur** le général de Gaulle décida que les officiers qui commandaient les unités FFI **"prendraient à titre temporaire le grade correspondant aux effectifs commandés"**. Au mois d'août 1944, juste avant la libération du département, les FTPF de la Dordogne étaient plus de 7500 (7718 combattants homologués à la libération).

Ayant commandé ces FTPF de mai à août 1944, le grade de commandant qui me fut attribué au moment de la libération de Périgueux par le commandement FTPF, n'était pas, de ce point de vue, excessif. Pour autant, à 20 ans, avec mes quatre galons sur les épaules, dans les rues de Périgueux, je ne passais pas inaperçu !..De même pour Pierre MICHAUD, 22 ans, avec également ses quatre galons...ou Roger RANOUX Chef FFI Départemental, 23 ans, avec ses cinq "ficelles" !!!

Mais nous n'étions pour rien dans cette situation, tout de même, assez inédite. Si nous avons été amenés à prendre de telles responsabilités, c'était avant tout parce que ceux qui avaient la formation et l'expérience nécessaires et qui, pourtant, étaient à l'époque, présents et disponibles, n'avaient pas pris les leurs, lorsqu'il le fallait ! Mais cela n'allait pas sans quelques sarcasmes, ni quelques petites jalousies !

Inutile de préciser, que l'armée, de son côté, ne voulait pas de lieutenants-colonels ou de commandants de cet âge !

Au plan politique, peut-être aurions-nous plus de chance ?!....

Certes, les responsabilités à la tête des maquis, surtout dans les FTPF, étaient autant politiques que militaires. Mais pendant la lutte clandestine tendue vers des objectifs précis, les choses étaient simples ; sortis des maquis, trop jeunes également pour avoir quelque expérience de l'avant-guerre, nous ne connaissions guère la complexité de la société civile et nous n'avions aucune pratique de la politique au grand jour.

En outre, dans ce domaine également, parmi les cadres politiques, beaucoup avaient été faits prisonniers en 1940 et la lutte clandestine dans laquelle le parti communiste, pour sa part, s'était engagé dès 1940, avait dévoré beaucoup de responsables, internés, déportés, fusillés. Au moment de l'extraordinaire montée en puissance des maquis, en particulier des FTPF, ces cadres politiques n'étaient pas, ou plus là, pour prendre les responsabilités, ce qui explique aussi la "montée" rapide de jeunes comme nous. Au fur et à mesure d'ailleurs que les prisonniers, les internés et les déportés rentraient, si leur état de santé le permettait, ils

reprenaient, en principe, des responsabilités qui étaient de leur niveau. Ainsi par exemple des nombreux camarades libérés des prisons de BERGERAC, NONTRON, du CAMP de MAUZAC etc..Bref ! La guerre terminée, ni sur le plan militaire, ni sur le plan politique nous n'étions très demandés !!!

Une voie cependant s'ouvrait à plusieurs d'entre nous: acquérir la formation militaire classique nécessaire et trouver une "place" dans l'armée par l'intégration qui était offerte, mais après avoir fait "nos classes" dans diverses écoles (Saint-Maixent, Aix en Provence etc.)

Dans ce domaine d'ailleurs, on avait de bonnes raisons d'espérer que l'armée du temps de paix qui allait se constituer par l'amalgame de toutes les composantes de la Résistance militaire, qu'elles soient de l'intérieur ou de l'extérieur, serait une armée nationale nouvelle, au service exclusif du pays et de son indépendance, une armée porteuse des valeurs pour lesquelles tous les Résistants s'étaient battus...

Pour ce qui me concerne, je dois ajouter que, Résistant depuis l'âge de 16 ans, dans la clandestinité complète de 18 à 20 ans n'ayant pas eu la possibilité de faire de longues études, n'ayant même pas pu apprendre complètement un métier, j'aurais préféré m'orienter vers l'action politique après formation également dans des écoles adéquates... Cela ne se fit pas !..

Il restait donc la voie militaire... Bien que peu attiré par ce métier, c'est tout de même la direction que je pris. Commença alors la période des stages et des écoles.

Homologué lieutenant FFI. admis dans la réserve sous-lieutenant (lieutenant à titre temporaire pendant deux ans) je fus intégré, après les écoles, dans l'armée active avec le grade de sous-lieutenant.

Et c'est une autre histoire qui commence, riche aussi en péripéties, mais beaucoup moins exaltante !

E. V.
Avril 1999

60 ans après, pourquoi parler encore de la Résistance ?

La Résistance fut avant tout une action citoyenne collective relayant un gouvernement et des pouvoirs publics défaillants qui se couchaient devant l'ennemi ou qui trahissaient. Les Résistants, tous volontaires, n'avaient reçu aucun « ordre de mobilisation » pour se battre.

*Par son envergure et sa profondeur populaire, la Résistance fut bien, de l'avis de nombreux historiens, **la deuxième référence fondatrice de la République, après la Révolution française de 1789.***

Le pays ne fut pas sauvé par des « gagners affairistes » mais par un formidable effort collectif et au prix de beaucoup de sang et de larmes.

La Résistance (intérieure et extérieure) non seulement participa efficacement à la libération de la France et au rétablissement des libertés, mais tant par le programme du Conseil National de la Résistance adopté à l'unanimité, que par les divers écrits ou déclarations du Général de Gaulle, en sa qualité de chef de la « France Combattante » elle jeta les bases d'une véritable démocratie sociale.

Hélas, la guerre finie, après l'adoption de plusieurs mesures sociales importantes (Sécurité Sociale etc...) prévues par le programme du CNR, on a tourné le dos à ces engagements des Résistants et le libéralisme débridé qui s'est installé a provoqué cette fracture sociale qui jette de nos jours, de très nombreux exclus désorientés, dans les filets du populisme néo-fasciste.

Soixante après, il ne suffit pas bien sûr, d'ouvrir un livre d'histoire à la page de l'occupation et de la libération pour trouver des solutions toutes faites aux graves problèmes de l'heure, mais la Résistance et ses valeurs, le programme du C.N.R., restent bien sources de méditation et d'initiatives pour donner au pays de nouveaux espoirs

Et donc, la transmission de la mémoire de cette époque, à laquelle se consacrent de nombreux anciens Résistants survivants ainsi que les « Amis de la Résistance », me paraît indispensable pour la formation de la citoyenneté des nouvelles générations.

*Tarnos, le 28 janvier 2003
Edouard VALERY*

HOMOLOGATION de mes SERVICES dans la RESISTANCE :

Documents- voir copies pages suivantes :

- « Attestation de durée des services dans la Résistance en date du 20 décembre 1985 : période homologuée, du 6 juillet 1942 (date d'entrée dans la clandestinité complète) au 25 août 1944 (libération du département de la Dordogne).

- « Certificat d'Appartenance aux FFI » en date du 10 novembre 1950 : période homologuée du 10 mars 1943 (date d'entrée dans le maquis) au 25 août 1944.

- « Attestations des services dans la Résistance » dûment validées par René Roussel « Liquidateur national : O.S. – FTPF – Front National » établies par Roger Lescure et Paul Peyraud. (1)

- Lettre du Liquidateur national – O.S.- F.N.- F.T.P.F. me renvoyant les attestations délivrées par deux responsables, dûment validées par ses soins.

- Lettre du Directeur de l'Office National des Anciens Combattants, du 19 avril 1984 en réponse à une réclamation, concernant l'homologation de mes services de 1940 à 1942.

Ainsi, les 21 mois environ, allant de mon entrée effective et dûment attestée dans la Résistance en octobre 1940, au groupe Robert Delord à Brive (1), jusqu'au 6 juillet 1942, date d'entrée dans la clandestinité complète, n'ont pas été homologués.

Quelles en sont les raisons ? Bien que le P.C. clandestin ait été un des membres fondateurs du Conseil National de la Résistance, participer à son action en distribuant tracts et journaux clandestins, en cachant ou transportant du matériel d'imprimerie et autre etc...ne constituait pas, aux yeux de l'Administration, des actes de Résistance ! Même en prison à Périgueux et au camp de Mauzac, en Dordogne, pour distribution d'un tract et du journal « Combat », ce n'était pas de la Résistance !?..

J'ai essayé à plusieurs reprises, pour ma part, de faire réparer cette injustice flagrante...en vain, hélas, car les statuts de la Résistance Intérieure, n'ont jamais vu le jour.

E.Valéry

Titres :

Carte du Combattant : n° 48107.Délivrée le 12-6-1980. Mont-de-Marsan (Dulicata)

Carte du Combattant Volontaire de la Résistance. Délivrée le 15-10-1952. Périgueux

Médaille de la Résistance. Journal Officiel de 6 septembre 1945.

Chevalier de la Légion d'Honneur. Décret du 21-6-2001. J.O. du 24-6-2001.

(1) Mes deux responsables du début de la Résistance étant décédés (Robert Delord, tué au maquis de Dordogne le 31 mars 1944 et Germain Auboiroux, déporté et mort quelques semaines après son retour des camps de la mort en 1945) les attestations concernant mes services dans la Résistance ont été établies par Paul Peyraud qui avait succédé à Germain Auboiroux après l'arrestation de celui-ci et par Roger Lescure qui fut mon « patron » en tant qu'interrégional des FTPF, de mai à août 1944. Ces deux responsables eurent à connaître mes « titres et fonctions » dans la Résistance soit « directement comme témoins » soit du fait de leurs attributions.

/JB

4^e REGION MILITAIRE

ÉTAT-MAJOR

1^{er} Bureau - Chancellerie

Section F.F.C.I.

N° 27.653 BR FFCI/FI-N.

C.A. 4

IC.II.I950/Bordeaux

MODELE NATIONAL — SERIE NORMALE

Références : IM. n° 10 EMGG/FFI du 8 février 1945

IM. n° 4550 FFCI/FI du 9 mai 1947

DM. n° 582/CAB/FA du 2 mars 1948

FFCI

CERTIFICAT D'APPARTENANCE AUX FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR

LE GENERAL COMMANDANT LA 4^e REGION MILITAIRE, certifie que :

Monsieur VALERY Edouard alias Justen Fernand, Lecoer
né le 29.2.1924 à La Coquille (Dordogne)
actuellement domicilié à CARSAC (Dordogne)

A SERVI DANS LES FORCES FRANÇAISES DE L'INTERIEUR

au titre des formations suivantes, et dans les départements ci-après :

F.T.P.F. DORDOGNE - du 10.3.43 au 25.8.44
du au
du au

la dernière date indiquée étant celle de la libération de son secteur.

Circonstances particulières

Monsieur VALERY Edouard a continué à servir dans sa formation
après la libération jusqu'en date à déterminer
comme officier d'active
est resté dans ses fonctions

La présente attestation constitue un Certificat de présence au Corps.

A Bordeaux, le 10 Novembre 1950

Le Général de D.I.J. HUMBERT
Commandant la 4^e Région Militaire
Le Chef d'Etat-Major.

Références particulières
éventuelles



NOTE. — La présente pièce est le certificat d'appartenance original; le détenteur ne doit pas s'en séparer, sauf provisoirement et contre reçu, dans les procédures administratives s'il y a lieu.

SECRETARIAT D'ETAT
AUPRES DU MINISTRE DE LA DEFENSE,
CHARGE DES ANCIENS COMBATTANTS

OFFICE NATIONAL
DES
ANCIENS COMBATTANTS
ET
VICTIMES DE GUERRE

HOTEL NATIONAL des INVALIDES, 75700 PARIS

Tél. : 850-34-88

Compte Courant Postal : PARIS 9061-51

EN RÉPONDANT, PRIÈRE DE RAPPELER
CE NUMÉRO : *

Bureau-A.3.

Combattants Volontaires
de la Résistance

*

RESISTANCE METROPOLITAINE

A T T E S T A T I O N

CS

LE SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DES ANCIENS COMBATTANTS,

Sur la demande de : Edouard VALERY
né le : 29 FEVRIER 1924 à LA COQUILLE (24)
domicilié : 19, avenue Julian Grimaud 40220 TARNOS

Vu l'article R.260 du Code des Pensions Militaires
d'Invalidité et des Victimes de Guerre ;

Vu l'avis de la Commission départementale des Combattants
Volontaires de la Résistance ;

Vu l'avis du Commissaire de la République dudit département ;

Vu le procès-verbal de la Commission Nationale des
Combattants Volontaires de la Résistance (séance du 29 NOVEMBRE 1983)

A T T E S T E :

que le temps de présence dans la Résistance, pris en considération pour l'attribution du titre de Combattant Volontaire de la Résistance a été fixé comme suit :

Période du 6 JUILLET 1942

au 25 AOUT 1944

PARIS LE, 20 DEC. 1983

Pour le Secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants
et par délégation

Le Préfet, Directeur Général de l'Office National

des Anciens Combattants

Louis GLARD



Monsieur VALERY Edouard
19 Av Julian Grimaud
40220 TARNOS

LIQUIDATEUR NATIONAL
RENE ROUSSEL
BUREAUX A L'ANACR
29, RUE SAINT-ELAISE 75020 PARIS

UNE RECOIT QUE SUR RENDEZ-VOUS

REF: 83/1539

Madame, Monsieur, Cher (e) Camarade,

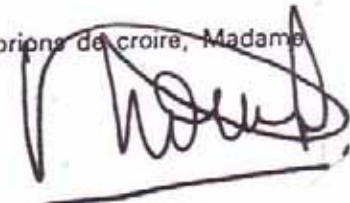
Nous vous prions de trouver, ci-joint, en retour, ^{XXXX}non, dûment, validée (s) par
René ROUSSEL, ^{XXXXXXXXXX}l'attestation, les attestations, établie (s) en faveur de :

vous-même

Par :

PEYRAUD Paul
LESCURE Roger

Nous vous en souhaitons bonne réception, et vous prions de croire, Madame
Monsieur, Cher (e) Camarade, à nos sentiments les meilleurs.


René ROUSSEL

Merci pour le don de FRS. 100.00.
REMARQUES: Je doute fort que tu puisses faire reconnaître la période OCTOBRE 1940, le Parti Communiste n'étant pas homologué, comme aucun Parti d'ailleurs. Je pense que nos camarades auraient dû d'emblée compléter le début de leurs attestations par : "au début OCTOBRE 1940, au groupe des Jeunesses Communistes de BRIVE dirigé par Robert DELORD il participe à l'impression et à la distribution de tracts et à l'organisation de l'O.S (Organisation Spéciale homologuée unité combattante d'OCTOBRE 1940 à MAI 1941 - B.O.A. N° 367), dont les responsables pour la zone sud étaient Gabriel ROUCAUTE pour le Parti Communiste et Pierre GEORGE (FABIEN) pour les Jeunesses Communistes"

Nous vous rappelons que les attestations doivent être établies en double exemplaire, l'original et une copie pour nos dossiers, (en ce qui concerne les présentes attestations des photocopies ont été faites par nos soins).

PARIS, le 19 AVR. 1984

OFFICE NATIONAL
DES
ANCIENS COMBATTANTS
ET
VICTIMES DE GUERRE

HOTEL NATIONAL des INVALIDES, 75700 PARIS

Tél. : 550-34-88

Compte Courant Postal : PARIS 9061-51

EN RÉPONDANT, PRIÈRE DE RAPPELER
CE NUMÉRO :

CS 129862

Bureau A.3.
Combattants Volontaires
de la Résistance

LE PREFET, DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE NATIONAL

à

Monsieur le Commissaire de la République de
la région de

Commissaire de la République du département
de la DORDOGNE (PERIGUEUX)

Service départemental de l'Office National
des anciens combattants et victimes de guerre



OBJET : demande d'attestation de durée des services dans la Résistance
présentée par :

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après
nouvel examen par la Commission Nationale de la demande d'attestation de durée des services présentée par :

- M VALERY Edouard

né (e) le : 29 FEVRIER 1924 à LA COQUILLE (24)

domicilié (e) : 19, av. Julian Grimaud 40220 TARN

ladite Commission a maintenu, dans sa séance du 28 MARS 1984
la période d'activité qu'elle avait reconnue à l'intéressé (e),
le 20 DECEMBRE 1983.

Veuillez trouver, ci-joint, le dossier en cause.

Pour le Préfet Directeur Général
Le Chef du Bureau A3

L. PIAT

ATTESTATION

établie conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1979

à l'appui d'une demande

DE CARTE DE COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE
(Application de l'article 4 du décret n° 75-725 du 6 août 1975).

— DE CARTE DU COMBATTANT

(Article A. 137 du code des Pensions Militaires d'Invalidité et des Victimes de Guerre).

+ — D'ATTESTATION DE DUREE DES SERVICES DANS LA RESISTANCE

(Rayer les mentions inutiles)

DEMANDEUR			
NOM <u>VALERY</u> <small>pour les femmes mariées indiquer le nom de jeune fille</small>	PSEUDONYME <u>Justin, Fernand, Lecœur</u>		
EPOUSE			
Prénoms <u>Edouard</u> <small>dans l'ordre de l'état civil</small>			
Date et lieu de naissance <u>29 février 1924 à La Coquille 24</u>			
Adresse actuelle <u>19 Avenue Jean Grimaud - TARNOS - 40220</u>			
Décorations et titres déjà obtenus <u>Médaille de la Résistance (Décret du 6-9-45) J.O. du 12-9-45</u>			
TÉMOIN			
NOM <u>LESCURE</u> <small>pour les femmes mariées indiquer le nom de jeune fille</small>	PSEUDONYME <u>MURAT</u>		
EPOUSE			
Prénoms <u>ROGER</u> <small>dans l'ordre de l'état civil</small>			
Adresse actuelle <u>4 Rue Antoine de Jussieu 19100 Brive</u>			
Fonctions exercées dans la clandestinité : Grade <u>Lieutenant Colonel</u>			
Mouvement <u>F.T.P.F.</u>	Lieux <u>ETAT-MAJOR R.5. LIMOGES Ht-Vienne</u>		
Homologué en qualité de F.F.C. <input type="checkbox"/>	F.F.I. <input checked="" type="checkbox"/>	R.I.F. <input type="checkbox"/>	<u>PALISSE CORREZE</u>
au titre de <u>F.T.P.F. Chef Major de la R.5.</u>	<small>mouvement</small>	<small>réseau</small>	<small>unité</small>
certifie sur l'honneur : <input checked="" type="checkbox"/> que j'ai été personnellement et directement témoin des faits suivants :			
<input checked="" type="checkbox"/> que des renseignements recueillis du fait de mes titres et fonctions dans la Résistance, il résulte l'exposé des faits suivants :			
<small>(rayer la mention inutile)</small>			
auxquels a participé M <u>VALERY EDUARD. Alias Justin. Fernand. Lecœur.</u>			
<small>voir page suivante</small>			

EXPOSE DETAILLE DES FAITS

(voir "Renseignements-2 : actes qualifiés de Résistance à l'ennemi")

Date d'entrée dans la Résistance	Nom du Mouvement	Noms des responsables
Octobre 1940	F.T.P.F. M.N. O.S.	Pierre Georges ALIAS FABIEU (DECEDE) DELOD Robert. Decidi. Tucca P... AUBOIROUX GERMAIN Decidi. Aut. de l'Etat PEYRAUD. Paul ALIAS LOUIS. TREIGNAC LOCOTHETIS. GEORGES - LEBURG. VARETZ FALL. PIERRE - BRIVE.

Enumération des actions (préciser les lieux et dates)

EDOUARD VALERY, entre dans la Résistance au début octobre 1940 en groupe des jeunes communistes de Brive, dirige par Robert Delord, il participe à l'organisation de l'impression et à la distribution de tracts et de journaux clandestins, ainsi qu'à l'organisation de l'O.S. à Brive; Après l'arrestation de la plupart des membres du groupe DELOD (qui ne doit pas être confondu avec le groupe de GERMAIN AUBOIROUX responsable du Parti Communiste clandestin, avec quelques autres jeunes, ils continuent la distribution de tracts et journaux clandestins, tout le quartier de la Ville de Brive a été noté et les Brivains environnants ont mis en œuvre un groupe de jeunes. Des mots d'ordre de la résistance sont mis en œuvre et la craie ou le feutre pour les notes et les lignes folles. Des tracts sont même fabriqués à la robe, les jours de marche et de fête (le 12 juin 1941, jour des Jours Français de Brive)

EDOUARD VALERY, participe depuis plusieurs mois à l'action de la Résistance, à l'organisation spéciale (O.S.) Drogue et Bourgeois, le 15 Mai 1941 le Front National auquel il donne son adhésion.

L'arrestation de ~~Henri~~ Henri Valery, son frère, le nuit du 30 Avril au 1^{er} Mai 1942, alors qu'il distribuait le journal "COMBAT" et un tract intitulé "1^{er} Mai 1942", entraîne l'arrestation d'Edouard Valery. Le lendemain 1^{er} Mai par la police de Brive pour implication et complicité dans la distribution de tracts et de journaux clandestins.

incarcéré à la prison de Ténicieux, puis au Camp de MURZAC (24) Condamné le 4 juin 1942 à un an de prison avec sursis par le Tribunal Militaire de Ténicieux "pour avoir publié et distribué des informations de nature à exercer une influence fautive sur l'esprit de l'ARMEE et de la NATION".

Libéré le 5 juin 1942 de la Prison de Ténicieux, MENACÉ d'arrestation préventive lors de la venue de PETHIN à BRIVE le 8 juillet 1942, entre dans le "Clandestinité" le 6 juillet 1942, loge chez le Camarade MATHOU au Bourg de VARETZ (19) il continue son travail clandestin sous le pseudonyme de PAUL PEYRAUD. ALIAS LOUIS. Adjoint à Germain Aubroin devenu chef départemental du FRONT NATIONAL après l'arrestation de Germain le 24 1942. à BRIVE.

Edouard Valery et son frère furent conduits dans la forêt de Chataignou par Roger SHANSON ALIAS Charlot, délégué du Comité départemental du Front National qui décide qu'il n'ont pas pour l'instant et en liaison

DEPORTATION OU INTERNEMENT POUR FAITS DE RESISTANCE

En cas d'internement ou de déportation, établir de manière précise et détaillée le lien de cause à effet entre les actions de résistance, l'arrestation, l'internement, et la déportation (dates - lieux - noms).

avec la direction départementale de la Gironde par l'intermédiaire de ROGER SANSON responsable intra-Régional et cette époque.

Il lui a fourni deux fausses cartes d'identité. Edouard Valery travaille chez un ami de la Résistance du nom de JEANNE propriétaire d'une maison. Le lien avec la Résistance locale est assuré par le garde forestier résistant nommé LAVAUD.

Edouard Valery est recruté par la Direction Militaire du F.T.P.F. de la Gironde le 10 Mars 1943 date où il reçoit le détachement FAÏTA. Région d'Alsace. Puis il est dirigé en Haute Garonne en mai de la même année pour y organiser le maquis. Il forme et commande le détachement CRANDEL (Forêt de Trémou).

Edouard fait un deuxième stage en Haute Garonne durant l'hiver 1943-44. en tant que Chef Militaire des différents unités F.T.P.F. stationnées dans cette région.

À l'automne 1944 alors qu'il était chef militaire intra Régional du F.T.P.F. de la 5^e Région F.F.B. Edouard fut nommé chef militaire du F.T.P.F. de la Gironde puis muté en GORDEME en mai 1944 pour y assurer les mêmes fonctions, fonctions qu'il assumait jusqu'à la libération du département; Engagé volontaire pour

Indiquer le nom (et le cas échéant, le pseudonyme) des personnes susceptibles d'avoir eu directement connaissance de ces activités.

la durée de la guerre. Edouard Valery a fait carrière dans l'armée.

Les services dans la Résistance d'Edouard Valery ont été

Honorable à Comptes du 10 Mars 1943 par l'autorité Militaire C.A.F.F.I. n° 27 653 / B.R. / F.F.C.T. / F.I.N. du 10. 11. 1950 délivré par le Général Commandant le 1^{er} Régiment Militaire de BOURGEOIS.

La présente attestation est établie pour valoir et servir ce que de droit.

Fait à Bordeaux le 10 Mai 1983. Libération

[Signature]
Commandant de la Libération

SANCTIONS PENALES

Il est rappelé que, en application de l'article 161 du code pénal, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 600 Frs à 8 000 Frs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le code et les lois spéciales, quiconque :

- (1) aura établi sciemment une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- (2) aura falsifié ou modifié d'une façon quelconque une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- (3) aura sciemment fait usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

(Pour la carte du Combattant Volontaire de la Résistance)

Nom VALERY Prénom Edmond Qualité _____

Observations :

Vu la Signature de M. Deschere Roger
LE LIQUIDATEUR NATIONAL

Fait à DU FRONT NATIONAL, le _____

Signé :

René ROUSSEL

Paris, le 24/10/83

RENSEIGNEMENTS

1 - Texte de l'article 4 du décret n° 75-725 du 6 août 1975 :

"Art. 4 - Après une période de deux ans suivant la publication du présent texte, les témoignages non contemporains des faits allégués ne pourront être pris en considération que dans la mesure où seront également produits des documents prouvant d'une manière irréfutable la réalité de ces faits.

A l'exception des témoignages dont les auteurs sont décédés antérieurement à ladite publication, leur rédaction doit remplir les conditions de forme et de précision fixées par arrêté du ministre des anciens combattants."

2 - Actes qualifiés de résistance à l'ennemi : (définis par l'article R.287 du code des pensions milit. d'inv.)

- a) Rédaction, impression, transport, distribution de journaux ou tracts clandestins (préciser la nature, la provenance des tracts ou journaux, le nombre et la cadence des transports ainsi que leur destination).
- b) Fabrication de fausses pièces d'identité pour les membres de la Résistance (préciser les moyens employés, le nombre et la destination).
- c) Fabrication et transport du matériel radio destiné à des émissions clandestines (préciser la nature et la destination du matériel).
- d) Fourniture volontaire et gratuite d'un local pour réunion d'un groupe clandestin (préciser l'emplacement du local, les périodes d'utilisation et la nature du groupe utilisateur).
- e) Hébergement gratuit de résistants traqués ou blessés, de militaires ou parachutistes Français ou alliés (préciser la durée d'hébergement, le nombre, la qualité et si possible le nom des personnes hébergées).
- f) Passage à titre gratuit, de résistants ou militaires hors du territoire occupé vers la France libre, les pays alliés ou non belligérants (préciser les lieux et dates des passages, le nombre, la qualité et si possible le nom des personnes "passées").
- g) Destruction ou sabotage de voies de communication ou de matériel (préciser le lieu et la date, la nature du matériel détruit, les résultats obtenus).
- h) Actions offensives ou défensives dirigées soit contre les forces de l'ennemi soit contre les autorités ou organisme sous son contrôle ou collaborant avec lui (préciser les dates, les lieux et l'importance des actions).
- i) Tentatives pour rejoindre les F.F.L. ou les forces d'Afrique du Nord (préciser la date et le lieu de la tentative ainsi que le résultat obtenu).
- j) Participation à des parachutages (préciser les dates et lieux ainsi que la nature et la destination des armes réceptionnées).
- k) Fourniture de renseignements (préciser les dates, la nature et la destination des renseignements).

ATTESTATION

établie conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1979

à l'appui d'une demande

— DE CARTE DE COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE
(Application de l'article 4 du décret n° 75-725 du 6 août 1975).

— DE CARTE DU COMBATTANT
(Article A. 137 du code des Pensions Militaires d'Invalidité et des Victimes de Guerre).

X — D'ATTESTATION DE DUREE DES SERVICES DANS LA RESISTANCE

(Rayer les mentions inutiles)

DEMANDEUR

NOM VALÉRY
pour les femmes mariées indiquer le nom de jeune fille

PSEUDONYME Justin, Fernand, Lecœur

EPOUSE

Prénoms Edouard
dans l'ordre de l'état civil

Date et lieu de naissance 29 février 1924 La Coquille 24

Adresse actuelle 19 Avenue Julian Grimaud TARNOS 40220

Décorations et titres déjà obtenus Médaille de la Résistance (Décret du 6-9-45)
J.O. du 12-9-45

TEMOIN

NOM PEYRAUD Paul
pour les femmes mariées indiquer le nom de jeune fille

PSEUDONYME Louis

EPOUSE

Prénoms
dans l'ordre de l'état civil

Adresse actuelle 30 rue Leon Vacher Trignac 19260

Fonctions exercées dans la clandestinité : Grade premier responsable des mouvements

Mouvement OS et FN - et FTPF en Corrèze

Homologué en qualité de F.F.C. ☐ F.F.I. ☒ R.I.F. ☐

au titre de OS et FN et FTPF carte CVR n° 52820 carte combattant 33554
mouvement troisième combattant volontaire de la Résistance unité

certifie sur l'honneur — que j'ai été personnellement et directement témoin des faits suivants :
— que des renseignements recueillis du fait de mes titres et fonctions dans la Résistance,
il résulte l'exposé des faits suivants :

(rayer la mention inutile)

auxquels a participé M Valéry Edouard alias Justin, Fernand et Lecœur

voir page suivante

EXPOSE DETAILLE DES FAITS

(voir "Renseignements-2 : actes qualifiés de Résistance à l'ennemi")

Date d'entrée dans la Résistance	Nom du Mouvement	Noms des Membres
octobre 1940	O.S. F.T.P.F. F.N.	Yves Georges Galsan Robert D. Star Aubaron Germain Saint Océide Leyraut Paul alex Louis Logolbetis Georges Fau Pierre

Énumération des actions (préciser les lieux et dates)

20 ans Valéry était membre des Jeunes communistes de Bèze.
 Lors du mois de décembre 1940 il a réussi à ne pas être pris et
 arrêté en même temps que Pocaly, Nestlé et Delort responsables d'imprimerie
 clandestine qui ont été déportés. Seul Delort réussit à s'échapper et
 prendre une large place dans les rangs de la Résistance d'abord de
 Dordogne où il combattait en tant que lieutenant à Thénac face à l'ennemi.
 Valéry participait au travail clandestin : tract, écritures à
 la craie etc. Sa chute ne devait pas tarder à arriver. Dans la
 nuit du 1^{er} mai 1942 son frère et lui-même furent arrêtés en train
 de distribuer le journal « Combat » et le 1^{er} mai 1942.

Après son arrestation à Brive, il fut incarcéré à la prison de Périgueux
où il fut jugé et condamné le 4 juin 1942 à un an de prison avec sursis
par le tribunal militaire de Périgueux.

Il était libéré le 5 juin. Fait plutôt rarement et qui fait que
ma confiance en son égaré pouvait être grande car je pensais
que par sa libération les hommes de l'étain pensant à d'autres
filatures.

C'était inconnu. Durant l'attaque, dès son retour à Brive il
cherche à reprendre le combat. Par personne interposée je lui
fais un rendez vous « au pont de Caumont ou pont de Champs
de fer qui enjambe la route Brive Olyat en pleine ligne de route
je suis blotti dans les fourrés bien avant l'heure du rendez vous
on ne me rendrais bien aucun compte si il était pris en filature.

DEPORTATION OU INTERNEMENT POUR FAITS DE RESISTANCE

En cas d'internement ou de déportation, établir de manière précise et détaillée le lien de cause à effet entre les actions de résistance, l'arrestation, l'internement, et la déportation (dates, lieux, noms).

Après mes vœux effacés je sortais de mon repère et prenant contact avec l'ancien Valéry. Le 26 J'étais de quitter Brive pour l'internement de Logolhetus de Brive Valéry il est placé dans une ferme chez M. Mathon. En attendant que le courrier inter-régional Roger Sanson nous donne Charlot le ramène en forêt de Châteauneuf comme bûcheron ou il travaillait sous un faux nom.

Le 43 le mas de nous s'entre au magasin de la FAITA à la Tourrette aux environs d'Ussel. La prise de conscience de plus en plus grande de la part de la population. Valéry s'étant montré un bon magasinier le commandement régional l'envoie en Basse Garonne pour un des magasins. Le 1^{er} vice état le groupe Grandel dans la forêt de Luze avec Valéry et Guatin de Juignac. Les premiers travaillaient à l'écureuil. Chacot avait bien eu ce Roger Sanson route de Brive. Max Mac et les paysans de Juignac Noyauith pour le reste. Le groupe s'est terriblement développé et les sabotages avec les gens de Brive.

Indiquer le nom (et le cas échéant, le pseudonyme) des personnes susceptibles d'avoir eu directement connaissance de ces activités.

ont fait du groupe Grandel le plus actif de la Basse Garonne. Recherche à mon tour. Je quittais la Garonne pour être responsable dans le Lot puis Tulle et Brive jusqu'à la libération.

La présente attestation est établie pour valoir et servir ce que de droit.

Fait à Treignac le 1^{er} juillet 1983

signature

[Signature]

SANCTIONS PENALES

Il est rappelé que, en application de l'article 161 du code pénal, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 800 Frs à 8 000 Frs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le code et les lois spéciales, quiconque :

- (1) aura établi sciemment une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- (2) aura falsifié ou modifié d'une façon quelconque une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- (3) aura sciemment fait usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

(Pour la carte du **Combattant Volontaire de la Résistance**)

Nom Prénom Qualité

Observations :

Vu la Signature de M. Seyraud Paul

LE LIQUIDATEUR NATIONAL

DU FRONT NATIONAL

Fait à

Signé :

René ROUSSEL

Paris, le 24/8/83

RENSEIGNEMENTS

1 - Texte de l'article 4 du décret n° 75-725 du 6 août 1975 :

"Art. 4 - Après une période de deux ans suivant la publication du présent texte, les témoignages non contemporains des faits allégués ne pourront être pris en considération que dans la mesure où seront également produits des documents prouvant d'une manière irréfutable la réalité de ces faits.

A l'exception des témoignages dont les auteurs sont décédés antérieurement à ladite publication, leur rédaction doit remplir les conditions de forme et de précision fixées par arrêté du ministre des anciens combattants."

2 - Actes qualifiés de résistance à l'ennemi : (définis par l'article R.287 du code des pensions milit. d'inv.)

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none">a) Rédaction, impression, transport, distribution de journaux ou tracts clandestins (préciser la nature, la provenance des tracts ou journaux, le nombre et la cadence des transports ainsi que leur destination).b) Fabrication de fausses pièces d'identité pour les membres de la Résistance (préciser les moyens employés, le nombre et la destination).c) Fabrication et transport du matériel radio destiné à des émissions clandestines (préciser la nature et la destination du matériel).d) Fourniture volontaire et gratuite d'un local pour réunion d'un groupe clandestin (préciser l'emplacement du local, les périodes d'utilisation et la nature du groupe utilisateur).e) Hébergement gratuit de résistants traqués ou blessés, de militaires ou parachutistes Français ou alliés (préciser la durée d'hébergement, le nombre, la qualité et si possible le nom des personnes hébergées).f) Passage à titre gratuit, de résistants ou militaires hors du territoire occupé vers la France libre, les pays alliés ou non belligérants (préciser les lieux et dates des passages, le nombre, la qualité et si possible le nom des personnes "passées"). | <ul style="list-style-type: none">g) Destruction ou sabotage de voies de communication ou de matériel (préciser le lieu et la date, la nature du matériel détruit, les résultats obtenus).h) Actions offensives ou défensives dirigées soit contre les forces de l'ennemi soit contre les autorités ou organisme sous son contrôle ou collaborant avec lui (préciser les dates, les lieux et l'importance des actions).i) Tentatives pour rejoindre les F.F.L. ou les forces d'Afrique du Nord (préciser la date et le lieu de la tentative ainsi que le résultat obtenu).j) Participation à des parachutages (préciser les dates et lieux ainsi que la nature et la destination des armes réceptionnées).k) Fourniture de renseignements (préciser les dates, la nature et la destination des renseignements). |
|--|---|

APPENDICE

-« LA FORET SEREINE » : FICTION... ET REALITE.

- QUE DEVINT MON FRERE HENRI APRES NOTRE SEPARARATION EN MAI 43

- HENRI ET EDOUARD VALERY : CHEVALIERS DE LA LEGION D'HONNEUR.

Dans les premières pages de ce dossier-journal personnel, j'ai évoqué le livre écrit par l'Inspecteur Primaire de la circonscription de Brive, **Léonce BOURLIAGUET** et intitulé "**La forêt sereine**", dont j'avais raconté l'histoire devant tous les camarades de ma classe, en 1937. En voici un bref rappel:

- **Sylvain** et **Eva**, deux enfants de l'Assistance Publique, sont accueillis par une vieille femme, **Grand'mère 'Riette**, qui habitait dans un village de Champagne.
- La guerre de 1914-18 éclate et le village est occupé par l'armée allemande.
- **Grand'mère 'Riette** est tuée accidentellement par un attelage conduit par des soldats allemands et traversant le village au grand-galop.
- Pour la venger **Sylvain** fait exploser un dépôt de munitions situé à côté du village et se sauve, avec **Eva**, dans une grande forêt voisine.
- Là, épuisés, ils sont recueillis par **Péguéto** et son chien, un soldat originaire du pays basque qui - **maquisard et franc-tireur avant l'heure**- faisant partie d'une unité défaite, au lieu de se rendre, se cache dans la forêt, avec son fusil qu'il a conservé.
- **Péguéto** et **Sylvain** tendent une embuscade à un vaguemestre allemand qui passe régulièrement sur une route proche; ils récupèrent son arme, ses jumelles et tout son équipement.
- Lorsque les troupes allemandes se replient, les deux combattants font feu contre elles.

C'est la fin de la guerre.

Quelque temps après, **Sylvain** se marie. Mais laissons-lui la parole (par la plume de **Bourliaguet**):

"Cela se déroula un matin de printemps, par un ciel qui portait à la boutonnière de son habit bleu de roi, un soleil splendide piqué comme un gros dahlia jaune. C'était le plus bel invité de la noce. Comme bien on pense, je n'oubliai pas de convier aussi **Eva** à cette fête. Elle accepta et y parut avec des joues si roses, si fraîches, qu'ont eût dit qu'elle s'était débarbouillée, non plus avec de la neige de la forêt, mais avec des pétales de pêchers et d'amandiers en fleurs. Il y avait de tremblantes floraisons blanches dans ses épais cheveux noirs; il y avait un sourire sur ses lèvres et du bonheur dans ses yeux. Elle portait un gros bouquet de violettes de Toulouse épinglé à sa poitrine, en souvenir de celles de jadis; et elle avait fait le caprice de s'habiller tout de blanc, ce qui ne surprit personne, car elle était la mariée".

Voilà comment se termine l'histoire de **Sylvain, Eva et Péguéto**...

Pendant la Résistance, dans le maquis surtout, j'ai souvent pensé à "**La forêt sereine**", ce livre qui avait assez fortement marqué mon adolescence. Scrutant l'horizon inquiétant de l'avant-guerre, **Bourliaguet** avait-il vu arriver la nouvelle hécatombe, la défaite, les gens qui allaient se cacher et se battre dans les bois? C'est assez impressionnant!

Au début du maquis, au printemps 1943, dans la région de Brive, j'avais pris le nom de guerre de **Justin**. Lorsque, à la fin de cette même année, muté en Haute Corrèze, pour des raisons de sécurité, je dus changer de nom de guerre, j'avais pensé, à celui de **Sylvain**. De même, plus tard, au début mai 1944, quand je fus muté en Dordogne, je songai à prendre celui de **Péguéto**. Pourquoi ne l'ai-je pas fait? Je regrette, car la similitude avec mon propre itinéraire ne s'arrête pas là!

Arrivé en Dordogne, ma première tâche fut de reconstituer l'E.M. des FTPF, décimé par l'offensive allemande de mars-avril et d'installer le P.C. départemental dans les bois au milieu des unités du maquis. Le "Polo régional" (responsable départemental) du P.C.F. clandestin, occupa une ferme proche du P.C. FTPF.

Deux jeunes filles de Périgueux rejoignirent aussitôt le P.C. comme secrétaires-dactylos-agents de liaison : **Edith LALET** (nom de guerre: **Lydie**) et **Solange SANFOURCHE** (nom de guerre: **Marie-Claude**)



Solange SANFOURCHE
(Marie-Claude)



André et Alice Philomène SANFOURCHE
Avec deux de leurs petites-filles
(Pendant l'occupation toute la famille résistait)

Lydie devint ma secrétaire et *Marie-Claude* celle du polo régional *OLIVIER (André DUFOUR)* futur député de l'Isère.

Les deux familles *Sanfourche* et *Lalet*, qui occupaient des logements attenants situés dans l'Impasse Chatelou à Périgueux, étaient deux familles de résistants. La famille *Sanfourche*, pour sa part, avait hébergé, durant l'occupation, des dizaines de combattants clandestins; toute la famille résistait !

La guerre finie, et même, je crois, un peu avant, je me rendis compte que *Olivier* avait noué de tendres relations avec *Lydie*, ma secrétaire.

Pour ma part, je voyais souvent, bien sûr, *Marie-Claude*, une fille courageuse, sportive et enjouée, qui faisait des kilomètres, en vélo, dans toute la Dordogne, au milieu des miliciens et des troupes allemandes pour porter le courrier d'*Olivier*.

Mais trop pris, sans doute, par l'action, je n'avais pas trouvé le temps de penser à flirter ! La guerre finie, la vie, cependant, reprit ses droits et son cours normal.

A la fin de 1945, je me mariai et bien sûr, comme *Sylvain* qui avait convié *Eva* à son mariage, j'invitai *Marie-Claude*... ce qui ne surprit non plus personne car, même si elle ne vint pas « en robe blanche, avec des floraisons dans les cheveux », elle aussi, elle était la mariée !!!...

Décidément, *BOURLIAGUET* avait tout prévu !...

La suite est en images sur la page suivante:

- d'abord, deux filles: Michèle 13-12-46 ...et deux gendres: Alain Castellan
Brigitte 29-02-56 Bernard Lespinasse
- puis, sont arrivés, David Castellan le 16-08-1969...et par lui, Anne Picherit
quatre petits-enfants / Anne „ le 22-10-1973...et par elle, Gérald Longobardi
/ Elsa „ le 28-02-1978...et par elle, Thierry Saez
/ Julie Lespinasse le 05-11-1985
- le 23 février 1998, est né le premier arrière-petit-fils : Théo Castellan
- puis, le 24 décembre 1999, un deuxième : Lucas Longobardi
- le 12 septembre 2001, un troisième : Martin Castellan
- et enfin, le 25 novembre 2003, un quatrième : Maxime Longobardi

C'est d'abord à leur intention, que j'ai assemblé ces documents, souvenirs et témoignages. Je dédie à tous ainsi qu' à mes camarades de combat, ce dossier-album-journal personnel, avec l'espoir qu'il contribuera à faire connaître l'histoire de cette période, par la simple relation de situations et de cas concrets, au travers de mon propre itinéraire.

Edouard VALERY
Mars 2004



ETE 2002. TARNOS

La famille :

Edouard VALERY et Solange SANFOURCHE

(Justin-Lecoeur)

(Marie-Claude)

APPENDICE

QUE DEVINT MON FRERE HENRI, APRES NOTRE SEPARATION AU PRINTEMPS 1943

Ayant mené constamment l'action ensemble, depuis pratiquement les premiers jours de l'occupation, en été 1940, avec mon frère **Henri VALERY**, nous avons suivi des itinéraires différents, à partir de mai 1943. Nous nous étions séparés quelques jours après avoir rejoint le détachement "**FAÏTA**", à côté d'**USSEL**.

Voici de courts extraits d'un de ses témoignages :

" Printemps 1943".

"Peu après notre arrivée au camp de La Tourette ("**FAÏTA**"), je participai à l'attaque d'un train pour libérer un responsable qui venait d'être arrêté"

"Mais à la suite de cette action et de quelques autres particulièrement réussies, les G.M.R. commencèrent à arriver dans la région et pour éviter une attaque du camp qui paraissait imminente, la décision de se disperser provisoirement en petits groupes fut prise. Mon frère proposa alors de revenir, avec deux autres jeunes, volontaires, dans la région de Brive-Turenne, où ils créèrent un nouveau détachement qui prit le nom de "**GRANDEL**".

"Quant à moi, je fus affecté comme agent de liaison du **Commissaire aux Opérations Interrégional (C.O.I.R.)** du Limousin, **Raynal**".

"Les missions que me confia aussitôt **Raynal**, dépassaient le simple rôle d'agent de liaison: non seulement j'établissais les contacts nécessaires, mais je communiquais aux divers responsables, les consignes et les conseils d'organisation, de sécurité et d'action, de l'Interrégional. Le contact fut ainsi tout de suite établi avec le nouveau détachement "**GRANDEL**" et mon frère, dans la forêt de Turenne, en basse-Corrèze."

"Il n'existait pas encore de Comités Militaires Régionaux (départementaux) des FTPF et nous avions un contact direct avec les camps du maquis. C'est ainsi que je voyais **Léon LANOT**, dont le camp était installé dans les gorges de la Doustre, en haute-Corrèze".

"**RAYNAL**" m'envoya aussi en Dordogne, où il s'agissait surtout de décider de nombreux réfractaires au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire) planqués dans des fermes, à rejoindre carrément le maquis et à engager l'action armée. Dans la région de La Coquille, au nord du département, j'eus le plaisir de retrouver mon camarade d'enfance, **Roger FAURE**. Je lui donnai toutes indications pour la création d'un camp du maquis dans la forêt de "Vieillecourt", près de La Coquille".

Mais ces déplacements incessants présentaient pour moi et pour l'organisation, un assez grand danger du fait que j'étais particulièrement recherché par la police vichyste, dans cette région Corrèze-Dordogne et c'est sans doute pour cette raison que **RAYNAL** décida de me faire muter et à cet effet m'envoya voir un responsable de l'E.M. de la Zone FTPF, à Lyon. Vraisemblablement sur ses indications, on me confia aussitôt la charge de **Commissaire Technique Interrégional (C.T.I.R.)** à Toulouse. Lourde mission pour un jeune de vingt et un ans".....

"Automne 1943"

*"Installation difficile à Toulouse. Se loger en ville, souvent en se débrouillant seul, prendre les contacts nécessaires dans le cadre de ma charge, participer aux réunions, posaient des problèmes difficiles à régler. Fort heureusement, avant de quitter la Dordogne, nos amis de La Coquille m'avaient établi d'excellents papiers d'identité qui consistaient en une doublure parfaite de l'identité de **Macel MERLE**, né le 17 octobre 1918 à La Coquille, fils d'un entrepreneur de sciage de cette commune, métier que je connaissais bien depuis le séjour dans la forêt de Chateauroux. La chance aussi me sourit plusieurs fois et ainsi je parvins à passer à travers les mailles des filets policiers.".....*

Quelques semaines plus tard, Henri est informé qu'il est muté à l'Interrégion de Marseille pour y tenir les mêmes fonctions qu'à Toulouse. Il rejoint d'abord l'E.M. de la Zone Sud à Lyon pour y recevoir les instructions. Là, il voit successivement, plusieurs responsables. Mais son départ pour Marseille est retardé en raison de plusieurs arrestations survenues dans cette région."

Son départ, finalement, tarde à se concrétiser. En attendant il est chargé de diverses tâches pour le compte du journal clandestin des FTPF **"FRANCE d'ABORD"**.

Finalement, Il transporte pendant plusieurs mois, dans toute la Zone Sud (moitié sud de la France) non seulement le journal, mais aussi tout le courrier de la Zone vers les Interrégions FTPF. Mission très importante, mais particulièrement périlleuse surtout pour un jeune comme lui, d'âge à être assujéti au STO.

Au mois de mai 1944, la répression s'abat sur l'E.M. de la Zone, livré presque au complet, à la Gestapo, par le traître **ILTIS**.

Rentrant de mission, **Henri** apprend l'hécatombe qui vient de s'abattre sur l'E.M. Son responsable lui confie alors du courrier pour Toulouse en lui précisant de se mettre ensuite "au vert" pendant une quinzaine de jours.

Mais je lui laisse encore la parole:

"Départ mouvementé vers Toulouse. La gare de Lyon-Perrache est écrasée par un bombardement allié, au moment où j'allais y pénétrer. Une seule possibilité: passer par Limoges. Plusieurs jours de voyage. Par suite de sabotages, le train est détourné par Vichy où un contrôle de police me donne des sueurs froides...Enfin nous atteignons Limoges, Brive...A Gourdon, le train est bloqué pour une durée indéterminée: le débarquement vient d'avoir lieu; les voies-ferrées sont, un peu partout, paralysées par les sabotages ou les bombardements alliés."

*"Ne sachant où aller, j'arrive à prévenir ma fiancée, **Lucienne RACOMORA**, qui habite près de mes parents, à Brive et qui est agent de liaison au P.C. des FTPF de Corrèze".*

"Elle me rejoint à Gourdon et nous partons pour Brive, par Souillac, en taxi. A l'entrée de cette dernière ville, une embuscade de l'Armée Secrète vient de faire subir des pertes à une unité d'avant-garde de la division S.S. Das Reich qui se dirige vers les lieux du débarquement. Arrestation de tous les hommes dans la ville de Souillac. Menaces d'exécution d'otages. Je tombe dans le piège. Le taxi est réquisitionné par les SS...Après

bien des péripéties, je suis finalement libéré, mais le bon dernier des hommes raflés dans Souillac...J'avais eu chaud !"

"Avec ma fiancée, nous faisons à pied , le parcours Souillac-Brive où nous arrivons en soirée peu avant les chars de la Das Reich qui cernent aussitôt la ville et se dirigent vers Tulle où ils vont pendre quatre-vingt-dix-neuf otages aux balcons de la ville".

"Le lendemain, je gagnai Clergoux et le P.C. FTPF de la Corrèze, où **Murat (Roger LESCURE)** adjoint de **Rivière (Marcel GODEFROY)** C.O.I.R. me demanda de remplir les fonctions de C.T.I.R. Je le rejoignis à Sarlande, en Dordogne, vers le 15 juillet 1944".

"Avec **Murat** et **Vincent (BONNETOT)** nous avons alors visité les trois départements de l'Interrégion "B-bis": Corrèze, Lot et Dordogne. Dans ce dernier département, je retrouvai mon frère Edouard, que je n'avais pas revu depuis plus d'un an et qui était depuis le début mai 44, C.O.R. des FTPF".....

Fin août 1944. Ce sont les derniers jours de l'occupation, dans tout le sud-ouest de la France. L'insurrection nationale est générale, les maquis libèrent les villes , la plupart du temps abandonnées par les Allemands et les miliciens. Les Comités de Libération s'installent. Partout c'est le soulagement et la joie.

La clandestinité prend fin et la vie tout court reprend ses droits : après un court séjour en Allemagne, **Henri** est démobilisé et il se marie lui aussi, avec sa fiancée-maquisarde **Lucienne RACOMORA**.



Henri VALERY
et
Lucienne RACOMORA

Legifrance
Journal officiel

[Document précédent](#) / [Document suivant](#) / [Retour à la liste](#)

J.O. Numéro 145 du 24 Juin 2001 page 10084

Présidence de la République
Ordre de la Légion d'honneur

Décret du 21 juin 2001 portant nomination

NOR : DEFM0101534D

Ministère de la défense

Par décret du Président de la République en date du 21 juin 2001, pris sur le rapport du Premier ministre et du ministre de la défense et visé pour son exécution par le grand chancelier de la Légion d'honneur, vu la déclaration du conseil de l'ordre en date du 3 mai 2001 portant que les présentes nominations sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés au titre de l'article 2 du décret no 2000-204 du 6 mars 2000 fixant les contingents de croix de Légion d'honneur pour la période du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2002, pour prendre rang à compter de la date de leur réception, les anciens résistants particulièrement valeureux désignés ci-après :

Au grade de chevalier
ANCIENS RESISTANTS PARTICULIEREMENT VALEUREUX

Avec traitement

Baur (Edouard, Paul), 26 septembre 1920. Médaillé de la Résistance du 25 avril 1946. Blessé.
Benezet (Odile, Léa, Marie-Thérèse), épouse Rey, 2 janvier 1921. Citée.
Bonin (Yvonne, Jeanne), épouse Longhi, 4 décembre 1922. Citée.
Bosch (Michel, Jean), 16 septembre 1914. Médaillé de la Résistance du 31 mars 1947. Chevalier de l'ordre national du Mérite du 29 septembre 1990. Cité.
Brugidou (Jean, Henri, Antoine), 20 juin 1922. Cité.
Bruguerolle (André, Louis, Fernand), 13 novembre 1923. Médaillé de la Résistance du 15 octobre 1945. Chevalier de l'ordre national du Mérite du 13 novembre 1982. Cité.
Buthod (Adrien, Maurice), 19 octobre 1917. Cité.
Chappel (Jean-François), 16 février 1924. Officier de l'ordre national du Mérite du 18 mars 1970. Cité.
Duflot (Charles), 23 mai 1922. Blessé.
Dutertre (Marie, Joséphe, Arsène), épouse Perdereau, 4 décembre 1914. Médaillée de la Résistance du 6 septembre 1945. Chevalier de l'ordre national du Mérite du 20 janvier 1974. Citée.
Favennec (Emile, Victor, Louis), 17 août 1925. Médaillé de la Résistance du 15 octobre 1945. Blessé et cité.
Grelon (Charles, Jean), 27 décembre 1921. Cité.
Herr (Michel), 21 août 1919. Médaillé de la Résistance du 6 septembre 1945. Cité.
Jago (Thadée, Maryan), 7 décembre 1905. Chevalier de l'ordre national du Mérite du 4 octobre 1969. Cité.

Le Corre (Guy, Jacques, Yves), 27 août 1911. Médaille de la Résistance du 15 octobre 1945. Cité.

Millière (Jean, René), 7 février 1925. Médaille de la Résistance du 31 mars 1947. Blessé et cité.

Musslin (Juliette, Christine), née Morgenstern, 26 septembre 1919. Médaille de la Résistance du 24 avril 1946. Citée.

Nanty (Germaine), épouse Pochiero, 28 juin 1914. Citée.

Nusembaum (Maurice), 26 février 1920. Médaille de la Résistance du 31 mars 1947.

Chevalier de l'ordre national du Mérite du 26 novembre 1994. Cité.

Piercy (Alfred, Gaston), 3 mai 1910. Blessé et cité.

Prompt (Paul, Félix, William), 13 juin 1926. Médaille de la Résistance du 3 janvier 1946. Blessé et cité.

Ratti (Pierrette, Anna, Madeleine), épouse Stiegler, 28 août 1924. Chevalier de l'ordre national du Mérite du 2 octobre 1971. Citée.

Roucaute (Marcel), 17 janvier 1917. Médaille de la Résistance du 31 mars 1947. Blessé et cité.

Rouyer (Yvonne, Andrée), née Bruneau, 19 décembre 1919. Médaille de la Résistance du 3 août 1946. Chevalier de l'ordre national du Mérite du 24 septembre 1977. Citée.

Sorin (Marguerite), 28 avril 1922. Médaille de la Résistance du 6 septembre 1945. Citée.

Vialtel (Paule), épouse Arhex, 2 novembre 1914. Médaille de la Résistance du 15 octobre 1945. Citée.

Viste (Jean, Joseph, Jacques), 21 mars 1920. Médaille de la Résistance du 31 mars 1947. Cité.

Wourms (Jeanne), épouse Catteloin, 6 juin 1926. Citée.

Sans traitement

Albrecht (Joseph, Augustin, Eugène), 29 décembre 1922. Médaille militaire du 13 mai 1959.

Bournot (Germain, Joseph, Louis), 21 août 1915. Médaille militaire du 12 novembre 1985.

Chatam (Alphonse, Edmond), 15 février 1923. Médaille de la Résistance du 24 avril 1946. Médaille militaire du 12 décembre 1952.

Clorennec (Alain, Charles, Jean), 16 février 1907. Médaille de la Résistance du 31 mars 1947. Médaille militaire du 27 janvier 1948.

Dominguez (Simon), 6 avril 1922. Médaille militaire du 13 octobre 1982.

Gogien (Raymond, Adrien), 24 août 1913. Médaille militaire du 30 octobre 1992.

Gourdin (Maurice, Albert, Henri), 12 mars 1917. Médaille militaire du 24 mars 1972.

Guidemann (Charles, Joseph), 4 juillet 1920. Médaille militaire du 17 juillet 1952.

Imard (Charles), 29 novembre 1922. Médaille militaire du 23 février 1961.

Israël (Marco, Max), 6 août 1927. Médaille de la Résistance du 11 mars 1947. Médaille militaire du 11 avril 1962.

Loupit (Augustin), 13 décembre 1910. Médaille de la Résistance du 3 janvier 1946. Médaille militaire du 22 juillet 1964.

Monreysse (Germaine, Marie, Clémentine), épouse Posé, 10 septembre 1923. Médaille de la Résistance du 15 octobre 1945.

Nédelec (Fernand, Henri), 5 mai 1924. Médaille de la Résistance du 6 septembre 1945. Médaille militaire du 5 novembre 1951.

Paillarse (André, Antonin), 24 juin 1924. Médaille de la Résistance du 24 avril 1946. Médaille militaire du 26 septembre 1980.

Pillon (Suzanne, Renée), épouse Vicente, 28 septembre 1921. Médaille de la Résistance du 6 septembre 1945. Médaille militaire du 29 août 1953.

Quintard (Pierre, Albert), 23 juin 1925. Médaille de la Résistance du 25 avril 1946. Médaille militaire du 28 février 1949.

Raffin (Georges, Henri), 23 décembre 1913. Médaille militaire du 8 novembre 1995.

Tortel (Pierre, Henri, Adrien), 18 décembre 1919. Médaille de la Résistance du 3 août 1946. Médaille militaire du 5 juillet 1951.

Valéry (Edouard), 29 février 1924. Médaille de la Résistance du 6 septembre 1945.

Valéry (Henri), 10 octobre 1922. Médaille de la Résistance du 31 mars 1947.

RÉPUBLIQUE

FRANÇAISE

ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

HONNEUR

PATRIE



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GRAND MAÎTRE DE L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

nomme, par décret de ce jour Monsieur VALÉRY Edouard

Ancien Résistant particulièrement Valeureux

né le 29 Février 1924 à La Coquille (Dordogne)

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

pour prendre rang du 22 Septembre 2001 et jouir de tous les droits, honneurs et prérogatives attachés à cette qualité.

Fait à PARIS, le 21 Juin 2001

Scellé du sceau de l'Ordre sous le n° 1842 MR 01

/Le Secrétaire Général adjoint,

Par le Président de la République :

LE GRAND CHANCELIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Doûin

Général DOUIN

La remise des insignes de chevalier de la



Les deux frères Edouard et André Valéry, médaillés de la Résistance, chevaliers de la Légion d'Honneur, symbolisent le patriotisme et le courage de cette jeunesse, qui dans le contexte difficile de l'époque a su trouver le chemin de l'honneur

Roger Ranoux

Roger Ranoux :
au nom du président de la



Quand l'amitié se conjugue avec
fleurs et cadeaux



Légion d'Honneur à Edouard Valéry



Jean Ooghe
(extraits)

Des hommages chaleureux



Roger Ranoux
(extraits)

Mon cher Edouard,

Ta promotion dans l'ordre prestigieux de la Légion d'Honneur ne fait pas que t'honorer personnellement. Elle honore aussi toute ta famille, tes enfants et petits enfants.

Et en premier lieu ton épouse, notre chère Solange qui fut une vaillante combattante du maquis. Elle honore également notre association landaise des anciens Combattants de la Résistance. C'est en effet au titre de la résistance que tu as été fait chevalier de la Légion d'honneur, ...

Tu ne fus pas seulement, mon cher Edouard, un résistant authentique, organisateur et combattant du maquis, tu fus parmi les plus jeunes résistants français.

C'est en effet, dès l'âge de 16 ans que tu t'engages au lendemain de la Défaite dans le front du refus à Vichy et à la soumission à l'envahisseur.

Autrement dit, ce n'est pas seulement la Résistance en général que célèbre ta légion d'honneur, mais aussi les précurseurs du combat patriotique. Je pense à ces résistants des premiers jours, comme le fut le tarnisien André Arlas qui refusèrent de succomber aux litanies pétainistes invitant les français à s'agenouiller et à demander grâce.

Dira-t-on jamais assez de qu'il fallut alors de résolution et de courage pour combattre la résignation et l'attentisme puis convaincre peu à peu la masse des français que la Wehrmacht n'était pas invincible et que la France ne renonçait pas au combat. De même, on ne rappellera jamais trop les sacrifices que la résistance des premières heures dut consentir pour éveiller les consciences. Une résistance qui devait compter plus de morts que de survivants et dans laquelle les communistes prirent une place des plus importantes.

En conclusion, qu'il me soit permis de redire à Edouard, combien sa décoration nous réjouit en même temps qu'elle nous rappelle une leçon essentielle de ces années terribles.

Une leçon de tolérance qui prend une résonance particulière au lendemain du 11 septembre dernier, ce mardi noir de l'histoire, où des milliers de civils américains ont trouvé une mort effroyable, victimes innocentes d'un terrorisme fanatique.

C'est un témoignage diamétralement opposé que la Résistance nous a légué en héritage.

N'oublions jamais, comment face à l'occupant hitlérien, des hommes et des femmes de toutes conditions et de toutes convictions ont appris à se respecter, à respecter les opinions des uns et des autres, en un mot ont su s'enrichir de leurs différences pour servir la liberté.

C'est à cette démarche de tolérance et d'union que notre association landaise s'attache avec persévérance, désireuse de favoriser l'entente et la compréhension entre résistants landais.

Les premiers mots de Roger Ranoux sont pour féliciter "du fond du cœur" Edouard Valéry de sa décoration et associer à ses félicitations "Marie Claude" « **Cette Légion d'honneur est la juste récompense d'un parcours exceptionnel en raison de l'époque, de ton engagement, de ton jeune âge, des responsabilités que tu as assumées et de la manière dont tu les as assumées.** » ...

Roger Ranoux rappelle le cheminement qui conduisit dès juin 1940, Edouard Valéry à ses premières actions de Résistance, puis à son arrestation avec son frère le 30 avril et le 1^{er} mai 1942 et sa condamnation à un an de prison avec sursis.

« Vous décidez alors de passer dans la clandestinité. C'est la forêt de Chateauroux qui vous accueille... En mars 1943, c'est le retour en Corrèze et l'incorporation dans l'un des premiers maquis de la Haute Corrèze dans la région d'Ussel... »

La responsabilité du secteur de Basse Corrèze te sera alors confiée. Tu y constitues le groupe "Grandel" qui à l'automne 1943 comptera 45 combattants dont 15 Républicains espagnols. C'est alors ta rencontre avec André Odré. Vous partagerez ensemble le commandement d'une compagnie dans la région de Brive. Il sera ton adjoint aux effectifs lorsque tu sera nommé chef départemental FTPF de la Corrèze. **Nous sommes au mois de mars 1944. tu as tout juste vingt ans.** A quel moment nous sommes nous rencontrés en Corrèze ? Au cours de l'été 1943, je pense, dans la région de Puymabais en moyenne Corrèze. Le groupe que je commandais était intégré à ta compagnie. Nous devions nous retrouver en Dordogne en mai 1944 avec Louis Godefroy, le futur colonel Rivière qui fut l'adjoint du colonel Rousellier qui commanda le 129^{ème} RI reconstitué sur le front de l'Est au sein de la 1^{ère} armée. Il t'accompagnait en Dordogne pour ton "installation" comme chef départemental FTPF. Tu eus la lourde responsabilité de reconstituer une direction décimée par les arrestations et de coordonner l'action des puissants groupes de combattants qui avaient échappé à la répression... Le 12 août, se constituait l'Etat-Major F.F.I. dans lequel les FTPF partageaient les responsabilités à part égale avec nos camarades de l'Armée secrète et de l'ORA... Poursuivant ta carrière militaire, tu fus envoyé en Algérie en février 1954. C'est au mois d'août 1955 au moment de l'insurrection dans la Constantinople que tu fus amené à protester contre les méthodes de répression employées.

Le mérite qui est le tien est d'avoir su dire non quand ta conscience te le dictait. C'est d'être resté fidèle en toute circonstance aux idéaux de la Résistance. »



Pierrette Fontenas
Maire de Tarnos
Vice-Présidente du Conseil Général



Jean-Pierre Dufau
Député-Maire de Capbreton

«... Je savais cette distinction grandement méritée. J'ai donc été particulièrement heureuse d'apprendre sa nomination. Je ne reviendrai pas sur son passé de résistant. Roger Ranoux vient de nous en faire un exposé élogieux... Je veux surtout rendre hommage au jeune homme de 19 ans qui, avec son frère Henri, se rapproche de Robert Delord secrétaire départemental des Jeunesses Communistes de Corrèze et dès le lendemain de la défaite prend la décision de s'opposer à l'envahisseur hitlérien, malgré les consignes du gouvernement de collaboration de Vichy... L'histoire nous montre aujourd'hui la valeur et les qualités de ces hommes. Partout dans le pays, et ici à Tarnos, ces valeurs démocratiques et humaines ont été portées au plus haut. Parler d'héroïsme n'est pas une exagération pour ce qui les concerne. Et leur rôle fut déterminant pour la constitution des forces Françaises de l'Intérieur.»

Pierrette Fontenas relate ensuite les conditions dans lesquelles Edouard Valéry rencontre Solange, qui était à l'époque l'agent de liaison « Marie-Claude » du responsable régional des FTPF. Elle poursuit :

« Après une carrière militaire empreinte la aussi, de courage et de clairvoyance, il arrive en 1972 à Tarnos, où il assure la gestion du collège Langevin-Wallon et du LEP. Il termine sa carrière dans notre ville.

Sans relâche, il poursuit son engagement de jeunesse et s'attache à l'indispensable travail de mémoire au sein de l'ANACR dont il devient membre du bureau départemental. Il apporte ses témoignages personnels sur la résistance dans les établissements scolaires. Après la disparition de notre ami Louis Lassus, vers lequel va ma pensée, Edouard prend en main la destinée du comité local de l'ANACR du Seignanx, jouant un rôle moteur dans la constitution des Amis de la résistance.

Aujourd'hui, au moment où pèse dangereusement la menace d'un conflit généralisé, je crois que nous devons garder à l'esprit, ces valeurs qui ont réveillé les consciences, pour jeter les bases d'un 21^e siècle de justice et de paix. Qu'Edouard Valéry soit honoré en même temps que son frère Henri, est donc bien plus que justice.

Cette distinction, est la juste récompense de la patrie à tous ceux qui se sont battus pour notre liberté. »

« Je voudrais tout d'abord remercier le Président de l'ANACR et Madame le Maire de m'avoir invité à cette belle manifestation en l'honneur de notre ami Edouard Valéry.

Aujourd'hui, avec vous, je suis à la fois heureux, ému et attentif au monde.

Heureux parce que comme cela a été précisé par Monsieur Ranoux, nous avons le sentiment qu'une injustice a été réparée. Je suis donc heureux avec beaucoup d'entre vous d'y être associé.

La carrière d'Edouard Valéry que l'on vient de retracer a montré la fidélité de cet homme dans l'engagement de toute une vie.

Depuis la Résistance jusqu'à la retraite active au sein de la population landaise et tarnosienne sans oublier la carrière militaire et celle d'éducateur.

Un bel exemple pour notre jeunesse, un bel exemple pour chacun de nous.

Ému, parce que né pendant la guerre, je n'oublie pas ce que votre génération a fait pour la mienne et les suivantes. Vous avez su comme Edouard Valéry refuser la défaite et l'humiliation et vous battre pour un monde de Liberté d'Égalité et de Fraternité. notre devoir de mémoire est un devoir pour que cette période de notre histoire ne tombe pas dans l'oubli, et pour que les enfants de France soient fiers de leurs aînés.

Attentif au monde, parce que je ne peux oublier ce terrible 11 septembre où... Le terrorisme aveugle est la marque des fanatismes à combattre. Comme en son temps, vous avez combattu non pas le peuple allemand mais le nazisme, cette idéologie raciste et totalitaire...

Le combat d'aujourd'hui ressemble à celui d'hier. Il faut lutter encore pour la Liberté, l'Égalité, la Tolérance et la Fraternité. Avec discernement.

Comme l'a dit Lionel Jospin : « Nous sommes aux côtés des Américains, pas derrière ». En effet ce drame affreux, l'émotion passée doit éclairer notre analyse. Un monde basé sur le profit ne peut pas vivre. Il faut organiser différemment la planète, assurer davantage de justice, d'égalité, et de respect des autres peuples.

Pour Edouard Valéry, cette manifestation amicale n'est pas une récompense. Elle est la marque de la reconnaissance de la Nation pour les actes de résistance et l'engagement de toute une vie.

Nous sommes heureux et honorés d'être à vos côtés. »

au nom du Préfet



Madame Valente
Sous-Préfète

« La cérémonie à laquelle nous venons d'assister, repose essentiellement sur l'échange entre le récipiendaire et ses parrains qui traduit souvent une relation privilégiée, une relation vraie, parfois ancienne qui s'impose et ... Et quel lien en l'occurrence puisqu'il s'agit de celui noué dans la Résistance au sein des maquis de Corrèze et de Dordogne ! En conséquence, je me sentirai d'autant moins légitime à intervenir que vous avez choisi pour parrain un grand résistant qui fut de surcroît un compagnon de combat.

Il était donc le mieux placé pour évoquer votre parcours et il l'a fait avec beaucoup de conviction et d'émotion.

Votre président départemental, avec son éloquence coutumière, a su retracer votre passé avec des mots qui touchent. J'éviterai donc les redondances, et je vous dirai simplement, au nom du Préfet, qu'il s'associe pleinement à l'hommage qui vient de vous être rendu et c'est pourquoi il a tenu à être représenté ce matin. Je voudrais d'ailleurs ajouter que nous sommes tellement persuadés de vos mérites que cette même décoration que vous venez de recevoir à titre militaire, nous vous y avions proposé à titre civil. Nous avons estimé que la reconnaissance de la nation avait trop tardé ... Car vous fûtes un résistant particulièrement valeureux, un camarade d'un courage et d'une compétence exceptionnels, aux initiatives nombreuses et toujours judicieuses.

Je souhaite également insister sur votre action constante depuis des décennies pour continuer à faire vivre et briller la flamme de la résistance et pour transmettre aux jeunes générations les valeurs dont elle fut porteuse.

L'histoire vous a précipité tout jeune adolescent dans la folie des Hommes. Je rappelle en effet que vous vous êtes engagé très vite et très jeune dans la combat contre l'opresseur...

Et précisément parce que vous avez été confronté à tout ce qui peut troubler la conscience, vous disposez de la légitimité pour transmettre aux jeunes générations les valeurs de la paix et de la démocratie et les aider à se forger une conscience civique. Et vous vous y êtes employé sans relâche, par vos écrits, vos conférences et votre active participation au concours de la résistance.

Aussi, Monsieur Valéry, pour ce combat de toute une vie, soyez assuré que vous vous êtes acquis notre extrême reconnaissance.



Les remerciements
d'Edouard Valéry

" Que de compliments ! ... Je suis vraiment comblé ! ... Un grand merci à tous, pour votre présence." Après avoir salué les personnalités présentes, notamment la représentante du Préfet, Edouard Valéry ajoute : " Je veux remercier tout particulièrement mon camarade Roger Ranoux " Hercule " dans la maquis et son épouse " Michèle " dans la résistance." ... Puis, il remercie Pierrette Fontenas qui a bien voulu parrainer avec l'ANACR et les Amis de la Résistance cette cérémonie et déclare : " Je veux profiter de cette occasion pour redire encore combien les anciens résistants apprécient tout ce que fait Tarnos, son maire et son conseil municipal pour le maintien et la transmission de la mémoire de la Résistance et de la Déportation.

Mes remerciements aussi à Mr le député de notre circonscription, Jean-Pierre Dufau, pour l'appui soutenu qu'il m'a apporté." Après les remerciements, le récipiendaire poursuit : ... Mais la Résistance fut avant tout une action citoyenne collective relayant un gouvernement et des pouvoirs publics défaillants ou trahissants et c'est donc la Résistance dans son ensemble, qui est en même temps honorée... Je ne cacherai donc pas le plaisir que j'ai à recevoir à 77 ans passés, cette décoration, attribuée au titre flatteur de résistant particulièrement valeureux...!

Car en fait, ce long temps écoulé, depuis l'occupation, lui donne une signification supplémentaire : je me sens honoré, non seulement pour mon action dans la Résistance mais aussi pour toute une carrière militaire et civile, au cours de laquelle, pour ma modeste part et en toutes circonstances, j'ai essayé de rester fidèle à mon engagement de jeunesse, à la Résistance, à ses valeurs de respect de la dignité et des droits de l'homme... Ce qui à une certaine époque, ne fut pas toujours un chemin tranquille, ni pour moi-même, ni pour ma famille.

J'apprécie donc doublement l'honneur qui m'est fait aujourd'hui et c'est de tout cœur que je le partage avec mon épouse... Marie-Claude dans le maquis de Dordogne ... Agent de liaison-secrétaire, elle avait sillonné, sur son vélo, les routes du Périgord, au milieu des soldats hitlériens... portant des documents qui lui auraient certainement valu la prison, la déportation, voire la mort, comme à tant d'autres, si elle avait été prise. Médaillée de la Résistance, elle le mérite bien ! "

JEUDI 23 AOUT 2001

L'ECHO FORUM

→ Anniversaire des combats de la Libération

Henri et Edouard Valéry enfin honorés

● ANDRÉ ODRU, COMMISSAIRE AUX EFFECTIFS DES FTP DE CORRÈZE, ARCHAIL (ALPES DE HAUTE-PROVENCE)

✉ En ces jours anniversaires des combats de la Libération dans notre région, en août 1944, nous saluons la décision prise d'honorer, par l'attribution de la Croix de chevaliers de la Légion d'honneur, deux jeunes brivistes de l'époque, deux frères, Henri et Edouard Valéry. De 1940 à 1944, ils avaient entre 16 et 22 ans. D'une famille nombreuse de milieu modeste, ils ont dû très tôt gagner leur vie. Dès l'instauration du régime de Pétain, ils se sont engagés courageusement dans l'action clandestine, aux côtés de Robert Delord, avec leurs camarades des Jeunesses communistes, mais aussi avec ceux du mouvement «Combat», d'Edmond Michelet. Les distributions de tracts leur ont valu l'arrestation, la prison. Avec l'entrée des Allemands en zone sud, tous deux ont été parmi les premiers initiateurs des maquis en basse Corrèze. Henri fut sollicité par l'état-major FTP de Limoges, puis de la zone sud. Edouard a créé et commandé, sous le nom de Justin, le camp «Grandel» qui, avec l'aide de la population, mènera, pendant un an, les actions de sabotage des transports ennemis et de sa logistique. C'était

l'époque où l'Allemagne nazie pillait la France de sa production agricole et industrielle. La voie ferrée Toulouse-Paris, les usines d'armement étaient des objectifs de première importance. Au printemps 1944, Edouard Valéry, responsable départemental malgré son jeune âge, sera à l'initiative des combats d'embuscades contre les convois allemands, en Corrèze puis en Dordogne, recherchant sans cesse l'union dans le combat des FTP et de l'Armée secrète. Henri rayonnera - dans le domaine des liaisons et du soutien logistique des maquis - sur toute la zone sud, en dépit des contrôles de la Gestapo. Il put échapper aux recherches de Barbie lors des arrestations à Lyon, et revenir en Corrèze. Après la guerre, ces deux officiers, médaillés de la Résistance, poursuivirent dans leur vie professionnelle leur combat civique et républicain.

Durant la guerre d'Algérie, Edouard Valéry fut parmi les officiers français qui restèrent fidèles à leur idéal de dignité, de justice et d'humanité. Henri et Edouard Valéry symbolisent pour moi le courage, la patriotisme, souvent l'héroïsme de la jeunesse de Brive pendant la guerre.

« QUATRE ANNEES dans la RESISTANCE »
(Edouard Valéry)

DOCUMENT ANNEXE

Copies des C.R. d'activité et d'opérations des unités

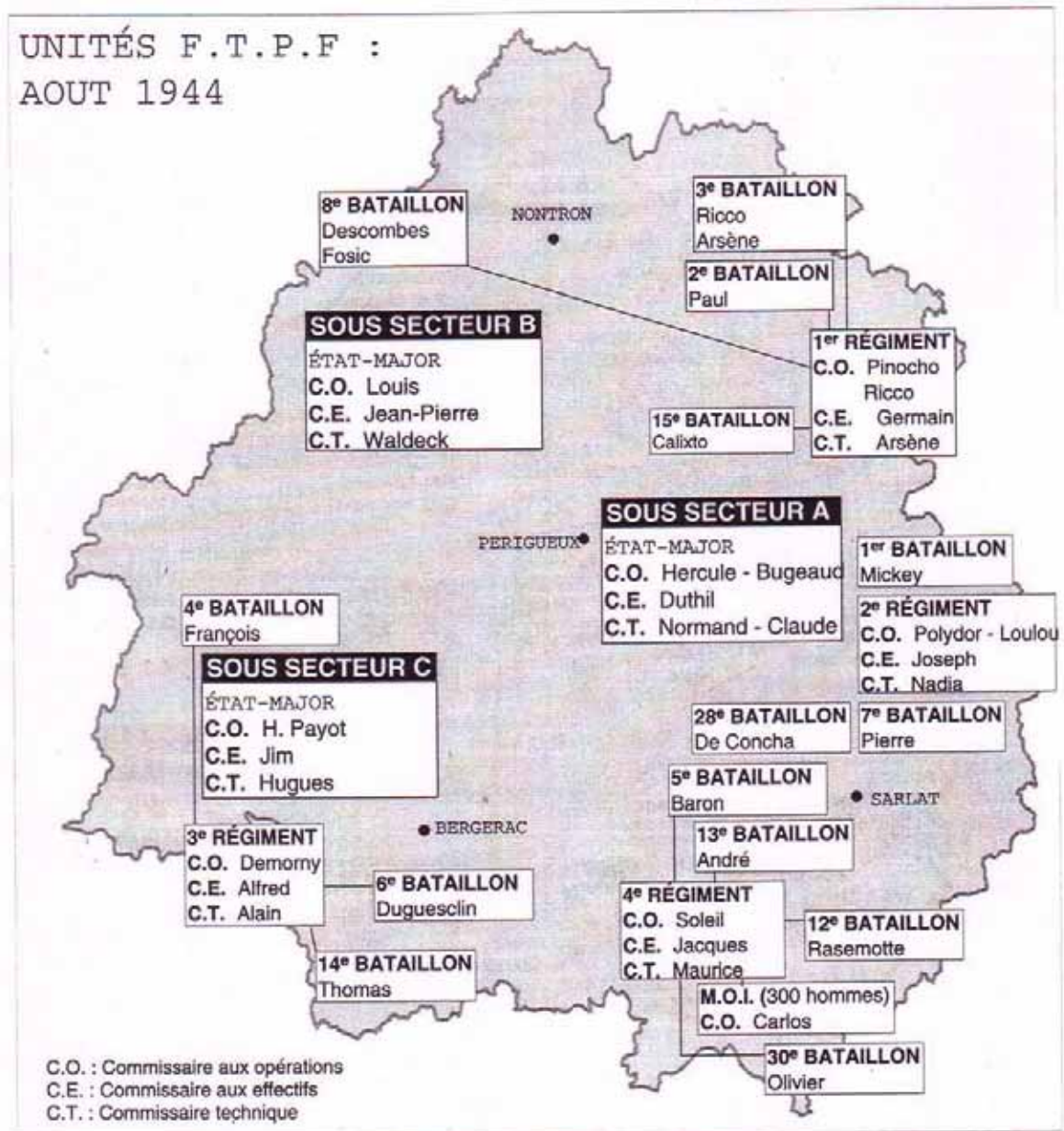
F.T.P.F. de la Dordogne, adressées au C.O.R. (PC.

Départemental) :

- de juin 1944, à la libération (fin août 1944)

NB. Malgré leur imperfection et de nombreuses fautes de frappe, ces documents, reproduits à la machine à écrire, n'en démontrent pas moins le foisonnement des actions des maquis F.T.P.F. du département, au cours de la période qui précéda la fuite des garnisons allemandes et la libération.

Unités F.T.P.F : situation août 1944



Au mois d'août 1944 l'état major F.T.P.F. est constitué de la façon suivante :

C.O.R. - Valery Edouard (Lecoeur)

C.E.R. - Serre Marcel (Bernard)

C.T.R. - Garraud Jean (Benjamin)

Service "I" Intendance - Morlet Pierre

Service "G" Parachutages - Stephan Fernand (Intrépide)

Service "B" Renseignements - Vorms Pierre (Claude)

Service "S" Santé - Docteur Fruhling (Gérard)

COPIES des COMPTES RENDUS d' ACTIONS et d' ACTIVITE des UNITES F.T.P.F. de la
DORDOGNE, ADRESSES au C.O.R. de JUIN 1944 à la LIBERATION, en AOUT SUIVANT

FRANCS TIREURS & PARTISANS
S/ Secteur C
4e Bataillon

RAPPORT SUR LES OPERATIONS MILITAIRE
du 8 JUIN 1944

Après notre arrivée sur nos nouvelles positions, les légaux nous préviennent de l'arrivée des Boches au FLEIX, en demandant des renforts, nous envoyons le détachement CLAUDE qui prend position pour la nuit.
Cdt de Bataillon
ALFRED 23.486

RAPPORT SUR LES OPERATIONS MILITAIRES
du 9 JUIN 1944

A sept heures, CLAUDE, par téléphone, demande du renfort car l'attaque commence. ALFRED, ARTHUR, KLEBER se rendent sur les lieux pour prendre les mesures nécessaires, et se trouvent au trois quart encerclés dans la ville.
Ils demandent du renfort à la Cie ROLAND par la seule route libre. Mais ROLAND sur la route est attaqué par les A.M. et les chars ennemis; six hommes sont blessés.
De mon côté, CLAUDE a deux blessés par un obus.
Sur un autre de nos barrages, l'explosion accidentelle nous coûte 2 morts et 2 blessés dont l'état est désespéré.
Finalement les allemands et nous évacuons la ville après que nous ayons miné les routes.
Dans la soirée nous retournons au FLEIX, et sans aucune opposition nous faisons sauter le pont de la Dordogne.
Les pertes en matériel au cours de cette opération s'élèvent à : un camion, une camionnette et une voiture légère.
Les forces ennemies comprenaient approximativement une quinzaine d'A.M. et 3 ou 4 chars lourds.

RAPPORT SUR LES OPERATIONS MILITAIRES
du 10 JUIN 1944

Repos des hommes et réorganisation des compagnies
Envoi d'observateurs à Mussidan pour préparer l'occupation.

Cdt de Bataillon

LE COMMANDANT DU S/ SECTEUR G.

AU

COMMISSAIRE AUX OPERATIONS REGIONAL

Cher Camarade,

La première opération accomplie par une unité du S/ Secteur est la destruction du mur de NAUVIC par la 2212^e Cie

Ce mur soutenait le ballast de la voie ferrée de PERIGUEUX à BORDEAUX entre NAUVIC et PLANEZE. Il est bordé par la route D.3, elle même bordée par l'Isle. L'effondrement de ce mur a laissé écrouler le ballast sur la route et ajouté une coupure aux communications routières à l'interruption des communications ferroviaires.

Après une étude minutieuse du mur par deux spécialistes, j'ai donné l'ordre de passer à l'exécution. L'opération s'est déroulée comme l'indiquent les rapports ci-joints et a eu les résultats que tu pourras lire.

Le 6^{ème} Bataillon a envoyé dans la nuit du 8 au 9 une équipe pour faire sauter le dépôt d'essence de l'aérodrome de BERGERAC. L'aviation Anglo Américaine avait, voici un mois manqué cet objectif. Les résultats : 17.000 litres d'essence en flammes (rapport ci-joint)

Le même bataillon a récupéré environ 30 Polonais incorporés à l'Armée allemande, en caserne à BERGERAC.

Pour les ordres en cours d'exécution, tu voudras bien te reporter au second rapport que je t'envoie.

Je n'oublie pas le rendez vous de Dimanche prochain.

Le 9 JUIN 1944

Le Commandant du S. Ssecteur G.

Signé : Henri PAYOT

F.F.I.
F.T.P.F.
SOUS SECTEUR " C "
4eme BATAILLON

OPERATIONS MILITAIRES du, II^e Juin 1944

D'après les renseignements des observateurs, il n'y avait à MUSSIDAN qu'une quinzaine d'allemands.

Ici, premier point défectueux. En même temps que nos hommes, arrive sur la route une auto blindée en patrouille qui ouvre le feu sur nos hommes. Malgré une violente riposte de notre part, l'auto blindée s'enfuit avec trois hommes touchés à son bord. Au même temps arrive en gare un train de protection avec wagon blindé. Nous l'attaquons.

L'engagement dure environ une heure, pendant laquelle 6 ou 7 Camarades sont également tués.

C'est à ce moment qu'interviennent les renforts appelés par l'auto blindée échappée au début et par un poste émetteur camouflé dans une région dont nous ignorons l'existence.

Les détachements opérant à la gare commencent le décrochage pendant que notre mitrailleuse entame le duel avec les Boches et en tue un certain nombre.

iii//..

pilles le char lourd. Malheureusement sans résultat, pendant que les autres camarades immobilisaient et réduisaient au silence une chenillette. Le char fit demi tour et mitrilla nos hommes qui furent obligés de décrocher.

Le repli général s'effectua lentement, les détachements descendant de la gare en tête, les autres une heure plus tard sauf quelques isolés.

Le bilan de l'opération peut se solder ainsi :

Pour l'ennemi : Un train de protection détruit
Une auto blindée détruite
Une chenillette hors de combat
Deux mitrailleuses, de nombreux fusils, grenades
50 Morts et 8 prisonniers

De notre coté : 9 Morts et 8 blessés
Un canon perdu

Le 13/6/1944

Rapport des opérations effectuées par le Cie 2213; laquelle a reçu les ordres suivants :

Occupation de TERRASSON, CONDAT le LARDIN et de THENON

2e Détachement - le 9 JUIN à 12 heures

Le 2ème Détachement commandé par ZAMBO faisait son entrée dans THENON déjà occupé par les formations A.S. - A 14 heures ce détachement travaillait à l'établissement d'un barrage qu'il situa au lieu dit le Trou de Chien.

Ce barrage a été gardé par les hommes du même détachement en coopération avec l'A.S.

LE 10 JUIN à 14 heures Un membre de la gestapo a été exécuté.

A 14 heures 30 le 2ème détachement a reçu l'ordre de se rendre à TERRASSON en vue de renforcer le barrage, situé sur la R.N. 89 qui venait d'être attaqué.

4e Détachement le 9 juin 12 heures

Le 4e Détachement commandé par VIDOCQ a reçu l'ordre d'établir un barrage afin de couper la route N° 89 - Ce barrage situé après Terrasson devait couper l'accès à la ville et à diverses routes secondaires et était destiné à freiner l'ennemi pouvant venir de Brive.

Le 10 Juin à 12 heures 30 une voiture et 2 camions qui précédaient une auto mitrailleuse ont ouvert le feu sur le barrage de Terrasson. Le 4ème Détachement a dû se replier. L'ennemi rebroussa chemin pour réapparaître 2 heures plus tard, cette fois plus nombreux. Néanmoins pendant cet intervalle, nous avons pu amener sur les lieux le 2e Détachement qui reprit position du barrage après il fut attaqué à nouveau. Les hommes ont combattu vaillamment au moment de leur repli un nouveau camion de renfort commandé par Antoine est arrivé, un combat de rue s'engagea aussitôt. L'ordre de repli fut donné, le chef de bataillon ayant estimé que les forces ennemies étaient très supérieures aux nôtres.

Le même soir les hommes ayant pu se replier en direction du combat ont établi un nouveau barrage sur la petite route.

3e Détachement le 9 JUIN

Le 3e Détachement commandé par Jacques occupait CONDAT LE LARDIN et la BACHILLERIE. Un barrage fut construit peu avant le Lardin. Le contrôle de la poste et de la mairie assuré.

LE 10 JUIN : Rien à signaler pour le barrage du Lardin

LE 11 JUIN; 7 h du matin - en grand nombre les blindés baches attaquent le barrage du lardin et le franchissent à 10 h 30. Devant l'ennemi dont l'artillerie tirait sans arrêt les hommes ont dû se replier heureusement sans perte.

.../...

1^{er} Détachement le 9 JUIN :

Le 1^{er} Détachement commandé par POLO a participé aux opérations de barrage - relèves de groupes de gardes - Ravitaillement
Le 11 Juin : a dû se replier sur les positions prévues. Un agent de la gestapo a été exécuté.

LE 12 Juin : Le 1^{er} Détachement a reçu l'ordre à 20 H de rejoindre la R.N. 89 afin de faire sauter un convoi. L'opération n'a pu avoir lieu l'ennemi circulant sans arrêt sur la route étant sérieusement gardée. La route nationale 710 a été minée aux environs de FLAGET et a sauté.

3^e Détachement :

Le 12 Juin un groupe du 3^e Détachement commandé par JACQUES a reçu l'ordre de faire sauter le pont de ST PANTALEON. Ce pont était gardé par 7 fusils mitrailleurs - 2 blindés avec mitrailleuses et canons de ce fait le travail n'a pu être fait.

Durant les opérations de ces jours, nous avons à déplorer la mort d'un de nos camarades; il avait combattu courageusement jusqu'au bout.

Vu par le Commandant de Compagnie

BERBERT

Le C.E. de Cie

APPOLON

①

A2S. qui amène SOLEIL au P2C. ou il est reçu comme un petit garçon. De là il est conduit chez BERGERET qui le reçoit très bien et lui demande d'aller protéger avant le jour un barrage attaqué la veille et placé à 2 kms de BERGERAC.

Le matin vers 6 H 10 le village est réveillé par un bruit de fusillade. Aussitôt les deux détachements du 4e Bataillon se joignent aux quelques légaux qui n'ont pas fuit et commencent la bagarre.

Un homme est blessé, les blindés tirent de tous les côtés. OLIVIER reçoit l'ordre de pousser une reconnaissance le long de la Dordogne. A environ 400 mètres il voit arriver en renfort un autre camion et une chenillette. Deux hommes suivis peu après par un troisième se lancent en avant du camion et se placent dans un fossé. Lorsque le camion arrive à une vingtaine de mètres, ils sortent et se placent sur la route, et tirent au fusil mitrailleur et à la mitrailleuse sur les Boches entassés dans le camion, pendant que deux de leurs camarades stoppent la chenillette qui essayait de se protéger derrière une grange. Les boches demandent alors du renfort par fusée et essaient de déborder sur la droite pour approcher de la Dordogne.

Trois hommes sont blessés, un est mourant. Six hommes retent sur la barricade, le reste s'étend sur la rive droite du fleuve. Une demi heure de calme, puis un petit poste placé en arrière tire. Nous sommes pris à revers par trois autres camions boches et une voiture d'officiers.

Les boches sont sur un bateau. Nos hommes doivent gravir la pente. Une équipe se bat à la grenade. Nos hommes arrivent à gravir le coteau. Nous avons trois morts et un chef de Compagnie OILIVIER (blessé)

9.1

Nos hommes gardent sous un feu intense leurs positions acquises. A ce moment du renfort A.S. arrive. Gros désastre pour nous. Razement prend la place d'OLIVIER et avec BOB tient jusqu'à ce que les Boches lachent pied et disparaissent.

Au cours du 3ème Engagement, le détachement BEBE se préparait par un mouvement tournant à prendre à revers une dizaine de boches. Il aurait sûrement réussi à faire des prisonniers si le renfort A.S. signalé plus haut ne lui avait barré la route au moyen d'un fusil mitrailleur.

A 14 heures M. BERGERET est venu nous féliciter et nous sommes repartis laissant la place à 2 autres détachement du 4e Bataillon F.T.P.F commandés par MAURICE et venus en renfort.

RAPPORT

5° BATAILLON : SOLEIL

BAGARRE SIORAC-BELVES

24 juin 1944

Le 23 Juin à 20 heures, on nous signale trois chenillettes à Limeuil. Dans la nuit, secteur calme, à 6 heures du matin, rien à signaler.

A 8 heures, on nous signale les blindés à 10kms de notre P.C. Immédiatement les trois Cies sont rassemblées et se préparent au combat.

La 2° Cie part avec Soleil sur la route de Siorac-Le Buisson, mine la route et se place sur les côtes.

La 3° Cie part avec Maurice et mine (en vitesse) le pont de Siorac avec des boîtes à musique.

La 1° Cie reste en réserve.

Aussitôt que la 2° Cie, commandée par Rasemotte, est prête, Soleil rejoint Maurice, et arrive juste à temps pour aider Maurice à tout relier pendant que les blindés avancent en venant de Coux.

Immédiatement la bagarre commence.

Un tigre et trois chenillettes s'avancent vers le pont pendant que le reste de la colonne s'arrête au carrefour des routes Siorac-Le Coux et Siorac St Cyprien.

Maurice prend les auto-allumeurs, pendant que les hommes de la 3° Cie se placent en éventail. Soleil dirige le combat.

Le Tigre s'avance de 5 à 6 Mètres sur le pont/

Soleil ne donne pas l'ordre d'allumer, il est trop gourmand car il compte avoir un ou deux blindés de plus/

Le Tigre s'arrête brusquement et recule d'un coup.

~~Soleil~~ Une boche monte sur un arbre et nous tire dessus avec un F.M.

Une rafale de notre F.M. le descend de son nid.

Aussitôt, les 77 boches se mettent à aboyer sans arrêter le reste de la colonne, arrêté au carrefour, part sur St Cyprien, et va passer au pont de Garrie qui a servi, 1/4 d'heure auparavant de piste de départ pour une course de vitesse entre les hommes de l'A.S. qui s'y trouvaient en position.

Aussitôt, Jacques aidé de Vincent qui se trouvait là, évacue le P.C. et nous fait avertir du danger qui nous menace par l'arrière. En même temps, 3 boches commencent à enlever les mines sur le pont. Soleil donne l'ordre de les faire sauter. Les trois boches sont tués; Une épaisse fumée cache tout et permet à la 3e Cie de se replier sur la voie ferrée et de reprendre position.

A ce moment, la 1° Cie arrive en renfort, et prend également position sur la voie ferrée. Une heure après, la bagarre fait rage.

Nos hommes sont entourés par le Nord et l'Est par environ 1500 hommes et 33 blindés.

Soleil, sur le conseil de Vincent, donne l'ordre de se replier. Rasemotte se repli en bon ordre.

Henri (remplaçant de Bob blessé, se repli également.

12

Armée des Volontaires
de la Libération
F.F.I.
F.T.P.F.
7ème Bataillon

RAPPORT DU 25 JUIN 1944 par le Chef DOUKAN
=====

ECOLE A FEU (il est 10 heures du matin)

Pendant l'exécution de cette exéole, nous recevons un message nous indiquant de rentrer le plus rapidement possible et en bon ordre au camp.

camp. Notre Chef Militaire GEORGES nous signale une colonne allemande se dirigeant vers SARLAT. Il me donne l'ordre avec I4 de mes camarades d'aller prendre position sur la route de St André, à l'angle de la route de MEYRALS. Je choisis un emplacement, divise mes camarades en deux groupes. A II heures nous étions en place. A II heures 30 j'aperçois la colonne allemande venant dans notre direction. Quelle surprise j'aperçois I char et 6 autos blindées; je donne l'ordre de laisser passer les deux premiers véhicules et de se servir des grenades anti char. premier contact 2 premières grenades touchent et creent un trouble dans la colonne. Une voiture blindée enjambe la moitié du parapet. Je sens nettement que les grenades ont fait leur effet. Pendant plus d'un quart d'heure les trois autos blindées ont été immobilisées. Je donne l'ordre à mes 7 camarades qui se trouvaient à l'arrière de contourner la route en suivant les bois et d'essayer un accrochage avec les deux premiers véhicules passés.

Les nazis pensant se trouver en présence d'un groupe plus nombreux se replièrent ne voyant pas arriver les 3 autres voitures blindées. Ils effectuèrent ce repli tout en nous arrosant du tir des canons 21 M/M/ et des mitrailleuses lourdes. Je donnais l'ordre de repli après avoir constaté que la voiture blindée était immobilisée. X'estime la perte des allemands dans cette lutte à une dizaine de morts.

De notre coté, nous avons un blessé léger à l'épaule. Je me
dois de citer la reflexion de ce blessé à qui j'avais donné l'ordre de
quitter le combat : " Il me reste encore un bras donne moi des grenades
je peux encore m'en servir ". Cela prouve que le moral est digne d'un
FOT?P?

Le 29 Juillet 1944

Signé : DOUKAN

Armée des Volontaires de
la Libération
F.F.I. - F.T.P.F.
7^e Bataillon -

RAPPORT du LUNDI 26 JUIN 1944
 :::::~::~

Le lundi 26 Juin à 9 heures, étant en position au carrefour de la N° 407 et de la route de St Quentin avec une équipe de lance torpille et 4 hommes munis d'un F.M., je suis appelé au barrage de MANEYRAL par mon chef GEORGES pour renforcer la position tenue par les 14 hommes du Chef LAFAYE. Après avoir vainement attendu toute la matinée et une partie de l'après midi l'arrivée des Allemands, qui sans doute passèrent par ~~ST~~ ~~GENIES~~ SALIGNAC, on me signale à 17 heures 30 deux camions se dirigeant sur ST GENIES. Une camionnette étant aussitôt mise à ma disposition, je pars avec lance torpille et F.M. et prends position à 200 mètres de l'embranchement.

L. Les deux voitures se présentent : c'était deux camions du Bt HERCULE avec qui je rentre aussitôt en relation. Nous partons donc ensemble jusqu'à SALIGNAC où la gendarmerie brûlait encore. Je l'accompagne jusqu'au carrefour de la Planque et le Chef de l'A2S. de l'endroit me demande d'aller faire une reconnaissance vers Borrèze pour rassurer la population. Nous partons donc lentement sur la route en prenant toutes les précautions utiles à chaque tournant. A deux km de Borrèze nous trouvons un tas de douilles de 21 M/M; les bois flambaient ainsi que deux maisons aux alentours prouvant que les Allemands n'étaient pas loin. J'ai alors donné l'ordre de faire demi-tour, jugeant ma mission terminée. J'ai appris huit jours après par notre service B. que nous nous étions arrêtés à moins de 200 mètres des allemands desquels nous étions cachés par deux tournants.

Vu I5.7.44

GEORGE3

LOULOU

SARLAT

=====

Le Lundi 26 Juin arrivant au P.C. la Boétie à 7 H 30
j'appris qu'une forte colonne allemande se dirigeait sur SARLAT par
la borne 120.

Sachant qu'un faible effectif de 14 hommes seulement occupait le barrage de MANEYRAL, je fis conduire au Château de Puymartin pour y chercher du renfort. A 8 heures nous arrivons à PUYMARTIN pour repartir à 8 heures 45 avec un détachement de 28 hommes. Mon intention était d'aller m'établir derrière MANEYRAL sur la route de ST QUENTIN pour prendre les allemands de revers; mais les événements déjouèrent mes projets. Le motocycliste qui nous précédait m'apprit bientôt que le barrage était enfoncé et tourné. J'étais en ce moment là aux pressées près de l'embranchement des routes de SARLAT et de TEMNIAC. Il ne me restait qu'une solution : m'établir sur place en situation défensive. Je confiais ce soin à mon adjoint technique LOULOU et partis en direction de TEMNIAC pour préparer avec 5 hommes une deuxième position de Résistance. LOULOU établit son détachement dans un petit bois de pins entre les deux routes. La fusillade se rapprochait, à 11H10 je reçus un agent de transmission de LOULOU m'avertissant qu'un détachement de jeunes des Chantiers qui se repliaient depuis la borne I20 se dirigeaient vers nous. Les allemands qui avaient suivi le repli des jeunes, commencèrent dès l'entrée de ces derniers dans nos lignes à nous bombarder avec leur canon automatique de 21 m/m à obus explosifs. LOULOU fit donc replier les jeunes vers moi, et commença lui même à replier son détachement en bon ordre par échelon. Je fis passer un de ces groupes de l'autre côté de la route 704 afin de disperser l'effort des troupes attaquantes. Son repli terminé en ordre, il vint me rejoindre sur la ligne de résistance avec mission de se replier de nouveau quand la situation deviendrait intenable. J'ai envoyé les jeunes des chantiers prendre position à TEMNIAC pour protéger le repli éventuel dudit LOULOU. Les allemands repérèrent aussitôt la ligne de résistance et continuèrent leur bombardement au canon de 21 m/m tir précis mais d'un effet plutôt moral que meurtrier (nous n'avons eu qu'un mort). Par contre malgré le peu de précision que j'ai pu obtenir à ce sujet, les allemands semblent avoir suivi des pertes plus sensibles (40 morts environ). A 14 heures LOULOU fit replier son détachement et passa par TEMNIAC, récupéra les jeunes au passage et me rejoignit à Caubesse où j'avais établi mon centre de regroupement.

Il est 16 heures 30, Malgré notre peu d'effectif, la faiblesse de notre armement, le peu d'entraînement de nos hommes, qui, pour la plupart faisaient leur baptême du feu, nous avons réussi à maintenir pendant 8 heures 400 allemands et 2 automitrailleuses.

LE I5 / 7 / 1944

GEORGES

F.T.P.F. - F.F.I.

ATTACHE DU BARRAGE DE SARLIAC

Mardi matin, un contingent d'une centaine de soldats Allemands montés sur bicyclette, venant de Périgueux se dirigeant sur Limoges passent par Laurière. Une équipe part immédiatement en patrouille afin de tenter une embuscade? A ce moment, d'autres contingents nous sont signalés sur d'autres routes, nous jugeons bon de rester sur nos positions.

L'ennemi ne devait pas attaquer ce jour là, mais approcher à environ 3 Kms du barrage.

Le lendemain 28 juin, l'ennemi avec la phalange africaine attaque.

L'alerte est donnée par 2 coups de mousquetons de l'équipe de garde qui abattent 2 phalangistes.

Les Allemands débarqués d'une douzaine de camions s'avancent sous la protection des camions vides. Le F.M. de garde s'engage au bout de quelques rafales et doit se replier presque complètement encerclé.

De nombreuses infiltrations ennemies se produisent, nous contre attaquons, l'ennemi recule. Au bout d'une heure de combat, devant un ennemi très supérieur en nombre, nous sommes obligés de reculer de 200 mètres environ sur de nouvelles positions, et de nous scinder en deux groupes pour éviter l'encerclement. Le combat dure encore environ 1 heure.

L'opération était menée par environ 400 hommes chez l'ennemi, contre 50 de chez nous.

Nos pertes sont de 1 tué et 1 blessé.

Les pertes de l'ennemi sont d'environ 25 tués et blessés dont une quinzaine par l'explosion d'une mine.

L'ennemi a employé une huitaine de fusils-mitrailleurs et plusieurs mitrailleuses lourdes.

Le 28/6/1944

F.T.F. - F.F.I.
1^{er} Bataillon
Sous Secteur A

RAPPORT sur la SITUATION GENERALE AU 1/7/44

Les détachements ont repris les bois conformément aux ordres reçus du Sous Secteur. Fort heureusement d'ailleurs, car le 26/6/44 à 6h30 une colonne allemande composée de 3 camionnettes dont une voiture radio, faisant incursion dans la ville de Montignac. Ils avaient passés sans heurt le barrage de "La Valade". Les mines n'ont pas fonctionné par suite de l'humidité qui avait endommagé le cordon rapide. N'ayant rien trouvé en ville l'ennemi continua sur la route de Sarlat emmenant toutefois deux civils. Un léger accrochage eu lieu au barrage du "DOIRANG" situé sur cette route.

Le même jour, le détachement de légaux commandé par BLAISE (26000) étant en position à Salignac a été attaqué par des forces allemandes assez considérables. Après s'être défendu vaillamment il s'est replié dans des conditions très difficiles et sous un feu violent de F.A. et de 27 allemands en laissant deux morts dont un adjoint au Chef de Dt, et un chef de groupe emmenant deux blessés légers dont un chef de Dt.

Le 29/6/44, vers 19h30, une colonne allemande arrivant par toutes les routes aboutissant à MONTIGNAC; faisant halte dans la ville et en repartait le lendemain matin, dans toutes les directions, après avoir fusillé un chauffeur de taxi de la ville qui revenait de conduire à Clairvivre un de nos blessés. Ils étaient environ 200 à 250 ayant tous dépassé la trentaine. Il n'y eu pas accrochage cette fois-ci.

Je tiens pour à peu près certain que des traîtres se sont glissés parmi nous à la faveur des enrôlements volontaires consécutifs au débarquement.

Je tiens aussi à signaler qu'il doit y avoir dans la région un ou plusieurs émetteurs radio: D'après certains civils les Allemands auraient laissés dans Montignac des Agents à eux principalement des femmes. Nous ferons notre possible pour les démasquer et les mettre hors d'état de nuire.

QUESTION EFFECTIFS- Vue le manque d'armement et de matériel nous nous demandons s'il ne vaudrait pas mieux reformer les détachements tels qu'ils existaient à la veille du débarquement.

Ces détachement formaient alors des troupes bien homogènes et il apparaît à la lecture des rapports qu'il se faisait alors beaucoup plus restreint.

Voici à notre avis, les avantages de cette solution:

- 1°) Les armes seraient entre les mains de soldats entraînés et endurcis par plusieurs mois de maquis.
- 2°) Elimination des éléments troubles qu'ils se sont installés très chez nous qu'on le veuille ou non.

Reste la question des éléments nouveaux qui, après tout sont pas tous mauvais loin de là.

Nous proposons pour ceux-ci, la création de camps de formation (comme il en existait d'ailleurs il y a quelques mois) où sous les directions l'anciens légaux et l'organisation ou à la rigueur de cadres pris dans les détachements de combats, les nouvelles recrues recevraient un entraînement méthodique ainsi qu'un

minimum de formation politique dont ils ont tous grand besoin.

Le fait que ces hommes ne seraient armés que selon leur mérite créerait chez eux une émulation dont le mouvement F.T.P. serait le 1^{er} à bénéficier.

QUESTION MINAGE DES ROUTES. - Il apparaît à l'usage que la façon d'opérer actuelle donne de très mauvais résultats.

Les barrages effectués par 4 ou 6 hommes et comportant deux ou trois "boîtes à musique" vérifiées tous les jours et déplacées continuellement pour éviter les inscriptions nous paraissent mieux indiqués.

QUESTION ACCIDENTS. - Cette semaine encore deux hommes dont le C.O. de la 232^{ème} Cie ont été hors de combat pour un temps assez long à la suite de blessures provoquées par leurs armes par des hommes qui n'ont pas conscience de leur métier de soldats. Ces accidents se renouvelant trop souvent, je propose le désarmement et l'internement des coupables pour un temps plus ou moins long/

Le C.E. de Bataillon 2200 I

BLAISE

P.S. Pour le chauffeur de taxi fusillé par les boches, je viens d'apprendre qu'il s'agissait du représentant communiste au Comité de Libération de la Ville de Montignac.

Supplément d'informations: Le 29/6/44 - Une accrochage assez sérieux avait lieu au barrage du Moustier sur la route de Tursac. L'ennemi attaquant avec canons de 27 et mitrailleuses, nos hommes se virent dans l'obligation de se retirer laissant toutefois 5 morts sur le terrain.

Le détachement se trouve actuellement entre PLAZAC et ROUFFIGNAC.

1200 enrou
LE COMMANDANT DU 6^e BATAILLON au DT du 9/SECTEUR

Il y a deux jours, un adjudant Chef A.S. de notre Secteur en permission nous indiquait qu'il y avait possibilité de prendre de l'essence sur le terrain d'aviation de ROUMANIERE(en y allant avec un camion) Cet adjudant avait opéré une reconnaissance de jour et possédait des renseignements très précis sur l'organisation du service de nuit. Je l'ai mis en contact avec DUGUESCOLIN qui a repoussé l'enlèvement de l'essence, penché sur la destruction et par mesure de précaution, a exigé la participation de l'Adjudant Chef (moitié-hommes, moitié matériel, moitié prises de boches et armes si cas échéant). Ces propositions ont été acceptées.

J'ai toléré le travail avec ces A.S. parce qu'ils étaient en possession de renseignements précis et qu'ils connaissaient le terrain. Le coup de main était sûr et efficace contre l'ennemi.

Hier, 8 juillet à 1 heure, les hommes et grades suivants, - tous volontaires - se mettaient en route:

Pierre EYMERY, C.E. de bataillon, spécialiste en destruction,

Marcel MAOISE, chef de détachement

TITO 2^{eme} Classe

LARGE Etienne 2^{eme} Classe

DURAND Charles " "

SIMON André " "

DEMORNY et DUGUESCOLIN assistaient aux préparatifs du matériel au point de départ de l'expédition et ont attendu le retour du groupe mis en route.

EXECUTION.-

Cuve de ciment attaqué au plastic, avec forte dose de super détonnant et grenades incendiaires au phosphore.

Résultat obtenu avec rayon à retardement de 10 minutes.

Destruction réalisée à 4 heures du matin (résultat 100%. 17.000 litres d'essence en feu brûlent encore)

OBSERVATIONS: Il était prévu d'attaquer 2 cuves? Une seule a pu être identifiée sur le terrain. Double charge alors a été mise.

DETAILS.- Aucun contact avec l'ennemi - aucune prise en hommes ou matériel Travail exécuté à 60 M du poste de garde, en entendant parler les deux hommes de quart.

Un seul coup de feu quelques secondes avant la déflagration. Retour sans incident - pendant l'opération, les hommes en exécutant le coup de main ont entendu nettement le départ d'éléments blindés dans une direction non identifiée.

9 juillet 1944 - 7 Heures du matin
signé: DEMORNY

SOUS SECTEUR " A "

RAPPORT DU Cdt du S/ SECTEUR " A "

au

C.O.R.

Rapport hebdomadaire sur la Situation générale

- S.M.** Une très faible activité de nos Bataillons tactiques. Manque de matériel et de munitions. La seule cause de l'inaction de nos bataillons.
- O.E.** Réorganisation du 1^{er} Bataillon. Changement des responsables et Chefs de groupes - Chefs de détachements et du Commandant de la 222 7^{me} Cie. Le dit bataillon est en bonne voie d'organisation
- Au point de vue statique, il y aurait beaucoup à demander au Camarade COCO car rien n'a été fait.
- 7^{me} B.** Qui ne comprenait qu'une Cie est en mesure de compléter son un Nous aurons une réunion avec le Commandant GEORGES pour nous mettre d'accord à ce sujet.
- O.T.** Le Service C.G. et Sanitaire sont sur pieds et marchent normal

Le 10 Juillet

Le Ct du S/ Secteur " A "

Signé: HERCULE

SOUS - SECTEUR " A "
1^{er} Bataillon F.T.P.F.

EDOUARD du Groupe de MARIUS du MOUSTIER.-

Quand les Boches sont arrivés, j'ai été surpris.

Je me suis défendu jusqu'au dernier moment. J'ai voulu faire sortir tous les camarades sous le feu des Boches, mais ils n'ont pas voulu me suivre. J'ai attaqué à la grenade, et après les renseignements recueillis auprès des civils, j'ai tué 11 Boches et en ai blessé plusieurs autres.

J'ai été blessé par 2 balles au cours de ma retraite.

~~F.P.I.~~ - F.T.P.F.

4ème Bataillon
22ème COMPAGNIE

14.7.44

P.C. de la 22ème COMPAGNIE

Le Commandant de la 22ème Compagnie

à

Monsieur le Commandant du 4ème Bataillon

OBJET : Compte rendu de l'opération effectuée sur le Pont de RAZAC S/ L'ISLE

Le Chef artificier ROGER accompagné de 5 hommes armés de révolvers et de grenades se sont rendus sur les lieux d'opérations
Départ du camp à 21 heures 30

MOYENS DE LOCOMOTION :

6 vélos en mauvais état (3 crevaisons en cours de route) transport très pénible avec le matériel. Arrivé sur les lieux à 4 heures 30 mise en place du dispositif. (Valeur de la charge d'explosif 1 centenaire plein)

EXPLOSION à 5 heures 15 environ

Dégâts constatés : Les rails sont sautés et le pont très abîmé. Nous n'avons pu nous rendre compte plus exactement par suite de la présence d'une quinzaine d'Allemands qui se trouvaient à la gare de RAZAC.
Retour le 15 Juillet à 9 heures 30 - RAS -

Les hommes sont très fatigués.

Le chef artificier

ROGER

Le Commandant de la 22ème Compagnie

F. ROISAU

F.F.I. F.T.T.F.
4° Bataillon

3° Compagnie

OPERATIONS DE LA NUIT DU 13 AU 14 JUILLET 1944 SUR LA
ROUTE 89 ET LA LIGNE MUSSIDAN-PERIGUEUX

Chef d'expédition : THOMAS
Chef du 1er groupe : JOSEPH
Chef du 2eme groupe : GABY

Départ par camions à 0 heures - arrivée le 14 à 2h30

Positions prises à 3 heures.

Préparation de la mine pour les voies MUSSIDAN-PERIGUEUX

A 6 heures, mise à feu. La voie détruite entièrement. Entonnoir de 3 mètres de profondeur. Sémaphore ~~existait~~ disparu.

Surveillance de la route - Des trains, aucun allemand n'est descendu

Repli commandé à 10 heures. Exécuté.

Retour de la 2eme Cie au camp à 12 heures.

La 2eme Cie ayant son camion en panne, la navette a été établie avec le 1er camion.

Deux estafettes ayant fait une entrée à Périgueux n'ont rencontré aucun ~~ennemi~~ bêche.

Deux blessés, dont 1 grièvement ont été atteints par des éclats de rails.

Le nécessaire sera fait pour assurer leur sécurité.

Déception des hommes n'ayant vu aucun ennemi.

Discipline marquée.

En campagne le 14 juillet 1944

Le Chef d'Expédition:
THOMAS.

F.T.P.F. - - F.F.I.
4° Bataillon

3° Compagnie

RAPPORT SUR LES MANIFESTATIONS PATRIOTIQUES
ORGANISÉES LE 14 JUILLET 1944

Localités choisies pour les manifestations: SAINT-ANDRÉ de
DOUBLE et SAINT MICHEL de DOUBLE.

DEPART d'un détachement de 30 hommes à 15h30, sous le
commandement de MARCEL.

Dans les deux localités, arrivés au pas cadencé? Présentation des Armes et du Drapeau aux monuments aux Morts. La Marseillaise est entonnée en chœur. Une allocution patriotique est prononcée devant les hommes et les habitants rassemblés. Une minute de silence est religieusement observée, dans la position du "Présentez,,,Armes".

Retour au camp. Arrivée à 22 heures. Attitude irréprochable des hommes tout le long de la route dans les agglomérations; ils ont couvert les 20kms du trajet à pied, avec un ordre et un entrain réconfortants.

L'impression faite sur les populations a été plus que satisfaisante.

le 15 juillet 1944

Le Commandant de Compagnie:

MARCEL

Armée des Volontaires
de la Libération

F.F.I.

RAPPORT GENERAL

F.T.P.F.

7° Bataillon

Dès le début du mois de Mai 1944, j'avais compris qu'à SARLAT où les F.T.P.F. n'existaient qu'à l'état de logaux, il fallait passer à l'action. Mais comment faire, nous n'avions pas d'armes, le sous secteur n'était pas riche non plus. Je prenais la décision de m'entendre avec ALBERTE Chef de l'A.S. qui avait des armes. Après deux entrevues j'y réussis. Nous organisâmes des sixaines où mes éléments sûrs furent introduits et équipés. Ensuite, je constituais, avec son accord, des éléments avec la formation F.T.P.F.

ALBERTE reçut l'ordre de prendre SARLAT dans la nuit du 6 au 7 juin. J'avais pris l'engagement de l'aider le moment venu; malgré qu'il n'ait pu me montrer les documents officiels, je donnais l'ordre à nos camarades de suivre le mouvement en lui laissant l'entière responsabilité de cette occupation. A 2 heures du matin, l'encercllement commença : La Sous Préfecture, la Gendarmerie, la Poste et le Commissariat de Police furent occupés.

Dès le lendemain une nouvelle organisation fut instituée M. ARLET fut désigné comme chef du Comité de Libération avec 4 membres des F.T.P.F. et 6 membres de l'A.S. Jusqu'au 25 Juin se créa et se prépara une formation militaire. Pendant cette période, mon premier souci fut de faire arrêter les miliciens et collaborateurs notoires que notre service B avait enregistrés. Le travail terminé, je fis venir la commission d'épuration du sous Secteur pour les juger. Après un interrogatoire serré; 12 avouèrent qu'ils appartenaient à la Milice. ALBERTE me montra un papier du Colonel BERGERET Chef de l'A.S., lui donnant l'ordre d'envoyer les prisonniers au camp de MAUZAC. J'insistais pour lui faire comprendre les risques que nous avions de les envoyer à proximité de BERGERAC encore occupé par les Allemands. Il prit l'entière responsabilité de cette expédition. Un car et une voiture les emmenèrent dans la nuit au lieu indiqué ci dessus.

Du 9 au 25 Juin, ensemble, nous fîmes établir des barages sur les routes dans un rayon de 12 à 15 km autour de SARLAT. Nous eûmes de nombreux accrochages avec les Forces allemandes; à St Cirq Mademon, au Pas de Raysses où je fis sauter la route, à la Planque près Salignac, au P teau de Meyrals. Jusqu'au 26 Juin les allemands ne réussirent pas à pénétrer dans notre cercle de défense. Le 26 Juin au soir ils arrivèrent avec des forces considérables de toutes les directions (environ 5000 hommes comprenant des éléments de la WERMACHT et de la GESTAPO. Cette division venait pour anéantir le maquis de 7 Départements dont la Dordogne. Elle avait combattu pendant 2 ans contre les forces du maréchal TITO en YOUGOSLAVIE. Ils restèrent 3 jours à SARLAT et entreprirent le nettoyage des environs. Nous eûmes une quarantaine de morts. Un sous officier Allemand déclara à un de nos agents de renseignements qu'ils avaient subi une perte d'au moins 200 hommes 40 blessés furent également traités à l'hôpital de SARLAT (dont un officier supérieur qui eut un bras coupé). Sur le passage des troupes de nombreuses maisons furent incendiées.

Ci-joint 2 rapports pour les opérations les plus importantes à signaler.

15.7.1944

4° BATAILLON1^{er} 19 juillet 1944

Expédition sur la ligne PARIS-BORDEAUX
Destruction de la ligne E.T.

Chef d'expédition: FRANCOIS
SECOND : CHARLOT
ARTIFICIER : CALMICHE
ESTAKETTES : TONTON
" " : JULOT

Départ à 16 heures en bicyclette retour le 20 juillet à 18 h
Destruction du pylonne d'angle N°4 portée 260 mètres.

La chute de ce pylonne a entraîné les supports 2.4.5.

La réparation demande dix jours.

Le trafic se fait par des machines à vapeur deux font la navette
entre Angoulême et Coutras.

La coupure de la ligne entre Ruffec et Angoulême entraîne un
retard de 10 heures à chaque train.

Cette destruction était faite d'accord avec moi.

La sous station sera détruite mardi mon camarade étant chef de
poste donne l'entrée libre.

Opération bien réussie trajet très long 120 kms

J'ai trouvé au retour sur indications trois tanks Tigre abandonnés
donnés ils sont enterrés jusqu'à la coupole le manque de plas-
tic m'a empêché de les détruire.

Serait-il possible d'établir une liaison entre des groupes de
la résistance afin d'éviter certains accrochages.

Le 20 juillet 1944

Le Commandant du 4° Bataillon

FRANCOIS.

Le 30 juillet 1944

RAPPORT sur la
Destruction du Pont de
PRIGONRIEUX

Le pont a été détruit complètement sur
une longueur de 20m environ à 4h20 du matin
le 30 juillet.

Exposé/

1/ La reconnaissance a été effectuée par
le nommé TRAVERSE de la Cie SAM.
Renseignements inexacts: le pont ayant 10m.
la largeur au lieu de 4m50 ainsi que le
renseigne le plan reçu.

Il est nécessaire de former des observa-
teurs capables.

2/ Arrivé sur place, j'ai été forcé de
sacrifier l'explosif nécessaire à une
coupure sérieuse. Après examen, la quantité
d'explosif amenée étant suffisante, j'ai dé-
cidé de faire l'opération suivant les ordres
reçus.

3/ Le minage s'est accompli malgré le
passage des Allemands avec des engins blindés
à 500m de là sur la route de BERGERAC à Ste
Foy, et qui traversaient la voie ferrée.

4/ Le travail a été mené rondement. E-
taient présents: le chef de Cie SAM, le chef
de Dt. VINDEX, l'artificier de Cie Taton
Bach et Baward de la Cie Duguesclin. La pro-
tection était assurée par 2 groupes de combat
de la Cie SAM. Très bon comportement des chefs
et des hommes. Aucun accident matériel.

Bonne opération bien réussie.

Fraternellement
DOCTEUR

I.
F.F.
Bataillon COMPAGNIE 22II
Int Cdt ROLAND

24 Juillet 1944

Compte rendu sur la mission envoyée route de Bergerac
au Fleix

Les Chefs de détachements OLIVE et MAURICE ont l'honneur de vous rendre compte des faits de routes le 24 juillet 1944.

Envoyés sur la route de Bergerac au Fleix pour effectuer un accrochage sur cette route. Arrivés près de nos positions vers 2 heures 30 nous avons camouflés le détachement dans un petit bois, et au jour nous sommes allés reconnaître le terrain et placer nos hommes, il était environ 6 heures. Des traces de chenilles sur la route sous donnèrent l'éveil et après les renseignements obtenus une colonne était passée vers 1 heure dans la nuit.

A 9 heures moins dix un camion chargé d'une vingtaine d'hommes arrivés sur la route de Bergerac.

Environ à 200m nous reconnûmes les uniformes boches, et aussitôt le lance torpille tira et manqua l'objectif, mais un feu nourri de F.M., mitraillettes et fusils entra en action, puis une deuxième torpille fut tirée qui stoppa le camion, le feu de nos armes automatiques continua aussi nourri, mais la mitrailleuse boche riposta à balles explosives, car à la deuxième première torpille deux hommes s'étaient jetés dans le remblé nous continuâmes le feu pendant deux minutes et nous avons commandés le décrochage puis rejoint le camion, et nous sommes partis. Nous avons pu compter une quinzaine de morts et blessés parmi les boches, chez nous, pas même une égratignure.

REMARQUES.

Nous tenons à signaler que nos hommes ont manœuvré avec une discipline exemplaire surtout pour prendre position et le repli qui s'est effectué dans un ordre impeccable.

Si nos hommes passent pour des indisciplinés, aux canonnements, au combat, ce sont de véritables soldats pleins de courage et d'obéissance. Ils ont une confiance absolue dans leur chefs.

Nous tenons également à signaler le dévouement de nos estaffettes sous le commandement de MATAF du groupe OLIVE qui malgré leur fatigue ont toujours éclairé le terrain bien en avant de nos groupes.

Les Chefs de Détachements

OLIVE et MAURIS

R.F.I.
F.T.P.F.
4ème Bataillon

26 juillet 1944

Expédition de secours aux camarades C.F.L. au
camp de la Martinière cerné par
les boches (300 envi.)

Un groupe de la Cie 2210
2 groupes de la Cie 221
2 groupes de la Cie 2212
sont désignés pour l'expédition. Départ à 14h30.
Le groupe qui avait demandé du secours s'était
déjà retiré de sa position sans attendre notre arrivée et sans
laisser de liaison pour prévenir nos hommes des forces qui étaient
en occupation dans les villages.

Perte: 28
Pertes ennemies: 40

28 JUILLET 1944

Expédition de sabotage sur la ligne haute tension
ANGOULEME- COUTRAS et la SOUS-STATION
de la Courtillière.

Travail exécuté et très bien fait objectif détruit.

**RAPPORT DU CHEF DE DETACHEMENT JOSEPH
DE LA 2212^{ème} CIE sur l'engagement du 27 JUILLET 1944.**

Le 27 Juillet, à 12 Heures, une demande de renfort provenant d'un groupe A.S., cantonné à la Martinière, nous parvient.

En l'absence de François, parti en mission de sabotage, de Doublémèr, convoqué au S/ Secteur, l'A.T. Désiré et les chefs de Cies MARCEL, PAUL et ROLAND, décident l'envoi de 5 Groupes.

Chef d'expédition BARNABE. Adjoints Chefs de détachements JOSEPH et OLIVE

Ci-après compte rendu du Chef de détachement Joseph

Nous sommes arrivés en vue du village de l'Espinasse. Avons camouflés les camions derrière un rideau de verdure, et nous avons pris position sur le bord de la route, attendant une liaison quelconque. Celle-ci ne venant pas, nous avons pris position sur la hauteur, un peu au dessous du village de l'Espinasse, après avoir laissé deux groupes en flanquement sur la droite de la route. Vers 14 H. le bruit d'un engagement nous est parvenu. Je suppose que c'était plutôt une ruse de la part de l'ennemi, dans le but de nous découvrir et de dévoiler nos armes. D'un groupe d'A.S., de 10 Hommes, le seul qui se fût joint à nous, un fusil mitrailleur tire au jugé. La conséquence est immédiate, et l'ennemi lance aussitôt son attaque. Des mitrailleuses et des mortiers tirent de la route pendant que des fantassins cherchent à nous tourner. Sur le point d'être encerclés, je m'aperçois que le détachement de la Cie ROLAND s'est replié nous laissant seuls, et sans protéger notre retraite. Je n'ai pas eu connaissance de l'ordre de repli qui m'attendait au retour, m'a-t-on dit. J'ai alors donné à mon détachement l'ordre de repli. Une hésitation s'est produite chez certains de mes hommes, devant la nécessité de battre en retraite et de traverser un terrain découvert d'une trentaine de mètres balayé continuellement par les armes automatiques de l'ennemi qui nous arrosait de toutes parts. J'ai moi-même traversé ce découvert appelant mes hommes à ma suite. Ceux qui m'ont suivi ont été sauvés. Les autres ont été tués sur place, ou achevés blessés, ou fusillés comme Francs-Tireurs.

J'ai remarqué en revenant chercher mes morts que beaucoup probablement des blessés avaient été achevés d'une balle dans la tête. J'attribue ces pertes élevées au manque total de liaison, et à la mauvaise organisation de la part de ceux qui nous ont appelés en renfort.

Signé : A.T. Maurice Joseph A.E. du Bat: DOUBLÉMÈTRE.

4^{ème} Bataillon.-

Rapport du Chef de Détachement OLIVE - CIE ROLAND

Arrivés à l'Espinasse, on nous avertit que les Boches tiennent la hauteur à 1200 mètres, on entendait quelques coups de feu isolés. Nous nous sommes installés en position défensive sur notre droite. Une heure après, nous avons entendu des coups de feu également. Quelque temps après, attaque générale contre nous, par un violent feu de mitrailleuse à balles explosives. Nos F.M. ont répondu. J'ai donné l'ordre de repli; malheureusement les camions se sont accrochés au terrain. Au moment du repli, une mitraille nous a pris sur le flanc. Les Boches ont attaqué de front, et en masse à la grenade. J'estime qu'une centaine de grenades avait été lancées au milieu du combat, nous avons fait fléchir une fois l'attaque des boches. Pendant le repli, les F.M. nous ont protégés dans les bois.

Relu et approuvé le 28/7/44.

Le Chef de détachement :

Signé: Olive.

F.T.P.F.
F.FI.

1er Bataillon
22^e Compagnie
2^e Section

Date de l'opération: 18/7/44

RAPPORT D'OPERATION

Engagement de Trélissac:

Une groupe ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ de 6 hommes commandé par 22.II2 A et comprenant notamment 22.II5 A 22.II6 A 22.I3I A formait un barrage au lieu dit Garenne (1km de Trélissac) avec 2 F.M. Vers 13h30 une soixantaine d'allemands à bicyclette sont signalés à Lésparat. Les hommes étaient placés comme indiqué sur le croquis ci-joint. A 14h 22.I3I A vit apparaître au tournant l'ennemi et aussitôt ouvrit le feu avec son F.M. tandis que 22.II5 A se portait à une nouvelle position indiquée en rouge sur le croquis. La fusillade est vive, d'autant plus que l'ennemi met en position 2 F.M.

Tout à coup avec courage et témérité, 22.II5 A bondit au milieu de la route, épaule son F.M. et détruisit un F.M. adverse. Après quoi il reprit position. C'est alors que l'ennemi tenta de nous encercler en engageant des voltigeurs dans la vigne; ils furent mitraillés d'importance.

Entre temps leur second F.M. s'était tu; la bataille durant 35 minutes déjà et 22.I3I A n'ayant plus de munitions, l'ordre de repli fut donné, et une demi heure après nous étions regroupés avec les renforts que nous avait envoyé A.S. dont le camp était proche.

De là, nous sommes allés nous mettre en position d'attente tandis que des africains pillaient une ferme. Nous avons appris de l'hôpital de Périgueux que les boches avaient eu 18 des leurs tués ou ayant succombés à leurs blessures, et que 22 autres avaient été blessés.

En résumé au cours de cet engagement à un contre dix, 40 boches furent tués ou blessés et nous n'eûmes aucune perte.

22.II2 A

Le 28 JUILLET 1944

Le C.M. du 4ème Bataillon
au C.M. du S/ SECTEUR " C "

Cher Henri,

Les 27 et 28 Juillet, expédition de sabotage sur la ligne Hte tension ANGOULEME-COUTRAS et la s/ Station de la Courtillère.

Chef d'expédition : FRANCOIS - Artificier : ANDREVI

Départ vélos à 11 Heures. Arrivée 16 Heures. Prise de contact avec le Cef du poste pour l'exécution des travaux de la nuit. D'accord avec lui, j'ai fait le nécessaire dans l'usine et je l'ai quitté à 22 Heures. Départ pour AUZIA pour sabotage du pylone d'angle à la traversée de la Dronne.

Mise en place des clams. Ayant déjà eu des surprises, j'ai doublé les charges. A 1 Heure, mise à feu par crayons d'allumage de 2 Heures. A 4 Heures aucune explosion. Nous retournons à 5 Heures sur les lieux et remplaçons 1 crayon par un autre d'une heure. A 7 heures, rien n'était fait. De nouveau nous échangeons le crayon par un autre de 10 minutes. Une demi-heure après aucune explosion ne s'est encore produite. Notre mèche lente étant restée dans une planque, Andrevi, sous une pluie battante part la chercher. Retour à 10 Heures. Après avoir éloigné les travailleurs des champs, j'ai allumé la mèche et à 10H. 30 le travail était fait et bien fait. Nous sommes arrivés à 16 H. au P.C.

A mon arrivée, j'ai appris les pertes terribles infligées à mon bataillon. D'après les différents rapports - celui du chef d'expédition n'est pas encore fait à 21 H. 30 - il ressort que le manque de liaison est la plus grosse faute qui ait été commise. Le groupe qui avait demandé du secours s'était déjà retiré de sa position sans attendre notre arrivée, et surtout sans laisser de liaison pour prévenir nos hommes et les informer des forces boches qui étaient en occupation dans les villages. Le groupe de la 2211^e s'est retiré sans le faire savoir aux groupes des 2210^e et 2212^e. Pourquoi? Je ne discute pas le courage du Chef de l'expédition, qui n'avait jamais assumé une semblable responsabilité. Pour cette raison, le Commandant ROLAND aurait dû mettre un chef de détachement ayant plus d'expérience.

Ce deuil terrible - Je dis terrible, car il pouvait être évité vu le peu de Boches abattus - fera comprendre à certains Chefs que la guerre ne se fait pas en paroles et qu'un commandement ne se donne pas par camaraderie. J'ai demandé dans mon dernier rapport s'il était possible de faire une liaison directe avec les autres groupes A.S. ou quelconques. Je n'ai pas reçu de réponse.

La demande de renfort émanait du groupe ROLAND A.S.

Je suis amené à répéter que les hommes doivent exécuter les ordres que leur donnent les chefs. Une bravoure inutile devient une fanfaronnade et malheureusement, des hommes en subissent les lourdes conséquences.

En conclusion, je demande qu'il soit interdit aux commandants de Cie d'élever un homme à quelque grade que ce soit, sans en référer au Commandant de Bataillon.

De même qu'aucune expédition ne soit prise de leur propre initiative, sauf en cas de danger pressant: encerclement, attaque du camp

Je demande au commandant du S/ Secteur de faire à chaque commandant de Cie une note spéciale sur ce sujet.

Fraternellement,

F.F.I.

F.T.P.F.

3° BATAILLON
Dordogne

le 3/8/44

RAPPORT DE LA SEMAINE

LUNDI LE 24 JUILLET 10 Heures matin; l'A.S. me demande du renfort pour enrayer l'avance des boches qui venant d'ANGOU-LEME, cherchent à occuper NONTRON. Faut de transport, je ne peux pas satisfaire à cette demande. L'A.S. parvient quand même à repousser l'ennemi vers 5 heures au soir.

MARDI 25 JUILLET 15 heures: L'A.S. me demande de relever ses hommes fatigués pour le combat du jour précédent. J'envoie immédiatement le 2° Cie qui prend position d'embuscade.

MERCREDI 26 JUILLET 15 heures: L'ennemi attaque au Sud de notre disposition avec des forces considérables (environ 150 boches et 500 miliciens) Vers 16 heures le chef de la 2° Cie me demande un détachement en renfort avec deux groupes d'engins d'accompagnement car l'ennemi attaque avec des blindés. Etabli le contact avec les deux forces en présence, l'ennemi attaque au canon nos positions au sud de LA CHAPELLE SAINT ROBERT. Nos deux détachements ripostent immédiatement au F.M. et après un bref engagement que l'ennemi ne veut pas accepter, ils se replient en direction de MANZAS ou encore une fois il décharge sa haine contre la population désarmée (ils brûlent deux maisons assassinent une petite fille et quatre paysans). A 19 heures le Secteur est redevenu calme. J'envoie un autre détachement de la 1° Cie en renfort qui stationne à JAVERLAC. L'ennemi a perdu cinq hommes, nous aucune perte.

LE COMMANDANT DU 3° BATAILLON

Le 4 août 1944

R A P P O R T

du E/ Lieutenant DUGUESCLIN, commandant la 2217^e Cie
au Lieutenant DEMORNY, commandant le 6^e Bataillon.

Au sujet du tir effectué contre les bataquements des officiers allemands du camp de Roumanières.

Nous sommes arrivés sur les positions à 23 heures, donc avec un peu de retard, occasionné par deux pannes de sidecar.

L'objectif était cependant très visible, à cause du clair delune. ~~Le tir a été déclenché à mon signal (un coup de pistolet) à 23h20. Le 1^{er} chargeur n'était pas entièrement tiré que l'ennemi ripostait violemment (fusils surtout, puis mitrailleuses et mitrailleuses).~~

Le tir a été déclenché à mon signal (un coup de pistolet) à 23h20. Le 1^{er} chargeur n'était pas entièrement tiré que l'ennemi ripostait violemment (fusils surtout, puis mitrailleuses et mitrailleuses).
Une fusée blanche a été lancée du camp.
Nous avons tiré 10 chargeurs complets, soit 250 cartouches.

La riposte de l'ennemi est allée en s'emplifiant. 3-0
3 coups de canons de petit calibre ont été tirés, puis une mitrailleuse lourde est entrée en action, et a lancé une rafale d'une dizaine de coups. Notre tir a duré 4 minutes au plus.

Nous n'avons entendu siffler que quelques balles (une dizaine tout au plus).

Lorsque nous nous sommes repliés, les tirs ennemis se sont rapprochés et une vingtaine de minutes après la cessation du feu, nous avons eu l'impression que l'ennemi occupait nos positions.

Les boches ont continué à tirer jusqu'à 2 heures. Quelques fortes explosions ont été entendues.

Je suis persuadé que notre action a causé quelques dégâts, car l'objectif était imposant (un château et 3 baraques en planches, le tout adjacent) et le tir était très précis et constant.

En conséquence résultat très satisfaisant.

Entraînement des combattants et démoralisation de l'ennemi, qui de plus a gaspillé une quantité imposante de munition.

J'estime que cet exercice peut être renouvelé en employant 6 F.M. qui ne tireraient que 2 ou 3 chargeurs chacun. L'effet ne serait que plus important, d'où démoralisation accentuée. Enfin entraînement pour un plus grand nombre de combattants. Une seule condition, changer l'emplacement des tirs.

DUGUESCLIN.

S/ SECTEUR " C "
4° Bataillon.-

Le 3 AOUT 1944

Le Commandant du 4° Bataillon
au
Commandant du S/ Secteur " C "

Mon Cher Henri,

Le 2 AOUT 1944 à 16 HEURES, accompagné de Thomas, de Paul et de Pierre j'ai visité la route de St Front, St Louis, Mussidan Ribérac pour tendre une embuscade.

La position du Château de Beaufort avait déjà été tenue la semaine dernière sans succès.

Rapport de Raymond, Chef de Détachement et Chef d'expédition

L'expédition est arrivée sur les lieux de l'embuscade vers 23 H. A 23 Heures 15 les positions sont prises comme convenu avec le P.C. de Cie. Pour la nuit, la moitié des hommes restent sur les positions, les autres dorment.

A 6 Heures, réveil. A 6H.15 casse croute.

A 7 Heures, je fais changer le camion de place avance de 500 M. sur Pierre.

Toujours en liaison avec Pierre, nous nous inquiétons des coups de feu entendus dans la région. Vers 15 H. le détachement de Pierre surprend un convoi de 2 camions et une voiture légère allemande. Il déclenche sur eux le feu de son groupe. Alerté par les explosions et la fusillade, je donne l'ordre de repli à mes hommes, en leur faisant prendre les positions prévues pour permettre à Pierre un repli ordonné, et le couvrir le cas échéant. 10' après les hommes du détachement Pierre, toujours couverts par mes hommes, prennent place dans le camion. Au fur et à mesure que nous passons à proximité des hommes de couverture, nous les faisons embarquer. Je détache deux agents à vélo pour jalonner la route. Aucun convoi ennemi n'est signalé. Retour au camp à 16 Heures 30. Toutes les opérations se sont déroulées dans un ordre parfait, sauf le cas du F.T.P.F. SYLVAIN qui fera l'objet d'un rapport spécial.

Rapport de Pierre, Chef de détachement

Les mêmes dispositions ont été prises pour l'occupation du château et de l'embuscade. Jusqu'à 13 H. rien à signaler. A 13 H.45 nous apprenons qu'une colonne de Boches se serait accrochée avec le Maquis. Une colonne composée d'une dizaine de camions serait à SOURZAC. A 14H.10 feu violent d'F.M. dans la même direction. A 14H.20 le concierge et le métayer du château sont évacués sur mon ordre. Une estafette m'apprend que le camion était rapproché de 300 M. sur ma ligne de repli. Initiative de Raymond. Nous a dénommé lors du repli, 500M. de terrain qui nous fut précieux. A 15 Heures exactement, la sentinelle vient nous avertir que les Boches se dirigent exactement sur notre position. Immédiatement, les hommes sont en alerte et prennent place avec calme. Ayant interdit d'ouvrir le feu, avant l'explosion des grenades gammont, c'est l'inspecteur des mines et barrages Tatave qui avait l'ordre de les lancer, Tatave avec calme sang-froid et précision, lança ses deux gammont. Après les deux explosions qui furent suivies d'un concert de gémissements, le F.M. Marco se mit rapidement en batterie et ouvrit le feu. Les hommes également.

Après quelques minutes de feu, j'ordonnai le repli général.

Celui-ci fut exécuté, protégé par les deux F.M. Arrivés au camion, nous y trouvâmes RAYMONS, ayant au préalable disposé ses hommes pour nous protéger. L'embarquement se fit rapidement. Nous regagnâmes le camp vers 16 Heures. La mission assignée fut de bout en bout remplie. Elle se chiffre par la destruction complète de deux camions, 40 à 50 Boches mis hors d'état de nuire. Je dois faire remarquer la magnifique conduite de Tatave, à qui revient en grande partie le succès de cette opération. J'ai l'honneur de le mandater par l'intermédiaire du Commandant de Bataillon une citation pour lui. Je signale que le succès tient aussi à la profonde étude du terrain, fait au préalable par le commandant de bataillon François et le Commandant de Ci. Thomas.

Cette opération ayant très bien réussi, je demande des félicitations pour Raymond, Chef de l'expédition et pour Pierre, Chef de détachement une mention spéciale pour l'artificier Tatave, qui depuis son arrivée au 4^e Bataillon sous le commandement de François, ne mérite que des éloges par sa bonne conduite et sa discipline. Je suis fier de tous mes officiers, sous-officiers et soldats.

Nous commençons à venger nos morts. X

En campagne le 4 AOÛT 1944

François.

F.T.P.F.
F.F.I.

1er Bataillon

Le 5/8/44

RAPPORT sur la situation GENERALE du BATAILLON

Les effets d'une discipline plus stricte commencent à se faire sentir. Les hommes s'habituent à manœuvrer militairement.

221ème Cie. Cette compagnie est la plus en retard au point de vue discipline. Il m'est très difficile d'avoir des rapports concernant son activité. Je propose un blâme pour ce fait.

222ème Cie Beaucoup d'amélioration, bien que son commandant soit imparfaitement secondé dans son travail. Du fait des mutations de détachements, je ne peux pas encore faire passer les Etats d'Effectifs. Cela demandera encore un délai d'un jour ou deux.

223ème Cie. Cette compagnie est au dessus de tout les éloges. Le trio de la Cie travaille dans un magnifique esprit d'équipe.

Les détachements sont admirablement disciplinés.
Je propose une récompense spéciale pour cette Cie, avec communication à tout le Bataillon.

L'A.E.B.

22.001 BLAISE

F.T.P.F.
F.F.I.

Le 5 août 1944

Engagement du 5 août à 12h45. (MARTIN & ANNICK)

Tir de mousquetons et lancement de fusées paragrèles avec du plastic au bout. (invention MARTIN ANNICK), tir de F.M. en rafales sur les troupes ennemies que se trouvaient en bas du château de BELLEVUE.

Pertes F.T.P. néant (aucune perte au groupe MARTIN)

Pertes ennemies: 12 morts, 32 blessés, 30 chevaux blessés ou morts, (parmi les blessés un officier supérieur, a eu le bras arraché par une fusée paragrèle.

(Ces renseignements nous sont parvenus par téléphone.

Origine :ANNICK.

Les pertes sont confirmées par des témoins oculaires qui ont vu notamment le camion de cercueils.

signé DEMORNY

à joindre à rapport militaire
hebdomadaire.

F.T.P.F.
F.F.I.

Le 5/8/44

1er Bataillon

RAPPORT sur l'ACCROCHAGE du 5/8/44 à TERRASSON

Le chef de Département de Commandement de la 227^{ème} Cie allant prendre position sur la R.N. 89 à CHARPENEX, a été surpris par une colonne ennemie venant de BRIVE et composée de 2 autos mitrailleuses et de 5 camions transportant du matériel de D.C.A. L'ennemi ayant ouvert le feu avant que nos camarades soient en place, ceux-ci ont dû se replier. Pas de pertes à signaler.

Le C.O. du Bataillon

23313 Lt RENE

4ème Bataillon

le 6 août 44

OPERATIONS MILITAIRES.-

Rapport sur l'attaque des positions du 4ème Bataillon
composé de la 2210^e Cie et de 2212^e Cie.

6.8.44

Etant en état d'alerte depuis la veille, je n'ai pas été surpris à l'annonce d'éléments ennemis patrouillant autour des positions.

A 6 Heures les postes au complet en attente.

A 6 H. 30 une patrouille comprenant 20 cyclistes est annoncée. Le poste N° 3 du détachement JOSEPH ouvre le feu un peu tôt, il aurait dû avoir toute la patrouille dans son champ de tir. Riposte immédiate de l'ennemi qui s'installe dans les vignes et dans les fermes. Les 3 F.M. de Joseph en triangle redoublent les rafales mais l'ennemi reçoit du renfort. Attaque du flanc droit de Joseph et du flanc gauche de Paul par un feu très puissant. Les jeunes du détachement Joseph n'écoulant plus ses ordres se replient découvrant une grande brèche au centre de la défense. J'envoie un F.M. de renfort à PAUL pour le soulager à son centre. Les hommes voudraient se replier. Joseph lui même monte au P.C. signaler sa situation. Le Camarade Pierre prend le Commandement d'un détachement. Double-Mètre et moi descendons sur les positions et faisons reprendre les premières lignes en remontant le moral des hommes. Ce repli avait permis aux boches de pénétrer dans le cantonnement Joseph où ils avaient pris des paquetages d'hommes. La mitrailleuse légère qu'ils se proposaient de mettre en batterie se replie en abandonnant munitions, casques, masques à gaz et différents objets. Aucune arme.

Un autre F.M. est envoyé en renfort sur l'aile droite de Joseph pour prendre la route de BLAIRONNE aux trois points. Liaison parfaite avec Paulo qui ne recule pas. L'ordre est donné de tenir.

Marcel C... de 2212 B prend le Commandement de tout un détachement pour soulager Abel. Raymond se tient aux premières lignes derrière ses F.M. Il est 10 Heures. Les boches incendient deux fermes voisines de notre cantonnement. A 11 Heures le feu cesse. La cuisine a été faite par deux camarades Bergerac qui s'en inquiéter de la fusillade ont préparé un excellent déjeuner (Félicitations sincères) Les hommes mangent sur les positions. A 13 Heures je fais remettre les chargeurs de F.M. au complet. A 14H.30 je visite les premières lignes et les environs accompagné du camarade Pat. Nous trouvons sur la route des paquetages, du sucre, des boîtes de conserves abandonnés par l'ennemi. Une maison signalée par Tom Mix ~~comme étant occupée par les boches~~ comme étant occupée par les boches, je prends la résolution de m'y rendre (j'avoue ma faute, j'aurai dû envoyer une patrouille). La maison était vide. Soulagement des deux F.M. l'ayant en feu croisés pour empêcher toute sortie.

A 6 heures après la réunion du trio et des camarades W et Pat, nous décidons d'évacuer dans la nuit craignant une autre attaque le lendemain matin avec d'autres renforts.

A 19H.30 nouvelle alerte. Des camions arrivaient sur les lieux avec des mortiers. Toujours aux mêmes emplacements l'attaque redouble de violence, les mortiers tirent en doublé. Heureusement beaucoup de torpilles n'éclataient pas mais le bruit énervait les hommes. Six F.M. étaient en face d'eux. Nous tenons toujours les balles comme dans la matinée arrivent jusqu'au P.C.

A 22 Heures après un feu nourri de tout le flanc droit et de l'aile gauche de Paul, les mortiers se taisent. Le feu ralenti de part et d'autres.

Le 1er convoi est prêt. Je laisse avec le consentement du trio le commandement à THOMAS.

Double-Mètre, Désiré, Pat, et Doublevè me rejoignent au nouveau cantonne-

.../...

Sur décision du Comité Militaire, il est décidé que THOMAS s'occuperait du repli.

Retour à 24 Heures. La calme est revenu.

Je remets la pli de Thomas et lui fait des ordres écrits pour chaque commandement de compagnie qu'il signe. Retour avec un nouveau convoi plus une traction.

Je laisse sentinelles en échelonnement pour guider les Bergeracois et la colonne au moment de leur repli. Il faut signaler le mérite de Thomas qui grâce à son calme et à sa volonté a su tenir les deux Cies sur leurs positions jusqu'à l'heure du repli. Celui-ci s'est opéré en bon ordre malgré quelques indisciplinés. La colonne est arrivée à 4 Heures.

Le cantonnement est gardé par le 1er groupe de protection volontaire. Tout le monde se repose avec joie. Ce fut une dure journée pour les hommes, une chaleur accablante et pas d'eau à boire. Le vin était donné sans trop d'exagération mais ne rafraichissait pas.

Derniers renseignements sur cette attaque : 30 boches tués et 80 blessés pour nous 1 mort et 1 disparu. Il est à remarquer que c'est la 1ère fois dans la Dordogne qu'une bataille de 15 heures contre deux Cies oblige les boches à regagner leur cantonnement avec des pertes sévères. X

Il est regrettable qu'un chef de Cie ait reçu deux fois l'ordre de rejoindre son unité, que Joseph, chef de détachement ait eu les mêmes observations. La discipline est à refaire complètement. Malgré ces déboires, je demande des félicitations pour la bonne tenue, après leur hésitation, des deux Cies. Des peines sévères pour Laurice C.T. de la 2212 A. François II Intendant du Bataillon. Charlot C.T. de la 2212 A. et NENE en subsistance à la 3212 A. Tous les quatre armés, ils ont quitté le P.C. sans avoir reçu l'ordre aux premiers coups de feu ainsi que l'infirmier

Le C... du 4ème Bataillon.

Fraternellement
FRANÇOIS.

N.B.- J'ai omis de dire que le détachement de Pierre faisait des sorties toutes les heures contre le deuxième détachement ennemi. Ces sorties ont toujours été exécutées aux heures indiquées.

F.T.P.F.
F.F.I.

6° Bataillon

Le 9 août 1944.

DEMORNY à HENRI S/SECTEUR ; pour REGION

Ci-joint rapport de DUGUESCLIN au sujet des parachutages reçus par l'A.S.

DE plus le 7 août à 7 heures du matin, (par temps couvert) il a été parachuté à l'est de MONTAUD, 11 tubes d'essence, (forme ~~et~~ torpille) 140 litres chacun environ)

Ce parachutage a été enlevé par des groupes inconnus. Informés nous sommes allés sur le terrain, (avons ramassé: 2 tubes, percés, plus de parachutages. Les avons égoutté et retiré ainsi 15 litres d'essence.

Propagande faite par l'A.S., contre les F.T.P.F. a sûrement joué contre nous au point de vue information.

La situation au SUD de la Dordogne est la suivante:
REGION CASTILLONNES.

Le colonel BECK est saturé d'armes. Aucune action militaire et CASTILLONNES donne souvent des informations alarmantes, (affectifs ennemis surfaits ou imaginaire).
REGION EYMET SOUMENSAC I.S.16 .FM. autour de SOUMENSAC
REGION BEAUMONT-MONPAZIER-VILLEREAUX. Groupes fortement armés et reçoivent des parachutages.

Certains groupes cherchent à recruter, (ils ont trop d'armes),

Cependant les trois compagnies du 6° Bataillon F.T.P. sont en pointe.

ANNICK, reçoit le choc des convois allant de Ste FOY à BERGERAC.

SAM, se trouvait sur la N10, point névralgique.

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~
DUGUESCLIN, protège la région VILLEREAUX-BEAUMONT MONPAZIER.

Dans les alertes et prises de position des 6-7-8 août, seul le capitaine MORICET a apporté aide efficace en prenant à sa charge la défense de l'Ouest des positions d'ANNICK.

J'ai vu THOMAS (I.S.) remplaçant d'EDGARD, et lui ai exposé clairement la situation. (Il a promis des armes), mais même si la promesse est tenue cela sera insuffisant.

Je vais entreprendre les opérations militaires ordonnées par HENRI. J'ai espoir de les mener à bien. Ensuite, je demande qu'en raison de la position géographique du 6° Bataillon, des armes nous ~~soient~~ soient données.

Du reste si certains groupes A.S. sont obligés de recourir à "des SERGENTS RECRUTEURS", il n'est pas de même pour nous.

Si je reçois des armes je peux former une autre compagnie et probablement plus.

DEMORNY

Du point de vue politique l'infériorité des ~~F.T.P.F.~~ est

...../.....
d'armement des F.T.P.F. est inquiétante pour l'avenir.
Pourquoi stocker ces armes? Contre qui?

DEMORNY

F.T.P.F.-

F.F.I.

6ème Bataillon
2117° Cie

Le 8/ Lieutenant DUGESCLIN, Cdt la 2217ème Cie
au Lieutenant DEMORNY, Chef du 6ème Bataillon

Tout autour de notre secteur, les divers groupements de l'A.S. reçoivent de fréquents parachutages.

Six parachutages ont eu lieu en une semaine, fin Juillet (1 doublé pour A.S. Rymet - 2 pour Cassée. A.S. Villereal, 3 dans la région de Beaumont)

Tout pour l'A.S. et jamais rien aux F.T.P.F. Cependant qui a déposé les armes ? qui a renvoyé ses recrues dans leurs foyers ? Qui a toujours été en pointe de combat ? Les F.T.P. qui n'a jamais cessé la bagarre ? L F.T.P.F.

Que manque-t-il pour faire plus encore ? Des armes.

Mais l'A.S. ne sait qu'en faire, puisqu'elle les enterre méthodiquement et consciencieusement.

C'est illogique et lamentable.

Les soldats de bois sont submergés par des monceaux d'armes superbes et les vrais soldats, les braves, n'ont que leurs poings ou quelques vieilles pétaires.

Sans être exigeants, nous pourrions, pour le moins prétendre faire part égale.

Vous voulez la victoire ? Alors, faites que les armes aillent à ceux qui les méritent.

DUGESCLIN

F.F.T.
F.T.P.F.
6° Eton

RAPPORT SPECIAL sur une "BOMBE VOLANTE"

Rapport N° 3 bis
du 9 Aout 1944

Au COMMANDANT MILITAIRE REGIONAL

Je viens de faire des essais pour employer des fusées para-grées comme bombes volantes. Les résultats m'ont donné satisfaction au delà de toute attente.-

EXPOSE .-

a) La fusée se compose d'un corps "A" rempli de poudre fusante qui propulse l'ensemble à 600 mètres de haut pour la fusée N° 6, à 800 mètres pour la N° 7.-
La tête B. contient de la cheddite qui explose dans le nuage lorsque le détonateur C est allumé par la fin de la charge de A.

b) Il s'agissait de faire de cette fusée une bombe capable d'être dirigée et pointée sur un objectif et d'exposer non en l'air, mais sur l'objectif.

c) J'ai construit un détonateur percutant au choc en transformant un crayon, suivant l'exemplaire joint et le croquis ci-dessous. Je l'introduis dans la tête B. et j'ai ensuite construit un mortier et mis des ailettes à la fusée. Les résultats furent satisfaisants, mais la difficulté de réalisation trop grande. J'ai alors recherché un système plus simple, plus rapide pouvant doter nos unités d'une arme nouvelle immédiatement.

Voici ce qui est fait:

REALISATION .- La tête B est munie d'un détonateur à percussion à l'arrivée. La charge est complétée par du Plastic et truffée de "Schrappnell" (billes de boulement - mitraille).-
La "bombe" est munie d'un baton et posée dans un tube qu'on peut appeler lance-bombe.-
La charge propulsive est allumée et la fusée ~~xxxx xxxxxx~~ part suivant l'inclinaison qui lui a été donnée.

ESSAIS PRATIQUES .Lors de l'essai avec une fusée N° 6, la bombe a été projetée à plus de 600 mètres et par un vrai bonheur dans la direction et à l'endroit choisi. Elle a bien percuté à l'arrivée.-
Etaient présents : ANNIC, Commandant de la Cie, JEAN; moniteur aux Explosifs et Pierre CHOS, adjudant, qui m'ont aidé efficacement.-

OBSERVATIONS.- Il faut réaliser un lance bombe pratique, léger et inclinable. Il faut dresser un tableau de tir suivant l'inclinaison et la charge propulsive de la bombe N° 6 ou 7.-

J'ai relevé l'inclinaison et la chute des deux essais et l'on pourra en tirer une approximation. Je cherche à contruire un lance bombe pratique.-

PROPOSITION- J'ai fait réquisitionner toutes les fusées du pays- J'en ai à ma disposition une centaine dès à présent. J'espère bien en trouver 500 et l'on peut avoir ce qu'il y a à BERGERAC-

On pourrait munir ~~chaque~~ chaque Compagnie de deux lances bombes et le groupe bataillon de même, ce qui ferait 8 engins par Bataillon. On peut doter chaque engin de 20 bombes.-

A 600 mètres de tir de ce lance bombe est meurtrier par suite de sa charge de mitraille. L'effet moral en tout cas doit être grand sur l'adversaire car il ne voit pas exactement le départ de la bombe, le tir étant indirect.

Sa simplicité, sa sécurité de manipulation en font une arme pratique et certainement redoutable? Nous aurons ainsi notre arme Secrète! La D.-I ?

L'Officier Instructeur du Génie

DOCTEUR

Rapport du Lieutenant DEMORNY, Cdt. le 6° Bataillon
à HENRI, S/SECTEUR.

RAPPORT MILITAIRE.

I° Opérations Militaires.

- 1° août Reconnaissance en vue d'une expédition sur le camp de ROUMANIERES.
- 2 août Récupération par Cie. DUGUESCLIN à CREYSSE (armes et 18 chargeurs pleins pour F.M. Mle. 1929.)
Les trois compagnies sont alertées, (colonne ennemie signalée entre TOMBEBOEUF et MIRAMONT, N'est pas venue dans le secteur.)
- 3 août Le soir à 23h20 tir de 2 F.M. de la Cie. DUGUESCLIN, sur le camp de ROUMANIERES, (10 changeurs) opération réussie.
- 4 août Ennemi signalé dans la région de Ste FOY. 2 groupes prennent position sur la Nle. 21- I groupe prend position sur la D. 25, entre ISSIGRAC et EYRENVILLE. I groupe prend position sur la D. 25 après EYRENVILLE. La Cie SAM, met 2 groupes sur la Nle 21, et met ses autres groupes en alerte.
La Cie ANNICK prend position sur le G.C. N°14.
- 5 août Idetachement de la Cie. ANNICK se trouve engagé sur les hauteurs dominant ST. PHILIPPE de SEIGNAL, Bons résultats. Ci joint rapport du chef de détachement GEORGES. Dans la suite un convoi HIPPOMOBILE rejoint BERGEREC par itinéraire détourné, (hors de nos feux)
- 6 août DEMORNY, envoie en renfort à ANNICK, I détachement de SAMQ et I détachement de DUGUESCLIN (à ce moment II F.M. installés sur les positions excellentes le G.C. 14, et les D. 18 et 15, positions inspectées par HENRI du S/Secteur.
- 7 août L'ennemi ne se présente pas.
- 8 août Cavaliers ennemis ne sont signalés en direction de CONNE, puis vers MONBAZILLAC. (40 sont signalés, puis 30 autres. Il y en avait environ 150.)
DEMORNY envoie au devant des cavaliers (avec toutes les précautions nécessaires, 3 groupes de combat de DUGUESCLIN, SAM est alerté.)
Par suite des renseignements transmis peut être avec un léger retard par les P.T.F. et du peu de trajet à faire les groupes de combat sont arrivés sur les embuscades après le passage des cavaliers.
Ces cavaliers ont occupé MONBAZILLAC. Là ils ont rencontré un camion P.45. de la Cie. SAM II venait de St LAURENT des VIGNES, et remorquait un camion réquisitionné. Résultat, 1 mort, 2 prisonniers, sur 6 hommes
Aux dernières nouvelles, l'un des prisonniers (jeune homme de 18 ans serait relâché avec le boulanger de MONBAZILLAC civil arrêté) Les rescapés ont été poursuivis et les cavaliers ont tué une jeune femme. SAM qui avait pris position au château de MONBAZILLAC a été encerclé en un clin d'oeil et ne s'est sauvé qu'en se repliant sous le feu. (fusils F.M. mitrailleuses, canons, tractés par des chevaux) Pertes actuel-

...../.....

les : 1 morts, 2 prisonniers.

ENSEIGNEMENTS TIRES DU COMBAT.

Il est très difficile d'attaquer ces cavaliers. Ils se déplacent vite et semblent ne jamais circuler en une seule colonne. DUGUESCLIN a évité la catastrophe parce qu'il avait pris position excellente pour leur couper le retour sur BERGERAC. Il aurait pu attaquer avec succès et replis sûr. Contrairement à toutes prévisions, la colonne a pris une autre route.

En résumé les pertes n'affectent pas des groupes envoyés au combat, mais une expédition de réquisition. Les changements de cantonnements nécessaires ont été réalisés.

Je maintiens en les précisant les consignes données pour cette hypothèse de combat.

1°) Le souci primordial est d'éviter l'encerclement de la position d'embuscade. Pour cela la placer dans un bois épais où les cavaliers ne s'engageront pas ou mieux attaquer un mamelon avec pente en glacis où les cavaliers seront une cible certaine.

Dans ces combats il ne faut pas de mitraillettes, mais des fusils et des F.M. tirant 400 à 700 mètres, mais jamais à moins de 300 mètres.

2°) Le danger est plus grand pendant l'approche pour placer l'embuscade que pendant le combat.

DEMORNY

Je signale que le Bataillon venait à peine de s'assimiler la tactique d'embuscade contre les blindés, lorsqu'il a fallu lui enseigner la tactique d'embuscade contre les convois hippomobiles.

Actuellement je donne les consignes pour tendre les embuscades contre les patrouilles de cavalerie.

DEMORNY.

F.F.I.
F.T.P.F.

Sous Secteur "A" 1er Régiment

Le 9 août 1944

Le Lieutenant POLYDOR Commandant le 1er Régiment S/S A
au Lieutenant LECOEUR Commandant Régional.

J'ai l'honneur de vous informer que le P.D.
du régiment est en place.

J'attends vos directives, néanmoins je vous in-
forme des décisions que déjà j'ai été dans l'obligation de
prendre.

1°) Les chefs de Bataillon sont informés qu'il
doivent remettre leurs rapports au plus tard le mardi matin,
afin que je puisse envoyer celui du régiment d' S/S/ le
même jour, qui, lui doit le transmettre à la Région dès
le mercredi matin.

2°) J'exige une discipline exemplaire et j'ai deman-
dé à tous les soldats, sous-officiers et officiers, d'être
les dignes représentants de notre mouvement.

3°) Certains de nos éléments continuent pillages
et réquisitions hors de propos, je les prévient dans une
circulaire qui sera lue dans tous les détachements, que je
serai impitoyable pour ces derniers.

Vous m'avez fait l'honneur de me mettre à la
tête de ce régiment, j'espère que vous ne serez pas déçu.

Je vous salue et à vos ordres.

signé POLYDOR

le 9 août 1944

Le Lieutenant DEMORNY, Cdt le 6° Bataillon
à SAM, ANNICK, DUGUESCLIN

TACTIQUE DE COMBAT CONTRE LA CAVALERIE ENNEMIE

- 1° Souci constant d'éviter l'encerclement.
- 2° Marche d'approche très prudente. Les colonnes sont seindées en plusieurs colonnes secondaires.
- 3° Il est téméraire d'aller au combat contre la cavalerie si l'on n'a pas la certitude de pouvoir s'installer en embuscade avant le passage de la colonne.
- 4° Armement F.M. Fusils anglais-mousquetons, grenades MILS et GLAMON (pas de mitraillettes)
- 5° POSITION D'embuscade.
 - a) bois fourni ou l'ennemi ne peut s'engager (à condition que le repli soit sûr et que l'encerclement puisse être évité. se garder toujours sur l'arrière)
 - b) Mamelon dominant le passage du convoi, à condition que les pentes du mamelon soient nues et forment un glacis où la cavalerie serait une cible certaine. C'est là la meilleure position.
- 6° TACTIQUE de combat

Tirer de loin. Au moins 400 mètres
Tirer sur les casques à moins de 300 mètres est une folie, à moins qu'ils ne soient que trois ou quatre.
- 7° CONDITIONS DE L'ENGAGEMENT (rapport des forces)

Un groupe de combat de 8 hommes avec un F.M. même sur une bonne position ne doit pas engager le combat avec plus de 15 cavaliers (à moins d'avoir un repli assuré par les formes du terrain)
Dès que des engagements auront lieu, ces consignes pourront être modifiées. Pour l'instant, je n'autorise pas davantage.
- 8° RESUME Le succès des combats dépend:
 - 1° - de l'emplacement
 - 2° - du repli
 - 3° - du tireur F.M.
 - 4° - des tireurs au fusil (qui doivent descendre à coup sûr les cavaliers qui se préparent à l'encerclement.

DEMORNY

Lorsque deux F.M. pourront être placés sur en feu croisés, j'autorise l'attaque contre 40 cavaliers, à condition de posséder un long champ de tir (700 - 800 mètres)

Le 12 août 1944

Le Lieutenant POLYDOR Commandant le 1er Régiment
 au
 Lieutenant NICOLAS Commandant la Région

RAPPORT sur L'OPERATION MILITAIRE du 9/8/1944 (R.N. 69)

Nos embuscades ayant été prévues qu'un convoi allemand composé d'environ une dizaine de camions, avait quitté PERIGUEUX dans la matinée, nos détachements ont ~~xxx~~ pris toutes leurs dispositions pour enrayer la marche du dit convoi.

La première rencontre a eut lieu à 18 heures à 3 kms du Lardin au dit Rispès.

L'embuscade était composée, d'une part du chef de la 223eme Cie: BEBERT du Ct RICHARD, du chef de détachement PAULO et de 9 hommes; avec comme armement principal 2 F.M. d'autres parts, du chef de détachement FERNANDEL avec 10 hommes et comme armement 3 F.M. la majorité des hommes étaient armés de fusils.

A l'approche du convoi ennemi signalé par une fusillade se rapprochant de plus en plus, et surtout par le service des renseignements organisé par les légaux F.T.F.F. de Condat, nos hommes ont pris toutes les dispositions nécessaires pour faire face avec honneur à la tâche qui les attendait.

L'ennemi s'est présenté de la façon suivante: les hommes marchaient à pieds longeant de très près les fossés et devançant leurs camions et une voiture découverte portant une mitrailleuse tournante. A couvert d'un fossé, les boches ont réussi à cisailier le fil reliant la batterie aux boîtes à musique, de ce fait, n'ont pu faire leur ouvrage. Nous avons alors ouvert un feu violent qui a duré plus d'une heure.

L'ennemi ripostait avec sa mitrailleuse, des F.M. et un canon. Après l'engagement nous avons réussi à décrocher sans perte sauf un blessé léger. Par contre l'ennemi a subi de lourdes pertes que l'on peut évaluer à une vingtaine de morts environ et un certain nombre de blessés.

Pour cette première embuscade de la journée, le Lieutenant Commandant le Régiment tient particulièrement à signaler:

Le Chef de la 223 eme Cie BEBERT qui, soit dans l'organisation de son embuscade, soit dans son attitude excessivement courageuse n'a cessé de se montrer en exemple à ses hommes.

Le Chef du détachement FERNANDEL qui, à un moment critique n'a pas hésité à prendre un F.M. et à se poster au milieu de la route et ordonnant à ses hommes de se replier a ouvert ~~et~~ le feu sur l'ennemi qui, pendant quelques instants, s'est trouvé complètement désorienté.

A signaler également les hommes LEA, ZDZO, et DOUCEMENT DONT c'était le baptême du feu.

Une deuxième embuscade située au lieu dit CHARPENET a accroché l'ennemi aux environs de 21 heures, il se présentait dans la formation même de la première attaque. Cette embuscade était composée:

Du Chef de la 221eme Cie du 1er Bataillon: ALPHONSE,

...../.....

du Cdt TOURNIQUET, du chef de détachement POPAUL et de 13 hommes avec comme armement principal 1 F.M. et des fusils.

Nos hommes ont ouvert, pendant une demi heure environ un tir violent qui, à nouveau, a creusé de fortes brèches dans les rangs ennemis, lequel a répondu, non moins violemment avec ses armes automatiques.

Notre F.M. a tiré 19 boîtes chargeurs et chaque homme de 40 à 50 cartouches sans compter quelques grenades lancées à bon escient.

Les pertes ennemies de cette embuscade ont été d'environ une dizaine de morts et quelques blessés.

Lors du passage du convoi à Terrasson, les pertes totales des boches ont été évaluées à environ 45 morts et blessés, 3 camions hors d'usage ainsi qu'une mitrailleuse.

Dans ce dernier engagement, une mention spéciale est décernée au chef de la 221^{ème} Cie ALPHONSE qui a fait preuve d'un très grand sang froid et d'un allant remarquable, ainsi qu'au tireur du F.M. RAPIDE qui a su par la précision de son tir désorganiser la défense ennemie.

Le Commandant du 1^{er} Régiment

POLYDOR

F.T.P.F.

F.F.I.

Le 10 août 1944

Le 9 août 1944 un groupe de l'école de Cadres en coopération avec 2 officiers de l'A.S. ont attaqué à THENON une colonne boche à la mitrailleuse, à la grenade, au fusil-mitrailleur et au fusils.

50 morts ou blessés parmi l'ennemi.

Les hommes de l'A.S. en embuscade se sont repliés sans combattre jusqu'à un camp qui se trouvait à 700 mètres à vol d'oiseau fort de 200 hommes.

Si ces hommes étaient restés en embuscade, les boches qui ont réussi à partir auraient été anéantis.

Ecole des Cadres
DUPONT.

F.F.I.
F.T.P.F.W

Sous Secteur A
1er Régiment

Le 10 août 1944

POLYDOR au Commandant MARTIAL

Mon Commandant,

Vous savez certainement ce qui s'est passé sur la N.89. Les petits gars F.T.P.F. ont vaillamment attaqué à son passage à plusieurs endroits différents. Gros dégâts aux camions ainsi qu'aux hommes, j'étais présent et j'ai pu constater les pertes infligées.

Ceci dit j'en viens au but de ma lettre.

Au camp d'A.S. situé à 700 mètres à vos d'oiseau de la N.89 et fort de 200 hommes n'a pas rempli son devoir, un détachement de ce camp en embuscade sur la N. 89 a dès les premières rafales quitté son poste en abandonnant divers objets dont deux chargeurs de fusil mitrailleur. Il est vrai qu'un homme était grièvement blessé, mais il restait en tout et pour tout 32 boches. La moindre insistance pouvait voir l'annéantissement de ces derniers.

Faites je vous prie une enquête à ce sujet, comme ils sont cantonnés en Dordogne (près de Terrasson), ils doivent dépendre de votre secteur.

Vous seriez bien aimable de me rappeler au bon souvenir du Capitaine ALAIN

Toujours à votre disposition pour la défense commune
Le Commandant du 1er Régiment F.T.P.F. S/S/A

signé Polydor

F.T.P.F.
F.F.I.

1er Bataillon
222eme Compagnie
2eme Section

COMPLEMENT au RAPPORT sur l'OPERATION du 13/8/44
à NIVERSAC

Le chef de la 2eme Section RAMON tient à signaler les faits suivants:

Lorsque le 12/8/44 dans l'après midi nous nous sommes mis en position, MARTHE MEYER, notre ancienne détenue, qui se trouvant au restaurant du Cheval Blanc, a cherché à se dissimiler; appréhendée par RAMON, elle déclara, que mise en liberté, elle avait été amenée là par une voiture F.F.I. et travaillait dorénavant pour nos services.

Cependant, elle est montée sur le premier véhicule venu: une voiture à cheval, et a pris la direction de PERIGUEUX... Le lendemain matin les boches nous arrivaient de MARSANEIX, connaissant probablement nos positions; parce que:

1°) Une estafette à vélo s'arrêta juste à la barrière et regarda dans notre direction.

2°) Dès leur arrivée une quinzaine de boches se dirigèrent vers la ferme où nous avions dormi.

3°) notre première rafale de mitrailleuses était à peine partie que le bombardement par trpilles commençait avant même la fusillade.

4°) Un autre détachement boche avait pris position à la RAFFINIE dans l'intention évidente de couper nos arrières avec ses F.M.

Nous avons donc fait un rapprochement entre le départ de MARTHE MEYER pour PERIGUEUX et l'évidente connaissance de nos positions par la WERHmacht; c'est là une "coïncidence" que nous tenons à signaler /

Autre information: nous avons appris que la veille de l'attaque le fils BALLAS, de la milice de PERIGUEUX, s'était rendu à St PIERRE de CHIGNAC, pour y acheter de la viande.

L' Adjoint: LAFLEUR

F.T.P.F.
F.F.I.

1er Bataillon
222^{eme} COMPAGNIE

Le 14/8/44

RAPPORT sur les OPERATIONS des 11, 12, et 13/8/44,
entre NIVERSAC et Ste MARIE de CHIGNAC.

Le 11/8/44, à 23 Heures, nous avons reçu l'ordre de nous rendre à St LAURENT prendre position; nous devions partir immédiatement pour repérer le terrain, nous mettre en position et attendre 1500 CROATES encadrés de quelques L.V.F. qui soit-disant devaient se rendre.

Premier Avarar: pas de camions, nous avons attendu de 0h à 12 H le 12 août. Inutile de dire que les hommes sont partis fatigués.

Sur un bon camion conduit par PITAFF, nous sommes arrivés à St PIERRE de CHIGNAC, vers 14h30, ayant fait dire à l'école de cadres de nous rejoindre. Là nous apprenons que notre position est déjà occupée.

Nous décidons de nous porter à la position indiquée sur le croquis ci-contre, ce qui fut fait à 16h, nous y sommes restés jusqu'à 21h, heure à laquelle nous avons appris que les fameux croates s'étaient dirigés sur BORDEAUX ou BERGERAC. Nous nous sommes alors à peu près tous réunis dans une ferme où nous devions coucher, mais nous fûmes surpris par 3 coups de mortier résonnant du côté de MARSANEIX. Nous nous sommes alors repliés dans un bois, derrière la ferme, où nous avons passé la nuit. MARIUS, chef de groupe d'engins, a fait plusieurs vigiles patrouilles avec l'observateur Brouens pour voir le camion qui devait nous ramener (Blaise était en effet parti le chercher), mais celui-ci n'est venu que le lendemain. Vers le matin à 8h30, nous regagnons nos positions, nous y étions à peu près tous vers 9h, lorsque nous entendîmes un bruit de charrettes en grand nombre, puis un "braillement" et le bruit cessa. L'infirmier Joseph nous fit remarquer que ce devait être une colonne. Il vit alors trois boches à vélo qui arrivaient au croisement, tous les copains étaient à peine en position. Mais cette colonne venait, non de PEIGUEUX, mais de MARSANEIX par la route des VERMANNES. Notre position devenait alors ridicule, l'ordre de repli fut donné, nous partîmes tous, ayant fait 900 mètres environ, nous aperçûmes sur la route qui mène à BLIS et BORNE de l'autre côté de St MARIE, une partie de la colonne, la mitrailleuse de l'école fut mise en batterie, mais, quand l'ordre de tirer eut été donné, elle s'enraya aux premières balles. Le feu était alors ouvert, et le repli se fit plus vite, car la moitié de la colonne n'avait pas franchi le virage du croisement, et que les ennemis montaient sur la position pour nous engencer.

Nous partîmes encore plus vite, les mitraillettes nous tirant à 80 mètres, un de nos copains est tombé de fatigue ou d'épuisement, nous l'avons cru tué, mais notre grand contentement, il rejoignit les copains à St PIERRE de CHIGNAC.

Beaucoup de gars se sont rejoint à St PIERRE, aux VERMANNES et à StGEYRAC, il manque encore beaucoup de camarades,

...../.....

mais nous ne savons pas au juste ce qu'ils sont devenus nous quels sont ceux qui sont faits prisonniers.

L'impression que laisse cette bagarre, est qu'elle était terriblement périlleuse et ridicule; il faut croire à un "pot" formidable en pensant que nous ne sommes pas tous morts ou prisonniers.

Lu et approuvé
Le C.O.C. 22. III BLAISE

E.M.R.

F.T.P.F.

F.F.I.

RAPPORT

Nous partons en mission sur la 89, le samedi 12, prenons position à NIVERSAC, le soir même. Le dimanche matin nous REDUR- MARIUS - FRIFRI- sommes désigné pour aller chercher le café ainsi qu'un pain au village.

Comme nous nous apprêtons à rejoindre notre position deux jeunes filles nous avertissent que les boues étaient ~~très dangereuses~~ à la barrière, étant dans l'impossibilité de rejoindre nos camarades, nous nous replions sur la gauche de la 89, attendons environ 5 minutes et partons deux en reconnaissance FRIFRI à gauche, MARIUS à droite, afin de trouver un passage pour regagner nos camarades, alors qu'il y avait que quelques minutes, la bagarre se déclenche à gauche, impossible de passer, la route est gardée ainsi que la gare, à droite MARIUS fait prisonnier.

Nous restons deux de E.M.R. FRIFRI et REDUR, ainsi que ANDRE de la Cie BLAISE qui nous avait rejoint.

La bagarre dure environ deux heures, ensuite nous sommes repéré et encerclé, vers 3 heures nous réussissons à nous dégager, dans notre repli nous tombons sur une patrouille boche (12 environ) qui nous ouvrent le feu à environ cinq mètres, nous nous replions à nouveau et réussissons à leurs échapper. Egaré dans les bois, nous sommes à nouveau attaqué et à la faveur de la nuit nous leurs échappons et rejoignons l'E.M.R. par nos propres moyens.

FRIFRI LEDUR

.F.I.
F.T.P.F.

Sous Secteur A
1er Régiment

Le 16/8/44

Rapport de la 222ème Cie - 2ème Section du 1er Bataillon
sur les Opérations du 3/8/44

Le 3/8/44 RAMON emmena une équipe de 5 hommes afin de chercher du matériel indispensable au détachement dans la région de St Pierre de Chignac, Bassillac et Trélissac. Le corps d'expédition était composé des hommes suivants: JO, BUFFALO, ANTONIO, PIERROT, et ATTILA.

Le départ eu lieu à 14 heures, l'équipe partit dans la camionnette de la Cie. A Saint Crépin d'Auberoche nous avons récupéré du matériel divers, ainsi qu'à St Pierre de Chignac (paiement effectué).

Là, deux individus suspects, nous ont signalés sur la R.N. 89 en direction de PERIGUEUX. Interpelés et appréhendés à l'école de St Marie de Chignac ils prétendent faire partie de l'A.S.

A Bassillac, nous avons récupéré du matériel au Château de GAUDAUD ainsi que du vin chez le Docteur MARCHE, collaborateur notoire (ces maisons avaient déjà reçu la visite de groupe de Résistance, des stocks y existent encore à l'heure actuelle). Cet individu avait préalablement déclaré n'avoir que quelques légères provisions de famille. Sans autres objections il accepta le bon de réquisition qui lui fut délivré par nous.

Cette visite terminée, des membres de l'A.S. nous avertirent que des NORD AFRICAINS (5) armés de mitraillettes se trouvaient au carrefour de Trélissac. Nous nous sommes rendus sur les lieux, prêts à rentrer en action ceux-ci ayant quitté la place depuis quelques instants.

Nous sommes donc repartis en direction de St Pierre, à peine arrivé à ELIAC, des phares apparaissent sur la route? Après avoir pris nos positions de combat, nous nous trouvons en face d'un convoi de l'A.S. se dirigeant sur Brantôme. Arrivés à Saint Pierre nous confrontons les deux prisonniers avec le Lt Marcel de l'A.S., celui-ci reconnaît ces hommes et les prends avec lui. La nuit tombée, nous regagnons MONTIGNAC sans encombre.

En campagne le 5/8/44

RAMON

ARME DE LA LIBERATION
F.F.I. - F.T.P.F.
SOUS - SECTEUR " A "
1er Régiment
-:-

Le 15/8/44

Rapport hebdomadaire :
Activité du 1er Bataillon.

La semaine écoulée a été marquée par une intense activité combattive du Bataillon, celui-ci a pris part à l'expédition de Brive. Ses Compagnies ont toutes participées à des combats pour la plupart couronnés de succès, sauf en ce qui concerne le 22ème Cie durement éprouvée, à ce propos, je ne puis donner de détails précis, le bilan effectif n'ayant pas encore été établi.

Le moral des hommes est splendide, les garnisons sont très gorgées, la discipline et l'ordre s'établissent et s'établiront plus rapidement si l'intendance et les services de transport fonctionnent un peu mieux.

Nos transports arrivent assez irrégulièrement, les liaisons sont aussi désordonnées mais le tout va en s'améliorant.

Pour les détails des opérations, je transmets ou ai déjà transmis les rapports des Cies. Je transmets également un rapport de GRAMIA qui est, comme tu le sais incarcéré à la prison depuis le 10 courant.

J'ai pris contact avec la section des artificiers, j'en suis dans l'ensemble satisfait, j'ai constaté qu'ils n'étaient plus très riches en matériel.

La campagne le 15/8/44

Le C.O.R. : 23.313 RENE

F.F.I.
F.T.P.F.

Sous Secteur A
1er Régiment

Le 16/8/44

Al Lieutenant LECOEUR Commandant la Région

Le rapport du 5ème Bataillon ne m'étant pas encore parvenu, je ne puis vous donner aucune indication sur son activité. Je fais dès aujourd'hui le nécessaire pour que de pareils faits ne se reproduisent plus.

Pour les 1er et 7ème Bataillons, vous avez pu constater qu'ils sont en parfaites conditions tant au point de vue combatif qu'au point de vue moral.

Nos petits gars ont compris qu'il fallait être discipliné pour arriver à un résultat. Si des éléments (d'ailleurs peu nombreux) ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre je me charge de les convaincre, d'abord par une explication claire et nette, ou par une punition s'il sont tout à fait incorrigibles.

Les mouvements des troupes ennemies sont rigoureusement contrôlés. Le Service de renseignements marche d'une façon parfaite. Vous avez d'ailleurs pu le constater.

Ne pourrions nous pas attaquer (par surprise) l'ennemi dans ses cantonnements, j'aimerais avoir votre avis à ce sujet.

Rien de spécial à vous signaler pour aujourd'hui.

Le Trio du Régiment espère recevoir prochainement la visite de la Région.

A vos ordres et fraternellement.

Signé Polydor

F.F.I.
F.T.P.F.

4eme Bataillon 22II^e Cie "Albert"

Le 19 août 1944

-Compte Rendu -

Le chef de détachement "MAURICE" au Commandant
Régional "LECOEURS"

J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants qui se sont déroulés à St Georges de BLAMANEIL (Dordogne) le mardi 8 août.

Dans le courant de l'après midi, j'ai entendu plusieurs coups de feu (7 ou 8) en direction du poste de garde qui se trouvait sur la route de Bosset, avec un groupe je me suis porté vers eux et là j'ai trouvé le commandant de Cie "ALBERT" avec sa voiture, car il voulait aller à Bosset. Il est alors parti à pieds la voiture le suivant derrière; quelques minutes plus tard (10 minutes) il repasse à vive allure et me dit: "Les boches arrivent, attention!" et il va au P.C.. Je mets aussitôt le groupe qui m'avait suivi en position des deux côtés de la route, puis deux cyclistes débouchent sur la route (200m) et ouvrent le feu sur un de mes hommes qui venait de traverser la route et la bagarre s'engagea. Les boches se déploient dans le bois des deux côtés de la route et se dirigent vers mon cantonnement et vise celui de mon collègue "OLIVE". Il était environ 8 heures et la bagarre a duré jusqu'à la nuit. La supériorité en nombre des boches (3 camions 30 cyclistes) a permis l'encercllement des deux cantonnements. Ils étaient à 50m des premiers marabouts, où il restait un groupe et suivant les ordres que j'avais reçus. Nous avons sauté le cantonnement, le matériel de cuisine, et les vivres; les armes et les munitions étaient déjà emportées et enterrées. Nous nous sommes alors repliés vers le P.C. et la compagnie a quitté le cantonnement vers minuit.

Nous n'avons eu chez nous aucune perte en hommes ni en armes, et par contre chez les boches nous évaluons à une quinzaine de morts.

Le chef de Détachement
MAURICE